



M. Thomas Garrigue Masaryk



11-11-347
Émile FOURNIER-FABRE
de la Société des Gens de Lettres.

LA VIE ET L'ŒUVRE

POLITIQUE ET SOCIALE

DE

M. THOMAS GARRIGUE MASARYK

Président de la République Tchécoslovaque

OUVRAGE HONORÉ D'UNE PRÉFACE

PAR

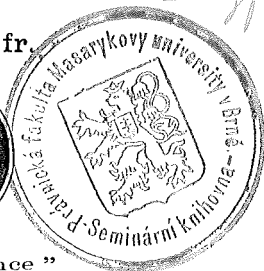
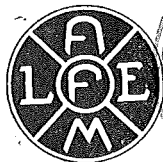
M. ÉMILE BOREL

Membre de l'Institut, Ancien Ministre de la Marine
Député de l'Aveyron
Président du Comité Français de Coopération européenne

ET SUIVI

d'une étude complémentaire sur la géographie physique,
ethnique, économique, politique
et sur le développement littéraire, artistique et scientifique
de la Tchécoslovaquie,
avec les portraits des principaux hommes d'État
Français et Étrangers

Prix : 15 fr.



" Chi dura vince "

III esp 59
PARIS

Librairie Générale et Internationale

G. FICKER

4 et 6, rue de Savoie

PRÉFACE

L'histoire de M. Thomas Garrigue Masaryk est une véritable épopée qui n'est égalee par aucun des récits historiques ou légendaires que nous a légués l'Antiquité.

La vie de ce professeur devenu, dans son âge mûr, un homme politique qui, après avoir consacré sa vie à l'étude de la philosophie, se trouve brusquement jeté dans l'action et qui, parti de son pays en exilé, y revient en triomphateur, est une des plus belles histoires qui soient au monde.

M. Emile Fournier-Fabre l'a retracée avec fidélité et avec simplicité. En faisant vivre devant ses lecteurs cette noble et belle figure, il leur donne à la fois une leçon de politique et une leçon de morale. On répète trop souvent à notre jeunesse que l'idéalisme est mort et que, seules, l'activité matérielle et la recherche du gain doivent préoccuper les hommes modernes, et voici qu'un homme arrive au faite des honneurs et de la gloire, en ayant consacré toute sa vie à un idéal, sans avoir jamais recherché ces honneurs ni cette gloire.

Lorsque Thomas Masaryk, pendant la grande guerre, a promené son exil d'Europe occidentale en Russie et de là aux Etats-Unis, il ne se préoccupait que d'une chose, affranchir son peuple d'une domination séculaire. Ce peuple était presque en-

tièrement sans communication avec lui. Ceux pour qui il travaillait ne connaissaient pas son action et cependant, le jour de la délivrance, le jour où le peuple Tchécoslovaque fut enfin maître de sa destinée, il n'y eut qu'un cri pour appeler à la plus haute fonction de l'Etat l'exilé volontaire qui avait, dans son exil, si bien travaillé pour la patrie.

M. Thomas Masaryk vient d'être triomphalement réélu à la Présidence de la République Tchécoslovaque, Présidence qu'il occupe avec tant d'éclat et avec tant de profit tant pour son pays que pour l'Europe et pour le monde.

Il faut souhaiter, dans l'intérêt de la paix et de la prospérité de l'Europe, qu'il puisse, pendant de longues années encore, exercer dans ses hautes fonctions, l'action si utile qui a été la sienne depuis qu'il les occupe.

Les lecteurs français seront reconnaissants à M. Emile Fournier-Fabre de leur avoir permis de connaître cette magnifique histoire et d'admirer l'homme qui symbolise la République Tchécoslovaque, sœur cadette de la République Française.

EMILE BOREL.



MON BIEN CHER AMI,

Qu'il me soit permis, ici, après l'éminent politicien, M. Emile Borel, qui, par l'éclat de sa parole et la grandeur de sa pensée, a eu l'extrême amabilité de signaler à tous nos compatriotes, le réel mérite de votre livre, de venir joindre, au nom de tous les membres de notre Fédération, l'humble tribut de notre très respectueuse et très vive admiration pour l'œuvre grandiose du plus illustre défenseur des Libertés et des Droits des Peuples aux pages dans lesquelles vous avez si loyalement décrit le plus clairvoyant, le plus enthousiaste, le plus héroïque des apôtres de l'Humanité qui aient paru dans nos temps modernes : je veux parler de M. Thomas G. Masaryk.

GEORGES FERRERO,

ARCHITECTE DU GOUVERNEMENT,

PRÉSIDENT DU COMITÉ DIRECTEUR DE LA FÉDÉRATION LITTÉRAIRE,

ARTISTIQUE ET ÉCONOMIQUE DU MIDI,

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DES GENS DE LETTRES.

OFFICIER D'ACADÉMIE,

Tarbes, le 5 mai 1927.



M. THOMAS GARRIGUE MASARYK

Premier Président de la République Tchécoslovaque.

(Photo J. F. Langhans.)



M. GASTON DOUMERGUE

Président de la République Française.

(Élu le 13 juin 1924 et entré le même jour en fonctions pour sept ans.)

(Photo Henri Manuel, Paris.)

M. Thomas Garrigue Masaryk

PREMIÈRE PARTIE

I

L'ENFANCE ET LA JEUNESSE DU FUTUR LIBERATEUR DE LA BOHEME

Ce ne fut guère que dans la Rome antique que les citoyens probes et d'un grand caractère, mais issus d'une humble condition, tels que les fils de bergers ou de pauvres artisans, purent se faire remarquer par leurs mérites et leurs vertus. Exaltés par leurs concitoyens, recherchés même aux heures les plus tragiques, on les voyait, sans exciter la haine ni la jalousie, s'élever aux plus hautes charges de la République.

C'est que, dans ces temps reculés, les hommes menaient une vie paisible et frugale, exempte de passions violentes, de désirs effrénés et, dans leur naïve ignorance, demeuraient sourds aux criminelles intrigues d'une ambition malsaine. L'amour du foyer, le respect des dieux, le culte des morts, voilà bien les devoirs auxquels ils consacraient toute leur existence.

Dans nos Etats modernes, l'impérialisme a tout gâté. Les rois ont agrandi et unifié leurs domaines, non pour faire le bonheur des peuples, mais pour marquer leur puissance et la sauvegarder. Trop souvent, hélas ! ils se sont servis du masque de la religion pour se livrer plus impunément à leur soif de conquêtes. Aussi, autour d'eux, pour les aider dans leur lassante et sinistre besogne, a-t-on vu des ministres de valeur, mais tarés, et le vaisseau royal, maintes fois égaré par les mains coupables de favoris indignes et d'inconscientes courtisanes, a failli honteusement sombrer. Les quelques hommes intègres, qui avaient pu échapper aux miasmes corrupteurs de la Cour et qui nourrissaient dans leur âme un idéal fécond, seule garantie du progrès et de la prospérité de leur race, se voyaient impitoyablement écartés du pouvoir, bannis le plus souvent, du moins, dans la plupart des cas, réduits à l'impuissance et mis dans l'impossibilité de dicter leur volonté. Pour mettre de tels hommes en lumière, il a toujours fallu les flots vengeurs des révolutions.

Pendant plusieurs siècles, tel a été le cas du peuple Tchéque, soumis à l'odieuse tyrannie des Habsbourg. Et, cependant, s'il était, même aux époques lointaines, un pays appelé à une destinée aussi brillante que glorieuse, c'était bien cette Tchécoslovaquie, placée au centre de l'Europe, et qui, désormais, sera le pivot sur lequel devra tourner tout le mécanisme politique oriental. A peine né d'hier à la Liberté, ce nouvel Etat, délivré à grand peine de l'étreinte allemande et de l'oppression autrichienne n'est encore connu que d'un petit nombre de Français, parmi lesquels on ne peut guère citer que quelques lettrés et quelques savants.

Mais, sur ce fond encore obscur et aux teintes plutôt vagues, se détache une figure impressionnante, unique, — oserai-je dire, — par la composition de ses traits fortement burinés et la culture originale de son caractère profondément idéaliste : je veux parler de M. Thomas Garrigue Masaryk, le vénérable et éminent chef d'Etat, qui dirige actuellement le peuple Tchéque. Il y a quelques mois, le Premier Président de la jeune République Tchécoslovaque fut l'objet, à Paris, d'une réception en-

thousiaste, dont l'écho seul était parvenu jusqu'à nous. Certes, tous nos compatriotes méridionaux auraient été fiers et heureux de saluer le noble vieillard qui, après de si longues années d'un travail acharné, de luttes incessantes et d'héroïques efforts, de souffrances physiques et morales incalculables, venait de rentrer triomphalement à Prague. Prague, la magnifique capitale de Bohême, qui avait vu M. Masaryk quitter ses murs en véritable proscrit, s'est orgueilleusement parée d'étendards et d'oriflammes, pour recevoir, aux acclamations de tout un peuple, M. Thomas Masaryk, venant prendre sa place au château des Habsbourg à jamais détrônés. Le modeste professeur de philosophie de l'Université Tchéque est, en effet, devenu, — de la façon la plus inattendue, peut-être, pour les trois quarts du monde entier, mais non pour les observateurs profonds qui, depuis l'ouverture des hostilités, suivaient pas à pas la marche des événements en Tchécoslovaquie, — le glorieux détenteur des hautes destinées de sa Patrie. Je crois donc servir utilement les intérêts des deux Républiques, en m'efforçant de faire connaître plus intimement, — si cela m'est permis, — ce héros de la pensée et de l'action qui, pendant près d'un demi-siècle, n'a eu qu'un idéal, — affranchir les Tchèques, les rendre maîtres de leur propre sol et de leurs propres actes, — et qui, par une volonté de fer, unie aux plus belles qualités de l'esprit et du cœur, a su triompher de ses adversaires, réduire ses ennemis à l'impuissance et réaliser son rêve humanitaire. Quand un homme peut écrire, à la dernière page de sa vie : j'ai affranchi mon pays et donné à tous mes compatriotes *la Justice et la Liberté*, on doit, comme le faisaient les anciens pour leurs héros, l'honorer à l'égal d'un dieu !

Aucune vie n'aura été plus tourmentée, plus féconde en épreuves tragiques et émouvantes, plus abreuvée de tristesses, de déprimantes déceptions devant l'outrage et l'injure, mais aucune n'aura été aussi plus admirable par la dignité, le courage, la bonté, la persévérance et la foi que celle de M. Thomas Garrigue Masaryk ; aucune existence n'aura, certes, été plus propre à tremper un caractère, à le

purifier comme l'acier, à le raidir contre l'aveuglement, l'ignorance et la folle obstination des hommes, à enflammer un cœur pour les nobles causes, au brasier des révoltes populaires. Tout, dans cette vie étrange, remplie de mouvements et de méditations, si digne, si élevée et si courageuse, formée du plus pur idéalisme et de la plus concrète et humaine pitié — tout jusqu'à sa naissance — a prédestiné ce héros à l'indépendance Tchécoslovaque qu'on peut dire merveilleuse.

Né, le 17 mars 1850, dans un petit village isolé de la Moravie, à Hodonin, dans ce pays de montagnes si pittoresque et si rude, dont chaque site est pour ainsi dire embelli par la légende, le jeune Masaryk a ignoré les douces joies de l'enfance heureuse, que l'aisance du foyer paternel met à l'abri des nécessités et des privations quotidiennes de la vie. Son père, cocher à ses heures, mais fermier par métier, travaillait dans un coin des vastes domaines des Habsbourg. Sa mère, Tchèque par sa naissance, avait été élevée sur les bancs d'un modeste pensionnat allemand. Après un rapide passage à la modeste école de Cejkovice et à celle de Cejc, le voilà, à peine âgé de treize ans, apprenti serrurier à Vienne, puis employé chez un maréchal-ferrant à Cejc. Mais l'abandon forcé de ses livres ne sera, pour l'enfant, que de courte durée. Son goût obstiné pour l'étude étonne tous ceux qui l'entourent. Il prend sur les nuits les heures de lecture qu'un lassant et fastidieux travail manuel lui dérobe pendant le jour. Et bientôt, muni d'un bagage pédagogique, acquis, pourrait-on dire, presque par ses propres forces, et qu'il pouvait juger à peine suffisant, il renonce à la lime, au marteau, à l'enclume et devient instituteur à Cejkovice. De là, il passe au gymnase de Brno, termine ses études de latin et de français à Vienne, suit avec ardeur les cours de l'Université, prépare son agrégation à Leipzig, et obtient le grade de docteur en philosophie. Ah! ce jour-là, comme le cœur du jeune Masaryk devait battre d'une émotion intense! Et comme ce parchemin, obtenu après tant de souffrances morales et physiques, a dû prendre la forme d'un vrai talisman aux yeux de celui qui a su ga-

agner l'estime et l'admiration des hommes, gravir les plus hauts degrés du pouvoir et arriver au faite des honneurs! La vie s'ouvrait-elle donc, enfin, devant ce jeune travailleur acharné, avec toutes les promesses les plus douces et les plus riantes espérances? A Leipzig, pendant qu'il suivait les cours de l'Université, M. Masaryk avait été séduit par les nobles qualités d'une jeune américaine vraiment belle. Mlle Charlie Garrigue, par son incomparable beauté, sa douceur et sa bonté, par ses aptitudes merveilleuses pour les études musicales, avait fait vibrer son âme si franche et si confiante et fixé pour toujours les inclinations de son cœur. Aussi, lorsque sa position lui paraît désormais assurée, M. Masaryk se hasarde-t-il hors de son pays; il franchit l'Océan, visite New-York et, au comble du bonheur, en ramène la femme charmante qui devra désormais partager sa vie et saura le reconforter aux heures d'angoisse au milieu des plus fortes tempêtes. Plus que sa compagne, elle sera son ombre, elle le suivra, partout et toujours, au milieu de tous les dangers, sur la terre d'exil.

 II

LES MODESTES DEBUTS

D'UN VERITABLE HEROS

IL SE PLONGE COURAGEUSEMENT

DANS LA TOURMENTE REVOLUTIONNAIRE

C'est alors que l'horizon politique commence à se dessiner devant ce maître, qui fait preuve déjà d'une mâle et sévère éloquence. Le désir de jouer un rôle au Parlement de Vienne, comme représentant du peuple Tchèque, devient une obsession pour lui. Appelé à faire des conférences à Prague, en 1882, lorsque l'Université tchèque fut séparée de l'Université allemande, il fonde, pour répandre ses idées en matière économique et sociale, une revue, *L'Athe-*

næum, avec le concours de quelques amis. Il se dépense avec une énergie incroyable. Il multiplie les réunions publiques, pose sa candidature à la députation et, pour la première fois, en 1891, voit les portes du Reichsrat s'ouvrir devant lui. Mais bien avant cette époque, et à deux reprises différentes, il avait attiré sur lui les regards de tous ses concitoyens et rempli d'inquiétude l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Or, ces dates — 1886-1889 — resteront célèbres, non seulement dans la vie de M. Masaryk, mais aussi dans l'Histoire de la Tchécoslovaquie. La première se réfère à la critique que le jeune professeur n'hésita pas à entreprendre contre *l'authenticité de certains manuscrits*, celui de Zelena Hora, découvert en 1817 en Bohême, et celui de *Kralove Dvor*, qui étaient faussement regardés comme le symbole du patriotisme slave et le palladium de la nationalité des Tchèques. Œuvre d'assainissement moral et de probité littéraire sans doute, mais œuvre surtout de dignité nationale. Et il fallait, à cette époque, un grand courage, un extraordinaire désintéressement de soi-même, pour oser affronter ainsi l'entêtement populaire, résister à l'opinion publique, parler contre la croyance de tout un peuple et prétendre briser, aux yeux de tous ses compatriotes, un préjugé qui gonflait d'orgueil, depuis plusieurs siècles, bien des générations. Cependant, le jeune et brillant universitaire n'hésita pas à confondre les imposteurs, à démentir ce qu'il y avait de faux et d'apocryphe dans ces récits lyriques, de ces prétendues luttes héroïques de la nation Tchèque contre la race germanique. Avec le concours du célèbre philologue Gebauer, et l'appui de l'historien Goll, il produisit une foule d'arguments décisifs, empruntés à la philologie, à la paléographie et à l'histoire, arguments qui réduisirent en poussière cette déprimante légende. Mais la lutte fut acharnée, même pleine de dangers pour M. Masaryk; elle marqua le déclenchement de formidables tempêtes qui, dans la suite, ne cessèrent de gronder au-dessus de sa tête.

Qu'importe! En agissant ainsi, le courageux professeur mettait en pratique la doctrine de Jean Huss, dont la voix stridente et le poignant souvenir



JEAN HUSS
(1373-1413)

(Prahá.)

n'ont jamais cessé de secouer la Bohême. Ce moine, plein d'ardeur pour le combat contre le mensonge et le vice, et dont on nous a parlé si vaguement; dans notre enfance, sur les bancs de l'école, dans nos pays néo-latins, savons-nous l'extraordinaire et salutaire influence qu'il a eue sur toute l'Europe centrale et particulièrement sur le peuple Tchèque? Admirateur du célèbre hérésiarque anglais Wicléf, Jean Huss avait embrassé sa doctrine avec ardeur et s'était élevé avec indignation contre les membres d'un clergé vicieux et corrompu. Dénoncé au Concile de Constance et sommé de venir rétracter ses erreurs, il s'y refusa et fut condamné au bûcher par l'empereur Sigismond, en 1415. Ce moine, plein de fougue et d'amour pour la vertu et la vérité, vrai martyr de la Réforme, qui, pendant sa vie, avait eu de nombreux partisans dans toutes les classes de la Société, devait compter, après sa mort, une véritable armée de vengeurs. Et pendant seize années, la Bohême fut le théâtre de représailles atroces qui dégénérèrent, sur tout le territoire et dans les régions limitrophes en une guerre sanglante, qui ne prit fin qu'avec la destruction complète des Hussites.

Mais l'âme de Jean Huss, son âpre acharnement à confondre l'erreur et à découvrir la vérité, sa haine du mensonge et de l'hypocrisie, son amour pour la justice et la vertu, ainsi que le poignant souvenir de sa mort abominable n'ont cessé, pendant les siècles qui suivirent, d'enflammer les cœurs des Tchèques.

Nous pouvons affirmer que M. Masaryk a hérité de Jean Huss son indomptable énergie, sa foi inébranlable dans la régénérescence de sa race, ce souci constant de peser les faits et les causes et de passer au crible du plus pur et du plus loyal criticisme les croyances, les préjugés, les décisions de la raison humaine, cette tenacité enfin, si remarquable chez un adolescent, dans le cours de la discussion, et qui lui valut, à l'école, de la part de ses maîtres, plus d'une verte réprimande et plus d'un amer reproche.

La seconde de ces dates, qui marque une seconde étape dans la voie si ferme et si droite qu'a toujours

suivie M. Masaryk pour arriver jusqu'aux extrêmes limites de son merveilleux programme, nous rappelle le scandale non moins retentissant provoqué par le crime et la condamnation d'un juif appelé Hilsner, accusé d'avoir égorgé une jeune fille dans la ville de Polna, en Bohême. Tandis qu'en prenant nettement partie contre ceux qui affirmaient l'authenticité des manuscrits, dus à la plume d'un audacieux mystificateur, Hanka, M. Masaryk enseignait, suivant la célèbre maxime de Jean Huss, l'amour de la vérité, le courage et les qualités du cœur, en défendant le juif Hilsner, il s'élevait avec une juste indignation contre l'effroyable légende du meurtre rituel, si répandue dans la masse, et se posait courageusement contre le mouvement antisémite qui, parti de Vienne, menaçait d'envahir toute la Bohême. Plus tard, faisant preuve de la même énergie, de la même volonté de réagir contre la politique infâme de la Chancellerie autrichienne, nous verrons M. Masaryk, pour défendre la Serbie, dénoncer au monde l'horreur du procès de Zagreb. L'on conçoit facilement l'opposition formidable que dès le début de sa carrière politique, le jeune député tchèque rencontra au Parlement; force lui fut de démissionner. C'est alors qu'il créa une nouvelle feuille, *Nase Doba* (notre époque), et qu'il se mit à la tête d'un nouveau parti, le parti progressiste, qu'il serait plus conforme d'appeler le parti réaliste. Car, penseur profond, mais remarquable observateur, n'admettant l'action qu'après la rigoureuse analyse des faits, M. Masaryk put rapidement se convaincre que l'affranchissement des Slaves devait être la conséquence nécessaire de la chute des Habsbourg et de l'émiettement fatal de la double couronne. Réélu au Parlement de Vienne, en 1907 et en 1911, il attira de plus en plus sur lui l'attention publique par ses attaques incessantes. Les étrangers eux-mêmes se sentirent dominés par cette personnalité qui se dessinait, s'affirmait et s'imposait avec une si grande éloquence, avec tant de netteté et de force sur l'écran de la politique mondiale. Ce furent surtout ses révélations sur l'hypocrisie autrichienne et l'infâme complot du baron d'Æhrenthal contre la Serbie, qui le mirent

en pleine lumière et le livrèrent presque seul à la rage des Habsbourg. C'est que ses regards perçants et son esprit scrutateur avaient fini par déchirer le voile tissé de fourberies et de mystères qui, pendant des siècles, n'avaient cessé d'envelopper la hideuse diplomatie du gouvernement austro-hongrois.

Ce véritable apôtre de la Liberté ne connaît alors plus de repos. Il songe à dissoudre la monarchie, à réduire en poussière le trône de cette dynastie odieuse et, en 1914, quand le canon gronde, que les obus font entendre leurs effroyables sifflements sur le Rhin, il les salue comme les libérateurs de sa race. Résolu à sauver les Slaves, il se réfugie en Hollande, court à Paris, à Londres, établit son quartier général en Suisse, soulève l'enthousiasme des émigrés Tchèques, les rallie à sa cause, qui est la cause sacrée de la Patrie, opprimée depuis tant de siècles; il leur fait le tableau émouvant de la régénérescence des Slaves, si longtemps écrasés par les bottes autrichiennes et allemandes. Nouveau Garibaldi, le voici à la tête du mouvement révolutionnaire, et les collaborateurs fidèles, courageux, inlassables, qui, accourus à son premier appel, l'ont suivi, partout et toujours, jusqu'à l'heure du triomphe, le secondent admirablement dans cette œuvre grandiose. M. Edouard Benés reste à Paris. Milan Stefanik, le célèbre astronome slovaque, obéit, point par point, aux ordres du grand tribun révolutionnaire. Tout le monde sait que lorsque, en 1916, au mois de février, le Conseil national Tchécoslovaque fut créé à Paris, M. Masaryk, élu président, s'adjoignit Durich comme vice-président, et prit comme secrétaire général M. Edouard Benés, alors chargé de cours à l'Université de Prague et actuellement ministre des Affaires Étrangères.

Obligé de fuir, en 1915, devant les menaces autrichiennes et allemandes, M. Masaryk devient professeur à King's College, à Londres. En 1917, nous le retrouvons en Russie. Contre l'envahisseur germanique, il fait entendre son éloquente protestation, et dresse un impitoyable réquisitoire contre la barbarie de la guerre. C'est alors que les légions tchéco-slovaques accourent en bataillons enthousiastes à son impressionnant appel.

Plus loin, plus loin encore, il va porter l'étendard de la révolte, et c'est en Sibérie, au Japon, aux Etats-Unis, que cet apôtre du Progrès, de la Pensée et de l'Humanité va, sans relâche, plaider éloquemment les droits sacrés des petites nations et le respect de leur souveraineté. Il réclame la libération définitive des Tchèques. Après quatre ans de lutttes, d'efforts surhumains, de fatigues incroyables, en décembre 1918, M. Thomas Masaryk est enfin rentré en vrai triomphateur dans son pays, dont il a à tout jamais brisé les chaînes.

Hélas! le noble vieillard n'a pas goûté cette joie si pure, si douce et si bien méritée de se voir acclamé par tout le peuple tchèque, entouré des membres de sa famille. Qu'étaient donc devenus, pendant l'effroyable tourmente, tous ceux qui la composaient? Son fils aîné était mort et sa fidèle compagne, épuisée par tant de souffrances physiques et morales, n'avait pas tardé à suivre son enfant bien-aimé au tombeau.

Hâtons-nous de le dire, — en terminant ce premier chapitre sur les ovations indescriptibles qui ont accueilli dans les murs de Prague le grand vainqueur des Teutons et des Habsbourg, — le nom glorieux de Masaryk demeurera, aux yeux du monde civilisé, l'étrincelant symbole de la *Liberté*. Il résonnera sur les hautes montagnes de la Bohême et de la Moravie avec autant d'éclat que celui de Guillaume Tell, dans les vallons de Zurich, que celui du prince Lémor sur les monts escarpés du pays basque ou encore que celui de notre immortel Roland, dans l'étroit défilé de Roncevaux!

III

LA CARRIÈRE LITTÉRAIRE, PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE DE M. MASARYK

La vie de certains hommes est si féconde en incidents qu'il est difficile d'en saisir le véritable caractère. Comme Protée, ils échappent à l'observation

la plus pénétrante et déroutent la sagacité des psychologues. Et, pourtant, ce sont ces organisations supérieures dont le moraliste et l'historien doivent le plus se préoccuper car, seules, elles peuvent servir d'exemples aux collectivités.

Tout le monde n'a-t-il pas été surpris de voir une intelligence d'élite, comme celle de M. Masaryk, mais plutôt portée vers les spéculations métaphysiques, résoudre, comme en se jouant, les difficiles problèmes de la vie sociale où l'action est le premier facteur? Lui, le philosophe et le poète, que l'on se plaisait tant à accuser de rêveries idéalistes, le voilà qui se montre économiste, politicien, homme d'Etat, réformateur des peuples. Le trône des Habsbourg une fois réduit en poussière, c'est l'apologiste de Jean Huss et le commentateur de Pascal qui prend en main les rênes du pouvoir, après avoir dirigé l'évolution de la nation Tchèque, qu'il a lui-même provoquée. Des savants, des lettrés, des astronomes et des critiques, comme Kramar, Edouard Bénéš, Milan Stéfanik ont transformé, sous sa direction, la mentalité de toute une race et lui ont révélé sa véritable destinée. Serions-nous donc assez naïfs pour nous en étonner? Mais la Révolution Française, avant que la foule en délire se ruât à l'assaut de la Bastille, n'avait-elle point déjà fait la conquête des âmes, grâce aux Diderot, aux Montesquieu, aux Rousseau, aux Voltaire et aux Beaumarchais? Les progrès de la civilisation matérielle ne peuvent être assurés qu'autant que l'évolution de la pensée précède l'exercice de la force physique et brutale. Si l'on admet que celle-ci n'a été le plus souvent que l'auxiliaire des idées de justice, de droit et de liberté, que de fois n'a-t-elle pas été, aux époques de pur obscurantisme, la destructrice de toute vie sociale? Que de fois, entre les mains des despotes et des tyrans n'a-t-elle pas fait table rase de tous les biens intellectuels et moraux si péniblement acquis par la raison humaine, retardant ainsi l'avènement d'une ère plus heureuse et plus prospère?

Or, c'est en semant d'abord sur les différents points de son pays natal les idées généreuses de son idéal philosophique, politique et social — je dirai

même, international — et en les développant ensuite dans les principaux centres de l'Europe, que M. Masaryk a été amené à avoir du monde occidental une conception personnelle, extrêmement puissante et exceptionnellement féconde pour sa patrie.

L'on peut dire que son livre sensationnel, *l'Europe nouvelle*, édité à Washington, en 1917, est l'ultime conséquence des nombreux ouvrages composés pendant le cours de sa carrière dans les diverses universités de Leipzig, Prague, Paris, Londres et Cambridge. Dans ces pages hardies apparaît ce génie réfléchi et créateur qui, jusqu'en 1900, avait successivement donné : *La théorie de l'Histoire, selon les principes de T.-H. Bruckle* (Prague, 1844); *L'Hypnotisme* (Prague, 1880); *Fréquence du suicide dans le monde civilisé moderne* (Vienne, 1881); *Le Calcul des Probabilités et le Scepticisme de Hume* (Prague, 1883); *Blaise Pascal, sa Vie et sa Philosophie* (Prague, 1883); *Les Fondements de la Logique Concrète. Classification et Système des Sciences* (Prague, 1885); *De l'Etude des Œuvres Poétiques* (Prague, 1886); *La Slavophilie d'Iran Vasilievitch Kirievsky* (Prague, 1891); *La Question Sociale* (Prague, 1898); *Polygamie et Monogamie* (Prague, 1899); *Jean Huss, notre Renaissance et notre Réformation* (Prague, 1899). Or, tous ces ouvrages quoique adressés à des lecteurs différents — les uns aux étudiants, les autres à la classe populaire, d'autres enfin au peuple Tchèque tout entier — montrent bien la même tendance, la même préoccupation, le même effort, le désir ardent de relever la race Tchèque et de lui rendre son indépendance. Et comment M. Thomas Masaryk espérait-il accomplir cette tâche presque surhumaine? en développant chez ses compatriotes le sentiment moral et religieux, le respect et la dignité d'eux-mêmes, en leur proposant un programme complet de culture intellectuelle, en rendant, par conséquent, plus vivante la conscience nationale, depuis si longtemps endormie.

Il avait repris, pour le compte de la Bohême, la thèse des « *Big Four* », qui solennellement avait décrété, en face du monde, le droit à l'existence des

petites nationalités. Mais suffisait-il d'un décret pour obtenir un tel résultat? Pour que des peuples, faibles ou opprimés pendant des siècles, auxquels on accorderait l'autonomie, pussent vivre par eux-mêmes, ne fallait-il pas autre chose que quelques lignes tracées dans un traité? M. Masaryk ne se fit point d'illusion sur ce point. Un peuple ne conserve son indépendance que s'il en est digne, que s'il sait se défendre et en imposer à ses tyrans par ses qualités, sa noblesse de cœur et d'esprit, sa culture morale, son courage et son activité. Rien n'est plus grotesque ni plus dangereux que de créer des États en fixant sur le papier des frontières que ne justifient ni les configurations du sol, ni les divers degrés de civilisation, ni les croyances, ni les aptitudes des races. Il faut, avant tout étudier les mœurs, les aspirations, le culte de chacune des nations que l'on prétend renfermer dans certaines limites géographiques. Eluder les questions d'ordre ethnique, économique, politique et même historique, c'est se livrer à une entreprise bien illusoire et pleine de déceptions, quand il s'agit de transformer la carte de l'Europe Continentale, pour assurer une paix durable entre tous les peuples d'Occident. Un si angoissant problème ne saurait être résolu par quelques coups de crayon hasardés par de prétentieux diplomates sur la vieille carte d'Europe. A coups de fusil et de canon, par la violence ou par des traités éphémères, on pourra peut-être assigner aux petits États Balkaniques de nouvelles frontières, jamais on ne créera quelque chose de stable, de vraiment humanitaire, de réellement utile pour le progrès de l'humanité.

Le Président Masaryk a très bien vu que l'idée du nationalisme est l'un des facteurs les plus actifs de la civilisation moderne, mais encore importe-t-il de bien saisir en quoi consiste cette idée qui n'a jamais été dans l'esprit de la masse qu'une sorte de force créatrice instinctive. Au moyen-âge, l'idée religieuse, seule, primait tout. C'était elle qui groupait ou divisait les races, faisait les alliances entre les rois et créait les sympathies ou la haine entre les cités. Pourrait-on affirmer que certains peuples ne se sont pas désagrégés, uniquement

parce qu'ils ont eu une religion nationale? Il n'en serait certainement pas de même des peuples qui ont accepté une religion universelle, si les citoyens qui les composent n'étaient fortement unis entre eux par un sentiment patriotique. Or, pour M. Masaryk c'est le principe de nationalité qui domine aujourd'hui toute la vie sociale, bien que d'autres forces aient surgi pour le combattre de plus en plus, forces grandissantes, telles que l'internationalisme et les conflits économiques.

Mais cette lutte entre deux principes, qui ont l'air d'être si opposés, n'est entretenue que par des esprits étroits ou intéressés, qui se plaisent à laisser subsister un malentendu regrettable et nuisible à la reconstitution des peuples d'Europe. Et cette lutte, selon M. Masaryk, ne saurait être de longue durée. Car, se borner à renforcer l'idée nationaliste, dans le but de défendre la vie et les intérêts de chacune des nations qui se trouvent sur le vieux continent, ce serait laisser la porte ouverte aux invasions et mettre perpétuellement tous ces Etats sous l'effroyable menace d'une guerre mondiale.

S'il convient de faire le dénombrement des pays qui ont droit à la plus complète autonomie, il importe encore plus de les unir par une équitable réglementation de leurs rapports réciproques, en tenant compte des progrès de la civilisation moderne et des aspirations pacifiques et de plus en plus humanitaires des masses prolétariennes; et c'est là qu'intervient ce nouveau facteur, qui indique tellement, par sa hardiesse et son caractère de subversion, les esprits timorés, cramponnés aux doctrines surannées. Car, ne nous le dissimulons pas, dans un avenir plus ou moins rapproché, l'internationalisme fera son entrée dans les sphères gouvernementales de tous les pays occidentaux.

Mais, — entendons-nous, — dans l'esprit du grand philosophe tchèque, ce terme qui soulève de véritables tempêtes, reste encore incompris de la majorité des citoyens. A peine quelques sociologues, prudents et réfléchis, en ont-ils saisi le sens réel et pressenti l'incalculable portée. La vérité, c'est que l'internationalisme a toujours été très mal défini, par esprit de parti, chez les uns; par igno-

rance ou par peur, chez les autres. En général, le principe de l'internationalisme est regardé comme un appel brutal à la destruction des nations qui constituent de véritables organismes vivants, obéissant à des lois naturelles inéluctables. Or, toucher à la patrie, la meurtrir, la déchirer par des discordes intestines, la faire disparaître en détruisant ses frontières, pour la laisser sans défense, envahie et pillée, saccagée, incendiée par des bandits et des voleurs, y a-t-il au monde un plus grand sacrilège, un crime plus odieux, et peut-on former un rêve plus lâche, plus inique et plus atroce? Nous sommes d'accord, s'écrie M. Masaryk, si l'on définit ainsi l'idée internationale; elle devient le synonyme de la perfidie, du crime, de la trahison, et personne ne peut accepter une conception aussi insensée, aussi dangereuse et aussi néfaste que stérile. Or, ce n'est pas ainsi que nous devons concevoir cette nouvelle orientation de la politique mondiale. Aux yeux de l'éminent Président de la République tchécoslovaque, — comme cela l'était aussi aux yeux de Jean Jaurès — une paix durable — quand il s'agit de la paix du monde — ne saurait exister sans le rapprochement des grandes masses populaires, c'est-à-dire des flots vraiment vivants qui forment les diverses races. Or, la condition indispensable à de tels rapprochements, loin de résider dans la destruction barbare et systématique des grandes et des petites patries, consiste dans le *maintien intégral*, dans l'épanouissement parfait, dans le *respect absolu* de ces mêmes consciences collectives auxquelles nous donnons aujourd'hui le nom de peuples. De même que les individus ne peuvent sérieusement s'unir que s'ils se comprennent mutuellement et s'ils ont le continuel souci de ne porter aucune atteinte à leurs droits, à leurs intérêts et à leurs développements respectifs, de même les peuples, arrivés, par les progrès incessants d'une évolution bienfaisante vers la justice et la liberté, à posséder une véritable conscience collective de leurs droits et de leurs devoirs, ne pourront vivre en paix d'une façon durable qu'autant que chacun d'eux respectera les mœurs, les tendances, la religion, les frontières et les intérêts économi-

ques de ses voisins. Autrefois, l'on ne pouvait établir la paix que sur des traités qui étaient l'expression bien fragile, tout au moins éphémère, d'une ou de plusieurs volontés individuelles, et c'est ce qui explique le nombre incalculable de conflits, de guerres, d'invasions dont, pendant des siècles, l'Europe n'a cessé d'être le théâtre sanglant et douloureux. Aux temps passés, il suffisait qu'un homme eût un sceptre en main et pût brandir une épée, pour que, par caprice, par orgueil, ou par convoitise, il se mit à remanier la carte du monde. La politique seule entraînait en jeu : les querelles entre ménages royaux, les procès d'héritage, les haines personnelles, n'ont-elles pas ensanglanté la France, l'Espagne, la Germanie, l'Angleterre elle-même et l'Irlande et l'Ecosse? Qu'on lise l'histoire d'Aragon, celle de la guerre de Cent Ans, les luttes de François 1^{er} et de Charles-Quint, les conquêtes de Louis XIV, on se convaincra que les têtes couronnées, qui ont toujours eu la prétention de représenter et de défendre l'idée de nationalité, ont été, en fait, incapables d'instituer une paix durable et, par conséquent, de faire le bonheur de leurs peuples. En réalité, un roi, un despote, un maître absolu n'ont jamais représenté la conscience, l'âme collective de la nation qu'ils étaient appelés à gouverner.

On l'a bien vu, aux environs de 1914, par l'interminable série de rencontres entre souverains, de conférences diplomatiques, d'entrevues soit disant amicales, où les Chefs d'Etat se serraient ostensiblement la main, où tous les ambassadeurs, chamarrés d'or, échangeaient des paroles obséquieuses et à double sens, proclamant partout, à qui voulait les entendre que, personne plus qu'eux n'était partisan de la paix. Et pendant qu'ils ergotaient, se pavanaient, banquetaient, dans l'ombre, les rois formaient des complots, le Kaiser fourbisait son épée; on fabriquait des armes, on coulait des canons, on aiguisait les poignards.

Il est hors de doute que la paix mondiale, tant qu'elle ne sera que le simple et bien illusoire effet de quelques signatures individuelles sur un parchemin, ne sera qu'un funeste mirage servant à calmer l'impatience populaire, qu'une désespé-

rante utopie. Il est logique, au contraire, que, devenus la conséquence réfléchie de toutes les volontés collectives du prolétariat mondial, et née de l'évolution de l'internationalisme, entendu comme la solennelle consécration du respect de tous les peuples par les peuples eux-mêmes, la paix européenne prenne une forme concrète, tangible et qu'elle soit d'une durée illimitée. Dans ce cas, en effet, elle ne pourrait être troublée que par le retour à la barbarie et à l'obscurantisme d'une race affaiblie et dégénérée, ou par un vent de folie venant altérer les aspirations humanitaires de la classe ouvrière dans certains pays. Nous sommes donc bien loin d'émettre un paradoxe, en affirmant, avec M. Masaryk, que l'idée fédérative gagnera en force et en ampleur ce que la souveraineté nationale de chaque Etat aura perdu d'égoïsme, de brutalité, d'instincts insatiables d'enrichissements et de conquêtes. Si l'Europe ne veut pas courir à sa ruine, il faudra bien que le principe de nationalité et l'internationalisme, ainsi idéalisé, ainsi compris se complètent et s'harmonisent pour assurer enfin le bonheur et la sécurité de l'Humanité.

Qui oserait formuler ce jugement inouï, que l'ardent patriote, qui a refait la mentalité des Tchèques et des Slaves, rappelé ses concitoyens à la vie nationale et les a délivrés de la plus odieuse servitude qui les couronnait sous le joug de l'opresseur, depuis plus de cinq cents ans, n'aura jamais été qu'un rêveur imprudent, séduit par de brillantes théories humanitaires, ayant hâte de jeter par dessus bord les vieilles formules gouvernementales pour adopter, dans son admirable projet de libérer tous les peuples et de *tuer la guerre*, deux principes aussi hostiles, en apparence, à tout esprit de concorde et de réconciliation? Avant de les mettre face à face, n'aurait-il donc pas longuement pesé les formidables conséquences du choc inévitable de ces deux doctrines qui, pareilles à deux fluides qui vont à la rencontre l'un de l'autre, devraient se heurter et produire la gigantesque étincelle qui, fatalement, incendierait l'Europe et ferait crouler tout l'édifice occidental dans le brasier de l'anarchie?

Non, ne raisonnons pas ainsi. L'éminent philosophe, qui s'est révélé un si admirable éducateur de son peuple, a mûrement réfléchi sur les nouvelles données du problème mondial. Son idéalisme ne l'a jamais entraîné hors des limites du possible, dans le domaine de la politique et de la raison. Son amour de l'analyse et de l'abstraction ne lui a jamais fait perdre le sens de ce qui *doit* être, parce que cela *peut* être.

Si la doctrine internationaliste constitue le second facteur qu'il faut sans retard faire intervenir dans la reconstitution de l'Europe, ce n'est qu'à la condition d'être vraiment une force créatrice et réparatrice, un élément de pacification et de confraternisation entre tous les peuples. L'internationalisme n'aura de vie qu'autant qu'il s'efforcera de sauvegarder l'existence humaine et non de faire œuvre de mort, de resserrer les liens d'union et de concorde entre les nations solidement constituées, ayant acquis une autonomie absolue et possédant la pleine et claire conscience de leurs aspirations politiques, ainsi que celles de leurs intérêts économiques.

Jamais, sur les ruines fumantes des sociétés pillées et saccagées par eux, les partisans de l'Internationale n'exerceraient une action efficace et bienfaisante. Il est de toute évidence, au contraire, qu'il faut que chaque race, que chaque pays ait atteint son point de maturité intellectuelle et sociale, que chaque peuple soit arrivé, dans l'échelle de la civilisation, à son point d'arrêt, pour que sa place soit vraiment marquée dans le concert européen. Or, ce point d'arrêt constitue la patrie, la vraie patrie, indissoluble, imposante et respectable.

Ainsi, aux yeux du grand politicien dont j'essaie de développer les conceptions philosophiques, tombent dans le ridicule toutes les critiques injurieuses, tous les sarcasmes dont on a jusqu'ici accablé l'idée nouvelle et si hardie de l'intervention mondiale du prolétariat. Que l'on ne s'en étonne point : le nouveau a toujours dérouté l'imagination des hommes. Quand, dans un monastère de Valladolid, Christophe Colomb démontrait la possibilité de faire, en bateau, le tour du globe, les pauvres moines

ignorantins béatement souriaient. Quand nos ancêtres, pieds nus et déguenillés, chantaient la *Marseillaise* en courant aux frontières, les étrangers apeurés s'écriaient dans leur effroi : « Les Français vont nous tuer et tout saccager. » Les Français couraient cependant à la Liberté et ne luttaient que pour l'affranchissement des peuples!

Il faut donc nous accoutumer à cette vérité, si étrange pour quelques-uns, que le prolétariat, sur tous les points de l'Europe, a des notions suffisamment claires du droit, de la justice et de la liberté pour devenir l'artisan le plus autorisé de la paix mondiale.

Ainsi, dans l'esprit de M. Masaryk, loin d'être une idée subversive, un ferment d'anarchie et de révolte, un élément de désagrégation et de destruction nationales, la doctrine internationaliste est en train de devenir le facteur le plus important de l'évolution sociale. Qu'on le veuille ou non, répandue, pendant les hostilités, dans des milliers de cerveaux qu'elle a éclairés d'une lumière plus limpide et plus pénétrante, tandis que les clartés fuyantes des fusées volantes et des obus aveuglaient les yeux des pauvres soldats, grandie après les carnages, par la volonté bien arrêtée de mettre fin à l'iniquité de la guerre, elle a conduit les masses prolétariennes à exprimer fortement au dehors leurs aspirations généreuses, toutes vibrantes d'universelle bonté et d'universelle pitié; elles ont hautement proclamé devant les Chefs d'Etat, devant les Parlements, devant les Ministres, leurs décisions irrévocables de participer de toutes leurs forces au rétablissement de la paix, mais d'une paix mondiale qu'aucun conflit ne pût détruire. Et ce cri d'appel, ce cri de révolte contre la guerre, ce cri de déchirante compassion que le prolétariat élève sur les tombes des neuf millions de héros qui sont morts pour leurs patries, marque une nouvelle aurore dans l'évolution des peuples d'Occident. Sera-ce la dernière? Celle qui de ses feux ardents, nuancés des trois couleurs, entraînera toutes les âmes, embrasera tous les cœurs d'une foi invincible et chassera à tout jamais les ombres attristantes d'un passé rempli d'horreurs, d'injus-

tices, d'égoïsme, de tourments inénarrables, d'erreurs fatales et de crimes? Oui, répond hardiment le glorieux libérateur des Tchèques. C'est à nous, dirigeants, hommes d'Etat, ministres, membres des divers Parlements, à tendre la main à ceux qui, loyalement, nous convient à accomplir cette œuvre admirable de mondiale solidarité.

IV

LA DOCTRINE DU GRAND SAVANT
APPLIQUEE A LA REALITE DES FAITS

A nous, donc incombe l'impérieux devoir de profiter de ces dispositions merveilleuses des classes laborieuses pour décréter la Confédération des Etats libres d'Occident. Ce que les rois, les despotes n'ont pu accomplir, pourquoi ne le réaliserions-nous pas, en nous appuyant sur la masse des travailleurs? Pourquoi, surtout, la paix mondiale, la sécurité de l'Europe, ne seraient-elles pas entre les mains des petits et des humbles? L'esprit de conquête, la soif de la domination, l'âpre désir de l'envahissement, ne leur ont jamais appartenu. L'humble ouvrier ne veut pas la guerre; le paysan aux mains calleuses, au dos voûté, ne veut pas la guerre; le cheminot, sans gîte et sans pain, ne veut pas la guerre. Seul, le gros financier, au bruit du canon et au sifflement des balles, escompte froidement dans son cabinet, l'heureuse chance qu'il a de quadrupler, de sextupler sa fortune. Seul, un homme, qui, la main sur le pommeau de son épée et le front ceint d'une couronne, ose, dans son orgueil, crier à son peuple : « *Un seul dieu, un seul maître* », se plaît au carnage et toujours veut la guerre! Alors, pourquoi, si, dans la pacification de l'Europe, les détenteurs des vieilles panacées ont fait faillite, pourquoi s'entêter à vouloir encore retirer des archives diplo-

matiques, toutes poudreuses et toutes jaunies, des programmes absolument stériles et dont l'application n'a jamais produit que mécomptes et conflits? Pourquoi ne pas faire crédit aux idées nouvelles, ne pas prêter une oreille attentive et réfléchie à la voix populaire?

Reconnaissons-le : M. Masaryk voit loin dans l'avenir de l'Europe. De tous les faits qui se sont déroulés pendant ces dix dernières années et dont il a été le témoin le plus impartial peut-être et le plus scrupuleux, il a su dégager les fatales conséquences. Il a curieusement suivi l'évolution de l'idée de l'internationalisme; il l'a vue naître dans des milliers de cerveaux, pendant la guerre, sur tous les coins du continent et, mieux que personne, il sait qu'on ne tue pas l'idée : une idée ne meurt pas. Avant de la combattre, il a essayé de la comprendre et, devant l'inéluctable, il l'a hardiment admise comme un facteur redoutable, que l'on ne saurait négliger sans compromettre la sécurité des Etats d'Europe et leur prospérité.

Les vues de M. Masaryk sont nettes, larges, originales et profondes. Il ne se cache pas à lui-même les dangers, comme le font beaucoup d'autres, par crainte de ne pouvoir les éviter. Avec une impassibilité qui étonne et séduit, il indique, au contraire, avec une admirable clarté, les innombrables difficultés contre lesquelles doivent forcément se heurter tous les hommes de bonne volonté, qui travaillent à la réorganisation des nations européennes, et il n'hésite pas à avertir les timorés, les récalcitrants, les politiciens obstinés dans leurs antiques formules, que ce qui semble être un paradoxe aujourd'hui sera la vérité, demain. N'oublions jamais les esclaves enchaînés dans la caverne de Platon et séduits par le monde des apparences.

Or, cette allégorie restera toujours vraie. Ce qui, hier, ne passait à nos yeux que pour une simple probabilité, s'est transformé aujourd'hui en une certitude absolue. Le paradoxe de ce matin ne peut-il devenir ce soir la base inébranlable sur laquelle s'élèvera désormais le nouvel édifice social? Et puisque l'Histoire de l'Intelligence humaine, à travers les âges, est un perpétuel exemple de ce mouvement in-

cessant d'ombres et de lumières, comprenons bien la sage portée de cette réflexion profonde de M. Masaryk :

« J'aimerais voir la jeunesse ne rien accepter à l'aveugle, étudier et se former un jugement indépendant » (1).

Avant de battre en brèche l'internationalisme, essayons donc de bien le définir.

Gardons-nous surtout d'assimiler les peuples modernes aux peuples anciens; du moins, si nous les comparons, si, par la pensée, nous rapprochons ces étapes si opposées et si distantes de l'Humanité, sachons en noter les traits vraiment caractéristiques. Aux temps primitifs, la guerre était admise comme un moyen — l'unique moyen peut-être — d'assurer l'existence des peuples ignorants et nomades. Les hommes ne se doutant point encore de tout ce que l'effort physique, guidé par l'intelligence et la science, soutenu surtout par la volonté, peut obtenir du sol le plus stérile et le plus ingrat, cherchaient, dans une perpétuelle instabilité, grâce au vol et au pillage, les ressources indispensables à leur conservation. Pareils à ces troupeaux qui, à travers les steppes, flairant le vent, poussés par la faim et la soif, vont à l'aventure et broutent au hasard des rencontres, une herbe desséchée et se désaltèrent aux maigres flaques d'eau protégées par l'épaisseur des bois; ainsi dévalaient les hideuses hordes barbares, ainsi roulaient dans les plaines épouvantées les flots dévastateurs des Huns conduits par Attila.

Ne se précipitaient-ils pas, avec une férocité sans exemple, des hauteurs ravagées qui ne pouvaient plus les nourrir, dans les vallées fertiles où l'on voyait se dresser les modestes abris des populations moins denses ou plus paisibles? Mais les temps de cruelle barbarie se sont peu à peu évanouis. Avec les siècles, l'Homme a appris à joindre aux fruits spontanés du sol les produits de son activité personnelle. Instruit par l'expérience, il a uni ses efforts à ceux de ses semblables et l'esprit de solidarité, né des an-

(1) *Choix de Pensées de M. Thomas Masaryk*, par F.-O. BARRON, préface de M. F. COUGET, ministre de France à Prague. (Editions Orbis, Prague, 1923.)

goisses du danger, des souffrances, de la faim et du froid, entretenu d'abord au sein de la famille et des proches, s'est étendu, de jour en jour, à tous les cœurs, à tous les citoyens d'une même contrée. Aujourd'hui, ce même esprit franchit les frontières et pénètre tous les êtres doués d'intelligence et de sensibilité, qu'ils appartiennent à la même race ou à d'autres nations.

L'amour du sol natal, fécondé par la sueur des générations qui suivent, enrichi par les travaux, les découvertes, les inventions des cerveaux d'élite, a triomphé de ce besoin instinctif d'errer, avec la misère en croupe, à travers l'espace.

A la place de la tente, en des temps déjà reculés, se dressa le foyer immuable de la famille respectée au sein de la Cité. L'on se défendit bravement, héroïquement contre les brigands, les pillards, les envahisseurs et les assassins, mais l'on tendit aussi la main à tout étranger qui apportait loyalement sa collaboration au développement du bien-être commun. Œdipe, aveugle et s'exilant lui-même de sa patrie, pour se punir d'un crime involontaire et pour apaiser les dieux, Œdipe, malheureux, conduit par la douce Antigone et généreusement accueilli au bourg de Colone, ne nous donne-t-il pas un magnifique exemple de ce sentiment de protection généreuse et de mutuelle assistance qui animait tous les Athéniens?

Certes, ce ne fut que plus tard que les philosophes dégagèrent du domaine de l'expérience les règles précises et les principes fondamentaux, restés si longtemps obscurs, de toute richesse économique développée en commun par tous les peuples pour le bien-être de l'Humanité. Qui oserait, cependant, mettre en doute aujourd'hui cette marche ascendante de la plupart des nations vers une collaboration de plus en plus étroite dans la production des ressources nécessaires à leur existence? Après un effroyable martyre qui a duré pendant un nombre incalculable de siècles, tous les peuples finissent par ouvrir les yeux à la lumière. Grâce à une vision plus nette, plus limpide des préjugés, des erreurs et des fautes du passé, grâce surtout à cette moralité supérieure, dont parle l'éminent philosophe qui dirige aujourd'hui

d'hui les Tchèques, et qui est plus efficace, plus pénétrante que l'esprit de religion, puisque celui-ci n'a engendré que des guerres, ils se sont peu à peu rendu compte qu'il était grand temps de rejeter les formules surannées, de rompre en visière avec les méthodes coercitives, seulement applicables aux peuples barbares et toujours dictées par une autorité égoïste et cruelle, ennemie irréductible de toute amélioration physique, de tout progrès moral. On a enfin compris que la guerre, loin d'apporter un remède aux maux qui accablent les peuples, est funeste même aux vainqueurs, puisqu'ils ne peuvent jouir des avantages que semblait leur promettre la victoire, car elle détruit les biens matériels et moraux qu'ils ont cru acquérir par les armes.

Les nations, comme les individus, ayant droit à l'existence, à plus forte raison les races, — n'en déplaisé à nos amis et alliés américains, — ne peuvent l'assurer pour elles-mêmes qu'en procédant à un échange mutuel et ininterrompu, librement consenti des richesses naturelles ou acquises, que la nature ou l'orientation de leurs aptitudes respectives leur ont permis de posséder ou de créer, grâce à une continuelle application de leur activité. Biens de la terre ou biens de l'intelligence, peu importe! Désormais, l'homme ne travaillera plus pour lui-même, ni pour le cercle étroit de la famille; son activité musculaire, son effort intellectuel convergeront vers ce triple but : l'affranchissement, la réhabilitation, le bonheur de l'Humanité. Et c'est tout cela que tend à réaliser le jeu devenu si complexe des forces économiques, jeu qui s'opère fatalement, irrésistiblement au cœur de toutes les populations du globe et dont l'influence grandit dans la mesure directe des progrès de la civilisation. Car la solidarité entre les individus doit devenir celle des collectivités; l'intérêt bien entendu de toutes les nations est donc de s'unir le plus étroitement possible dans la certitude que plus l'existence humaine deviendra luxueuse, agréable, raffinée, plus chacune d'elles aura de difficultés à se procurer les matières destinées à satisfaire de si nombreuses nécessités sociales. Pour nous chauffer, nous éclairer, nous vêtir, couvrir nos tables de mets recherchés, de

nous entourer des bienfaits de plus en plus complexes de l'hygiène, pour effectuer nos voyages avec la plus grande célérité et le meilleur confort, pour répondre aux mille petits désirs que créent en nous les raffinements de la vie sociale, nous sentons qu'il serait puénil de compter sur nous-mêmes et que nous devons au contraire avoir recours au travail, aux produits, aux richesses naturelles, qui sont hors de nos frontières et dans les autres pays.

La guerre ne sera donc pas exactement *tuée par l'horreur* de la guerre, mais par le progrès lui-même et l'élévation des sentiments humains qui entraîne fatalement une plus saine, plus confortable, plus morale conservation des corps. Ce que le christianisme au fond n'a pu encore faire, malgré l'ardente charité dont il a essayé d'embraser les cœurs, parce qu'il a dédoublé l'être humain, en attribuant tous les vices au corps et en commandant de mortifier la chair, la doctrine nouvelle, qui prétend traiter sur le même pied d'égalité l'âme et le corps, le réalisera en favorisant par un effort mondial le développement du bien-être social. Or, les forces économiques, seules distributrices impartiales des ressources de la matière et des trésors de l'esprit et seules capables, par conséquent, de soulager, dans la plus large mesure, les souffrances humaines, sont devenues le troisième facteur auquel l'éminent homme d'Etat tchécoslovaque accorde, avec raison, la plus grande valeur et une influence positive dans la politique moderne.

V

LE SYNERGISME
OU LES BIENFAISANTS EFFETS
DE L'EFFORT COLLECTIF

Pareilles à ces torrents qui brisent tout obstacle et entraînent dans leurs remous et les hommes et les choses, elles suffiront à renverser les barrières

que prétendrait opposer à la doctrine du pacifisme, l'esprit nationaliste. Les peuples, aujourd'hui, se sentent si impuissants et si malheureux, lorsqu'ils se voient isolés, que pour pouvoir assurer leur existence matérielle, ils se rapprochent de plus en plus les uns des autres, et comptent sur le développement fatal des forces économiques pour créer les relations internationales que se refusent à accepter les chauvins timorés et les ultra patriotes. Mais ce serait une erreur grossière que d'en faire, comme le prétend Carl Marx, le seul levier de notre émancipation moderne. Admettre que les hommes obéissent irrésistiblement à leurs intérêts est une thèse bien puérile. Le principe de l'intérêt ne saurait être posé comme base des sociétés modernes, avec l'inflexibilité d'une loi Kantienne. Le monde moral a toujours de ces trouées par lesquelles se glissent une certaine licence et un peu de liberté. Ni l'atavisme, ni la claire vision de l'utile ne sont des raisons suffisantes pour nous condamner à l'accomplissement d'un bien purement matériel ou social. Le plus souvent les préjugés, les passions, entrent comme des facteurs dissolvants qui nous font agir contre nos propres avantages, contre notre tranquillité, contre notre propre bonheur. Sur ce point, l'expérience des siècles ne saurait être démentie.

Par ses études approfondies, par son enseignement méthodique, éclairé et prudent, par ses constantes recherches scientifiques et philosophiques, par son grand amour du vrai et de l'Humanité, M. Masaryk s'est toujours mis en garde contre ces mirages si attrayants, mais si dangereux de la pensée qui donnent tant d'éclat, mais aussi tant de fragilité aux doctrines humanitaires, et il s'est peu à peu convaincu que les peuples ne peuvent s'affranchir du joug de leurs oppresseurs que s'ils deviennent eux-mêmes vigoureux et en imposent au monde par leurs mérites et leurs vertus civiles. La question sociale, pour M. Thomas Masaryk, se résume en une lutte constante contre l'égoïsme et la violence, contre la férocité de l'amour-propre individuel ou collectif, et ce n'est que lorsque aura triomphé le nouvel esprit d'universelle charité et qu'avec lui seront mis en hon-

neur le travail, la tempérance, les sentiments altruistes, toutes les vertus qui peuvent enrayer le déchaînement des appétits grossiers et étouffer l'aveugle désir de domination, que réellement, l'angoissant problème de la paix mondiale sera résolu. Par là, l'éminent homme d'Etat, atteint les hauteurs les plus pures du plus fécond intellectualisme.

Fort de ce principe, — que ce n'est que lorsque les collectivités auront pris conscience d'elles-mêmes, qu'elles pourront chasser le spectre hideux de la Barbarie et prétendre à la vivifiante concorde entre tous les hommes, — M. Thomas Masaryk a tout tenté pour former cette conscience nationale qui, seule, devait assurer la victoire et l'indépendance au peuple Tchéque.

Et dans ce but, il a toujours confirmé sa propre existence à ce modèle civique, d'après lequel il voulait former toutes les âmes et tous les caractères de ses concitoyens; il ne s'est jamais détourné de cet idéal politique et social, qui fut la passion de toute sa vie. On peut le suivre depuis le jour où, plein d'enthousiasme, il parut à l'Université de Prague, jusqu'à celui où il est entré en libérateur dans le palais des Habsbourg : il n'a jamais été en contradiction avec lui-même. Religieux sans admettre la religion révélée, car à ses yeux, la religion doit se confondre avec la morale et ne pas consister seulement en un acte de foi, mais en un acte de raison, il a sans cesse travaillé à purifier, à ennoblir l'âme Tchéque. Et dans son enseignement philosophique, on ne trouve rien qui ne soit l'effet de cette volonté inflexible. Aussi s'est-il attiré la haine de l'Eglise, comme il a été suspect aux yeux des Allemands, dont il a critiqué sévèrement les thèses philosophiques. Approuvant plutôt les philosophes anglais et les philosophes français, il devint un ennemi officiel des autorités austro-hongroises et fut poursuivi, menacé, dénoncé par des accusations vraiment odieuses. On lui reprocha d'empoisonner la jeunesse de la Bohême. On prit toujours au rebours le sens de sa pensée, le mobile de ses actes, le but de sa lutte héroïque, qui n'était autre que l'affranchissement absolu de ses

compatriotes. Sa philosophie, toute de vie et d'action, qui ne restait pas dans le cercle étroit et stérile de la discussion, mais débordait, vibrante, dans le monde du mouvement et de la réalité, gênait fortement ses adversaires. Et cependant, ses actes, ses discours ne convergeaient-ils pas constamment vers l'unification de toutes les forces morales d'un peuple pour la réalisation d'un plus grand bien? S'il avait été donné à Socrate de vivre dans nos temps modernes, il aurait incarné la personnalité même de Thomas Masaryk, car l'un et l'autre ont prétendu intensifier le développement de la raison morale. Mais tandis que le philosophe d'Athènes ignorait l'effort volontaire et mettait la perfection humaine sur le compte de l'intelligence, l'éminent professeur de Prague n'a jamais admis les progrès de la civilisation que par l'union des volontés, et toute sa carrière politique a été une preuve vivante de l'incontestable valeur du synergisme. Si un homme vaut quelque chose par la pensée, il n'est vraiment grand et méritant que par l'effort moral. C'est la doctrine Kantienne, sans doute, mais la doctrine Kantienne, étendue, généralisée, appliquée à tous les êtres doués d'intelligence et de sensibilité. Et M. Masaryk ne s'est pas borné à affirmer l'efficacité du principe et la bonté de sa doctrine, mais il a péremptoirement démontré que, seul, le synergisme pouvait désormais, en purifiant les âmes, en élevant les cœurs, en fortifiant la volonté, sauver son peuple et libérer le monde. Aussi, se donnant en exemple à ses concitoyens et conformant sa conduite à son enseignement philosophique, est-il parvenu à exciter l'admiration du peuple Tchéque tout entier qui, voyant enfin tomber ses chaînes d'esclavage, s'est écrié d'une voix unanime, tout comme Riéger, le gendre du fameux historien Palacky, en tendant vers lui ses mains reconnaissantes : « Masaryk! Quel beau caractère d'homme! »

Il a fallu, en effet, cette armature de fer qui soutenait la volonté du maître, du philosophe, du politicien, du diplomate, pour que, abreuvé de tant d'injures, harcelé de tous côtés par des adversaires impitoyables, traqué par des ennemis irréductibles,

le défenseur des libertés Tchécoslovaques ne tombât point écrasé sous le poids de son formidable labeur et que se réalisât enfin, grâce à son indomptable énergie et à sa foi inébranlable dans le succès final, après trois cents ans écoulés dans l'apeurement, dans la déprimante inaction, dans la douloureuse vision des libertés disparues, la résurrection inespérée de tout un peuple cruellement asservi, mais dont le grand exilé Komensky avait solennellement prophétisé la délivrance.

On ne peut comprendre la carrière politique du président Masaryk que si on le suit avec une extrême attention dans ses études historiques ayant trait aux petites nations de l'Europe centrale. Combien peu, parmi nous, se sont intéressés à l'agonie de ces races orientales torturées pendant des siècles par d'arrogants vainqueurs. Si l'on remonte jusqu'au VIII^e siècle de notre ère, on assiste à la formation d'un empire généralement peu connu, sous le nom de Samo. Il fit bientôt place à celui de la grande Moravie, comprenant la Tchécoslovaquie actuelle et une partie considérable de la Hongrie occidentale. Après de terribles luttes intestines, nous voyons les Premyslides s'emparer violemment du pouvoir et assurer la domination Tchéque, jusqu'au jour où ils tombèrent eux-mêmes sous la dépendance du Saint-Empire Romain Germanique. Les Premyslides finissent par disparaître au XIV^e siècle et sont remplacés par une maison allemande de Luxembourg. C'est alors que nous constatons une sorte de révolte et un mouvement de réaction de la part des Tchèques, avec l'agitation réformatrice des Hussites, et celle des Frères Bohêmes. Entre la maison catholique des Habsbourg et ce peuple réformé se creuse un abîme qui grandit tous les jours, et cependant, jusqu'à la révolution Française de 1848, la masse du peuple Tchéque paraît indifférente à l'idée d'indépendance. Avait-elle alors conscience des difficultés à vaincre et de la faiblesse de ses moyens de défense? Nous sommes plutôt portés à croire qu'à cette époque, le tempérament Tchéque était en quelque sorte endormi dans un mysticisme stérile et dangereux par sa passivité. Et cependant, dès cette

époque, les formules pour la régénérescence ne manquent pas. Nombreux sont les penseurs, les politiciens qui élaborent un programme, dans lequel sont nettement revendiqués les droits de la race Tchèque à conquérir son autonomie qu'elle n'avait perdue que par le plus cruel hasard. Mais, dans les livres, dans les discours seulement, ces sortes d'agitateurs encore inoffensifs réclament leur indépendance, sans faire appel aux armes ni à la violence, quoiqu'ils soient compris par la majorité des nobles qui se plaisent à invoquer les droits historiques de la Bohême. Ce réveil national aboutit à une renaissance littéraire, philosophique, artistique : rien de plus.

L'on comprend, cependant, qu'il y a quelque chose de changé dans l'esprit de ce peuple, en apparence indolent, insensible aux sentiments de dignité nationale. Dans l'ombre, on favorise timidement ces mouvements révolutionnaires de la pensée dans les assemblées, dans les réunions privées, dans les écoles. L'étreinte austro-germanique blesse de plus en plus la Bohême et, ne pouvant se dégager, elle travaille à la résistance et à la transformation morale et politique de l'Autriche. Ne révéte-t-elle pas de créer une fédération des petites nations jouissant toutes des mêmes droits, des mêmes libertés? Les menées de l'Allemagne l'épouvantent; la guerre de 1870 entre l'empire germanique et la France est pour le peuple Tchèque une révélation. Il suffira du traité de Francfort pour ouvrir les yeux à François Palacky qui proclame bien haut que la question d'Orient n'est autre que celle de l'affranchissement de toutes les petites nations et qu'il faut désormais s'attacher à réaliser le programme des *droits historiques*. Mais qui eût été assez insensé pour croire que de pareils droits auraient suffi à donner à la question Tchèque l'ampleur d'un problème international, et à servir de base à la libération de la Bohême, depuis si longtemps plongée dans la servitude? M. Masaryk avait fort bien senti l'indifférence des grands Etats occidentaux, en face de ce problème si angoissant pour les Tchécoslovaques. Vaincus, ni la France, ni l'Angleterre n'auraient été capables de venir au secours de ces

petits peuples asservis, condamnés à un martyre plus cruel encore par l'empire germanique et l'Autriche-Hongrie; victorieuses, elles risquaient fort de laisser traîner en longueur des promesses plus ou moins vagues. C'était un remaniement complet de la carte d'Europe qu'il fallait opérer et un tel résultat ne pouvait s'espérer que si la Serbie, la Bohême, la Roumanie se jetaient résolument dans l'effroyable mêlée et achetaient par de sanglants sacrifices leur libération si longtemps attendue.

Mais pour faire entrer son peuple dans la voie de la résistance armée, et lui donner l'amour des combats, lui faire rechercher la mort pour renaître à la liberté, à la saine vie économique, politique et sociale, M. Thomas Masaryk avait compris que, tout était à transformer dans la mentalité du vieux peuple Tchèque; il fallait désormais l'initier à une nouvelle doctrine, philosophique et morale bien différente, enseigner aux générations nouvelles d'autres mœurs, d'autres aspirations, leur définir un idéal — accessible à toutes les intelligences, à toutes les bonnes volontés — de véritable réorganisation intérieure et d'évolution mondiale; entraîner, sans différer un instant, la jeunesse Tchécoslovaque, enthousiaste et vigoureuse, vers cette résurrection qu'entrevoyait avec tant de joie sa grande âme de penseur et d'ardent patriote et marcher sans relâche, marcher droit, toujours droit devant elle, et éclairer la route qui infailliblement devait la mener triomphante à la Liberté.

Et ce rêve grandiose, ce plan si bien tracé, ce programme, d'une clarté admirable, si précis et exécuté point par point, voilà bien toute la vie politique de l'illustre patriote dont j'essaie, si faiblement ici, de retracer le noble caractère et les actes héroïques; voilà ce qui fera désormais la gloire impérissable de Thoraas-Garrigue Masaryk.

VI

CONFUSION NEFASTE ENTRE L'ESPRIT RELIGIEUX ET LES RELIGIONS RÉVÉLÉES

Le terrain sur lequel M. Thomas Masaryk se plaça tout d'abord fut donc le terrain religieux. Or, si l'on consulte l'Histoire, rien de plus dangereux pour un homme d'Etat que de mesurer le succès de sa politique et la valeur de ses réformes sous l'angle étroit des croyances professées par les hommes qu'il prétend gouverner. S'il est facile, en apparence, d'exalter le patriotisme et la foi, il est téméraire d'aller à l'encontre des superstitions populaires; il est encore plus imprudent de résister à une autocratie papale ou monastique.

Nous avons déjà dit qu'aux yeux du premier Président de la Tchécoslovaquie, la renaissance Tchéquie datait de la Réforme, des prédications de Jean Huss, du mouvement humanitaire des Frères Bohêmes. Mais, ici, il faut s'entendre sur le sens que M. Masaryk a toujours prêté au mot « religion » qui, pour lui, ne doit pas être consacré dans un dogme. Ce n'est pas non plus une sorte de déisme mystique plus ou moins vague et sans force, à la manière de Jean-Jacques, propre tout au plus à attendrir le cœur humain et à exaspérer notre sentimentalité à la vue des misères humaines. Non, la religion ne peut être qu'un idéal plein d'énergie et d'action, un faisceau de vertus civiques dont chacun de nous doit s'armer pour devenir, non seulement utile à lui-même — ce qui serait du pur égoïsme — mais indispensable aux autres citoyens. Et par conséquent, comme la race humaine est aussi mouvante que les flots de la mer, qu'elle est condamnée à une évolution ascendante, sous peine de se stériliser et périr, que la vérité, source et condition de sa civilisation et de son bonheur, n'est pas derrière

elle, mais qu'elle se dresse sur son chemin presque toujours voilée, dans le lointain, elle ne saurait se contenter d'une tradition immuable qui la condamnerait, par une sorte de vénération puérile, à la stagnation, à la barbarie, à la décadence. La religion doit devenir aussi souple que la pensée et s'unir à la raison inquiète et toujours remuante, au lieu de s'opposer à ses efforts. Pourquoi lui cache-t-elle la lumière, jette-t-elle des obstacles sans cesse renaissants sous ses pas? Pourquoi ne cesse-t-elle jamais de la combattre? M. Masaryk fait de la religion un facteur de synergie et il se refuse à lui donner ce caractère d'immutabilité et d'irritant mystère qui détourne et désespère les âmes; il veut, par elle, au contraire, fortifier, encourager et convaincre les hommes qu'ils finiront par chasser les ténèbres qui rendent encore si pénible et si lente notre marche dans la voie du progrès et retarde l'heure, si impatientement attendue, d'une alliance fraternelle entre tous les peuples. Bien mieux, pour l'éminent philosophe, le mot « religion » n'a plus de sens, à moins qu'il ne s'identifie avec celui d'*humanité*, car, restant dans l'abstraction, se cantonnant dans les redites d'une liturgie séculaire, préoccupée de ses intérêts matériels dans la même mesure que de ses intérêts spirituels, l'Eglise ne semble pas se montrer favorable à l'évolution des idées modernes. Le paupérisme, le jeu si complexe des lois économiques, les droits légitimes du prolétariat, ne sont dans le fond, pour elle, que des questions secondaires. L'accroissement de ses monastères, de ses congrégations, le maintien de ses privilèges et surtout la domination des hautes classes à travers l'univers pour assurer, et, si possible, augmenter ses biens fonciers ou ses ressources monétaires, voilà depuis des siècles l'unique idéal de l'Eglise. Ruser et calculer, ce n'est malheureusement pas appliquer dans toute son ampleur la divine maxime du Christ : *Aime ton prochain comme toi-même!*

Vivant à l'écart des grands conflits internationaux, courant au sauvetage des âmes et affectant un certain mépris pour les douleurs physiques et les privations déprimantes des corps, prétendant

brider la conscience des collectivités, comme celle des individus, est-il étonnant que l'Église voie ses appels de plus en plus suspectés ou méconnus?

Or, s'écrie avec raison M. Thomas Masaryk, le moment est venu de regarder en face la réalité. Le monde ne sera sauvé que par la morale en action, et bien loin d'être un mythe, une utopie, « l'idéal humanitaire prêché par Dobrovsky et par Kollar, et qui fut l'idéal de notre renaissance, a pour nous, Tchèques, un sens profond, national, historique. C'est par l'humanité, conçue dans sa plénitude et en toute sincérité, que nous prendrons contact avec la meilleure période de notre passé; c'est par l'humanité que nous jetterons un pont par-dessus le sommeil spirituel et moral de plusieurs siècles; c'est par l'humanité que nous devons marcher en tête du progrès humain. L'humanité signifie pour nous notre tâche de renaissance, élaborée et léguée par nos frères : l'idéal humanitaire est tout entier le sens de notre existence nationale » (1).

Que les Tchèques renoncent donc à s'abîmer inutilement dans la prière, mais qu'ils se mettent avec courage au travail. Ils ne seront libérés que le jour où, secouant leur apathie et pleins de patriotisme et d'amour pour l'humanité, ils lutteront contre le mensonge, l'injustice et la calomnie, que le jour enfin où, confondant la cause sacrée de la Patrie avec celle de tous les peuples qui souffrent, ils travailleront avec ardeur à l'affranchissement de tout le genre humain. Or, la réforme lui étant apparue comme le seul flambeau qui éclairât sa route vers la Liberté, c'est à elle que M. Masaryk a toujours fait appel quand il a voulu régénérer son peuple.

(1) T. S. Masaryk, *Choix de Pensées*, par F. O. BARTON, Editions Orbis, Prague, 1923.

VII

AU DEBUT DU GRAND CONFLIT EUROPEEN

Mais ce qui mit toujours M. Masaryk en garde contre les excès, contre les violences irraisonnées et toujours nuisibles, c'est qu'il n'admettait l'effort physique et l'action que lorsqu'il avait longuement analysé et pesé les faits. Pouvait-il songer, un seul instant, à obtenir de l'Autriche l'autonomie des Tchèques? Un simple retour sur le passé lui démontrait amèrement l'impossibilité d'une telle hypothèse. Il eût été non seulement téméraire, mais absurde et indigne de lui et de son peuple de caresser une aussi folle espérance. Comment un gouvernement édifié, depuis ces siècles, sur le mensonge et la force brutale, aurait-il été capable d'esquisser un geste aussi généreux? Pauvre programme humanitaire qui risquait fort de pourrir dans les archives d'un parlement hétéroclite, que celui que, lui, Tchèque ardent, enthousiaste, délégué par ses concitoyens au Parlement, mais simple professeur de Prague, oserait sans cesse offrir à la discussion d'abord, à l'approbation ensuite de ses ennemis irréductibles! En s'appuyant sur de purs débats juridiques, non, jamais il ne remporterait la victoire, jamais il ne libérerait la Bohême du joug austro-germanique.

Et les faits, chaque jour, s'accumulent, éloquentes par leur gravité, vrais aiguillons créés par le cynisme des provocateurs, comme pour inciter le jeune apôtre à agir sans retard. Aussi, lorsque par un coup d'Etat qui surprit l'Europe entière, le comte d'Aerenthal, alors ministre des Affaires Etrangères à Vienne, eût annexé la Bosnie et l'Herzégovine en 1908, lorsque le procès de haute trahison de Zagreb eût soulevé toutes les consciences et porté à son comble l'indignation des habitants de la Bohême; lorsque, enfin, le procès Friedjung eût fourni la preuve irréfutable que le monde officiel Autrichien

ne se servait que d'agents complices de tant d'infamies, et ne produisent que de faux témoignages, allait même jusqu'à acheter les juges et corrompre les tribunaux pour gagner sa cause, M. Masaryk renonça à toute politique conciliatrice. Résolument, faisant désormais le sacrifice de sa sécurité, de son avenir, de ses intérêts personnels, n'ayant jamais devant les yeux que la cause sacrée de sa patrie, il se rejeta dans l'opposition acharnée, ouverte, irréductible; il accepta hardiment l'inévitable lutte qui, s'il était vaincu, devait entraîner sa mort et le malheur des siens, mais, s'il triomphait, devait le couvrir lui et son peuple d'une gloire impérissable. Et ce fut par la plume, — plume acérée, mordante, implacable, — que cet infatigable et admirable lutteur ouvrit la formidable campagne.

Aussitôt parut *L'Europe Nouvelle*, livre d'une conception puissante et hardie, dans lequel il dénonçait avec un admirable courage les odieuses et séculaires prétentions d'une dynastie dégénérée, ainsi que l'infériorité d'un militarisme insensé, encouragé par les aveugles gardiens d'un trône presque réduit en poussière. Quel curieux rapprochement ne pourrait-on point faire entre l'éminent patriote Tchéque et le vaillant défenseur des libertés castillanes? C'est par le livre que tous deux ont engagé la lutte, c'est par l'idée chaude, éloquente et l'argumentation claire et foudroyante que tous deux ont foncé sur l'adversaire odieux de toute équité, de tout progrès, de toute humanité, de toute indépendance; c'est par la raison que le premier a convaincu les masses, rallié à sa cause des hommes, des femmes, des adolescents qui étaient esclaves et rendu la vie, la prospérité, le bonheur, à tout un peuple enchaîné! C'est par la raison aussi que le second, exilé en terre française, essaie d'entraîner ses concitoyens apeurés sur le chemin de la Liberté! Puisse Blasco Ibañez, par le triomphe de l'idéal républicain qui embrase son noble cœur, connaître bientôt l'ineffable joie qui remplit aujourd'hui l'âme douce et sereine du grand patriote qu'est M. Thomas Masaryk.

Entre le gouvernement de Vienne et l'éminent défenseur des Tchèques, non seulement toute ré-

conciliation devint désormais impossible, mais la lutte s'annonça âpre, sourde, arbarnée.

C'est alors qu'éclata comme un coup de foudre la guerre de 1914. En disant comme un coup de foudre, nous employons l'expression consacrée, mais ne soyons pas dupes d'un terme plutôt banal qui est loin de répondre à la réalité. Personne n'ignorait que l'horizon politique ne fût depuis longtemps couvert de nuages; la guerre, si elle n'avait pas encore pris une forme concrète, était du moins dans l'air. Les relations franco-allemandes devenaient fort tendues : un malaise général pesait sur le commerce mondial et l'empire germanique étouffait dans ses frontières; il avait hâte de briser les digues et de se répandre au dehors. Il suffisait donc du moindre incident pour allumer l'incendie et embraser l'Europe; l'Autriche s'y prêta de bonne grâce, s'imaginant, dans son ambition aveugle, qu'à la remorque de sa puissante protectrice, elle jouerait un rôle prépondérant dans les Balkans. Ici, nous ne pouvons analyser les origines de la grande guerre; nous nous bornons à les rappeler. La Bohême apprit avec indignation l'ouverture des hostilités contre la Serbie et les Russes! Quoi! Ce petit peuple obligé de se mesurer avec le colosse austro-germanique! De nombreux Slaves, plutôt que de combattre contre leurs frères, passèrent dans le camp des ennemis. Pour résister aux atrocités du gouvernement austro-hongrois, plusieurs sociétés secrètes se fondèrent parmi lesquelles nous devons citer la *Mafia*, qui, groupée autour du professeur Masaryk, était appelée à jouer le plus grand rôle. Habilement dirigée, en l'absence de M. Masaryk, par M. Rasin, elle ne pouvait qu'aider puissamment l'ardent révolutionnaire à hâter la désagrégation de la double couronne. Sans doute, la *Mafia* eut à subir de violentes persécutions. Son chef si courageux, pendant l'exil de l'auteur de *L'Europe Nouvelle*, fut dénoncé, surveillé, emprisonné, mais tous ses membres n'en restèrent pas moins fidèles au serment solennel, fait aux dirigeants de ce formidable mouvement insurrectionnel, et qui était de renseigner tous les Tchécoslovaques; résidant dans les pays d'Europe,

sur les agissements intérieurs de l'Autriche-Hongrie.

Or un double problème se posait : la Bohême pouvait-elle attendre sa libération d'une victoire allemande? Devait-elle au contraire sortir de la neutralité et, sans retard, prendre les armes, se tourner vers la Russie, se joindre à elle et, confiante dans le succès final de ses armées, sur un coup de dés, jouer ainsi sa destinée? À ces deux questions, M. Masaryk avait hardiment répondu par la négative. Si le Kaiser sortait vainqueur de cette lutte gigantesque, les petites nations n'auraient rien à attendre de son fol orgueil. Les Tchèques deviendraient les vassaux d'une puissance aveuglée par la victoire, encore plus avide de richesses et de domination, fortifiée en outre par l'agrandissement de son territoire. Le hasard des armes serait-il au contraire favorable au Tzar, la Bohême aurait encore plus à redouter. Des différences trop caractéristiques séparaient les Slaves orientaux des Slaves occidentaux. Rien de commun ou presque rien entre les mœurs, la civilisation, l'évolution si lente et si intermittente des premiers, et l'état d'âme des Tchécoslovaques, qui, par leurs aspirations libérales et leurs institutions démocratiques, se rapprochaient davantage des alliés. M. Masaryk ne méconnaissait pas la sympathie de ses concitoyens pour les Russes, en qui ils se plaisaient à retrouver les membres d'une même race, divisée par la force brutale de deux dynasties, qui s'étaient acharnées à en maintenir les tronçons dans l'asservissement le plus odieux; mais la politique hésitante de Nicolas II, les complots sans cesse ourcis contre lui à la cour, le peu de fermeté et de stabilité dans la discipline militaire de ce peuple mal gouverné et livré à l'anarchie par les émissaires de Guillaume II, étaient autant de raisons qui détournaient le futur libérateur de la Bohême de toute collaboration, même indirecte, avec l'empire des Tzars. Sans doute, plus le peuple Tchèque serait porté à plaindre les Russes, à les secourir, et plus sa haine contre les Habsbourg servirait le plan de libération dressé par lui, mais — sur ce point sa conviction était faite — il n'y avait rien à espérer de plus.

S'il y avait seulement quelque chance de salut pour la Bohême du côté des Alliés, comment intéresser à sa cause les nations occidentales, déjà si occupées à se défendre elles-mêmes contre un adversaire redoutable? Quelles voix seraient assez éloquantes pour plaider en sa faveur et être patiemment écoutées? Pendant ces voyages successifs qu'il fit aux Pays-Bas, M. Masaryk se hâta d'entrer en relations avec les personnages politiques les plus autorisés et les sommités universitaires qui lui parurent le mieux qualifiées pour l'aider efficacement dans son entreprise. Ce fut, sur ce terrain neutre, qu'il eut de grands entretiens avec M. Ernest Denis, professeur à la Sorbonne, M. Wickham Steed et qu'il rallia définitivement à son projet M. Seton Watson. Afin d'éviter un faux pas irréparable dans l'orientation définitive qu'il fallait tracer au plus vite, on fut d'avis de sonder, une fois pour toutes, les intentions des puissances centrales, — dans le cas où elles seraient victorieuses, — à l'égard des Tchèques. Ce n'était qu'à Londres et à Berlin que la lumière, sur un point aussi délicat, pouvait se produire. M. Masaryk n'hésita pas. C'est alors que le philosophe se transforma soudain en homme d'action, et s'entoura de toutes les précautions nécessaires pour déjouer les secrètes machinations dirigées contre lui par la monarchie bicéphale. Que lui importait à lui, considéré déjà comme un traître et dénoncé comme un farouche révolutionnaire, qu'il lui fût interdit de remettre les pieds dans son pays? C'était à l'étranger qu'il devait préparer le soulèvement des Yougoslaves, qu'il devait surtout se rendre compte de la durée de la guerre qui, seule, pouvait donner plus ou moins de chances de succès au merveilleux plan de libération que sa grande âme de patriote éclairé venait de concevoir pendant l'orage. Aussi le vit-on, sans ménager sa santé, ou plutôt, prétextant toujours le besoin de réparer ses forces physiques ébranlées, partir brusquement pour l'Italie. Celle-ci, aux portes de l'Autriche, allait lui donner des indications exactes sur l'opinion des pays neutres, sur les forces autrichiennes et allemandes, sur les moyens de résistance des Alliés, sur l'issue probable du grand con-

flit mondial. Et s'exilant avec douleur, mais avec une indomptable volonté, de sa terre natale tant aimée, l'humble professeur de Prague, devenu, par la force des circonstances, l'infatigable avocat des petites nations asservies et martyrisées, commença cette sublime randonnée à travers l'Europe, à travers l'Amérique, à travers l'Asie, randonnée qui devait se terminer, aux acclamations de tout un peuple libéré, par un retour triomphal.

La Suisse, dès lors, le pays d'adoption de l'inallassable lutteur, et la patrie de Guillaume Tell donna l'hospitalité au nouveau libérateur, qui s'établit à Genève. Avec quelques amis dévoués, M. Masaryk loua l'hôtel Richmond, où il créa une sorte de quartier général. Il espérait ainsi pouvoir communiquer avec tous les Yougoslaves, émigrés dans les divers pays; il fut, hélas! bien vite désillusionné. Tenu à une extrême réserve par égard pour la nation neutre et amie qui l'avait accueilli, il se vit contraint de garder le silence. Point de discours officiels, point d'entretiens ouverts; impossibilité absolue pour lui de donner à son programme révolutionnaire toute la publicité désirable. Dans des conditions aussi déplorables, tout autre homme que M. Thomas Masaryk eût renoncé à réaliser son rêve.

Pourtant, il ne se découragea point. Voyant les difficultés en face, il eut bientôt la conviction que Genève était le seul lieu où il pût, sans trop éveiller les soupçons de ses ennemis, se livrer à l'organisation des forces tchécoslovaques qu'il prétendait opposer à la tyrannie austro-hongroise. De la Suisse seulement pouvait être déclanchée l'action révolutionnaire et, mise en mouvement, la machine infernale destinée à briser complètement la domination autrichienne. Encore fallait-il réunir tous ces éléments, si dispersés à travers le monde qu'ils n'offraient qu'une valeur bien limitée et les organiser avec assez de méthode et de clairvoyance pour en imposer aux nations alliées et les obliger à prendre au sérieux les revendications des Tchèques. La tâche était double : former une armée et, pour l'entretenir, trouver les fonds nécessaires; montrer à la France, à l'Angleterre, à l'Italie que la Bohême n'était pas une force négligeable et, qu'au besoin, elle

saurait appuyer ses réclamations sur ses propres armes et subvenir à ses dépenses par ses propres ressources. Du mois d'avril au mois de mai 1915, le député de Prague séjourna à Paris, visita Londres, menagea de nombreux entretiens avec les hommes politiques, les ministres, les représentants les plus autorisés et les plus influents de ces deux capitales et prit hardiment sur lui, quand il eut jugé le moment favorable, de proclamer la révolution au nom de tous les habitants de la Bohême. Et pour mettre l'opinion publique au courant des véritables aspirations du peuple Tchèque, pour dissiper le double ruage de scepticisme et d'équivoque qui pesait sur les sphères gouvernementales de Paris et de Londres, non seulement il prononça d'importants discours, mais il créa deux feuilles très importantes : *La Nation Tchèque*, ayant pour directeur Ernest Denis et qui vit le jour à Paris, le 1^{er} mai 1915, et la *Ceskoslovenská Samostatnost*, publiée, le 22 août de la même année, à Annemasse, village assez important de la Haute-Savoie. Le premier de ces journaux était destiné aux lecteurs français; quant au second, il fut surtout répandu parmi les Tchèques, vivant à l'étranger.

Par deux fois, M. Masaryk fit entendre officiellement la voix de la révolte : à Zurich, d'abord, le 6 juillet 1915, à l'occasion du 500^e anniversaire de l'exécution de Jean Huss, et, le 14 juillet, à Genève. Pour mieux faire connaître les Tchèques aux Français, il ouvrit avec le concours du célèbre historien Ernest Denis, son précieux et fidèle collaborateur, un cours d'études slaves à la Sorbonne; pour gagner la sympathie anglaise, il se fit présenter à Sir Edward Grey et lui remit un remarquable et émouvant mémoire sur la situation politique et sociale des Tchécoslovaques. En outre, convaincu que son crédit personnel et son autorité de membre de la Diète seraient d'un très grand poids dans son appel au concours des Anglais, il fit, à côté de Seton Watson et de Wickham Steed, une vraie série de conférences à *King's College* sur « le problème des petites nations dans la crise européenne ».

Il y démontra avec une mâle éloquence que tout le conflit européen provenait de l'asservissement sécu-

flit mondial. Et s'exilant avec douleur, mais avec une indomptable volonté, de sa terre natale tant aimée, l'humble professeur de Prague, devenu, par la force des circonstances, l'infatigable avocat des petites nations asservies et martyrisées, commença cette sublime randonnée à travers l'Europe, à travers l'Amérique, à travers l'Asie, randonnée qui devait se terminer, aux acclamations de tout un peuple libéré, par un retour triomphal.

La Suisse, dès lors, le pays d'adoption de l'inallassable lutteur, et la patrie de Guillaume Tell donna l'hospitalité au nouveau libérateur, qui s'établit à Genève. Avec quelques amis dévoués, M. Masaryk loua l'hôtel Richmond, où il créa une sorte de quartier général. Il espérait ainsi pouvoir communiquer avec tous les Yougoslaves, émigrés dans les divers pays; il fut, hélas! bien vite désillusionné. Tenu à une extrême réserve par égard pour la nation neutre et amie qui l'avait accueilli, il se vit contraint de garder le silence. Point de discours officiels, point d'entretiens ouverts; impossibilité absolue pour lui de donner à son programme révolutionnaire toute la publicité désirable. Dans des conditions aussi déplorables, tout autre homme que M. Thomas Masaryk eût renoncé à réaliser son rêve.

Pourtant, il ne se découragea point. Voyant les difficultés en face, il eut bientôt la conviction que Genève était le seul lieu où il pût, sans trop éveiller les soupçons de ses ennemis, se livrer à l'organisation des forces tchécoslovaques qu'il prétendait opposer à la tyrannie austro-hongroise. De la Suisse seulement pouvait être déclanchée l'action révolutionnaire et, mise en mouvement, la machine infernale destinée à briser complètement la domination autrichienne. Encore fallait-il réunir tous ces éléments, si dispersés à travers le monde qu'ils n'offraient qu'une valeur bien limitée et les organiser avec assez de méthode et de clairvoyance pour en imposer aux nations alliées et les obliger à prendre au sérieux les revendications des Tchèques. La tâche était double : former une armée et, pour l'entretenir, trouver les fonds nécessaires; montrer à la France, à l'Angleterre, à l'Italie que la Bohême n'était pas une force négligeable et, qu'au besoin, elle

saurait appuyer ses réclamations sur ses propres armes et subvenir à ses dépenses par ses propres ressources. Du mois d'avril au mois de mai 1915, le député de Prague séjourna à Paris, visita Londres, menagea de nombreux entretiens avec les hommes politiques, les ministres, les représentants les plus autorisés et les plus influents de ces deux capitales et prit hardiment sur lui, quand il eut jugé le moment favorable, de proclamer la révolution au nom de tous les habitants de la Bohême. Et pour mettre l'opinion publique au courant des véritables aspirations du peuple Tchèque, pour dissiper le double usage de scepticisme et d'équivoque qui pesait sur les sphères gouvernementales de Paris et de Londres, non seulement il prononça d'importants discours, mais il créa deux feuilles très importantes : *La Nation Tchèque*, ayant pour directeur Ernest Denis et qui vit le jour à Paris, le 1^{er} mai 1915, et la *Ceskoslovenská Samostatnost*, publiée, le 22 août de la même année, à Annemasse, village assez important de la Haute-Savoie. Le premier de ces journaux était destiné aux lecteurs français; quant au second, il fut surtout répandu parmi les Tchèques, vivant à l'étranger.

Par deux fois, M. Masaryk fit entendre officiellement la voix de la révolte : à Zurich, d'abord, le 6 juillet 1915, à l'occasion du 500^e anniversaire de l'exécution de Jean Huss, et, le 14 juillet, à Genève. Pour mieux faire connaître les Tchèques aux Français, il ouvrit avec le concours du célèbre historien Ernest Denis, son précieux et fidèle collaborateur, un cours d'études slaves à la Sorbonne; pour gagner la sympathie anglaise, il se fit présenter à Sir Edward Grey et lui remit une remarquable et émouvant mémoire sur la situation politique et sociale des Tchécoslovaques. En outre, convaincu que son crédit personnel et son autorité de membre de la Diète seraient d'un très grand poids dans son appel au concours des Anglais, il fit, à côté de Seton Watson et de Wickham Steed, une vraie série de conférences à King's College sur « le problème des petites nations dans la crise européenne ».

Il y démontra avec une mâle éloquence que tout le conflit européen provenait de l'asservissement sécu-

laire dans lequel étaient tenus un grand nombre de petits peuples, qui avaient droit à leur indépendance; il proclama la nécessité et l'urgence d'affranchir au plus vite ces pays qui serviraient désormais de barrières pour endiguer le débordement germanique. Il faut, s'écriait-il, détruire l'Autriche, détruire la Hongrie, immobiliser la Turquie. C'était toute une refonte de l'organisme européen qu'il développait d'une voix chaude, vibrante, parfois tranchante comme sa volonté, impérieuse comme son désir de vaincre, devant ses nombreux auditeurs d'Ouistre-Manche, surpris d'abord, ébranlés et séduits ensuite. La réalisation de son programme n'était-elle pas la meilleure garantie d'une paix mondiale sincère et durable? La plus dangereuse des utopies n'était-elle pas de prétendre séparer l'Autriche de l'Allemagne et la soustraire à l'influence du Kaiser? Le plus fou des rêves n'était-il pas de vouloir moderniser ces deux colosses de l'impérialisme et de les transformer en États démocratiques? La monarchie des Habsbourg devait toujours emboîter le pas sur la voie dangereuse, si superbement tracée par la dynastie des Hohenzollern, et ne cessait jamais de collaborer à la réalisation du projet pangermaniste, qui consistait à fonder un seul empire en Europe et en Asie. Berlin-Bagdad! N'était-ce point là le but insensé, hypocritement, sourdement caressé par les deux couronnes?

Avouons que, malgré l'énergique propagande de M. Masaryk, la cause des peuples opprimés n'aurait pas si vite obtenu l'appui des Anglais et de la France, sans la lettre d'encouragement adressée à cette époque par le premier ministre anglais, M. Asquith, au vaillant député de Prague et sans la fameuse audience qui lui fut accordée, grâce aux démarches de M. Stéfanik, par M. Aristide Briand (1), alors président du Conseil. Ce ne sera pas, dans l'histoire de la Grande Guerre, le moindre des mérites du ministre français, que d'avoir ainsi solennellement affirmé la sympathie de notre République pour le peuple Tchéque. Ces deux faits sont d'une importance capitale, puisque, par eux, désormais,

(1) Cette audience eut lieu le 3 février 1916. (N. D. L. R.)

la question Tchécoslovaque existait et qu'elle prenait corps dans le problème si complexe de la réorganisation des États d'Europe. En introduisant les revendications de la Bohême dans le gigantesque conflit mondial, les Alliés étaient obligés, aux yeux du monde, de fixer les buts de guerre qu'ils prétendaient atteindre.

Puisque l'indépendance des Tchécoslovaques était implicitement admise, M. Masaryk était bien reconnu comme le leader légitime du mouvement révolutionnaire qui devait assurer l'affranchissement de tous ses compatriotes. Il pouvait donc agir au grand jour. Tous les moyens employés jusque-là par lui-même et ses multiples collaborateurs pour correspondre avec tous les Tchèques disséminés sur tous les coins de l'Europe et qui tenaient du tragique, du romanesque, du merveilleux et de l'in vraisemblable, commencèrent à faire place à des procédés plus sûrs, plus expéditifs, plus conformes à la vraie diplomatie. M. Masaryk rédigea alors, avec le député Dürich et M. Edouard Benès, actuellement ministre des Affaires Étrangères à Prague, un manifeste qui fut lancé, le 15 novembre de la même année, et qui proclama la ferme volonté des Tchèques de défendre le droit des petites nations. Un comité fut aussitôt créé avec M. Masaryk comme président. Dürich fut nommé vice-président. Quant à M. Edouard Benès et à l'astronome slovaque Stéfanik, ils restèrent membres du Conseil national. Librement alors, — officiellement pourrions-nous dire, — M. Thomas Masaryk eut le grand soulagement, la vive satisfaction de pouvoir, dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, dissiper bien des craintes et corriger de regrettables erreurs. Ce n'était pas du panslavisme, encore moins du panrussisme, que devait venir le danger qui menacerait une seconde fois la paix mondiale et la sécurité des peuples d'Europe, mais bien et uniquement le pangermanisme. Il fallait se défier, selon lui, du pouvoir soissant si efficace du tzarisme pour affranchir les Slaves. Avec plus d'énergie, plus d'opiniâtreté que jamais, pareil à l'impitoyable Caton qui ne cessait de répéter aux sénateurs romains que l'intérêt de Rome leur commandait de détruire Carthage, il

affirma que l'Autriche ne se séparerait de l'Allemagne que vaincue et brisée, et que l'Allemagne elle-même ne serait réduite à l'impuissance, que si l'empire austro-hongrois était démembre. Quand on fit courir les bruits fâcheux de paix séparée, M. Masaryk s'attacha à en démontrer les fâcheuses conséquences. Et, lorsqu'en 1916, le jeune Charles de Habsbourg monta sur le trône d'Autriche-Hongrie, quoiqu'il fût d'une humeur pacifique et inexpérimentée, sur les instances de l'apôtre des libertés Tchécoslovaques, le Conseil National, qui siégeait alors à Paris, ne se départit jamais de son attitude et ne revint point sur ses premières déclarations. Il affirma au contraire avec une extrême énergie que les « Tchèques se plaçaient aux côtés des peuples slaves et de leurs alliés, sans aucune considération de succès ou d'insuccès, parce qu'ils défendaient le droit ».

Or, pour M. Masaryk, pour M. Stéfani, pour MM. Edouard Benès et Dürich, le droit des peuples est une question morale, de haute politique, de dignité collective et sociale, et non une question d'intérêts matériels, d'avantages géographiques, et, ce droit, il n'est permis à aucun citoyen, à aucun peuple d'y renoncer. Il ne faut pas croire, cependant, que ces paroles sincères, prononcées avec tant de conviction et d'insistance par ce petit groupe de patriotes éclairés, faisant par amour pour leur patrie le sacrifice de leurs intérêts personnels et de leur vie, indiquant aux peuples d'Occident envahis, aux nations orientales révoltées, la véritable voie qui devait les mener à la Justice et à la Liberté, aient été aussitôt entendues. Il fallut que le Président Wilson prît lui-même en main la cause des Tchécoslovaques et demandât aux Alliés de bien définir leurs buts de guerre et de dire catégoriquement si, victorieux, ils admettraient l'affranchissement de la Bohême. Ce fut seulement alors que l'on cessa d'agiter le spectre du panslavisme et qu'en Russie même on commença à ouvrir les yeux. La France, qui jusque-là était restée muette, et comme très absorbée par ses multiples préoccupations intérieures et extérieures, prêta une plus grande attention aux déclarations faites par M. Aristide



M. WOODROW WILSON

Président de la République des Etats-Unis

(4 mars 1913-4 mars 1921.)

(Photo Underwood and Underwood Studios, N.-Y.)

Briand à M. Thomas Masaryk. Enfin, le 10 février 1917, le Président Wilson recevait une réponse collective des Alliés, qui acceptaient l'indépendance des petites nations et leur droit imprescriptible de vivre par elles-mêmes, de se gouverner et de s'organiser suivant leurs tendances et leurs aspirations, comme l'un des principaux buts de l'Entente.

Moralement, la cause des Tchèques était donc gagnée. Moralement, Thomas Masaryk triomphait. Aux yeux du monde, il ne poursuivait plus, en apôtre mystique, la réalisation d'une idée chimérique, d'une utopie fatale à son pays. L'homme d'action, le chef d'Etat, le guerrier même apparaissait. Avec sa clairvoyance extraordinaire, ses pressentiments si pondérés et si exacts, il jugea le moment venu de recourir à une intervention décisive. Fidèle à sa maxime philosophique, qu'un peuple n'est digne de l'affranchissement que lorsqu'il a le courage de se défendre lui-même et de conquérir sa liberté *par ses propres forces*, il donna à tout son peuple le signal de la levée en masse, pour qu'à son tour, il descendit dans l'arène mondiale et mêlât ses bataillons récemment formés aux innombrables héros luttant contre les Barbares pour la libération du monde. Nouveau César, le voici qui va faire venir à lui tous les Tchécoslovaques, les instruire, les équiper, avec des fonds recueillis un peu partout, surtout avec les ressources financières fournies par les colonies d'Amérique. Héroïque petite armée, qui en face de l'Autriche apeurée, va se lever pour étonner le monde par son endurance, son entraînement, son enthousiasme à côté des sœurs aînées, française, américaine et anglaise!

Si, maintenant, nous portons nos regards sur les divers points du globe, nous verrons que pas un Tchécoslovaque n'était resté indifférent au grand mouvement révolutionnaire qui couvait jusqu'alors en Bohême. En Russie surtout, les Slaves s'agitaient, mais aucune direction utile n'était donnée à ces aspirations encore obscures, ou tout au moins fort timides. Nicolas II ayant montré une certaine mansuétude à leur égard et ayant même répondu à leur requête par des paroles conciliatrices et encourageantes, un grand nombre d'entre les Tchécoslova-

ques s'imaginèrent que faire triompher le régime du tzarisme, ce serait assurer leur indépendance. Ils avaient dans ce but formé une petite armée de volontaires, appelée la *Druzina* et, comptant sur la délivrance des nombreux Tchèques retenus comme prisonniers en Russie, ils espéraient collaborer avec efficacité au plan élaboré par l'empereur sans s'apercevoir que les Allemands, par leurs émissaires et leur influence occulte, portaient un coup mortel au tzarisme. En face de la révolution grandissante, rien n'était plus maladroit ni plus dangereux pour la cause des Tchèques, que de donner à entendre que la Bohême verrait avec reconnaissance un membre des Romanow monter sur le trône pour présider à ses nouvelles destinées. Du moment que les révolutionnaires russes prétendaient renverser le vieux régime et affranchir leur pays, n'était-il pas ridicule de proposer un membre de la famille royale comme futur roi de la Bohême délivrée?

De pareils agissements ne pouvaient que compromettre le succès des efforts surhumains de M. Masaryk pour briser le joug austro-hongrois. Aussi, se dépêcha-t-il de procéder à l'organisation définitive des forces Tchécoslovaques, à l'ouest de l'Europe, dans les principaux centres occidentaux. Mais comment endormir la méfiance des révolutionnaires moscovites et réveiller de leur rêve chimérique les Slaves trop confiants? En toute hâte, M. Dürich fut envoyé en éclaireur à Pétrograd. On était en juillet 1916. La mission du député Tchèque n'obtint pas les résultats escomptés. Ce fut alors que, laissant ses fidèles collaborateurs, Edouard Benès et Stéfánik, surveiller les mouvements de l'Europe occidentale, M. Thomas Masaryk mit à exécution le plan hardi qu'il avait longuement médité et mûri. Et on le vit soudain se jeter dans l'immense brasier bolcheviste. Pourquoi donc? Pour réunir sous sa main paternelle, mais de fer, tous les Tchécoslovaques établis dans ce vaste empire et en faire une armée prête à entrer directement en lutte avec les Allemands. Mais là encore, bien des surprises, bien des déboires, bien des causes de lassitude morale et physique attendaient le célèbre tribun. Dès son arrivée, de graves dissensions éclatèrent sur ses pas.

D'abord, la chute du tzar, la méfiance des révolutionnaires qui désiraient faire la **paix séparée**, son désir plus fervent que jamais de libérer la Bohême l'obligèrent à modifier son projet primitif. Convaincu de la stérile et dangereuse impatience de certains Slaves qui, — ainsi que nous l'avons dit plus haut, — identifiaient tellement la révolution russe avec la libération de la Bohême qu'ils réclamaient un Romanow pour les gouverner, il n'hésita pas à condamner cette politique absurde et si contraire à leurs intérêts, qu'il importait d'étouffer au plus tôt. Aussi, M. Masaryk essaya-t-il d'abord de se rendre populaire par son esprit conciliateur et ses exhortations au calme, et il y réussit à tel point que bientôt les soldats ne le connurent que sous le nom de « *petit père* ». Il en profita pour expliquer à ses coréligionnaires ce qu'il attendait d'eux et ce que la Bohême devrait à leur obéissance et à leur soumission aux ordres dictés par le Conseil national : Trop d'anarchie dans les diverses classes du peuple russe, trop d'instabilité dans l'autorité des chefs militaires qui se succédaient, parmi les bolchevistes, avec une rapidité déconcertante. Quel espoir pouvait-on fonder sur le colosse moscovite qui s'écroulait dans la boue, dans le sang, dans la honte du défaitisme?

Puisque les Tchécoslovaques, à la bataille de Zborov, avaient fait preuve d'une si grande abnégation et d'une telle bravoure qu'ils avaient arraché à Kerensky lui-même des cris d'admiration, leur devoir n'était-il pas de se ranger sous les drapeaux de la France, de l'Angleterre, de tous les peuples qui, sur les bords du Rhin, se battaient pour la liberté? L'appel de M. Masaryk fut accueilli par des bravos et, le 19 décembre 1917, il signait avec M. Albert Thomas une convention par laquelle les troupes Tchécoslovaques, régulièrement constituées, seraient transportées sur le front occidental.

Ce fut après la signature de Brest-Litovsk que l'exode des vaillants soldats de la Bohême commença, dur, parfois terrible; à travers la Sibérie, interrompu souvent par les attaques allemandes, ainsi que cela eut lieu à *Bakhmatch*. Mais quel soupir de fier soulagement dut gonfler la poitrine

de l'admirable défenseur de la Bohême, quand il vit cette petite armée si courageuse s'enfoncer résolument dans les steppes glaciales et arides! C'était son plan qui se réalisait; c'était l'esprit des Tchécoslovaques arraché à des illusions fatales; c'était le triomphe de sa politique qui, du jour où il avait mis le pied à Pétrograd, avait été « *de ne pas se mêler des affaires intérieures de la Russie et de ne permettre à aucun de ses compatriotes de commettre une aussi folle imprudence*; c'était enfin d'avoir pu, avec l'aide des souscriptions faites à l'étranger, subvenir à l'entretien de ses soldats dont la neutralité était désormais reconnue par les Russes. Et tandis que par Vladivostock, ce point militaire si magnifiquement situé sur la splendide baie de Pierre-le-Grand, l'héroïque petite armée échappait enfin à la double étreinte du kaiser et des chefs bolchevistes, le futur libérateur de la Bohême se prépara à continuer son active propagande en Asie et dans les principales villes de l'Amérique du Nord. Ce fut Tokio qui appela d'abord son attention. Il se hâta donc de quitter Moscou et, traversant les steppes sibériennes, d'atteindre le Japon. En suivant ainsi, pas à pas, les actes extraordinaires et la prodigieuse activité du héros de Prague, ne croirait-on pas se trouver en face d'une véritable épopée d'Homère? Car, tandis qu'auprès du Mikado, le leader tchèque allait défendre la cause de la liberté et demander des vaisseaux et des ressources pour transporter ses troupes sur les bords du Rhin, celles-ci, devant les menaces bolchevistes qui exigeaient leur désarmement et leur dissolution, durent s'emparer du Transibérien et arracher aux révolutionnaires rouges, ainsi qu'aux Allemands, par de nombreux combats le droit de se rendre où bon leur semblerait. La défaite des soldats du kaiser à Bakhmath en restera un éclatant témoignage. Nous regrettons de ne pouvoir, dans une étude d'aussi modeste envergure, suivre d'un côté l'armée Tchécoslovaque et, de l'autre, M. Thomas Masaryk dans toutes les étapes de son long et périlleux voyage. Ce que nous essayons de faire ici, c'est surtout de dégager la valeur intellectuelle et morale du glorieux libérateur et de montrer la grandeur des obstacles qu'il eut à surmonter.

A peine arrivé à Chicago, le 5 mai 1917, M. Thomas Masaryk se livra à une propagande acharnée. Il n'ignorait pas que la grande ville américaine, qui lui donnait l'hospitalité, était le centre de la colonie tchèque dans le nouveau continent. Il livra aussitôt à la presse un nombre considérable de tracts et d'articles, puis, dans de multiples entretiens, renseigna les hommes politiques et le peuple américains sur la situation véritable de la Russie, qui, depuis qu'elle était terrorisée par les Soviets, ne pouvait être d'aucun secours pour les Alliés, à moins que l'on ne reconnût le gouvernement bolcheviste. Utopistes dangereux, ceux qui escomptaient le triomphe d'une contre-révolution monarchique, puisque les généraux fidèles au tzar avaient été battus, même l'amiral Koltchak. Il parvint à obtenir des témoignages officiels de la sympathie des Américains du Nord pour le peuple Tchécoslovaque. M. Lansing, alors sous-secrétaire d'Etat à Washington, déclara, le 29 mai de la même année, que le Parlement approuvait les efforts héroïques des Tchécoslovaques et des Yougoslaves. Cette déclaration eut une profonde répercussion en Europe, puisque, le 3 juin suivant, à la conférence interalliée de Versailles, les chefs d'Etat anglais, français et italien, donnèrent leur adhésion unanime au sentiment exprimé par le gouvernement de Washington. Il y fut stipulé d'une façon plus nette que dans le programme du Président Wilson, que toutes les nationalités de l'Autriche avaient droit à un développement autonome et, le 29 juin, notre ministre des Affaires étrangères fit remettre une note au Conseil national Tchécoslovaque de Paris, l'informant que la République Française admettait les revendications de la Bohême et la reconnaissait comme l'organe suprême et la base du futur gouvernement Tchécoslovaque.

UN ÉMOUVANT DISCOURS DE M. RAYMOND POINCARÉ
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Fallait-il une consécration officielle plus imposante de la sincérité de la République à l'égard de la Bohême que celle donnée par l'éminent homme

d'Etat qui dirigeait alors les destinées de la France? Dans un émouvant discours prononcé à la cérémonie du Champ de Mars, à Paris, le 30 juin 1918, M. Raymond Poincaré, alors Président de la République, affirma solennellement l'union de la France et de la Bohême. Ces paroles, d'une élévation incomparable et d'une haute portée mondiale, et qui constituaient un vibrant appel à tous les peuples civilisés pour la défense du Droit et le rayonnement de la Liberté, méritent d'être rapportées dans leur intégralité :

Messieurs,

Lorsque le Gouvernement de la République a constitué l'armée Tchécoslovaque et reconnu, d'accord avec nos Alliés, l'autorité du Comité national, il a voulu tout à la fois témoigner sa gratitude à de vaillants soldats dont beaucoup s'étaient engagés, dès le début de la guerre, sous le drapeau français, et consacrer les légitimes revendications d'un peuple qui n'a jamais fléchi sous le fardeau de l'infortune et qui ne s'est point résigné à la domination de l'étranger.

Le jour où l'Autriche, fidèle servante des ambitions germaniques, a jeté à la face de la Serbie un ultimatum outrageant et, non contente d'humilier de parti-pris une voisine sans défense, s'est jetée sur elle tout d'un coup, pour procurer à l'Allemagne l'occasion, si longtemps cherchée, d'une double déclaration de guerre à la Russie et à la France, il ne nous est pas venu à l'esprit de traiter en ennemis les Tchèques qui résidaient sur notre territoire et, en particulier, les jeunes étudiants qui fréquentaient nos Universités.

Nous connaissons leurs sentiments et leurs vœux. Nous avons fait confiance à leur amitié. La plupart d'entre eux, loin de se réfugier dans l'indifférence

C'est à l'extrême obligeance de M. Raymond Poincaré que nous devons de pouvoir reproduire dans ces modestes pages le discours ci-dessus *in-extenso*. Qu'il nous soit permis de lui en exprimer ici même notre très respectueuse et très vive reconnaissance.

(Note de l'auteur.)



M. RAYMOND POINCARÉ
Président de la République Française.
(Photo Henri Manuel, Paris.)

et la neutralité, ont immédiatement réclamé l'honneur de combattre à nos côtés et, depuis près de quatre ans, ils se sont signalés par leur bravoure dans les Flandres, en Picardie, en Champagne, partout où les a envoyés le commandement français; ils ont obtenu les plus belles citations et mérité les plus glorieuses récompenses; ils ont retrouvé, après tant de siècles d'oppression et d'étouffement, l'ardeur guerrière de Jean Ziska, de Procope le Grand, de Georges de Podiebrad.

Ce petit noyau de volontaires a rapidement grossi. Des Tchèques incorporés de force dans les armées austro-hongroises et parvenus, par des prodiges de volonté, à se débarrasser de leurs chaînes, d'autres Tchèques accourus de tous les points du monde à l'appel de leurs frères, se sont peu à peu groupés sous les auspices du Comité et ont fini par former des troupes assez nombreuses et assez homogènes pour être réunies en armée distincte et recevoir un drapeau national.

Jeune armée qui se développe chaque jour et que viennent rejoindre sans cesse des recrues enthousiastes. Puisse-t-elle bientôt s'augmenter des héroïques légions tchèques qui, après avoir accompli de merveilleux faits d'armes dans les plaines ukrainiennes, se sont frayé un chemin à travers la Sibérie et ont maintenu, au milieu de toutes les embûches et de tous les obstacles, leur indépendance militaire et leur puissance d'action, offrant aux Zénophons de l'avenir un sujet plus grandiose que l'Anabase et plus émouvant que la retraite des Dix Mille, proposant aux générations futures un incomparable exemple de force morale, de persévérance et de foi patriotique.

Officiers et soldats tchéco-slovaques, le drapeau que je vous remets aujourd'hui est pour vous désormais un signe de ralliement et un emblème d'espérance. En voyant flotter librement, à la brise de la France, les deux couleurs de la Bohême, en reconnaissant ici le vieux lion de vos ancêtres et l'image des trois montagnes slovaques, transportez-vous par la pensée dans les vallées de l'Elbe et de la Moldau, songez aux longues souffrances de votre pays natal, écoutez les voix familières qui vous

conjurent de délivrer, à la pointe de l'épée, vos foyers asservis.

L'histoire de la Bohême est celle d'une longue résistance à la pénétration germanique. Ni la violence, ni la ruse n'ont troublé votre volonté nationale. Vous n'avez jamais connu de découragement. Vos pères vous ont transmis la flamme qui ne s'éteint pas et vous avez poursuivi, avec une confiance croissante, leur tâche libératrice. Lorsque vous avez vu les empires du Centre se ruer sur la malheureuse Serbie, vous avez mieux compris que personne, vos compatriotes et vous, que le sort de votre race était menacé par cette rage d'agression et vous avez aussitôt refusé de vous associer à une guerre qui heurtait vos traditions les plus chères et révoltait vos âmes. Au sein même de l'Autriche-Hongrie, combien de fois les Tchèques n'ont-ils pas fait entendre leurs protestations indignées contre la politique impérialiste de Vienne, de Buda-Pesth et de Berlin.

Le 30 mai 1917, au Reichsrat, les députés tchèques proclament la résolution de leur nation, y compris les Slovaques de Hongrie, de se réunir en un État indépendant. Le 6 janvier 1918, les mêmes députés, assemblés à Prague avec les représentants des Diètes de Bohême, de Moravie et de Sibérie, rendent solennellement les droits historiques des pays Tchèques et déclarent qu'une paix qui n'apporterait pas la justice à leur peuple opprimé marquerait le recommencement d'une lutte opiniâtre. Le 13 avril suivant — journée plus mémorable encore — les députés de la nation tchéco-slovaque et ceux de la nation yougoslave, ces derniers parlant au nom des Croates, des Slovènes et des Serbes, se rencontrent dans votre charmante capitale et, tous ensemble, ils s'engagent, par un serment digne d'être gravé sur l'airain, à souffrir et à lutter sans faiblesse pour libérer leurs peuples du joug étranger et pour faire tomber en poussière la vieille Europe impérialiste, couverte, disent-ils, des malédictions de l'humanité. Plus près de nous encore, le 16 mai dernier, on célèbre à Prague le cinquantième du jour où a été posée la première pierre du théâtre national; et voici que, de nouveau, arri-

vent deux cents délégués yougoslaves, les maires de Zagreb et de Ljubljana, les chefs socialistes slovènes et croates, des Polonais, des Italiens de Trente, des Roumains de Transylvanie; et tous à l'envi, en dépit des brutalités policières, ils jurent de donner leurs biens et leurs vies pour assurer à leurs nations respectives l'unité d'État et tous à l'envi, malgré les emprisonnements et les relégations arbitraires, ils acclament les puissances de l'Entente et, devant les impériaux stupéfaits, entonnent la Marseillaise.

Comment la France demeurerait-elle sourde aux cris de ces captifs et insensible aux gémissements de ces victimes? Non, elle n'a pas perdu la mémoire du cœur et elle se rappelle, elle se rappellera toujours, que le 8 décembre 1870, dans le lourd silence de l'Europe endormie, une parole retentit, une seule, et qui venait de la Diète de Bohême, et cette parole, spontanément prononcée par les députés Tchèques, était prophétique; et le souvenir m'en vient tout naturellement aujourd'hui, devant le drapeau de la Bohême, à si courte distance des jolies villes alsaciennes de Thann et de Masevaux. « Si l'Allemagne, disaient vos pères, si l'Allemagne arrachait à la France une partie de son territoire, dont les habitants se sentent Français et veulent rester tels, elle commettrait un attentat contre la liberté des peuples et mettrait la force à la place du droit. » Et ils ajoutaient avec une juste fierté : « Le peuple Tchèque est un petit peuple, mais son âme n'est pas petite. » Mots d'une simplicité et d'une grandeur antiques, qui n'ont pas frappé en vain des oreilles françaises. Depuis lors, la Bohême est restée toute proche de notre cœur; la ville de Paris, qui vous offre votre premier drapeau, a gardé avec la municipalité de Prague des relations fréquentes et amicales; nos fédérations de gymnastes se sont fixés des rendez-vous périodiques; nos littérateurs et nos artistes se sont connus et compris; nos pays ont senti qu'ils étaient faits pour s'aimer.

Mais ce ne sont pas seulement ces affinités qui nous inclinent à suivre avec sympathie le mouvement tchéco-slovaque. La France a, pour l'encourager, des raisons plus hautes encore et plus désintéressées. Dans la suite des manifestations

imposantes qui se sont récemment déroulées en Bohême, elle voit apparaître, en une lumière éclatante, la conscience irréductible d'une nation qui ne veut pas mourir. Pour la France, Messieurs, ai-je besoin de le dire? une conscience nationale est comme une conscience individuelle, chose inviolable et sacrée : toute atteinte qui y est portée par la force est, à ses yeux, une entreprise malfaisante, un défi au droit, une injure à la liberté.

Ah! Messieurs, je sais que, depuis quatre ans et en ces derniers temps surtout, nos ennemis travaillés par l'inquiétude, sinon par le remords, dépeignent toutes les ressources de leur éloquence civile et militaire pour donner le change sur leurs intentions passées, présentes et futures, pour obscurcir les origines du conflit qu'ils ont déchaîné et pour dénaturer l'évidente signification de cette guerre universelle.

Laissons-les dire. Plus ils parlent, plus ils s'accusent. Il ne se soustrairont pas, quoi qu'ils fassent, aux effroyables responsabilités qui pèsent sur eux et sur eux seuls. De plus en plus, ils s'embarrassent dans leurs mensonges et se débattent dans leurs contradictions. Tantôt, ils confessent qu'ils ont formé le rêve insensé d'imposer au monde l'hégémonie des empires germaniques; tantôt, ils chargent des interprètes moins aventureux de rétracter des aveux imprudents.

Un jour, ils s'en prennent aux Anglo-Saxons, dont ils sont incapables de comprendre le génie libéral et les mœurs démocratiques; un autre jour, ils imputent cyniquement à la Russie, qu'ils tiennent à la gorge, leurs intrigues et leurs forfaits. Ils s'imaginent sans doute qu'à force de camoufler la vérité, ils la déroberont à des observateurs inattentifs. Fol espoir! Ces incohérentes tentatives de falsification historique se brisent à un fait brutal, que rien ne supprimera. L'Angleterre, la France, la Russie ont, jusqu'à la dernière heure, poursuivi, en plein accord, d'actives négociations pour maintenir la paix.

C'est l'Autriche et l'Allemagne qui ont successivement créé l'irréparable, l'Autriche en déclarant la guerre à la Serbie et en bombardant Belgrade;

l'Allemagne en déclarant la guerre à la Russie et à la France, après avoir, sans provocation, violé nos frontières. Il n'y a point d'imposture qui puisse détruire cette réalité.

Si les empires du Centre ne portaient pas seuls, devant l'Humanité, la sanglante responsabilité de la guerre, verrions-nous, auprès du drapeau français, flotter tant d'étendards alliés? Tant de nations se seraient-elles, par hasard, levées pour venir au secours de la haine et de l'injustice? Est-ce l'esprit de domination qui a fait à notre cause tant de prosélytes à travers le monde? Est-ce chez nos ennemis que souffle l'esprit de liberté?

Rien de plus significatif et de plus éloquent, Messieurs que la longue série des peuples qui se sont volontairement rangés à nos côtés, depuis l'attentat perpétré contre la France et contre la Belgique au grand cœur. En 1914, Angleterre, Monténégro, Japon; en 1915, Italie; en 1916, Portugal et Roumanie; en 1917, Etats-Unis, Cuba, Grèce, Siam, Libéria, Chine, Brésil; en 1918, Guatemala, Costa-Rica; et je ne parle même pas des puissances qui, sans aller jusqu'à entrer en guerre, ont cependant rompu toutes relations diplomatiques avec l'Allemagne, la république de Panama, la Bolivie, le Honduras, le Nicaragua, Haïti, le Pérou, l'Uruguay, l'Equateur; et je ne parle pas davantage de quelques pays restés neutres, d'où nous arrivent tous les jours d'émouvants témoignages de sympathie. Ajoutez à cette liste impressionnante, les nations opprimées qui aspirent à l'indépendance : les Polonais, les Yougoslaves, et vous aussi, vaillants Tchécoslovaques, qui retrouvez aujourd'hui sous le ciel de France vos couleurs et vos droits.

En face de cette immense ligue des nations sortie tout armée des événements, et qui ne fait la guerre que pour assurer la paix au genre humain, quels Etats nos ennemis ont-ils donc réunis autour de leurs aigles? Ils ont traîné derrière eux la Bulgarie et la Turquie qu'ils traitent comme des parents pauvres : le reste du monde a répondu à leur propagande diabolique par un rire d'incrédulité.

Dans lequel des deux camps le faisceau des drapeaux alliés représente-t-il les sentiments élevés, la

noblesse morale et la vraie grandeur? Dans lequel des deux camps la force est-elle mise au service du droit? De quel côté sont ces impondérables qui pèsent plus encore sur les destinées des peuples que les plus légitimes intérêts matériels? De quel côté se trouvent l'honneur et la loyauté?

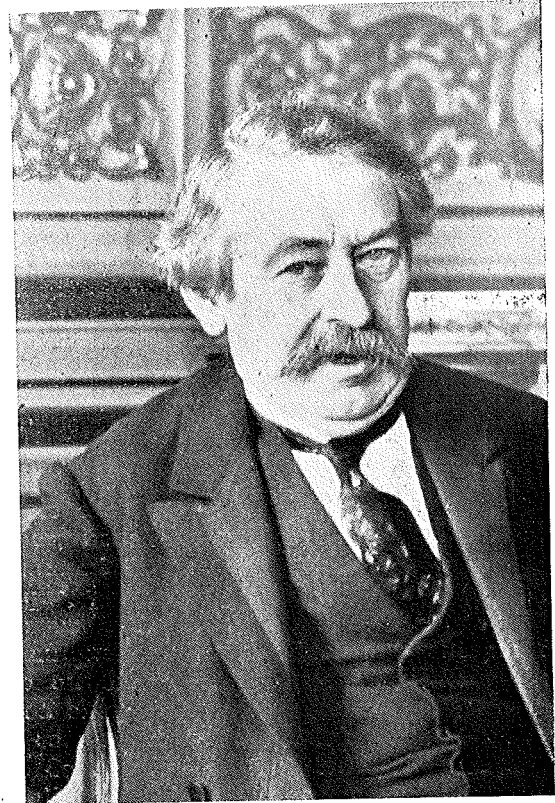
De quel côté les traités, jetés en tas comme des chiffons, sont-ils foulés aux pieds? Devant les nations jugulées, Roumanie après Belgique, Pologne après Ukraine! Vous n'avez pas hésité, Messieurs, dans votre choix. Vous aviez à opter entre le droit et la violence, entre la vérité et le mensonge, entre la lumière et la nuit. Vous vous êtes jetés dans les bras de la France!

Non loin d'ici, Messieurs, une vieille province française, qui nous a été arrachée comme un lambeau de nous-mêmes, attend, elle aussi, de la victoire de nos armes, la récompense de sa fidélité et le couronnement de ses espérances. Le jour qui se lèvera sur une Alsace-Lorraine délivrée éclairera d'un rayon nouveau toutes les nations martyres. Allez au combat, Messieurs, et vous verrez bientôt à l'horizon les premiers feux de cette aurore.

Ce discours, si pondéré, marquant avec une remarquable limpidité l'élévation morale des Alliés et l'idéal de la France toujours généreuse, quoique déchirée, envahie, ensanglantée, alla droit au cœur des Parisiens, et émut jusqu'aux larmes tous les étrangers qui se pressaient autour de la jeune armée tchécoslovaque. Ce fut avec un long frémissement d'espérance et d'orgueil qu'aux dernières paroles du premier magistrat de la République Française, hâchées par des acclamations frénétiques, l'étendard de la Bohême fut dressé à côté du drapeau tricolore, comme un défi à la tyrannie, comme un serment solennel de vaincre la cynique audace des Hohenzollern, enfin comme un pieux hommage à la Liberté.

Jamais, peut-être dans sa carrière politique, M. Raymond Poincaré n'aura vécu une heure plus consolante ni éprouvé d'émotion plus intense.

Jamais le peuple de Paris n'aura mieux compris sans doute la majestueuse autorité de la Républi-



M. ARISTIDE BRIAND,
Ancien Président du Conseil,
Ministre des Affaires Etrangères.
(Photo Henri Manuel, Paris.)



M. PAUL PAINLEVÉ
Ancien Président du Conseil,
Ministre de la Guerre,
Président de la « Société des Amis de la Tchécoslovaquie ».
(Photo Meurisse.)

que Française et son rôle admirable dans la pacification du monde et le rapprochement des nationalités.



La voix de la France, si solennelle et si catégorique, eut une répercussion profonde. Elle ranima les courages, dicta aux hésitants leur véritable devoir. Dès lors, il n'y eut plus qu'un cri : mourir ou conquérir la liberté ! Et le 15 septembre 1918, Masaryk, Padereski, le yougoslave Hincowitch, le roumain Stoica agiterent la troublante et épineuse question de *démocratiser* l'Europe centrale et de proclamer l'indépendance des Polonais, des Ukrainiens, des Lithuaniciens, des Ruthènes, esclaves de la Hongrie, des Arméniens, des Albanais, des Grecs et des Sicnistes. Tous les chefs des peuples des Balkans se penchèrent avec fièvre, avec ardeur, sur le plan de l'Europe nouvelle, magistralement dressé par l'éminent théoricien de Prague. Tous, avec conviction, avec hâte, saluèrent en Thomas Masaryk, le maître auguste et le guide à jamais vénéré de leur nouvelle destinée ; tous, à l'unanimité, firent le serment d'appliquer à l'Europe centrale les principes clairs et remplis de promesses fécondes qui leur étaient avec tant de conviction patriotique, si éloquemment exposés. En face de l'empire austro-germanique déçu et épouvanté se dressait enfin, toute gonflée d'espérance et d'une juste fierté, la *petite Entente*. Ce fut alors que Stéfanik fut spécialement chargé de veiller à l'entretien et à la discipline de l'armée tchécoslovaque en Sibérie ; que M. Edouard Benès entretint des entretiens de plus en plus étroits avec les gouvernements des grandes nations occidentales ; qu'enfin M. Thomas Masaryk, par des démarches diplomatiques incessantes avec la Maison Blanche et les autorités politiques de Washington, assura non seulement les sommes indispensables mais les armes, les vêtements, les médecins, aux vaillants soldats de son armée en Sibérie. Et ce fut à Washington même, le 9 novembre 1918, qu'après trois ans de tortures morales et physiques indescriptibles, l'humble professeur de Prague reçut, de

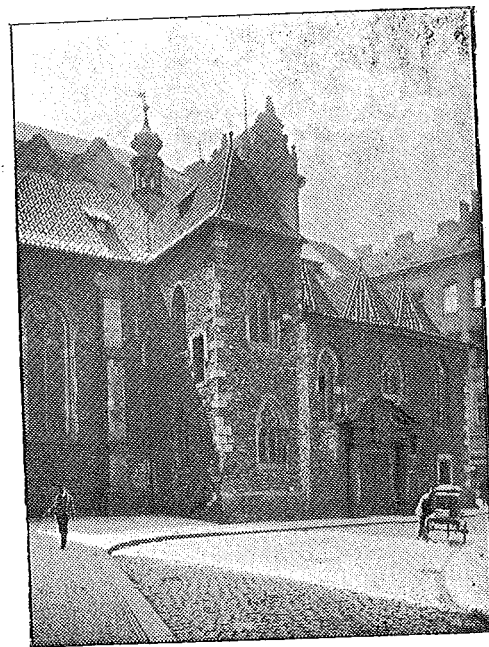
Genève, la décision de l'Union démocratique de l'Europe centrale, qui, par la voix de son président M. Kramar, proclamait M. Thomas Masaryk, président de la République tchéco-slovaque qui venait de naître en pleine gloire, dans l'incomparable splendeur de la Reconquête.

VIII

LE RETOUR TRIOMPHAL

L'illustre libérateur de la Bohême, venu aux Etats-Unis en simple émigrant, pour prendre la défense de ses compatriotes devant le grand peuple américain, définitivement rangé aux côtés des Alliés, avait non seulement gagné la cause sacrée de ses compatriotes malheureux, dont les chaînes avilissantes d'un servage séculaire tombaient aux applaudissements des nations civilisées, remplies d'amour pour le Droit et la Liberté, mais recevait sur cette terre étrangère qui, elle aussi, avait connu des jours d'épreuves aussi douloureux, pour conquérir son indépendance et la libre direction de sa destinée, au pied même de la statue rayonnante du héros libérateur Washington, une première récompense de son œuvre impérissable, vraiment unique, à l'aurore du xx^e siècle; œuvre grandiose par laquelle un peuple, retenu pendant des siècles dans le plus vif esclavage, et devenu la proie du colosse austro-germanique, a vu luire enfin l'heure de la régénérescence réparatrice et de la libération vengeresse, complète et définitive.

Ce fut le 21 décembre 1918 que, répondant aux vœux de l'Assemblée nationale de Prague, le premier Président de la République tchécoslovaque fit son entrée triomphale dans cette ville délirante de joie, débordante d'enthousiasme et de gratitude, aux acclamations prolongées de toute la Bohême.

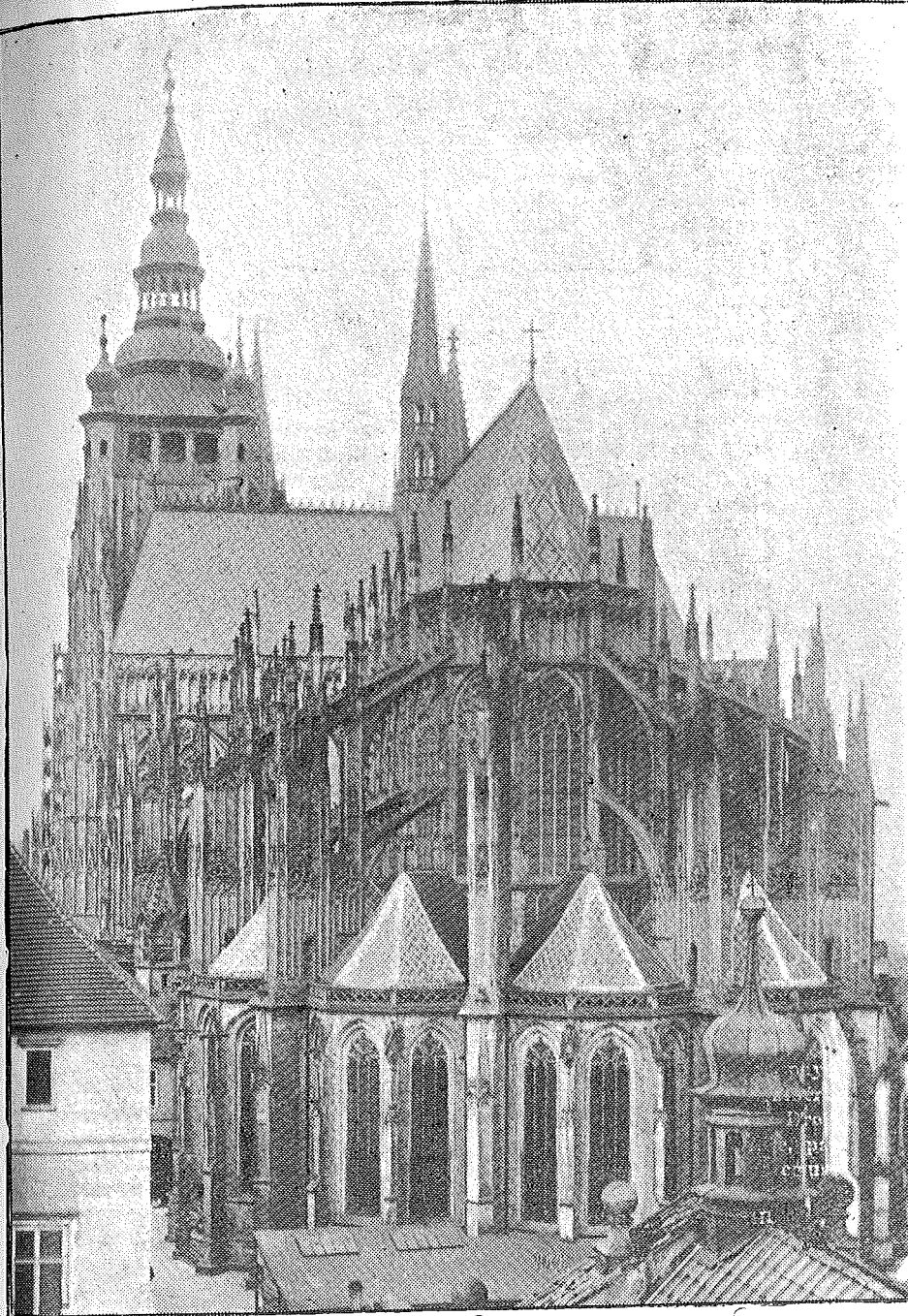


LE CHATEAU DE HRADCANY
résidence de M. Thomas Masaryk.

(Cliché Praha.)



VUE DU CHATEAU DE PRAGUE
(Cliché Praha.)



VUE DE LA CATHÉDRALE
(Cliché Praha.)

IX

LES NUAGEUSES CONCEPTIONS METAPHYSIQUES RAMENÉES AUX SALUTAIRES PROPORTIONS D'UN CODE DE MORALE EN ACTION. — LA DÉMOCRATIE POSÉE COMME LE SEUL GOUVERNEMENT CAPABLE DE RÉPONDRE FAVORABLEMENT AUX ASPIRATIONS DES PEUPLES CIVILISÉS

Jusqu'ici nous avons apporté la plus grande attention au choix et à l'exposition des faits, tant intérieurs qu'extérieurs, susceptibles de mettre en relief la noble et généreuse personnalité de ce héros qu'Homère eût simplement, mais d'un terme sublime, appelé *le rédempteur d'un peuple*. Au début de ces modestes pages, destinées surtout à éclairer sur les véritables causes de cette popularité extraordinaire et sur ce triomphe quasi-mondial les historiens de l'avenir, que tentera certainement, tôt ou tard, le récit des inextricables complications dans lesquelles continuent à se débattre toutes les nations occidentales, nous avons laissé entrevoir que la gloire de M. Thomas Masaryk a été d'appliquer aux consciences des collectivités la doctrine socratique. Cet irréductible adversaire des sophistes avait découvert la conscience individuelle et montré à chaque citoyen comment, par la méditation et l'action, l'homme, devenant vertueux, se rendait utile à ses semblables. Le philosophe de Prague est allé plus loin : il a clairement démontré qu'un peuple, tout comme l'individu, a une âme qu'il faut instruire, purifier, diriger sans cesse vers un triple idéal de justice, de bonté, de liberté. Là est le secret de la victoire du peuple tchèque. Dédaignant toute spéculation métaphysique, gonflée d'hypothèses et de théories chimériques, M. Thomas Masaryk, parti de Hegel et de Herbart, était descendu jusqu'à Huss, Auguste Comte et Spencer. Par une gymnastique, vraiment personnelle, peut-être aussi par un goût tout particulier pour les sciences naturelles, il avait

d'abord appris à puiser, dans le domaine philosophique, les mystérieux ressorts de l'activité individuelle. Puis, étendant aux masses populaires ce pouvoir et ce droit de s'élever dans l'ordre économique, politique et moral, qui jusqu'alors étaient regardés comme le double privilège de quelques citoyens, et, dans tous les cas, du simple particulier, pris comme entité sociale, il était arrivé à se convaincre que toute spéculation, qui dépasse les limites du réel, est, non seulement inutile aux sociétés, mais leur est surtout dangereuse. Or ce monde, d'une inconcevable irréalité, si hardiment construit par la riche imagination d'un Fichte ou d'un Hegel, reposant sur des hypothèses aussi fragiles que séduisantes, même mitigé par un Herbart et ramené à des conceptions plus concrètes, ne pouvait plus satisfaire cette intelligence avide de certitude, cette exquise sensibilité, si éprise de dévouement et de sacrifice, cette volonté inébranlable, fermement décidée à l'action. Puisque l'hypothèse ne sera jamais supérieure aux faits, la philosophie ne deviendra une science bienfaisante et nécessaire qu'autant qu'elle aura renoncé à sa prétention orgueilleuse de pénétrer l'insondable, et de déchirer le voile épais qui recouvre l'origine et la destinée du monde. Elle devra alors restreindre l'horizon de ses études spéculatives, et se résigner à n'être plus qu'un code de morale en action, qu'un guide pour l'individu comme pour les collectivités. Bien plus : Socrate avait, avec raison, fait descendre la philosophie sur la terre, mais elle y était bientôt remontée avec les Plotin, les Descartes, les Bossuet, les Leibnitz. M. Masaryk l'oblige à rester près de nous, à ne plus désertier le cœur de l'homme, à remplir toute son âme, en s'identifiant avec la pure morale positive, en se confondant avec la religion. Et ce n'est que lorsqu'elle aura absorbé, dans son sein, toutes les croyances humaines, analysé toutes les religions révélées, et qu'au crible de sa critique impartiale, elle les aura réduites en une fine et lumineuse poussière, pour les épurer, pour les débarrasser de toutes les scories dont elles ont, pendant des siècles, été alourdies et souillées, que cette science deviendra l'auxiliaire précieux et indispensable de

toutes les autres sciences, sur lesquelles repose le progrès et d'où doit découler le bonheur de l'humanité. Le pur idéalisme, une fois rejeté, M. Masaryk n'a donc admis le positivisme froid et brutal de Huss et d'Auguste Comte, que pour lui communiquer sa propre chaleur morale. Au lieu d'éteindre la foi dans le cœur de ses compatriotes, — M. Masaryk sait trop que sans croyances, une nation ne saurait vivre — il se hâte d'en changer l'axe, de peur qu'elle ne soit compromise, altérée et irrémédiablement perdue. Elle ne doit plus être l'effet d'un rite, d'une cérémonie officielle, d'un culte tapageur et somptueux, mais l'expression douce et salutaire de cette *voix intérieure*, qui se faisait entendre à Socrate.

Et transportant la conclusion de ses longues et patientes méditations sur le champ de la politique et de la réalité, M. Thomas Masaryk affirma que les Etats de l'Ancien Continent ne pourraient travailler en paix à leur propre bonheur, que lorsque les consciences collectives de toutes les nationalités qui se divisent le sol, auraient été définitivement constituées. Et prenant alors, sans parti-pris, sans colère et sans haine, chacune des nations qui s'épuisaient, si lamentablement, à mettre fin, par le fer, le feu et le sang, à l'effroyable conflit provoqué par les Hohenzollern, les Habsbourg et les Osman, il se mit, avec ardeur, à mettre à nu leur mentalité criminelle, leurs buts systématiquement odieux, leurs folles et sataniques espérances. Ce fut donc ce retour aux doctrines sophistiques de la Grèce antique, judicieusement passées au crible d'une critique sévère et impartiale, qui produisit, dans l'âme du jeune et ardent député de la Bohême, cette vision si nette, si émouvante, des réformes mondiales auxquelles devaient instinctivement aspirer tous les peuples asservis.

Avant qu'éclatât l'effroyable tourmente de 1914, M. Masaryk songeait seulement à la régénérescence des Tchèques et à faire renaître, en eux, le sentiment de leur propre existence nationale, si obscurcie chez les uns, et totalement détruite chez les autres, par plus de six-cents ans d'esclavage. Dans son livre intitulé : *La question tchèque*, il avait plu-

tôt posé le problème des petites nationalités, sous un angle étroit, pour ainsi dire égoïste, ne concernant, au fond, que la masse de ses compatriotes. Il rêvait bien d'un relèvement des Slaves, de leur libération complète, de leur autonomie dans l'administration de leurs personnes et de leurs biens; il osait même espérer la reconquête, si secrètement désirée par tous ses concitoyens éclairés, des libertés qu'une dynastie cruelle leur avait sournoisement ravies, mais là s'arrêtait la hardiesse de ses conceptions. Il fallut l'ouragan de fer et de feu qui s'abatit sur l'Europe, pour que les yeux du grand philosophe et de l'éminent politicien s'ouvrirent à l'éclatante lumière.

Au point de vue géographique, au point de vue étatiste, l'Europe lui apparut alors comme un abominable anachronisme médiéval, comme un incroyable défi au bon sens, à la raison, à la morale, aux principes de l'économie politique la plus élémentaire. Avec cette sûreté de jugement, qui ne l'abandonna jamais, le libérateur de la Bohême se rendit compte de la muraille infranchissable, du perpétuel obstacle qui barrait, si malheureusement la route, depuis des siècles, aux apôtres du progrès, aux véritables défenseurs de l'humanité.

Au-dessus de ces épouvantables boucheries humaines, cyniquement concertées avec une rage frénétique par les détenteurs de la force militariste, M. Thomas Masaryk proclama aussitôt, dans toute sa clarté, la lutte des idées. Et ce fut un tableau saisissant de l'épouvantable situation politique, économique et morale de tous les peuples de l'ancien Continent, que sa main magistrale traça aux yeux des savants, des hommes d'Etat, des citoyens éclairés.

Que cherchait donc l'Europe, ainsi torturée, presque agonisante, sous cette avalanche de souffrances physiques et sociales, qui la meurtrissait de toutes parts? Un baume à ses plaies séculaires, un palliatif à des maux considérés presque incurables. On s'évertuait à trouver, même dans la ruine et le crime, un remède à des difficultés économiques internationales, presque insurmontables.

Or deux programmes s'offraient à elle. Et ceux

qui prétendaient la sauver, venaient imprudemment de la déchirer en deux gigantesques fractions.

D'une part le pangermanisme, englobant sous la main fiévreuse du Kaiser, l'Allemagne, l'Autriche et la Turquie, et affichant cyniquement son désir de détruire toutes les nationalités, de niveler toutes les frontières, de fondre toutes les races en une formidable horde d'esclaves, obéissant à la dynastie orgueilleuse des Hohenzollern : D'après ce rêve, l'acheminement ininterrompu des nations vers un idéal unique de progrès et de culture civique, politique et morale, ne pouvait être consacré, que par le triomphe absolu du militarisme prussien et de la famille impériale. Projet immense d'une incomparable folie, auprès duquel les rêves des plus grands conquérants, des temps antiques et des temps modernes, paraissent des jeux d'enfant! On en comprendra davantage l'absurde impossibilité, si l'on songe que l'Asie et l'Afrique, grâce à la complicité des Turcs, devaient aussi tomber sous le poing de fer de Guillaume II. Pour mener à bonne fin cet exécrationnable programme, les Empires Centraux n'avaient à leur disposition que le glaive, le feu et la violence. C'était le retour à la barbarie.

Le plan des Etats démocratiques était, d'autre part, éclairé par les rayons féconds de l'irrésistible Liberté. Défendu par la France, l'Angleterre, la Roumanie, l'Italie, près desquelles étaient venues se grouper toutes les petites nations de l'ancien et du nouveau Monde, avides d'indépendance et impatientes de pouvoir enfin disposer d'elles-mêmes, il était pacifique. Et quand les Etats-Unis, après trois ans d'hésitation, entrèrent en scène, sur le front occidental, et prêteront leur concours aux alliés; quand, avec une célérité qui surprendra l'Europe, ils couvriront l'Océan de leur matériel de guerre et de leurs soldats, aux cris de suprême étonnement et de rage du Kaiser et de son Etat-Major, ce sera, aux regards attentifs de l'apôtre libérateur, toute une révélation politique et sociale : il ne s'agira plus, pour lui, de la reconquête du territoire et des droits d'un peuple — du peuple Tchèque — mais d'une révolution soudaine, embrasant toute la terre et secouant toutes les races, pour les obliger à se prosterner devant l'arbre de la Liberté.

Et c'est toujours la puissante et lumineuse dialectique de l'immortelle victime de Mélitus, d'Anitus et de Lycon, qui conduit, à travers cet inextricable dédale de conflits internationaux, l'inlassable luteur et lui fait découvrir, avec une admirable assurance, où réside la vérité.

Du moment que la morale est la source de toute action et que l'on doit la trouver à la base de l'Humanité, notre devoir est de rechercher quelle est la forme de gouvernement qui favorisera le plus la pratique et l'enseignement des vertus civiques. Or, la Démocratie, qui est l'organisation de la Société, selon les principes du Droit, de l'égalité, de la justice, du respect d'autrui, de la Liberté, est le seul mode de gouvernement que doivent accepter les nations civilisées. Avec elle, le travail et la solidarité deviennent les liens indissolubles, qui unissent tous les citoyens d'une même nationalité. Il n'y a pas de castes, il n'y a pas de privilégiés qui puissent se vanter de vivre en exploitant les autres. Point de diplomatie secrète, point de complot dynastique, point de coalition d'antichambre, point de folles aventures de conquêtes, point de politique intérieure ni extérieure, favorisée par des intérêts particuliers; toute décision, tout acte intéressant la nation est l'effet clair, net, consenti de la discussion librement engagée, accessible à tous les mandataires du peuple. Les arguments gouvernent les membres du Parlement. Avec la Démocratie, il ne s'agit plus de courber la tête devant le glaive, symbole de la cruauté et de la violence, ni de se soumettre au sceptre, symbole de l'autorité d'un seul, et du caprice d'un seul, ni de laisser croupir la masse des intelligences dans la mare d'une stérile et dégradante ignorance. Science... démocratie! Deux termes étroitement solidaires; double condition du progrès des peuples, et de l'union internationale, car la civilisation démocratique repose sur les acquisés des connaissances de l'esprit humain, dans toutes les branches de l'activité sociale.

Et poussant jusqu'aux extrêmes limites de la logique la plus droite et la plus sévère, l'é�incelante chaîne de ses profondes méditations, l'auteur de *l'Europe nouvelle* s'était convaincu de la naïveté des

politiciens qui, jusqu'à nos jours, ont cru devoir distinguer les Etats par leurs frontières ethnographiques. Que l'on parcoure l'histoire : on constatera que cette erreur séculaire a été la source des plus affreux désastres, des plus grands crimes. Ce fut toujours pour se maintenir dans leurs limites géographiques ou pour s'étendre sur des territoires qu'ils s'imaginaient, de par leurs dispositions naturelles, avoir le droit de conquérir, que les rois et les tyrans ont jeté les peuples les uns contre les autres et que tant de sang a coulé.

Et puisque, par les multiples faits de l'Histoire, il a été clairement démontré que le principe de tout gouvernement théocratique ou autocratique est, de par sa définition même, hostile à toute indépendance individuelle, condition essentielle de l'initiative particulière et du progrès des collectivités, nous n'avons plus à hésiter; nous devons à tout jamais renoncer à l'application de ce principe. « La poule au pot », du bon roi Henri IV — l'un des plus rares et des meilleurs souverains qu'ait eus la France, — ne fut qu'une boutade spirituelle et une habileté politique, un élan de fugitive tendresse à l'égard de nos humbles paysans, jaillie dans un moment de joyeuse humeur, mais qui n'a point eu de répercussion réelle sur les préjugés de son époque, dans le domaine de l'économie politique. C'est que, pour opérer un tel miracle, la bonne volonté d'un seul ne pouvait suffire — eût-il été le prince le plus puissant de l'Europe, le maître absolu de la terre. Pour réaliser le bonheur des peuples, il faut plus qu'une main armée d'un gantelet, qu'un front surmonté d'un diadème, qu'une majestueuse momie, toute bariolée, assise sur un trône. Il est nécessaire que tous les citoyens soient animés du même idéal, que toutes les consciences soient éclairées, qu'il y ait groupement et concentration constante de toutes les volontés, de toutes les forces créatrices, sur un même objet qui ne saurait être différent du bien-être commun, de la paix commune, de la prospérité de tous. Dans la ruche, il y a bien la reine, mais il y a aussi la foule soumise et patiente des frêles abeilles laborieuses, qui, sans relâche, apportent leur part de travail et collaborent à la cou-

fection du nectar, qui est le but suprême de l'essaim ; nous assistons à une série de mouvements coordonnés, de labeurs quotidiens prévus et réglés d'avance, dont ces insectes ailés ne se départent jamais ; mais chacun d'eux, va, dès l'aurore, ou le guident son admirable instinct et le vent, où l'attire la source abandonnée et souvent lointaine des plantes et des fleurs odorantes. Le soir, à la tombée du crépuscule, quand l'abeille, lasse et chargée de son précieux butin, rentrera à la ruche, la reine ne lui demandera compte que du fruit de son travail. Tous les petits êtres que renferme la communauté ont agi en pleine liberté. Il en va de même des sociétés humaines : elles ne peuvent travailler à leur propre progrès et à l'atténuation de leurs imperfections morales et physiques, que sous un régime gouvernemental, qui au lieu de les comprimer, de les maintenir dans les limites étroites et étouffantes d'un cercle conventionnel, leur offre un vaste champ d'activité, libre, personnel, encourageant. Et ce principe, ce régime ne saurait être, selon M. Thomas G. Masaryk, que le régime démocratique, que la constitution républicaine.

En vain l'on objectera qu'avec un tel principe, au lieu de gouverner par « *en haut* » l'on gouvernera par « *en bas* », ce qui, en politique, est la pire des maladresses, et un véritable défi au bon sens. Voici la masse ignorante désormais appelée à dicter sa volonté, ses caprices à la minorité des citoyens, sages et éclairés. Ici, nous revenons à la fameuse théorie des « *aristoi* », de Platon et de Socrate, mais a-t-on songé que le mérite du principe démocratique est justement d'élever le niveau intellectuel et moral de tous les citoyens ? A-t-on songé que la masse des humbles travailleurs peut être momentanément corrompue, par suite de son ignorance, de sa misère, des fatals besoins de la vie, tandis que la corruption qui vient d'en haut, c'est-à-dire celle des privilégiés, des grands, a toujours été consentie, entretenue à plaisir, limitée sans doute, mais alimentée avec un écœurant cynisme, de toutes les sueurs, de toutes les souffrances physiques et morales des masses laborieuses. La foule des travailleurs, devenant de plus en plus éclairée, a intérêt à s'affranchir de cette corruption qui, jusqu'ici, a été pour elle une tare et un

obstacle à son bien-être. Les classes supérieures et dirigeantes, au contraire, ne peuvent que s'enliser dans la mare stagnante, où, grâce à leurs privilèges et à leurs richesses, elles ont tout loisir de satisfaire leurs goûts vicieux et leurs voluptueux désirs. « La masse, a écrit M. Masaryk a besoin de vérité et d'honnêteté » ; le sceptre et la couronne sont-ils bien sûrs de lui avoir donné l'exemple ? Il a, du reste, éloquentement répondu aux adversaires acharnés de l'évolution moderne, qui voient plutôt un recul dans les conceptions nouvelles de la politique européenne :

« Démocratie veut dire que le peuple est maître, souverain, mais il ne s'agit pas de souveraineté et de domination, mais d'administration du peuple par lui-même. L'administration, c'est la chose capitale pour la démocratie ; pour l'aristocratie, la chose capitale est d'être le *maître* : il y a opposition entre le régime administratif de la démocratie et le gouvernement souverain de l'aristocratie » (1).

Et plus loin :

« Le progrès est individuel et social ; il est impossible sans une vie pleine chez l'individu, impossible sans une vie pleine dans la société, car chacun de nous individuellement fait l'histoire et la société : histoire et société ne sont pas des êtres mythiques situés au-dessus de la vie personnelle de l'individu, mais c'est moi, c'est toi, c'est lui, c'est nous tous qui constituons la société et l'Histoire. »

Puisque, *le peuple*, c'est chacun de nous : puisque nous devons tous apporter notre pierre et notre labeur à l'édifice social, n'est-ce pas implicitement condamner tout régime qui met obstacle à notre liberté de pensée, à notre activité individuelle, à nos aspirations vers la justice, la bonté, la charité ? N'est-ce pas là la plus belle glorification des bienfaits du régime républicain ?

Reconnaissons donc, une fois pour toutes, avec M. Masaryk, que si tous les peuples évoluent vers ce système de gouvernement, c'est que la forme d'Etat démocratique, bien loin d'être un système politique

(1) T. G. Masaryk, Choix de Pensées, extraites de ses œuvres par F. O. Barton, p. 72 ; Editions Orbis, Prague, 1923.

seulement, est avant tout un programme de haute moralité individuelle et sociale.

Il faut même aller plus loin : la morale civique, la morale humanitaire doivent être la fin de tous les citoyens, de tous les peuples; il ne faut donc pas assigner à chaque nation, une éthique, une religion révélée, destinées à se stériliser dans le domaine de la théorie, mais inspirer peu à peu, à toutes les races, le même esprit religieux, les mêmes sentiments de conduite intérieure; et c'est à développer cette harmonie mondiale que consistera le progrès scientifique; c'est à la réalisation de cet accord constant entre les volontés particulières et les aspirations des collectivités vers un plus grand bien, vers un idéal de plus en plus humanitaire, que les dirigeants républicains doivent consacrer tous leurs efforts.

X

UN PROGRAMME RATIONNEL DOIT REMPLACER LES DANGEREUX MIRAGES D'UN MYSTICISME STÉRILE

Quelle analogie frappante entre l'inflexible logicien de Prague et le célèbre philosophe athénien ! Tous les deux sont d'admirables maîtres d'escrime sur le terrain de la controverse, de la dialectique étincelante, de la logique appliquée. Cependant méfions-nous des apparences.

Lorsque, emporté par l'amour de la comparaison, l'on s'efforce à découvrir des traits de ressemblance entre deux hommes de génie, il faut se garder de toute exagération.

Pas plus que Socrate, M. Thomas Masaryk n'a condensé sa doctrine dans quelque ouvrage particulier, ni réuni ses méditations philosophiques dans

quelques pages. L'enseignement du premier fut purement oral; les idées du second sont disséminées dans les nombreuses brochures jusqu'ici publiées. C'est qu'au fond ni l'un ni l'autre n'ont prétendu bâtir un système métaphysique. Reconnaissons donc en eux certains traits identiques : même élan, même opiniâtreté, même enthousiasme dans la recherche de la vérité. Mais arrêtons-nous là. Son noble refus, opposé aux injonctions de l'Aéropage, l'inoubliable sérénité avec laquelle il accepta la mort — mort glorieuse, sans doute, mais stérile — conquit à Socrate l'admiration du monde intellectuel, à travers les âges, et para son front immortel de l'aurole du martyr; il laissa néanmoins, une œuvre mutilée, qui n'apporta guère à ses contemporains de réel profit. Sa dialectique, si éblouissante par son ironie et sa concision, par sa limpidité et sa grâce, n'a eu au fond, qu'un faible écho dans la société de ses contemporains, et n'a point donné, dans l'orientation de la politique de son temps, les fruits précieux qu'il en espérait. C'est que, arrêté à mi-chemin, Socrate a méconnu la valeur de l'effort volontaire. Il s'est délibérément détourné des objets extérieurs; absorbé, comme le sera Platon, par le soleil de l'intellectualisme, il a cru que cela suffisait à donner la vie aux Idées. L'individu concrétisé et le milieu dans lequel il doit évoluer ont malheureusement échappé à sa grande intelligence.

Tout autre se révèle à nos yeux l'esprit philosophique de M. Masaryk. Il se méfie d'un échafaudage trop subtil et trop vaporeux d'abstractions intangibles où le mythe et le romanesque prendraient la plus grande place et ne répondraient ni aux besoins des individus ni aux aspirations de nos collectivités modernes.

Aussi, un goût précoce pour l'étude des sciences naturelles l'a-t-il conduit peu à peu à n'admettre qu'une sorte de philosophie scientifique basée sur la connaissance absolue des faits et de leurs lois; la seule qui puisse mettre quelque harmonie dans les multiples tâtonnements par lesquels tous les peuples montrent, à l'heure présente, leur impatient désir de sortir de la violence et de l'anarchie, de détruire la guerre et de mettre fin aux malaises éco-

nomiques qui ne cessent de troubler leur marche vers le progrès. Il ne prend donc du scepticisme de Hume, de l'idéalisme de Fichte et d'Herbart, du positivisme de Spencer ou d'Auguste Comte que les éléments qui lui paraissent nécessaires pour former cette métaphysique nouvelle, fonction indispensable de l'existence individuelle et de l'organisation nationale; métaphysique scientifique, si l'on peut parler ainsi, qui formera comme un faisceau de forces créatrices, capables de régénérer le peuple tchèque d'abord, le monde occidental ensuite. Grâce à elles, il va leur infuser un sang nouveau. Pour lui, il n'y a de vérité que lorsque celle-ci s'incarne dans une action pratique. Si l'Humanité a été si lente à évoluer vers le progrès, c'est que les rêveries des philosophes n'ont eu, jusqu'ici, aucun rapport, aucune liaison immédiate avec la vie réelle, avec le concret. On ne vit pas d'abstractions, de théories creuses; on ne réforme pas les sociétés en leur appliquant de simples formules hypothétiques.

Nous l'avons déjà vu, M. Masaryk a eu le courage de se dresser contre les défenseurs des divers dogmes religieux. Pour être utile à l'Humanité, la religion elle-même doit cesser d'être mystique, symbolique et théocratique; elle doit descendre jusqu'à l'action pratique et *universellement* pratique. Tant qu'elle sera symbolisée par la cathédrale, la mosquée, la synagogue ou le temple bouddhiste, elle divisera les hommes, elle sèmera les haines. Sur ce point, M. Masaryk est catégorique. Jusqu'ici, les religions ont pu être considérées comme de merveilleux élixirs endormant les consciences, calmant la raison, mais les mettant dans l'impossibilité de raisonner et d'agir. Or, par ce seul fait qu'avant d'être extérieure, elle fut un sentiment instinctif, né dans l'âme de l'homme par suite de son propre repliement sur elle-même, la religion doit revenir du cycle extérieur qu'elle a parcouru au centre même où elle a pris naissance. Se dégageant de tout appareil visible, elle doit se transformer en un élément de synergie qui, joint à tous les autres, décuplera l'activité individuelle et sociale. C'est alors qu'elle sera vraiment efficace, utile à l'individu, utile à la nation et au monde; c'est alors que se fera entendre

cette voix mystérieuse, cette divine conseillère, ce dieu intérieur qui avertissait Socrate aux heures difficiles de sa vie et qui, désormais, éclairera la conscience du citoyen, la conscience des collectivités et des peuples, la conscience de l'Humanité tout entière. C'est alors que la Religion comptera, non comme un ferment de colères et de discordes, de luttes sanglantes et de divisions irréductibles, mais comme un facteur indispensable, indissolublement uni désormais au faisceau des forces coordinatrices appelées à provoquer l'union définitive entre toutes les races.

Ne l'oublions donc pas : toute religion, pour M. Masaryk est appelée à se confondre avec la morale et à devenir la communion universelle des hommes avec le souverain Maître de la Matière et de l'Esprit.

Ici, ne traduit-il pas l'idée même de Leibnitz : « Tout sentiment, toute pensée est un acte de foi en Dieu ». Et l'art, lui-même, qui est l'expression de la forme pure et divine, que doit-il être sinon l'auxiliaire de la Vérité? Son but n'est-il pas de nous aider à l'aimer, en la rendant plus claire, plus accessible à nos faibles forces, plus sensible à nos yeux, à notre ouïe, à tous nos sens? Des formes qui n'enveloppent pas la Vérité ne sont pas vraiment belles, et l'art pour l'art est une théorie creuse, une méthode stérile et dangereuse, qui ne peut que détourner l'artiste de son vrai rôle : celui de rapprocher les âmes du spectacle divin. L'Art doit pénétrer la politique elle-même, puisqu'elle est la science de gouverner et d'administrer les sociétés. Mais il ne suffit pas que le politicien possède des connaissances étendues et exactes, il faut qu'il soit capable d'une action pratique, sûre d'elle-même, ne manquant jamais son but. Ce qui fait donc une grande, une saine politique, c'est une assimilation concrète des hommes et des choses, une réelle compréhension des problèmes sociaux, un dévouement à toute épreuve, une abnégation sans bornes, le mépris des privilèges et des honneurs, l'acquisition des plus hautes et des plus nobles qualités personnelles, enfin une harmonie parfaite des conditions subjectives et objectives.

Aucun philosophe contemporain n'a plus rigoureusement appliqué à l'existence individuelle les principes que lui ont dictés ses méditations personnelles et son étude attentive de la vie. En parlant de sa doctrine, on a employé un terme peut-être un peu trop obscur pour la masse des lecteurs. J'entends parler du *synergisme*. Je voudrais, quand il s'agit d'éclairer les foules, de les orienter vers un horizon nouveau, et vers un idéal bien vague encore, qu'on mit à leur portée des termes clairs et précis. Traduire en un langage simple et courant les idées les plus abstraites et les plus profondes, voilà bien où doivent tendre désormais les réformateurs sensés et soucieux de faire une œuvre féconde. Les cerveaux trop frustes ou ignorants ne suivront jamais des chefs au langage systématiquement scientifique ou métaphysique. Or le *synergisme* n'est autre chose que l'application de l'idée considérée comme force agissante, aussi bien dans le monde économique, politique et social, que dans le monde moral. Qui parle de *synergisme*, veut simplement dire que l'organisme physique de l'individu ou des collectivités est mû par une activité immatérielle, influençant sans cesse les ressorts humains, comme par exemple, l'énergie volontaire. Or, M. Masaryk a très ingénieusement remarqué que, dans chaque ordre de science, il y a un faisceau de ces idées-forces qu'il est indispensable de mettre en action dans la vie sous peine d'être voué à la déchéance, à la ruine, à la mort. Constatation bien douloureuse : c'est uniquement parce qu'aux siècles passés, les philosophes n'ont point aperçu la corrélation étroite qui existait entre les idées et les forces motrices de la charpente humaine que leurs divagations, et leurs constructions métaphysiques ont été dangereuses ou stériles. Le seul qui semble avoir devancé l'auteur de l'*Europe Nouvelle*, c'est bien Kant puisque, en niant la valeur absolue de la raison théorique, il a reconnu que la véritable grandeur de l'homme consistait dans la bonne volonté et dans la conformité de ses actions avec la loi morale. Le *commandement catégorique* n'exclut-il pas, en effet, toute hypothèse métaphysique et n'affirme-t-il pas la supériorité du devoir, c'est-à-dire de l'activité agissante réalisant,

sans délai, les ordres de la conscience? Et cette affirmation n'entraîne-t-elle pas celle de la liberté humaine et, par conséquent, l'analyse sans cesse élaboratrice, critique et méthodique de l'intelligence en face du monde extérieur?

Heureux les peuples qui sont parvenus à secouer le voile brumeux du mysticisme et à soumettre leur existence au crible d'un programme rationnel : ils marchent vers la lumière, vers la rédemption, vers la justice, ils atteindront plus ou moins tôt la Vérité.

De là aussi cette constatation réconfortante : c'est que le savoir, basé sur la critique des faits est, par suite, le premier bienfait de l'esprit démocratique. Le criticisme Kantien ne nous eût-il amenés qu'à couper à sa racine l'autorité absolue et aveugle des rois et des tzars, que nous ne devrions jamais perdre de vue ce que doivent les temps modernes au penseur solitaire de Königsberg. C'est ce mélange de profond réalisme et d'idéalisme, cette coopération constante de l'expérience sensible et du sentiment qui ont fait du libérateur de la Bohême un véritable chef et non un pur dialecticien. En psychologie, en esthétique, en morale, en théodicée, aussi bien que dans toutes les sciences physiques et naturelles, il a puisé toutes les énergies qui pouvaient, seules, l'amener à dominer le monde, à transformer son état matériel, en même temps que ses conditions économiques, politiques et morales.

C'est ainsi qu'en psychologie, il rejettera le pur rationalisme, et qu'en sociologie, il combinera les efforts de l'individu, de la famille et de la société, exigeant de chacun d'eux une action réciproque, une coopération synergétique de tous les instants, et pour employer un terme, cher à Auguste Comte, un *consensus* social approuvé par toutes les consciences individuelles, admis par toutes les collectivités, condition indispensable d'une harmonie parfaite entre le citoyen, organe de la société et cette société même qui l'enveloppe de toutes parts. L'individu, aujourd'hui, ne peut plus vivre isolé, mutilé, ne connaissant qu'une partie de l'évolution sociale. Dans toutes les sciences, il doit puiser ces connaissances pratiques qui, seules, le rendront capable de

trionpher de toutes les difficultés, d'affronter tous les dangers, d'être un rouage vraiment utile à la nation, au lieu d'être un poids mort, cause perpétuelle de la misère des autres.

En religion, il devra être *théiste*, car dans l'histoire humaine il n'y a place ni pour le matérialisme déprimant, ni pour l'athéisme corrupteur : c'est ce sentiment de pure spiritualité qui, en lui inspirant la certitude de l'éternité, d'une *éternité en soi*, qu'il crée à chaque instant, en lui-même par son labeur incessant et fécond, lui fera accomplir de grandes choses.

Pour M. Masaryk, l'Eternité n'existera pas pour nous dans l'*au-delà*; elle est déjà vécue par l'homme et c'est lui qui, par son activité continue, la maintient dans l'univers.

XI

QUE DEVRA DONC ETRE DESORMAIS L'EDUCATION DE L'ENFANT? LA FAMILLE? L'ÉCOLE? LE CITOYEN?

Oserai-je me flatter d'avoir, dans les pages qui précèdent, mis en relief, comme il conviendrait, le caractère si imposant de cet admirable — j'allais dire — de cet unique éducateur des masses populaires?

Non, j'ai trop conscience d'être encore resté au-dessous de ma tâche. Néanmoins, je veux essayer de réunir, — avant de clore cette esquisse imparfaite, mais qui, je l'espère, rendra M. Thomas Masaryk encore plus familier aux Français, — en une sorte de faisceau clair et précis, toutes les idées neuves, toutes les observations fécondes qui jaillissent, comme autant d'étincelles éclairantes, de son enseignement philosophique.

L'Humanité n'étant qu'une abstraction, nous devons nous occuper seulement des êtres concrets dont toute société est composée. L'enfant, le citoyen, l'union des sexes, la famille et l'école, les multiples rapports des individus entre eux, voilà bien les éléments primitifs, et vraiment constitutifs des collectivités humaines.

Sur tous ces points, M. Thomas G. Masaryk a porté, avec une magistrale sûreté d'esprit critique et analytique, son attention soutenue de patriote convaincu et de hardi réformateur. L'homme — être raisonnable et sociable — est fatalement soumis à la loi de la perfectibilité. Or, comment et jusqu'où cette perfectibilité se développera-t-elle? La Société n'est pas un composé chimérique. Nous avons en face de nous un ensemble de forces toujours en action, et dont l'harmonie est indispensable non seulement à son existence, mais à son maintien, à son acheminement vers le progrès. L'expérience nous enseigne que les sociétés modernes, pas autrement que les peuples antiques, ne se forment sans cette cellule primordiale, que nous appelons *la famille*. Mais la famille, pour se fonder, pour subsister ensuite, exige des éléments constitutifs d'une pureté absolue. Composée de deux êtres de sexes différents et d'aptitudes presque opposées, appelés à se compléter et à prolonger leurs jours et leurs droits dans ceux de leurs enfants, elle constitue un groupe inviolable. Toute doctrine métaphysique ou politique qui dénature le véritable rôle de chacun d'eux et essaie de faire dévier le caractère naturel et les tendances instinctives de l'un ou de l'autre sexe, qui prétend en outre fausser leur éducation ou affaiblir leur constitution physique et corrompre leur nature morale, détruit misérablement le foyer conjugal et devient par là-même néfaste à la société.

Par conséquent, l'anarchie, qui s'efforce d'isoler l'homme, de lui donner une indépendance absolue, et, visant à l'affranchir de toute contrainte et de toute loi, lui montre comme un vrai paradis les douceurs trompeuses de l'union libre, ne saurait aboutir qu'à des conséquences désastreuses. Le bolchevisme, à son tour, dont l'idéal étroit et cruel con-

siste à enserrer l'individu dans un réseau étatiste d'où il ne pourra plus sortir, et à le réduire à la condition mécanique d'un rouage servile, sans ambition ni volonté dans la machine colossale du monde, est aussi fort loin de la vérité.

Non, non; écoutez bien, ici, l'apôtre humanitaire qui défend avec autant d'éloquence que d'émotion sincère la cause sacrée de l'homme et de la femme unis par le mariage. La famille, base irréductible de toute collectivité, doit être le fruit d'un amour pur et durable, l'effet bienfaisant et heureux d'une collaboration intime, librement consentie, des efforts communs de deux êtres cherchant à réaliser un même idéal. C'est donc l'éducation de l'individu qui doit primer sur toute autre considération. Tant vaudra l'enfant, tant vaudra le citoyen, tant vaudra surtout la nation. Cette vérité n'a point échappé à la sagacité de M. Masaryk. Ses regards se sont donc tournés aussitôt vers la famille, vers l'école. Et l'éminent professeur a tout tenté pour dessiller les yeux de ses compatriotes qu'il entraînait vers la libération et à qui il promettait comme récompense de leur réhabilitation morale la gloire de la reconquête. Puisque l'homme et la femme, avec leurs enfants, ont toujours été et resteront toujours l'unité sociale, il est évident que la monogamie et la monoandrie, deviennent les réelles garanties de vie et de progrès réclamées par la Société.

Tout peuple polygame ne peut vivre que dans l'énervement, la lassitude, l'exaspération fiévreuse et morbide des sens, dans un état irrémédiable de prostration constante.

Il a beau vouloir améliorer ses conditions économiques et sociales, il s'étirole dans une insurmontable léthargie. Dominé par les plaisirs sensuels, qui bornent tout son horizon, il ne pourra jamais s'élever au-dessus de la vie animale.

Que l'on ne parle donc pas, si l'on veut perfectionner la race, et assurer la civilisation, de l'amour libre et corrupteur, d'unions fortuites et momentanées, aussi vite évanouies qu'elles ont été aussi soudainement provoquées par le hasard. Point de liaison spontanée et sentimentale, qui s'éteindrait aussi rapidement que l'éclair; point d'amour romanes-

que — effet d'une imagination malade — qui ne repose que sur la trame fragile d'un conte de fée et de rêves chimériques, mais l'affection sagement réfléchie de l'homme et de la femme, *en droit, absolument égaux entre eux*. Car, si de toutes les inclinations naturelles, si de tous les appétits physiologiques, l'instinct de reproduction, sous les apparences du plus large altruisme est le plus puissant, c'est celui que nous devons maîtriser avec le plus de fermeté, avec la plus grande prudence et placer sans cesse sous le contrôle de la raison.

A l'*aristocratique* domination sexuelle, c'est-à-dire à l'antique préjugé de la supériorité du mari sur la femme, il importe d'opposer le *démocratisme* des sexes, qui est tout l'opposé des anciennes façons de penser, religieuses, politiques et sociales, en ce qui concerne, depuis Adam et Eve, les rapports intimes de l'homme et de la femme. Est-ce à dire qu'il faille sans cesse agiter la *question féminine* qui, aux yeux du plus grand nombre, consiste à intervertir les rôles, à introduire la femme dans tous les bureaux, à l'initier à des travaux qui ne conviennent ni à sa constitution physique, ni à sa nature, encore moins à son caractère? Devrions-nous lui ouvrir les portes de nos administrations civiles et militaires, lui inculquer des goûts masculins, lui faire endosser le bourgeron ou le frac, lui donner des aspirations qu'elle a ignorées jusqu'ici? Erreur grossière, dont les conséquences peuvent devenir extrêmement dangereuses. Il ne s'agit pas de mettre la femme à la place de l'homme, encore moins au-dessus de l'homme, dans la vie sociale : on veut dire simplement que les droits civiques doivent être également reconnus au sexe masculin et au sexe féminin, dans toutes les classes de nos sociétés modernes.

Si le fameux dicton populaire anglais : *the right man in the right place* peut trouver sa juste et salutaire application dans le mécanisme de nos collectivités, nulle part il n'aura d'effet plus bienfaisant que dans la famille. A chacun son rôle, suivant son sexe. Au foyer conjugal, l'harmonie ne saurait, en effet, exister, sans une égale compréhension des obligations qui incombent à chacun des membres.

Il faut, en outre, que chacun d'eux se garde d'empiéter sur les attributions des autres, et qu'il possède à un degré suffisant les qualités individuelles sans lesquelles l'accord des divers membres et par suite le bonheur de la famille seraient inévitablement menacés ou brisés. Aussi, M. Masaryk voit-il, dans la bonne éducation, la condition *sine qua non* d'une société parfaite, et c'est chez l'individu appelé à former la famille qu'il convient de faire germer les vertus civiques, lorsqu'il est encore enfant.

L'École? C'est la pépinière des vrais citoyens, qui seront des fils aimants, des époux dignes, laborieux et fidèles. Et puisqu'il faut nous affranchir de toutes les passions malsaines et de tous les vices, commençons par nous guérir de cette plaie qui, jusqu'à nos jours, a fait saigner tant de cœurs, causé tant de dégradations morales, tant de souffrances physiques, et plongé dans un hébêtement déplorable de si belles intelligences, condamné enfin à l'inertie de si fortes volontés.

Se tournant vers le peuple tchèque, M. Masaryk n'hésite pas à lui dénoncer l'alcoolisme comme le fléau le plus terrible qui se soit jamais abattu sur la race slave et sur tous les pays du nord.

Y a-t-il pour un homme une plus grande honte que celle de noyer sa raison dans un verre plein de bière ou d'eau-de-vie? Le devoir de tout homme qui a des bras, un corps robuste et agile, un cerveau cultivé, une intelligence vive et créatrice, n'est-il pas de collaborer sans cesse, avec ses concitoyens, à la prospérité de sa patrie, de travailler à leur confort et d'éloigner d'eux la souffrance? Comment le fera-t-il, s'il ne commence à réagir sur lui-même, à mettre ses forces physiques et morales à l'abri de toute souillure, de toute désagrégeante contamination et à protéger son foyer contre cette dégénérescence qui menace l'Humanité?

Lutter contre ce vice qui enlève à la masse la conscience du réel, de la vérité, de l'honnêteté, de l'effort, de la beauté et des sentiments altruistes, voilà bien ce qu'exige, à notre époque, le patriotisme le plus pur et le plus éclairé.

Pour rendre le mariage heureux, durable et digne, il faut de l'amour, un amour chaste et vivi-

fiant, encourageant dans la prospérité, et dans les circonstances douloureuses, vraiment consolateur.

« *L'amour, accompagné d'alcool et naissant de l'alcool, n'est pas de l'amour. Sans doute, il est écrit que l'homme et la femme ne seront qu'un corps, mais ils souhaitent déjà n'être également qu'une âme. Le mariage est aussi une union des âmes, chose impossible dans l'alcoolisme. Un vrai et puissant amour est chaste et pur.* »

Rien ne dégrade plus l'être humain, en effet, que de s'adonner à la boisson, que de passer des heures et des jours dans la fumée des cabarets, sans air, sans lumière, au milieu d'hommes ou de femmes vivant dans une sorte de promiscuité honteuse et incapables de raisonner, de méditer, de sentir.

Il ne peut y avoir de liberté religieuse, de liberté politique, d'enthousiasme pour la civilisation et le progrès là où l'on boit. Ce qui retarde l'évolution sociale, c'est bien cet irrésistible soif qui étrangle la voix, dessèche le gosier, et brûle par l'absorption continuelle des liqueurs corrosives tous les organes de l'individu. S'il est vrai que la pauvreté est souvent la cause de l'alcoolisme, il est plus vrai encore de dire que l'alcool détruit le bien-être du foyer et produit l'effroyable nudité matérielle et morale autour de lui. L'ivrogne ne pense plus, ne vit plus, ne veille pas même à ses intérêts personnels; comment serait-il soucieux des intérêts d'autrui?

Comment aurait-il le courage et la force dans l'hébêtement de son âme et les perpétuels tremblements de son corps, de sonder l'avenir d'un front hardi? Ouvriers de France, ouvriers tchèques, ouvriers de tous les pays, fuyez la taverne; ne franchissez jamais le seuil des cabarets; ne laissez plus votre raison s'obscurcir dans les fumées des boissons toxiques; n'oubliez jamais que celui qui boit, s'avilit, perd toute ambition, s'appauvrit lui-même, ne fait aucune épargne, vit hors de sa famille et devient un étranger pour elle. Il reste impassible aux prières de sa femme et de ses enfants; il n'éprouve qu'un désir : celui d'assouvir sa passion et il finit nécessairement par tom-

ber dans la misère matérielle avec ceux-là même qu'il avait le devoir de conduire au bien-être, au repos, au bonheur.

« *Sans le cabaret, dit M. Thomas Masaryk, l'existence est à tous égards, plus belle. L'homme qui ne boit pas, ayant tous ses sens dans leur fraîcheur, aperçoit dans la vie, dans la nature, dans la société, dans ses travaux, tant de beauté dont il n'avait même pas rêvé, en étant dans les vapeurs de son alcool!* »

Or, dans nos sociétés modernes, il est absolument nécessaire de donner une valeur de plus en plus grande à chaque individualité. C'est elle qui prépare le progrès, c'est elle qui formera la nation. Dans les grands troubles, aux heures sanglantes des révolutions réparatrices ou vengeresses, les masses ne se sont jamais dérobées. Bien des réformes salutaires ont, au contraire, souvent échoué par manque d'individualités.

Cela signifie-t-il qu'il faille pousser les études à outrance et multiplier les savants, les docteurs, mépriser le travail manuel, vivre dans un monde chimérique, plein de fantômes, d'abstractions et de rêves? Oh! s'écrie encore M. Masaryk, nous devons sans doute nous rendre compte, aujourd'hui que nous avons besoin d'une culture historique, politique, générale et philosophique, mais nous devons aussi rechercher une culture pratique :

« *Une simple ouvrière ou femme de métier (comme du reste aussi une femme de professeur ou d'employé), qui, avec ses maigres ressources, fait marcher la maison et, de plus, élève convenablement cinq enfants, pense beaucoup plus et plus fortement qu'une personne ayant vingt ans d'études et une meule de diplômes accumulés* ».

Il ne faut pas tant, dans nos écoles, remplir les cerveaux des jeunes élèves de connaissances fastidieuses ou inutiles que de leur apprendre à observer les faits, à s'appuyer sur l'expérience, à réfléchir.

« *L'homme, qui ne réfléchit pas, chancelle de gauche à droite; l'homme qui réfléchit et qui connaît ses forces va droit son chemin; pour lui*

n'existe ni gauche ni droite. Il surmonte les obstacles, émerge au-dessus d'eux, en crée de nouveaux, mais ne fait pas un choix aveugle, pour, avec dix bêtises, en faire une onzième. »

Le sens de la vie ne consiste pas seulement dans les constatations que le hasard ou les circonstances peuvent nous amener à faire dans le milieu où nous vivons, mais encore dans l'accomplissement rapide de nos actes. Or, faire un effort, travailler, cela équivaut à dire que l'individu agit pour détruire ou diminuer le mal qui s'oppose au perfectionnement du genre humain.

Dans quelle mesure fera-t-il cet effort? Dans quelle mesure agira-t-il? Dans la mesure même où l'école lui aura donné la culture intellectuelle, physique et morale nécessaire.

Ici, l'éminent politicien se révèle aussi profond psychologue qu'habile éducateur. Il sait comment il convient de pétrir le cerveau humain. N'oubliant jamais ce principe fondamental, qu'une collectivité n'est pas une entité vague, abstraite et stérile, mais un ensemble d'êtres concrets, animés de désirs contraires et souvent opposés, possédant des inclinations diverses et des goûts multiples, appelés, cependant, à former une harmonie politique, économique et morale, dans le milieu même où la nature les a fait naître et les fera mourir, M. Masaryk sait trop que la puissance d'un Etat dépend des aspirations d'ordre religieux, scientifique et moral de chacun. Mais où se formera cette éducation, si ce n'est dans la famille d'abord, à l'école ensuite? Nous avons vu avec quelle gravité réfléchie, M. Masaryk a parlé de la première. Puisqu'elle est la cellule constitutive de la société, y toucher serait un crime. Les écrivains, les poètes, les philosophes, les médecins, les démagogues, qui essaient de la détruire, ne font que désagréger la société et compromettent l'existence de l'Humanité.

Mais, hors de la famille, cette culture intellectuelle et morale doit être continuée, et ce sont les maîtres, après les pères de famille, qui assument cette grave responsabilité. Et il ne s'agit pas ici d'une culture limitée à un petit nombre de privilégiés, mais bien d'une culture nationale et, si nous

portons nos regards hors de nos frontières, d'une culture mondiale. Car tout individu a le droit de s'instruire et de se cultiver au même titre qu'il a le droit de vivre. Or, que devons-nous entendre par la culture générale que l'Etat a le devoir d'exiger de l'ouvrier comme de tous les autres citoyens?

Écoutons encore M. Thomas Masaryk :

« *Cela ne veut pas dire seulement faire des lectures instructives, mais acquérir aussi une culture morale et se montrer, en particulier, un ouvrier consciencieux, dont le travail n'offre rien à redire. L'effet en est énorme : un personnel ouvrier cultivé et moralement évolué domine ses employeurs.* »

Retenons ce point qui a une importance capitale : M. Masaryk ne sépare jamais la connaissance scientifique de l'éducation morale. En cela, il se montre le vrai disciple de Socrate.

Il est donc indispensable, à ses yeux, de régler les aspirations de l'enfant, de les développer vers une fin reconnue essentiellement bonne pour lui-même et pour ses semblables. Mais former des caractères exige une forte dose d'expérience et de sagacité, une grande patience, une remarquable souplesse dans l'emploi des procédés pédagogiques. Rien de plus délicat, de plus difficile, mais aussi de plus honorable que de *réussir* une *éducation nationale*, tout en respectant celle de l'enfant en particulier.

Ne voyons-nous pas, en effet, à quelles difficultés se heurtent aujourd'hui nos ministres français pour faire aboutir la loi de l'école unique?

L'on ne saurait, en effet, devenir un homme de caractère et d'action sans avoir appris à penser et sans avoir établi une harmonie constante entre sa raison et sa volonté, mais l'on ne saurait être utile à sa nation, sans avoir mis toute son âme à l'unisson de celle des autres citoyens? N'est-ce point là ce qu'avait prévu l'auteur des *Essais*, quand il demandait qu'on limât sa cervelle contre celle des autres, que l'on voyageât pour se dégager des erreurs et des préjugés du terroir? Mais M. Masaryk va plus loin et voit plus haut que Montaigne, car n'est-ce pas une lacune effrayante que de se borner à former le jugement chez l'enfant, sans le raffermir

contre les obstacles du dehors, sans l'aguerrir contre les orages et les tempêtes, sans lui apprendre à lutter contre ses propres inclinations intérieures, et à résister aux impulsions des autres, toutes les fois qu'il s'agira de la vérité, de la justice, du devoir? Ce n'est pas d'un érudit plus ou moins profond, d'un causeur plein d'esprit et honnête, mais lâche en face du danger ou tout au moins timide et égoïste dont nous avons besoin, mais d'un citoyen sage, courageux et réfléchi, n'oubliant jamais qu'il aura des comptes à rendre à la Société et que tout en lui, doit être tourné vers une fin plus haute, plus vaste, plus grave que celle du cercle restreint de la famille.

« *On a dit et cela va de soi pour nous que l'Ecole doit être dans la Vérité nationale. Pour l'homme qui réfléchit, la nationalité est aujourd'hui un programme. Et l'amour naturel et magnifique de la Nation et de la Patrie doit se montrer conscient et éclairé. L'homme qui réfléchit puisera dans les idéals tchèques qui sont les siens et qui ont été élaborés par l'Histoire et y trouvera, pour ainsi dire, avec la meilleure confiance, l'amour conscient de la Patrie et de la Nation. Tel est le but principalement de l'Ecole et du Maître.*

Dans l'antiquité, un philosophe eut une inspiration, pourrait-on dire, analogue : fortifier l'idéal de la nation et de la race dans toutes les âmes individuelles. Il s'agissait de Sparte, patrie de pillards et de conquérants. Lyncurgue décréta pour tous ses concitoyens, la vie en commun; les enfants furent arrachés au foyer paternel : leur intelligence, leur caractère façonnés sur le même modèle étroit, cruel et sauvage. Sans doute c'étaient des hommes vigoureux, ne reculant devant aucun danger, n'éprouvant de véritable joie que lorsque, sous leur effroyable étreinte, l'ennemi mordait la poussière. Mais leur trop rigide législateur avait méconnu — ignoré si l'on veut — la libre évolution de la cellule familiale. Les lois draconiennes qui étouffaient la liberté, au berceau même de l'enfant, qui interdisaient le développement des goûts, des aspirations, des aptitudes individuelles, dans le but de former un groupe

de citoyens menant la même vie et caressant le même but, ne pouvaient atteindre cette uniformité civique et politique, qu'au détriment de toutes les intelligences et de toutes les volontés particulières qu'elles affaiblissaient, qu'elles plongeaient dans les ténèbres, qu'elles paralysaient et empêchaient de s'élever vers le Beau, le Grand, le Parfait.

Vingt mille Spartiates dominaient par leur audace orgueilleuse quelques peuples vaincus : les Périèques leur fabriquaient les armes et les objets nécessaires à leur sobre et belliqueuse existence; dans les champs, les Hilotes élevaient le bétail, labouraient les terres, semailent et récoltaient le blé pour les nourrir, mais les citoyens de Lacédémone demeurèrent sous leur armure, les vils esclaves de la violence, de la rapacité et de la stérile ignorance. Une civilisation barbare, froide, cristallisée, condamnée à un arrêt dégradant et fatal, telle fut l'œuvre néfaste de Lycurgue : quelque chose du reste, d'assez semblable, à ce qu'est depuis des siècles, l'idéal germanique. C'est que l'harmonie nationale ne peut être le fruit d'une autorité aveugle, ni de la domination tyrannique d'un petit nombre; elle ne puisera sa durée et sa féconde efficacité que dans l'accord volontaire des intelligences et des âmes éclairées, possédant, comme l'a si bien démontré M. Masaryk, l'amour conscient de la Famille, de la Nation, de l'Humanité. C'est pourquoi le communisme et le soviétisme, qui prétendent ne tenir aucun compte des droits de la personnalité humaine, et, brisant les liens familiaux, mener comme un troupeau lâche et apeuré, les peuples et les races vers un idéal de pur mécanisme économique et social, sont des systèmes de gouvernement voués à l'irréparable faillite, après avoir causé des ravages peut-être irréparables, dans les rangs de l'Humanité, si, en aveuglant le bon sens populaire, ces doctrines, séduisantes au premier abord, mais si dangereuses dans leurs conséquences, arrivaient, par surprise, à triompher.

Que nous dit, en effet, M. Masaryk?

« Le progrès est *individuel* et *social*; il est impossible sans une vie pleine chez l'individu, impossible sans une vie pleine dans la société, car chacun

de nous *individuellement* fait l'Histoire et la Société. Histoire et Société ne sont pas des êtres mythiques situés au-dessus de la vie personnelle de l'individu, mais c'est moi, c'est toi, c'est lui, c'est nous tous qui constituons la Société et l'Histoire. »

Réflexions bien profondes qui sont la condamnation même de tous ceux qui, sur les traces de Platon et d'Aristote, ont commis la grave erreur de vouloir créer un Etat florissant et heureux en faisant abstraction de l'individu; condamnation aussi de tous les systèmes politiques qui visent à la destruction du foyer familial, où naît et se développe l'enfant qui deviendra citoyen. Or, s'il est une doctrine en flagrante et perpétuelle contradiction avec elle-même c'est bien la doctrine soviétique qui, par la force brutale et l'aveugle soumission des individus, vise à un état de choses que seul rend possible, ainsi que le proclame péremptoirement l'éminent professeur de Prague, l'amour de nos semblables, source unique de tous les sacrifices que peuvent suggérer l'abnégation et l'oubli de soi-même.

Il importe donc de donner à chaque individu, au point de vue physique, comme au point de vue moral, un développement complet. Bien loin d'en faire, comme le veut le communisme, un rouage sans pensée, sans initiative, perdu et ignoré dans la machine sociale, il convient de donner à l'enfant, au sein de la famille, puis à l'école, une préparation suffisamment complexe pour qu'il puisse *se tirer d'affaire* tout seul et résoudre tous les problèmes de l'existence devant lesquels il sera fatalement placé.

« *Cela veut dire que l'enfant devra s'assimiler, jusqu'à la rendre instinctive, cette méthode de pensée et de direction qui met tout homme en mesure, quand il en est besoin, de résoudre un problème donné dans la pratique.* »

Et c'est justement de ce groupement formidable de citoyens éclairés et instruits, possédant la conviction que la science, c'est-à-dire la connaissance du vrai, est une immense et bienfaisante force morale, que se formera l'unité nationale, que résultera cette harmonie d'Etat, habilement utilisée par les

gouvernants pour la prospérité de la nation. Nous retrouvons ici l'application heureuse de l'aphorisme de Bacon : *savoir c'est pouvoir; savoir c'est prévoir*. Or, un Etat n'a de puissance matérielle et morale, un Etat ne peut être doué de prévoyance que dans la mesure où l'ensemble des citoyens a pu s'instruire et exercer sa volonté.

Mais, cette antinomie, toujours présente à l'esprit des hommes d'Etat et des politiciens réellement épris de culture sociale et de progrès, comment peut-on se vanter de la résoudre? Si les droits de la famille sont sacrés, ceux de la Société le sont-ils moins? Indépendance du foyer conjugal; liberté du père et de la mère, et restrictions et contraintes réclamées, d'un autre côté, par l'intérêt même de la collectivité? La conscience individuelle demande à s'épanouir sans entrave; la conscience sociale exige, au contraire, une harmonie constante, une uniformité absolue dans les aspirations, les goûts, l'instruction des citoyens? Sans doute, dit M. Masaryk, mais cette antinomie apparente n'est qu'un effet passager de notre ignorance individuelle, qui nous rend aveugles sur les véritables destinées de la collectivité. C'est notre devoir de nous affranchir de ces *idola tribus* dont a si judicieusement parlé Bacon, comme il est aussi du devoir de toute collectivité de se délivrer de ces *idola theatri* dont se servent si adroitement et si hypocritement les faux démocrates pour séduire les masses populaires et satisfaire les appétits malsains d'un petit nombre d'ambitieux, qui n'ont d'autre idéal que leur vanité égoïste et leur féroce besoin d'asseoir leur heureuse fortune sur la ruine des autres.

Le peuple a besoin de vérité et d'honnêteté. Aussi, avant tout, chaque citoyen doit-il se montrer sincère vis-à-vis de lui-même. Mais où apprendra-t-il cette probité, où puisera-t-il ces lumières si nécessaires à sa vie privée, à celle de ses enfants, et dont l'éclat doit se refléter dans toutes les consciences et jusque dans les yeux de ses concitoyens? Dans l'éducation que lui donneront d'abord le père et la mère, ses professeurs, ensuite, sur les bancs de l'école. Hommes et femmes, tous sont appelés à

jouer, dans la collectivité, un rôle identique, celui d'éducateurs et cela, à tous les degrés de l'échelle sociale. Le point capital est donc de trouver un trait d'union que rien ne puisse altérer ni détruire entre ces trois termes : Famille, Ecole et Société.

« *La première exigence de l'Humanité, la première règle de la Sociologie est de mettre chacun à même de se cultiver. Y faire obstacle, soit pour un individu, soit pour un peuple, c'est commettre un péché mortel. Le droit de se cultiver appartient à tout homme exactement au même titre que le droit de vivre.* »

Puisque tout être humain qui possède une intelligence et une volonté doit apporter sa part de collaboration au développement et à la civilisation de son pays, nous devons lutter contre cet odieux préjugé qui consiste à prétendre que l'élite seule d'une nation a le droit de s'adonner aux lettres, aux sciences et aux arts. Tout ce qui ennoblit le cœur, élève l'âme et enrichit l'intelligence appartient à la communauté. C'est une source vivifiante à laquelle, les grands comme les plus humbles, les riches et les pauvres ont le devoir de puiser. Et c'est un crime de lèse-patrie que d'en interdire l'accès aux déshérités. Comment voudrait-on qu'une société fût parfaite et qu'elle s'acheminât sûrement vers plus de bien-être et de progrès si une partie d'elle-même — et la plus grande — était toujours condamnée à l'ignorance et restait enlisée dans le vice et la fange? Il importe donc à l'Etat d'exiger de l'ouvrier, tout autant que du fils de famille aisée, une culture générale. Le progrès ne peut être que l'effet de l'ordre et l'harmonie elle-même naîtra seulement de l'union constante de la raison et de la volonté. Mais la volonté, la raison n'agissent que dans le domaine de la réalité. Ils se trompent donc étrangement, ceux qui bâtissent de splendides théories à l'aide de pures hypothèses et se bornent à construire leurs systèmes dans l'abstrait. L'Humanité a toujours été la dupe de leurs visions éblouissantes et de leurs trop subtiles utopies. Kant a donc bien fait de redresser la voie par laquelle s'étaient engagés, pendant des siècles, les philosophes et les

moralistes : en ruinant les folles prétentions de la *raison théorique*, en ramenant le problème humain à un simple repliement de l'âme sur elle-même et à la pure conscience de la *raison pratique*, c'est-à-dire à la claire conception de la *bonne volonté agissante*, il a non seulement grandi notre nation, mais nous a révélé notre propre destinée. A tous les degrés de l'échelle sociale, dans toutes les classes dont est composée une collectivité, mettre la morale en *action*, tel est le rôle — et l'unique rôle — de l'homme ici-bas.

Et maintenant, en fait de gouvernement, quelle bonne directive tout citoyen éclairé devra-t-il accepter? Aux yeux de l'éminent sociologue, il n'y en a qu'une.

« Personnellement, je souhaite pour notre Etat la forme républicaine. On vous dira que le peuple n'est pas mûr. Il est possible qu'il y ait des peuples qui ne soient pas encore mûrs, mais je crois, moi, que notre peuple, puisque c'est par ses forces à lui qu'il a cicatrisé ses plaies, je crois que ce peuple a le sens de la discipline. C'est le peuple conscient, cultivé qui maintiendra la république ».

Mais comment la république pourra-t-elle se maintenir, prospérer, s'idéaliser, s'imposer à tous les hommes, devenir vraiment la bienfaitrice protectrice de tous les êtres? Par la réforme de la pensée et des mœurs; réforme effective qui, peu à peu, pénétrera toutes les âmes et, seule, doit être jugée capable de rendre le progrès vraiment *réel*. »

Or, ce n'est point par la violence que le gouvernement démocratique parviendra à supplanter toutes les autres formes du pouvoir : il s'agit pour lui de persuader les intelligences, de gagner les cœurs, non d'entraîner les corps : la République ne saurait s'élever sur un piédestal souillé de sang.

« On peut bien, grâce à une révolution, supprimer le diable, mais on installe Belzebuth à sa place ». Toute révolution sanglante, oppressive et destructive par là-même, appelle la réaction. Au lieu d'avancer, on recule au contraire. Il s'agit donc bien, dans l'esprit de M. Thomas Masaryk, d'une évolution lente et sage, longuement mûrie, plutôt que d'un bouleversement des Cités et des Etats pro-

voqué par des bagarres irraisonnées et une odieuse effusion de sang.

L'Histoire est là pour nous montrer l'inutilité des coups d'Etat. Mais s'agit-il de répudier absolument la défense de l'Idée et du Droit par le fer, lorsque l'heure est venue de briser les obstacles qui s'opposent à l'épanouissement logique de la Justice et de la Liberté? Non, il y a loin de la légitime défense à l'oppression, au crime, à la violence. Se défendre par le fer, ce n'est pas faire œuvre d'assassin, de bandit, de tyran. Un peuple qui a conscience de sa personnalité et de ses droits, devant l'oppresser et en face de l'outrage, commet une lâcheté en se posant en martyr.

« *Ne nous complaisons pas dans l'admiration du martyr, pas plus que dans celle de la mort. C'est une chose étrange : les hommes désirent la vie et ils n'arrivent pas à faire abstraction de la mort. Si donc c'est la vie que l'on souhaite, qu'on n'aille pas chercher le martyr. Si, jusqu'à présent, on a crié : « A bas les bourreaux », il faut clamer également « A bas les martyrs ». Tant qu'il y a des bourreaux, il y a des martyrs, mais tant qu'il existe des martyrs, il existe aussi des bourreaux ».*

En véritable éducateur des collectivités, M. Masaryk insiste sur cette conscience du devoir qui doit remplacer, chez l'homme moderne, toute philanthropie sentimentale, et sur cette incessante gymnastique de notre volonté qui, seule, peut tourner sans cesse notre pensée vers les souffrances physiques et morales et nous rendre capables de travailler et de lutter sans merci jusqu'à la complète disparition de toutes les misères humaines. Pas de grands mots; pas de ces envolées lyriques vers des hauteurs chimériques, mais le langage serré et clair du logicien persuadé que de son cerveau jaillit la vérité. Aussi est-ce avec une fermeté et une précision remarquables, que M. Masaryk a défini les conditions qui, seules, peuvent assurer le développement d'un Etat démocratique, dont la forme n'est pas seulement un système politique mais, avant tout, un code vraiment moral.

Dans sa pensée, la politique consiste dans l'en-

semble des moyens propres à acquérir scientifiquement le progrès, qui peut assurer l'aisance et le bonheur de tous les citoyens. Lorsque le prolétariat, aiguillonné par la misère, le chômage et la faim se redresse et se révolte, il accomplit un acte légitime. Mais, c'est aveuglément, qu'il fait entendre le plus souvent sa colère. Comme un malade qui gémit sur son lit de douleur, sans savoir quels sont les remèdes susceptibles de le guérir, il crie, brandit les poings, s'élançe et menace et quand, dans son exaspération, il croit tenir l'adversaire, l'odieux auteur de ses maux, il retombe épuisé, du haut de ses illusions, n'ayant dans ses bras nouveaux enserré qu'un fantôme. Comme l'a dit Karl Marx, *la faim ne constituera jamais un programme*. Une révolution accomplie sans but bien clair et nettement défini, sans connaissances économiques et administratives sagement contrôlées et mûrement réfléchies, n'aura jamais d'autre résultat que de mener les masses laborieuses au sacrifice sanglant de milliers de vies humaines et à la perte inutile de ses forces et de ses biens. Aujourd'hui, les esprits rétrogrades ont tôt fait d'ériger le parlementarisme en bouc émissaire de toutes les erreurs, de toutes les fautes, de tous les échecs subis par la classe ouvrière. Mais ce n'est pas à proprement parler du parlementarisme que meurent les républiques modernes; elles meurent de l'impatience de la masse qui frappe à l'aveuglette, en temps inopportun et dans la nuit, dans l'ignorance surtout de ceux qui la dirigent.

Et voici une remarque vraiment suggestive :

« Le va-nu-pieds demande tout naturellement des souliers. En les recevant, il se rend bien compte que, par exemple, ils le blessent, mais seul, le cor-donnier aura pu les lui faire et pourra les lui rec-tifier ».

Il importe donc qu'une démocratie se préoccupe constamment de la mentalité, de la culture intellectuelle et morale des dirigeants ou des mandataires qu'elle emploie, car s'il est du devoir du peuple d'avoir confiance en lui-même, il faut qu'il ait surtout confiance en ceux dans les mains de qui il a déposé sa souveraineté.

Par conséquent aucun parti ne saurait prétendre museler à son profit l'État démocratique, parce qu'aucun parti ne possède, tout seul, toute la science, toute la vérité indispensable à une sage évolution de toutes les âmes, de toutes les intelligences, de tous les caractères. Une démocratie ne peut assurer sa marche en avant qu'à la condition de ne refuser aucun concours. Or quel est le clan politique assez aveuglé par sa supériorité numérique, assez enorgueilli par des succès de votes bien éphémères et souvent trompeurs, pour se croire seul en possession de la vérité et capable, par ses propres efforts, de réaliser toutes les réformes salutaires.

Sur ce point, l'opinion de M. Masaryk est formelle :

« Je n'attends le salut d'aucun parti, mais ce que je sais, c'est que nous serons invincibles s'il se trouve dans tous les partis et dans toutes les classes un nombre assez considérable d'hommes dignes de ce nom et capables de réflexion, qui, sans entente entre eux et sans liaison visible, accomplissent, chacun dans leur sphère, un travail tendant au même but ».

XII

CRITIQUE DU BOLCHEVISME

Il est naturel, en effet — disons-le aussi — il est nécessaire, dans un pays où toutes les volontés sont libres, où toutes les intelligences et toutes les énergies travaillent à un plus grand bien être, et s'efforcent de réaliser un ensemble d'aspirations plus nobles et plus élevées, que nous assistions à une éclosion de plus en plus complexe d'opinions opposées, de groupements en apparence hostiles, de partis momentanément ennemis les uns des autres.

Depuis son apparition sur la terre, l'esprit humain n'a-t-il pas été comme enfermé, comprimé dans une sorte de labyrinthe aux multiples voies obscurcies par des ténèbres profondes et parfois bien déconcertantes et dont par d'admirables efforts, il a essayé de s'évader vers une région plus brillante et plus claire? Les esprits timorés voient dans cette lutte de plus en plus âpre des partis, un danger pour la civilisation, une menace permanente contre la sécurité des peuples et leur prospérité; mais, c'est justement parce que les collectivités sont parvenues à un niveau intellectuel et moral vraiment supérieur que, plus elles s'approchent du terme désiré, plus elles comprennent les difficultés grandissantes et se trouvent hésitantes, perplexes, déconcertées même par la complexité des problèmes à résoudre. De là la diversité d'opinions, la formation de nouveaux groupes, l'opposition, la contradiction même des thèses en présence. Mais si l'on songe que le mal est guéri par le mal lui-même, et que les partis extrêmes sont voués à une chute certaine par le poison fatal qu'ils portent dans leur sein, à moins qu'ils n'ouvrent d'eux-même les yeux à la lumière et finissent par reconnaître leurs fautes et leurs erreurs, on est contraint d'avouer que la démocratie est la seule condition sociale que les masses puissent logiquement adopter, si elles veulent vivre et prospérer.

Pour s'en convaincre, il suffit d'étudier ce qui se passe en France où les fractions les plus intransigeantes voient, au Parlement, s'user leur prestige et leur autorité, s'effriter même peu à peu, au contact de multiples minorités, leur puissance stérile et passagère. Il existe, dans tout parti, un ver rongeur qui le mine et le fait bientôt s'effondrer sous les flots d'une majorité pondérée et réfléchie qui se reforme au moment le plus inattendu, se retournant toujours vers le seul point de l'horizon politique d'où peut venir la clarté et, par conséquent, le salut.

Aussi, M. Thomas Masaryk est-il sévère pour ces politiciens d'auberge qui brillent par l'absence de toute éducation politique et philosophique. Par

leur incompétence doublée d'une sotte et orgueilleuse prétention, ils jettent un déplorable discrédit sur le parlementarisme, ils entretiennent la confusion dans les débats et le trouble dans les esprits. Pour conserver leur prestige, ou se maintenir, malgré tout, au pouvoir, ils en sont réduits à exciter les passions populaires, à satisfaire les ambitions malsaines, à faire de la surenchère, à trahir leurs mandats, à griser leurs partisans *avec cette bière démocratique qui ne vaut pas mieux que la champagne de la réaction aristocratique*. Celui qui prétend diriger les collectivités, doit faire preuve d'initiative, c'est-à-dire voir juste et loin dans la voie des réformes. Bien naïfs et bien vains sont les hommes d'Etat qui, en acceptant des formules toutes faites, n'ont d'autre ambition que de les appliquer à une nation toujours en marche.

Que d'amers et justes reproches, le premier Président de la jeune République tchécoslovaque n'adresse-t-il pas aux Soviets qui ont prétendu, sur les ruines sanglantes du tzarisme, édifier un programme à la fois bourgeois et hypocritement socialiste? Chez les Russes, qui sont à peine à l'aurore de leur évolution, la méthode révolutionnaire, cruelle et stérile que les Lénine, les Radeck et tant d'autres, ont eu le cynisme de leur imposer, n'aura produit que les plus tristes résultats. La plupart des paysans moscovites ne savent encore ni lire ni écrire. La grande erreur occidentale est de s'imaginer que le communisme et le socialisme existent à Pétersbourg, à Moscou, à Kiev, dans tous les centres de cet empire colossal. Sans doute le bolchevisme s'y est implanté, mais qui dit *bolchevisme* dit absence de tout système rationnel, de tout programme pratique et raisonné. Voulez-vous la vérité nue? C'est le paysan révolté, secouant la torpeur séculaire dans laquelle l'avaient maintenu les puissants et orgueilleux boyards, qui a détrôné le tzar, s'est emparé des terres, a dépouillé les seigneurs, a morcelé les grandes propriétés, bouleversé le vieux système terrien. C'est tout simplement ce sentiment instinctif qui, placé au cœur de tous ceux qui travaillent péniblement le sol et en recueillent à peine les fruits, leur donne cette sauvage conviction que

la terre est leur propriété, leur bien; c'est, dis-je, ce sentiment instinctif, qui, se réveillant à certaines époques, dans l'Histoire des peuples, a renversé l'ancien régime. Mais piller les maîtres, incendier les châteaux et les fermes, venger des outrages séculaires, cela, c'est faire la révolution, ce n'est pas faire du socialisme. La doctrine spiritualiste de Fichte et de Hegel ne pourra prendre pied dans la réalité qu'autant que la masse du peuple russe deviendra capable de collaborer avec ses dirigeants à l'établissement d'un socialisme raisonné, pratique et, par conséquent, scientifique.

La faute, l'irréremédiable faute des chefs bolchevistes, dans l'esprit de M. Masaryk, a été d'avoir voulu ignorer ce fait indiscutable et de n'avoir voulu voir dans les socialistes occidentaux que des bourgeois apeurés, transposant les principes révolutionnaires pour en faire une sorte de réformisme vague et trompeur, en essayant d'écarter toute idée de bouleversement par la force. Or, il y a là un aveuglement bien puéril et l'erreur est grossière. Qu'on relise, en effet, le testament politique de Engels, en 1895. N'est-ce pas un avertissement amical et sérieux au prolétariat, qui doit renoncer aux actes de violence, mais travailler sans relâche à obtenir une majorité de plus en plus imposante dans le peuple, d'abord, ensuite au Parlement.

La révolution est un phénomène naturel, produit inévitable de l'évolution des masses, qui prépare d'abord la république capitaliste, avant de subir l'influence du socialisme. De l'union étroite et constante de l'action et de la discussion doit nécessairement naître l'éducation intellectuelle de la classe ouvrière. Les plus simples cerveaux s'ouvrent à la compréhension des grands problèmes économiques, et la clarté se fait, lente, mais de plus en plus vive, dans les intelligences surprises et irrésistiblement entraînées vers une transformation de la vie sociale, certes, encore bien vague pour elles, mais qui leur semble plus équitable, plus appropriée à la condition des petits et des humbles, et partant, bien plus belle. Du reste, le prolétariat pressent le jour où, tôt ou tard, il aura le pouvoir politique en main, car ce n'est qu'ainsi qu'il pourra donner

une nouvelle base à l'organisation du travail. Mais, pour renverser l'antique édifice, détruire les vieux préjugés, balayer les institutions désuètes, éclairer de lumières nouvelles la route difficile par où s'achemine l'Humanité douloureuse, il n'est pas besoin de recourir aux procédés sanglants.

Le tort de Lénine, de Trosky, a été de considérer la révolution en armes comme le moyen indispensable et uniquement constructif d'une Russie régénérée. Comment d'un monde d'illettrés, de mystiques, de barbares, ont-ils cru pouvoir faire en un clin d'œil des lettrés, des savants, des artistes et leur imposer le régime communiste, couronnement final de leurs néfastes utopies? En se plaçant au point de vue absolutiste, les Bolchevistes se sont condamnés eux-mêmes à un déplorable échec; ils ont voué leur système à l'inertie.

Il faut plus qu'un simple trait de plume, plus qu'un coup de canon, pour remplacer toute une machine étatiste, fût-elle crevassée de toutes parts et croulant sur sa base.

La création d'une administration nouvelle, l'agencement de rouages encore mal définis et leur mise en branle, la disposition d'un nombre incalculable de forces qui s'opposent et risquent fort de tout briser ou de se neutraliser au grand détriment de la nation, exigent de la part des organisateurs de la prudence, des études profondes, un grand tact, une longue expérience des hommes et des choses, une habileté encore plus rare, une collaboration intelligente et intime. Quel triste idéal qui consiste — comme pour la doctrine bolcheviste — à élever sur une mare de sang un piédestal à l'autocratie sanguinaire et barbare! Révolutionnaires mystiques doublés de romantisme, les partisans de Lénine sont incapables, d'après M. Masaryk, de faire de la bonne besogne administrative, parce qu'ils se sont formés — véritables exilés — sur la terre étrangère, loin de leur pays qu'ils n'ont ni étudié, ni compris, vivant hors la loi, n'admettant comme instruments du progrès social, comme auxiliaires de leurs efforts, que la terreur, le meurtre et l'anarchie.

Faire du dillettantisme gouvernemental, se jouer de toutes les difficultés politiques, économiques, nationales et internationales, tout cela, certes, peut séduire les imaginations enfantines ou malades, mais ne sert en rien au progrès, au relèvement d'un pays aussi vaste, aussi peuplé que l'empire de Pierre le Grand. Savoir combattre, tuer et mourir était tout au plus bon aux temps barbares; de nos jours, il faut être capable de faire mieux; il faut savoir méditer, décider, agir et travailler. Toute révolution moderne, pour avoir quelque chance de succès, doit avoir — non un caractère agressif et purement politique, — mais économique, moral et social.

Sans doute, les bolchevistes et la nation russe sont les victimes du tzarisme, qui s'est toujours désintéressé du peuple et ne l'a initié ni à une administration active et intelligente ni à l'étude des lois sociales, mais c'est justement à cause des lourdes fautes de l'ancien régime auquel a été soumis pendant tant de siècles la Russie, que le parti des Soviets est à redouter. De tous les Etats d'Europe, atteints par la guerre, c'est elle qui a le plus besoin d'une prompte restauration économique, tant agricole qu'industrielle, et le gouvernement actuel est incapable de la lui donner.

Purement politique, la révolution qui a renversé Nicolas II n'était pas préparée aux réformes sociales. Avec le glaive on coupe, on détruit, on ne reconstruit pas. Le vieux régime absolutiste des tzars, grâce aux Soviets, ou mieux, par leurs fautes, n'a pas été remplacé par les flammes vivifiantes de la Liberté. A suivre une pareille tactique on est sûr d'être bientôt chassé. Le tyran Gessler avait aussi dompté un tout petit pays, la Suisse : Guillaume Tell vengea sa patrie opprimée, et, cinq siècles avant la libération de la Tchécoslovaquie, l'arracha au joug de l'Autriche. C'est par l'assassinat, la surprise, les horreurs du fascisme que Mussolini a conquis le pouvoir; la Liberté triomphera bientôt de Mussolini. A l'heure actuelle, il n'y a plus de place pour les rodomontades guerrières; espérons qu'au val de Roncevaux, pas plus qu'ailleurs, l'olifant de Roland ne reviendra sonner. Qu'il soit donc

bien entendu, désormais, que les peuples devront pacifiquement, progressivement accomplir leur évolution vers la lumière et le progrès. Une société capitaliste saurait-elle, du jour au lendemain, passer au communisme? Espérer cela de la Russie n'est-ce pas de l'aveuglement et une pure folie? *Natura non facit saltus*, s'est écrié le chancelier Bacon. Rien de plus vrai au sujet des phénomènes naturels; rien de plus vrai aussi quand il s'agit des phénomènes d'ordre moral. Or, la période transitoire a été méconnue par les leaders du bolchevisme. Une dictature révolutionnaire, pas plus qu'une dictature aristocratique ne constitue un idéal de progrès social. Et c'est parce qu'ils sont pauvres en culture morale, pauvres en sciences, pauvres en connaissances techniques, pauvres surtout en expérience gouvernementale que les Soviets ont surabondamment montré leur insuffisance dans la direction des affaires. En outre, ils ne sont pas la nation, puisqu'au lieu de s'appuyer sur le suffrage universel pour faire triompher leur parti, ils n'ont eu, jusqu'ici, que l'arme abhorrée et vite émoussée des conquérants : la terreur.

Je regrette de ne pouvoir reproduire ici toutes les pages dans lesquelles, avec une sûreté de pinceau remarquable, M. Thomas Masaryk a retracé le tableau si émouvant de la Russie d'après-guerre.

Certains passages, cependant, doivent trouver place dans ce modeste ouvrage :

« Vraiment on s'explique mal pourquoi la dictature du prolétariat ne serait pas possible sans terreur et au moyen du parlement. Car, enfin, le prolétariat ne saurait désirer autre chose que d'arriver à son but par des moyens appropriés; si la social-démocratie, par une tactique parlementaire arrive à une majorité d'électeurs, à cette immense majorité que réclame Marx pour la révolution définitive, elle réalisera ensuite son programme avec le parlement et par le parlement. C'est vers ce but que tendait et que tend la tactique des socialistes, dans tous les pays occidentaux. Une telle dictature suppose évidemment un prolétariat instruit et préparé, ce qui n'est pas le cas en Russie, et, c'est pour-

quoi justement y sévissent la dictature des partis et les débordements dus à l'ignorance. La révolution politique peut être plus facilement réalisée dans des circonstances appropriées; mais la révolution économique doit être préparée au point de vue économique par le travail, par un travail plus ou moins modeste, mais non par des luttes et des révolutions politiques. »

« Les bolcheviks ont accompli en Russie leur révolution politique au milieu de circonstances qui les servaient, mais ils n'étaient pas préparés à un travail systématique d'économie continue, paisible, auquel chacun apporte son tribut. C'est à cela qu'il faut attribuer la crise et l'insuccès total de leur politique économique. »

« Lorsque le tzarisme s'effondrait, qu'une armée battue était en fuite et revnait au foyer, Lénine, grâce à son mot d'ordre de faire la paix à tout prix, a reçu en mains le pouvoir politique; mais ce pouvoir ne suffit pas pour régler le système compliqué de l'économie publique moderne. L'économie moderne a besoin d'ouvriers qualifiés, d'administrateurs pour lancer les entreprises et régir le système de l'économie publique et nationale; il faudrait se le rappeler avant chaque révolution politique. Une révolution politique dans laquelle le point de vue économique est resté ignoré, empire l'état économique et social des ouvriers et de toute la société, parce qu'elle détruit les biens qui existent et rompt la continuité de l'ordre économique. »

« La révolution bolcheviste devait échouer du fait qu'elle faisait abstraction de la continuité économique et de la réciprocité de l'Occident. La réciprocité économique qui existe entre tous les pays et toutes les nations, empêche qu'un seul pays puisse réaliser, contre la volonté des pays étrangers, un changement profond dans le régime de l'économie publique et de la propriété. J'ai attiré l'attention sur ce fait dans mon message (1). La socialisation intensive, surtout le communisme, est une affaire internationale. Lénine qui le reconnaît, en

(1) Message du Président Masaryk adressé à l'Assemblée Nationale de Prague le 22 décembre 1918.

réalité, attend toujours la révolution européenne et mondiale; mais il se trompe, lorsqu'il croit que l'Europe et l'Amérique voudraient cette révolution. En ce qui nous concerne, nous avons besoin de matières premières de l'étranger et nous sommes obligés d'exporter des produits à l'étranger. Comment pourrions-nous faire une révolution économique quelconque contre la volonté de l'étranger? Et une révolution purement politique, un coup d'Etat dans les conditions où nous nous trouvons, c'est-à-dire, dans une république démocratique, c'est un non-sens, un vrai crime contre les intérêts du peuple ouvrier (2). »

L'éminent sociologue — qui fut le sublime exilé — est tellement convaincu de cette vérité, qu'il ne cesse de mettre les ouvriers en garde contre les mauvais conseillers, contre les mirages dangereux d'une politique de combat. Il emploie toute sa chaleur communicative, toute la force éloquente de sa franchise et de sa sincérité, toute la rigueur irrésistible d'une impitoyable logique à persuader la masse prolétarienne qu'aux yeux de toute conscience individuelle suffisamment éclairée, une révolution n'est légitime que lorsqu'il n'y a pas d'autre issue pour affranchir les hommes, et leur assurer les bienfaits de la Liberté. On se trompe étrangement, si l'on croit que les transformations sociales appellent toujours le crime et la révolte armée, et entraînent forcément l'effusion du sang ainsi que le sacrifice des individus.

Aussi avec quelle amertume, avec quelle tristesse poignante, le libérateur de la Bohême, au souvenir des terribles heures vécues, rappelle-t-il aux humbles artisans qu'il aime d'autant plus qu'il les a sauvés, et que c'est pour eux que lui, que sa famille, que ses enfants ont souffert et que l'un d'eux est mort, les angoisses qui ont étreint son cœur, les tourments qu'il a endurés lorsque, avant la guerre, il avait envisagé comme possible l'affranchissement de sa patrie par

(2) T. G. Masaryk : *Sur le Bolchevisme* (pages 83, 84, 85), Genève, S. A. des Editions Sonor, 1921.

un acte de violence, par un coup de force! Avec quelle insistance s'efforce-t-il de nous démontrer que la vie des autres doit nous être sacrée, que la base de toute société réside dans le respect absolu de la personnalité humaine et que ni les révolutions ni les guerres ne peuvent se soustraire à l'application des règles que l'inviolabilité d'un être vivant nous impose!

En vrai chef de combat, en indomptable défenseur des droits de son pays, il a su prendre ses responsabilités, choisir le moment, préparer toutes les chances de la victoire; sans doute, la voix de la justice parlait à son cœur, finissait par calmer les scrupules de sa conscience si noble et si pure. Mais avec quelle sincérité émouvante, il nous fait le tableau sobre et poignant de la lutte intérieure qu'il eut à subir contre lui-même, aux heures terribles de la détermination suprême :

« *Lorsqu'en 1914 et en 1915, j'ai pris la décision d'organiser notre action révolutionnaire à l'étranger, lorsque je me suis dit : « Tu pousses les hommes au sacrifice de leurs vies, croyez-vous que cette responsabilité ne m'opprimait pas tout entier? Combien de nuits ai-je passées sans dormir? Mais lorsque je me suis imposé ce mot d'ordre : « Oui! En lutte contre l'Autriche à tout prix » je savais ce que je faisais. J'ai perdu mon fils; ma fille était en prison, ma femme était malade. — Elle l'est encore — rien ne m'a détourné. A Péetrograd, à Moscou, j'ai traversé les rues sous une pluie de projectiles. A Kiev, les balles et les éclats des schrapnells cinglaient mes fenêtres. Je n'ai pas eu peur; je n'ai peur d'aucun révolutionnaire. J'ai vu le feu et croyez-en mon expérience : il serait imprudent après une révolution qui a réussi pleinement de jouer aujourd'hui avec une nouvelle révolution. Puisque vous pouvez avoir la majorité au gouvernement, un mouvement révolutionnaire n'a pas de sens. Et vous, ouvriers plus âgés . . . vous souvenez-vous de ce que vous avez gagné par la voie de l'organisation? Car, enfin, vous, socialistes, qui composez la majorité de la majorité de la nation, vous avez la majorité au gouvernement. Réfléchissez à ce que cela signifie. Et je tiens à souligner que c'est*

par votre organisation et grâce au Parlement que vous avez obtenu un succès qu'aucun autre parti socialiste n'a obtenu en Europe (1). »

Quel Européen, quel Américain, quel indigène des régions les plus éloignées, pour si peu qu'il soit initié à la civilisation occidentale, ne sentira son âme pénétrée d'admiration, en entendant ces conseils si nets, si pondérés, si appropriés aux tendances de notre époque, en se rappelant cet appel si pressant aux sentiments humanitaires de la classe laborieuse et souffrante? N'est-ce pas à la prodigieuse personnalité du Président Masaryk que l'on peut rapporter cette maxime du Coran :

« *L'homme fort est celui qui remporte la victoire sur lui-même ».*

N'est-ce pas lui, enfin qui aura médité toute sa vie les grands problèmes qui tourmentent l'esprit humain, en restant fidèle à cet avertissement sublime du Baghavadgita :

« *Tu portes en toi-même un Ami sublime que tu ne connais pas, car Dieu réside dans l'intérieur de tout homme; mais peu savent le trouver ».*

XIII

QUELQUES REFLEXIONS DE M. THOMAS G. MASARYK SUR LE CAUCHEMAR DE L'INVASION PANSLAVISTE. — ETUDE A VOL D'OISEAU DES PETITES NATIONALITÉS BALKANIQUES.

La guerre de 1924 a soulevé bien des questions redoutables, parmi lesquelles nous ne saurions passer sous silence celle du *panslavisme*. L'effroi

(1) *Sur le Bolchevisme*, par T. G. Masaryk, S. A. des Editions Sonor, Genève, 1921.

causé par le pangermanisme, spectre menaçant qui, par les armes du Kaiser, avait terrifié l'Europe et appelé l'attention du Nouveau-Monde, avait jeté l'Angleterre, la Belgique, la Roumanie, l'Italie, le Montenegro même dans la fournaise. Si l'on vint au secours de la France envahie, ce fut bien moins par sympathie pour elle et pour défendre le Progrès, la Justice, la Liberté dont elle s'était, depuis 1789, fait le champion ardent et convaincu, que par un sentiment bien instinctif de *self defence*. Si Guillaume II, au lieu d'envahir la Belgique et de marcher sur Anvers, avait dirigé ses canons sur la trouée de Belfort, l'Angleterre aurait assisté, impassible, à l'extermination de nos pauvres soldats. Mais, en face du péril germanique, et de la domination absolue de l'empereur d'Allemagne sur l'Europe entière, si jamais ses troupes devenaient victorieuses, se dressait un autre danger, au dire de tous les politiciens occidentaux. Le panslavisme pouvait l'emporter sur les empires centraux et étendre sa suprématie sur les peuples alliés. C'est alors que M. Thomas Masaryk intervint, avec un grand courage, avec une louable opiniâtreté, pour combattre, à plusieurs reprises, dans les diverses capitales de l'Europe, à Genève, à Paris et à Londres, une opinion aussi néfaste et aussi nuisible aux intérêts des Tchèques. Il mit à néant les craintes, en apparence bien légitimes de ceux qui agitaient aux yeux des Alliés le spectre de ce nouveau cauchemar. Il montra que le formidable choc qui venait bouleverser les nations occidentales ouvrirait les yeux du prolétariat et que la politique mondiale évoluerait vers une nouvelle confédération des peuples et qu'il fallait entrevoir la création des Etats-Unis d'Europe.

Réellement, peut-on redouter une invasion panslaviste? Avant la guerre l'on comptait quatre nations slaves : la Russie, la Serbie, la Bulgarie et le Montenegro. Or, à propos de l'épouvantail bolcheviste, nous avons déjà parlé du grand empire russe, de son marasme, de sa désorganisation politique, économique et morale. Voyons ce que M. Masaryk pense des trois autres Etats qui, selon les pronostics de quelques-uns, seraient appelés à créer ce fu-

neste mouvement envahisseur. Jamais modifications plus profondes n'a été apportées par le réseau des batailles aux constitutions politiques et sociales des peuples. Le Montenegro a disparu de la carte politique de l'Europe. Grâce à l'appui de la France, la Pologne a ressuscité et le peuple Tchèque a reconquis son indépendance. L'Ukraine est devenue une partie autonome de la Russie, mais la Russie Subcarpathique a été rattachée à la Tchécoslovaquie. Seuls, parce qu'ils sont trop peu nombreux, les Serbes de Lusace n'ont pu rejeter la domination allemande. Et si nous étudions les diverses formes de ces gouvernements, que d'altérations, de transformations, d'innovations imprévues! Le tzarisme s'est écroulé dans la révolution et dans le sang; un soviétisme cruel s'est établi sur les ruines fumantes d'un trône à jamais détruit. Un effroyable déchirement a disloqué à tout jamais l'empire à deux têtes que formaient, depuis des siècles, l'Autriche et la Hongrie. Un bouleversement soudain, complet, inespéré, en Russie, en Prusse, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, voilà ce que nous constatons aujourd'hui.

Et de ce cataclysme formidable est résulté l'affranchissement des peuples slaves, l'indépendance absolue des petites nations qui, jusqu'alors, étaient les satellites timorés des deux colosses russe et germanique. En quoi cette autonomie des petites nationalités slaves peut-elle légitimer les craintes de ceux qui prévoient un danger tout aussi redoutable que le pangermanisme dans un panslavisme tout à fait vaporeux et imaginaire?

En quoi la nouvelle République Tchécoslovaque peut-elle porter ombrage à l'Europe?

Elle a été formée avec l'ancien royaume de la Bohême auquel a été rattachée la Grande Moravie. Slovaques et Tchèques, à l'origine, vivaient parfaitement unis; ils avaient à peu près les mêmes mœurs et parlaient la même langue. Survinrent les *Madgyars* ou *Magyars*, de race hongroise, qui les attaquèrent et les vainquirent. Il n'entre pas dans notre cadre de rappeler les siècles de dure servitude où ces malheureux peuples virent, étouffées chez eux, toute vie nationale, toute aspiration régé-

nératrice, toute culture intellectuelle et morale. Nous la prenons telle qu'elle est, à l'heure présente, dans le rayonnement de la victoire, au sein d'une Liberté glorieuse, si vaillamment conquise.

La nouvelle république possède, nous dit M. Masaryk, des minorités importantes, comme celles des Allemands, des Magyars, des Polonais, des Petits-Russes. Aussi, les uns affirment-ils que la Tchécoslovaquie est un Etat mixte et que les Slovaques sont différents des Tchèques.

On ne saurait nier que le royaume de Bohême fut fondé par les Tchèques et que les Allemands ne sont que des colons.

La grande difficulté est donc de composer un Etat unitaire au double point de vue politique et administratif, avec des éléments aussi variés, car les Tchèques ont gardé les lois autrichiennes et la Slovaquie et la Russie Subcarpathique ont toujours obéi aux lois hongroises. En outre la Tchécoslovaquie aura, désormais, un rôle très délicat à remplir, car elle se trouve au cœur de l'Europe Centrale. A elle, est échue la noble mission de donner à tous les peuples qui convergent vers elle l'impulsion nécessaire pour les élever le plus vite possible au degré de civilisation obtenu, depuis longtemps déjà, par les grandes puissances occidentales. A l'intérieur, elle n'a pas encore entrepris des réformes scolaires très profondes, afin d'effacer les divergences existant entre les Tchèques et les minorités implantées sur son territoire. Elle a, cependant, ouvert en Slovaquie plus de 2.600 nouvelles écoles primaires et posé les bases d'une université slovaque.

Au point de vue religieux, la doctrine de Jean Huss est celle qui, en Tchécoslovaquie, obtient le plus de faveur. Le hussitisme a repris, en effet, avec plus de vigueur que jamais. Chez les Slovaques, on remarque plutôt une tendance à embrasser la religion luthérienne. Quoique le nombre des israélites ait augmenté, on peut dire que l'Eglise luthérienne est devenue nationale et qu'elle a triomphé du protestantisme calviniste et du catholicisme officiel asservi à des liens politiques.

Avant la grande guerre, les Tchèques étaient supérieurs à l'Autriche, dans le domaine économique. Depuis qu'ils sont séparés d'elle, ils doivent chercher de nouveaux débouchés pour remédier à l'insuffisance du marché intérieur. C'est vers l'est qu'ils dirigent leur exportation. L'agriculture tchécoslovaque a fait de très grands progrès et, grâce à la réorganisation du régime foncier dont nous parlerons plus loin, elle suffira, dans quelque temps, à approvisionner en pain et en vin la population du pays. L'on multiplie à cet effet les moyens de transport. Les voies ferrées qui convergeaient vers les centres de l'ancienne monarchie seront complétées par des voies transversales. Comme on le voit, la jeune République Tchécoslovaque a non seulement pris son magnifique et irrésistible essor vers la Liberté, mais, comprenant en outre qu'elle se trouve à l'avant-garde de toutes les petites nationalités balkaniques, et qu'elle a le devoir imprescriptible de leur montrer la voie par laquelle on s'achemine vers le progrès, la justice, le bien-être physique et la perfection morale, elle écoute avec une attention de plus en plus soutenue les avis de ses dirigeants politiques. Or les partis les plus considérables en Bohême sont le socialisme et les agrariens. Le grand capitalisme, ce fléau des grandes puissances occidentales, telles que l'Angleterre, la France, l'Allemagne, est heureusement inconnu jusqu'à ce jour en Tchécoslovaquie.

Poursuivant ses investigations à travers les autres petits Etats qui sont actuellement affranchis du double joug austro-hongrois (1), M. Masaryk reconnaît que plus que toutes les nations sœurs de la Pologne, tant de fois morcelée, ensanglantée par ses ennemis irréductibles, celle-ci a de terribles obstacles à surmonter. Comment parviendra-t-elle à son unification politique et administrative, alors que, depuis des siècles, elle a vu s'implanter sur son territoire tant de lois, tant de coutumes différentes?

(1) *Les Slaves après la guerre*, par T. G. MASARYK, Editions Orbis, Prague, 1923.

Déchirée par de multiples divisions intestines, opprimée par le glaive des Tzars, la Pologne est encore loin de trouver ce calme bienfaisant et ce repos fécond qui, seuls, pourront lui permettre de travailler avec efficacité au développement de ses richesses naturelles et de collaborer avec ses sœurs balkaniques, à la confraternité des peuples. Ce qui le prouve c'est le coup d'état du maréchal Pildrudsky qui, tout récemment, a mis à mal l'ancien gouvernement et a provoqué l'élection du nouveau président. Un pays, tour à tour démembré par la Prusse, la Russie et l'Autriche, envahi par des émigrants venus de tous les pays, ne peut arriver que lentement à la pacification, à l'unification des usages et des lois. « Mais, se hâte d'ajouter M. Masaryk, dans toutes les régions polonaises, une forte conscience nationale et un désir d'union subsistaient, renforcés d'ailleurs par la tradition révolutionnaire et les essais d'émancipation tentés sous Napoléon » (1).

Il y a actuellement, dans ce pays, 60 % de catholiques, 40 % de non catholiques. Comme la Belgique, comme la France, la Pologne a énormément souffert pendant la guerre. Aussi est-elle en proie à de grandes difficultés économiques. Des écrivains allemands, tels que Herrmann Kœtzschke, essaient de rendre plus amicaux les rapports entre les deux pays et de renouer les relations commerciales.

Le pays étant essentiellement agricole, on laisserait les Allemands coloniser les régions de l'est ou le sud-est, tandis que l'industrie nationale prendrait son essor dans celle de l'ouest. Il resterait, au surplus, à exploiter d'abondants gisements houillers pour lesquels on trouverait des débouchés vers la Russie et la Sibérie, en se servant de Dantzig qui est le seul port qui donne à la Pologne un accès vraiment direct à la mer Baltique. Tant que les questions de l'Ukraine, de la Lithuanie et de la Russie Blanche n'auront pas été définitivement réglées, il est malheureusement à redouter que l'agi-

(1) *Les Slaves après la guerre*, par T. G. MASARYK, Editions Orbis, Prague, 1923, p. 27.

tation s'accroît parmi les minorités polonaises. Il importe donc que la Société des Nations mette le plus tôt possible à l'étude ces problèmes angoissants des droits politiques et civiques des minorités, qui demeurerait une menace perpétuelle contre la paix et la prospérité des Etats Balkaniques et contre celles du monde.

De toutes les nations slaves, la plus morcelée est, sans contredit, la Yougoslavie. On y constate toutes sortes de législations. Les habitants y sont extrêmement mêlés. Serbes, Monténégrins, Hongrois, Autrichiens, Italiens, Albanais, Allemands et Roumains y vivent côte à côte. N'oublions pas, non plus, les Turs et les Bulgares qui sont venus y dresser leurs tentes. D'où l'énorme difficulté d'établir un équilibre constant entre des minorités aussi remuantes, qui professent la religion orthodoxe comme les Serbes, ou la religion catholique, comme les Sloènes. Un avantage reste, cependant, à la Yougoslavie, au point de vue économique, c'est qu'elle est bordée à l'ouest par l'Adriatique. Avec la création de nombreux ports, elle pourra intensifier son exportation sur le nouveau et l'ancien Continent. L'agriculture est, chez elle, grâce à la fertilité du sol, la principale ressource de ses habitants.

La Bulgarie est-elle dans une situation plus avantageuse que la Yougoslavie? Entraînée par la folie du Kaiser dans le conflit mondial, elle a eu, elle aussi, beaucoup à souffrir pendant et après la guerre. On peut dire, cependant, qu'elle est, au point de vue ethnique, plus favorisée. Parmi les minorités qu'elle abrite, il faut citer les Turcs. Elle pourrait vivre en paix avec ses voisins, si ses rapports étroits avec les Empires Centraux, l'appui qu'elle leur a prêté, n'avaient créé des dissensions profondes entre elle et les Serbes. Il convient d'espérer, toutefois, que l'entente finira par se faire entre ces deux peuples et qu'ainsi tous les Yougoslaves seront réunis en une confédération animée des mêmes aspirations pour le bien de l'Europe et le progrès de l'Humanité. Les Bulgares possèdent une grande étendue de terres labourables et, s'ils ont, sur la Mer Noire, une position moins favorable, ils ne possèdent pas moins le Danube, qui arrose leurs fertiles campagnes.

Abordant le problème si délicat, si brumeux de l'Ukraine, M. Masaryk n'ose point prévoir l'avenir de ce pays avec autant de confiance et de certitude. Que seront ses relations politiques et économiques avec le gouvernement des Soviets? Nul ne peut être affirmatif sur une question aussi obscure. Économiquement, elle diffère de la Russie du Nord, elle possède un sol plus riche, elle produit beaucoup de céréales; son sous-sol lui procure d'amples approvisionnements de houille, de fer, de pétrole. Elle a, en outre, des portes de sortie sur la Mer. On constate, dans la Galicie, habitée par les Petits-Russes, des ports très considérables. Mais le caractère des Russes diffère de celui des Ukrainiens. On s'est toujours demandé si la langue de ces derniers n'était qu'un dialecte de la langue russe. Nous l'ignorons, mais leur littérature est bien inférieure à celle de Tolstoï. Et si l'on passe en revue les diverses nations slaves, on est amené à rechercher s'il existe réellement des liens communs entre elles et si le slavisme peut nous apparaître comme un tout organique. Est-on en droit, en un mot, d'opposer le panslavisme au pangermanisme? Certainement la guerre a réveillé des aspirations quasi-éteintes, ranimé le sentiment national, excité le courage des races, et les petites nations slaves se sont instinctivement rapprochées pour reconquérir leur indépendance. De plus, elles ont des points de ressemblance très nombreux dans leurs dialectes. Un Slave arrive facilement à s'entendre avec un autre Slave. Leur culture intellectuelle et économique offre le même caractère d'identité. Seuls, les Tchèques se rapprochent, plus que tous les autres de la civilisation occidentale. Quant à une parenté constituée par les qualités physiques et morales, il serait, scientifiquement, téméraire de l'établir. Leur histoire est plutôt une histoire d'influences multiples, étrangères, souvent opposées, byzantine, romaine, allemande, finnoise ou turque. Aussi, pouvons-nous simplement affirmer que la tendance vers une solidarité étroite entre tous les Slaves est plus marquée, depuis la guerre, qu'aux temps passés. Que n'a-t-on pas dit au sujet de la Petite Entente? On la regarde comme formant déjà une

sorte de panslavisme partiel, mais l'on ne tient malheureusement pas compte des nombreux dissentiments qui existent entre les Bulgares et les Serbes, entre la Pologne et la Tchécoslovaquie.

Sans cesse menacée par le voisinage des Allemands, par les minorités de race austro-hongroise et germanique qui se retrouvent au sein de toutes les nations slaves, la Petite Entente ne risque-t-elle pas d'être balayée par la grande vague du *Drang Nach Osten*?

Nous sommes loin, certes, de méconnaître que les relations entre l'Allemagne et les Slaves, grâce aux pressantes nécessités d'ordre industriel et commercial, deviendront de plus en plus étroites; de plus en plus forts aussi les liens de confraternité internationale qui unissent les diverses fractions du prolétariat chez tous les peuples; en particulier, chez les petites nationalités balkaniques; de plus en plus élevé aussi, chez les masses laborieuses, l'idéal de l'organisation sociale; cela, nous ne le mettons pas en doute, mais peut-on raisonnablement tabler sur un horizon encore couvert de nuages? Une étincelle ne peut-elle pas jaillir d'un coin quelconque de l'Europe, pour une cause imprévue, et provoquer un incendie aussi terrible que celui de 1914? Si l'Allemagne possède 76 millions d'habitants, en comptant les minorités répandues dans les États voisins, les Slaves sont au nombre de 150 millions environ. Ces derniers constituent donc le tiers de la population européenne. Réunis, ils formeraient la nation la plus vaste du vieux continent. Qui pourrait prévoir le résultat d'un choc aussi redoutable entre le pangermanisme et le panslavisme?

Aux pessimistes, avec cette sûreté de jugement et cette clairvoyance que lui assurent sa longue expérience et ces innombrables observations ethniques, M. Masaryk n'hésite pas à répondre que tout, chez les peuples d'Occident, tend à prendre un caractère nettement pacifique. Le projet de former les États-Unis d'Europe n'est plus, chez nos politiciens les plus éclairés, une sorte de rêverie, un mirage, une utopie, mais bien un programme à réaliser par étapes, grâce à une évolution des mas-

ses habilement dirigées. Il y aura, désormais, la Grande Entente qui constitue déjà une autorité reconnue au point de vue international. Il y aura aussi la Petite Entente. Peu à peu des accords surviendront entre tous les États des Balkans, car avec le temps, avec les nécessités économiques, grâce surtout au développement de la conscience prolétarienne, toutes les haines, les jalousies, les rancunes, les craintes même, s'effaceront pour faire place à une union large, franche, amplement réparatrice. Même entre la France et l'Allemagne, des voix pondérées font déjà entendre la nécessité d'une réconciliation durable, à l'abri de toute arrière-pensée. Si la France victorieuse est si impérieuse à l'heure actuelle, c'est qu'elle a plus souffert que l'Allemagne vaincue, qu'elle a eu dix départements dévastés, toute une génération décimée, ses plus beaux monuments détruits. Elle a donc droit à de justes réparations. Qu'on les lui accorde sans boudier, sans marchander, et le Génie de la France, au lieu du glaive de la justice, reprendra en main, aux yeux de tous les peuples inquiets, le rameau d'olivier, symbole de la Paix, de la Liberté, de la Charité.

« *La France*, ajoute M. Thomas G. Masaryk, dans son traité si intéressant : LES SLAVES APRÈS LA GUERRE, n'a pas moins souffert que la Russie, la guerre ayant eu lieu principalement en territoire français et belge. L'Allemagne, n'ayant pas été le théâtre des hostilités, n'a donc pas été dévastée par cette calamité.

« *C'est de ce point de vue que doivent être considérées la France et sa politique relative aux réparations. La guerre a lésé non seulement les vaincus mais aussi les vainqueurs. Il faut bien se rendre compte que la Russie et l'Allemagne n'ont pas seuls besoin de réparations, mais que la France et la Belgique — (et il convient de ne pas oublier, non plus, la Pologne et la Serbie) — qui ont été des champs de bataille, ont également souffert (1) ».*

(1) *Les Slaves après la guerre*, par M. Thomas G. MASARYK, Editions Orbis, Prague, 1923, p. 63.

Selon M. Masaryk, il est à souhaiter pour la paix européenne que les philosophes, les politiciens, les penseurs éminents de toutes les nations rendent populaires les idées fécondes de l'internationalisme et de l'Européanisme. C'est une erreur profonde d'opposer le nationalisme à l'idée internationale. Celle-ci découle, en effet, de la conscience éclairée de chaque nationalité. Les questions litigieuses pourront, désormais, être réglées, sans que l'on ait besoin de recourir aux armes.

Les divers programmes nationaux deviendront plus positifs. L'amour chauvin, étroit, de la Patrie disparaîtra pour faire place à un amour éclairé qui n'admettra plus ce mépris, cette jalousie, ces haines injustifiées contre une autre nation.

XIV

RÉPONSE DE M. MASARYK AUX PRINCIPAUX GRIEFS ADRESSÉS A SES NOUVELLES THÉO- RIES MÉTAPHYSIQUE, RELIGIEUSE, ÉCONO- MIQUE ET SOCIALE.

On a prétendu — bien à tort — que la balkanisation de l'Europe deviendrait un foyer permanent d'incendie. Les Américains se plaisent à propager cette crainte. Pour répandre de pareils bruits, il faut être ou de parti pris ou ne connaître que superficiellement l'histoire de l'Europe. Jusqu'ici, en effet, c'est l'oppression des petites nationalités par la Grande Russie, l'Autriche et l'Allemagne, qui a été cause des guerres multiples qui ont, pendant des siècles, ensanglanté le vieux continent. Or, la

libération de ces petits Etats met justement fin à cette menace perpétuelle.

L'unification de l'Europe amènera l'unification de l'Humanité entière. La guerre, certes, est un fléau, le plus affreux de tous les fléaux, mais elle a dessillé bien des yeux, elle a renforcé le programme humanitaire. Elle nous a obligés de déposer sur le tapis vert des diplomates le problème de la paix mondiale sous une forme concrète et tangible : celle de l'organisation économique et politique. Or, avant tout, celui-ci présuppose un problème de culture morale. Le vieux régime, le vieil homme, doivent faire place à un régime nouveau, à l'homme nouveau.

« L'homme ne peut pas avoir d'autre programme que le bien de l'homme. Programme humanitaire, cela signifie : ressentir de la sympathie pour tous malgré les différences de langues, de nationalités et de classes. Cela signifie effort pour l'union de toute l'humanité. Ce programme humanitaire sera réalisé par les Etats-Unis de l'Europe Centrale et les nations slaves participeront par leur solidarité à cette union des Etats Européens (1). »

Nous pouvons, toutefois, nous demander si les événements nouveaux qui ont surgi et décontenancé sur bien des points toute l'Europe, si les multiples tractations diplomatiques, les mille tracasseries dont est journellement victime la Société des Nations, n'ont pas amené le Président de la République Tchécoslovaque à revenir sur ses premières impressions et à modifier certaines parties de son programme politique, tant intérieur que mondial. Nombreux sont les journaux qui, de tous les coins du monde, ont prétendu saisir, analyser, critiquer les théories sociales et économiques du grand penseur. Le « *Narodni Osvobozeni* » de Prague s'est fortement ému de cette polémique en quelque sorte universelle. Et dans son numéro du 27 juin 1926 ce journal prétendait publier les réponses que M. Thomas Garrigue Masaryk a cru devoir multiplier

(1) T. G. MASARYK : *Les Slaves après la guerre*, p. 67.

pour satisfaire la nuée des reporters qui s'étaient précipités à la porte de son palais pour obtenir quelque précieuse *interview*.

On lui a fait surtout un amer grief d'avoir appelé au gouvernement de son pays des *business men*. Quoi ! un « *cabinet d'affaires* » au lieu d'un groupe d'hommes éclairés, affirmant bien haut leur idéal démocratique et leur volonté inébranlable de réaliser les moindres points de leur programme ! Serait-il vrai qu'à la place d'un ministère de coalition, on songerait déjà, comme en France, à un ministère de pure concentration nationale ? L'évolution de la Tchécoslovaquie laborieuse serait-elle déjà à ce point compromise ?

Non, a catégoriquement répondu le Président Masaryk :

« Je n'ai jamais désiré un simple ministère d'affaires ; je n'ai jamais rien fait qui pût en hâter la formation. Il est né des circonstances même fort graves où se sont trouvés nos derniers ministres ». Quant à résoudre la question si souvent posée, à savoir si le gouvernement doit être entièrement composé des membres du Parlement, M. Masaryk a déjà répondu que dans la situation économique que traversent actuellement tous les peuples occidentaux, on ne peut méconnaître la nécessité de joindre des techniciens aux membres politiques dont la mission bien périlleuse est de diriger la nation à travers tant d'écueils. Trop de préoccupations matérielles se sont greffées sur les aspirations idéales des peuples modernes, pour ne point en tenir compte dans la direction des affaires. Si MM. Edouard Benès et Englis sont intransigeants dans leur manière de voir, s'ils assistent, avec amertume, pour ne point dire avec aigreur, à l'intrusion d'industriels, de commerçants, de banquiers, de brasseurs d'affaires dans une enceinte jusqu'ici réservée aux véritables éducateurs du peuple et aux défenseurs des droits sacrés des masses laborieuses, s'ils se refusent catégoriquement à coudoyer des hommes dont les intentions peuvent être droites et loyales, mais qui, habitués à manier l'argent et à envisager toutes les choses sous l'angle étroit de l'immédiat, du rémunérateur, du solide et du pra-

tique, ne peuvent que diminuer, altérer, ridiculiser leur rêve humanitaire dont aucune ligne n'est encore bien définie, et qui n'est qu'un objet de pure méditation pour un petit nombre de penseurs privilégiés, est-il juste de chercher noise au libérateur de la Bohême et de lui reprocher d'être inconséquent avec lui-même? Cette opinion, du reste, répétée par le *New-York Times* n'est pas de date récente. Qu'on relise certains de ses ouvrages et l'on sera frappé de la méfiance qu'a toujours inspirée à M. Masaryk un parlement uniquement composé d'hommes de partis. N'a-t-il pas dit, quelque part — et ceci, depuis bien longtemps, — que la politique n'est pas seulement le désir d'une *organisation idéale* de la société, mais qu'elle doit consister dans la connaissance des moyens à employer pour arriver à cet état idéal. Une démocratie, suivant les circonstances, doit donc s'assurer le concours des *spécialistes de la politique*. Ce ne sont pas des formules mystérieuses, neuves et profondes jusqu'à l'exagération, mais des formules salutaires, efficaces, immédiatement applicables aux malaises de la nation menacée, qu'il convient d'appliquer. La besogne politique doit être, avant tout, une besogne effective, l'œuvre féconde d'un esprit systématique, s'appuyant sur le réel, persévérant, bien maître de la situation morale des masses qu'il s'agit de diriger. La vraie politique consiste donc à concevoir aussi les *choses banales, menues*, sous un point de vue général, et à ne pas considérer le *travail* comme un *idéal* mais comme un *moyen*. Laissons du reste parler le Président de la jeune république tchécoslovaque :

« Le réalisme, à cet égard, peut offrir un élément essentiel d'une grande valeur dans l'œuvre de construction de notre Etat. Nous avons certainement besoin de la connaissance des choses, des faits, de la réalité. Il y a encore chez nous beaucoup de personnes qui se contentent d'idées et de concepts vagues et abstraits; aussi le réalisme à titre d'effort pour atteindre la réalité concrète est-il extrêmement souhaitable. J'ai déjà exposé à maintes reprises, que cela ne veut pas dire se soumettre aux faits, mais

bien les connaître et leur faire subir des changements selon un programme bien réfléchi (1).

D'après M. Masaryk, les hommes politiques modernes doivent connaître à fond le but qu'ils se proposent, leurs plans et leurs méthodes, se les assimiler et les *spécialiser* pour la situation locale; leur programme doit être concret au maximum et être appliqué partout selon un *mode pratique* dans les grandes lignes comme dans les détails. Il veut donc que l'on forme des spécialistes, que l'on fasse appel à leurs lumières, à leur expérience, pour résoudre certaines questions économiques, mais de pareils techniciens ne devront pas se contenter de connaissances superficielles. Oh! *non pas de tout un peu*, comme nous le remarquons chez presque tous les hommes publics, mais il importe au plus haut degré qu'ils possèdent une profonde culture générale. Avoir l'esprit d'initiative, voilà bien la qualité primordiale du véritable homme d'Etat; or, cela suppose un caractère armé contre les surprises de la vie et une intelligence fortement éclairée par la réalité.

Mais objecte-t-on à M. Masaryk, un ministère d'affaires implique-t-il par le fait de sa présence, une crise parlementaire et un danger pour la Démocratie?

« Nous ne pouvons pas, a répondu l'honorable Président Tchécoslovaque, parler de crise parlementaire ou d'un danger pour la Démocratie, par la simple raison que nous sommes au début même d'un régime démocratique. Un ministère d'affaires opposé à la Démocratie serait inacceptable. L'Amérique est certainement un pays démocratique, et cependant, son gouvernement est loin d'avoir dans son sein de purs parlementaires. On y trouve des fonctionnaires et des hommes de toutes les conditions. Chez nous, nous avons à compter avec de nombreux partis politiques. Aussi le danger est-il de voir les malentendus, qui les divisent, avoir leur répercussion au sein même du cabinet. Il arrive

(1) F. G. M. *Choix de Pensées* par O. Barton. Edition de Prague, 1923.

fréquemment que là où il y a plusieurs chefs de partis, il n'y a aucune direction gouvernementale.

« A mon avis, les difficultés présentes contre lesquelles nous luttons sont simplement dues à ce fait que nous sommes un Etat nouveau. Notre tâche n'a pas été facile. Elle a été rendue plus difficile encore parce qu'autrefois, comme nous faisons partie de l'Empire austro-hongrois, nous étions systématiquement opposés à l'Etat et avons adopté une position négative qui, jusqu'à un certain point, a persisté même après notre affranchissement.

Alors, pour résoudre les conflits parlementaires, il semble qu'il n'y ait qu'un moyen : la révision de la loi électorale. Une telle révision, dans l'esprit du Président, ne saurait être envisagée que par le Parlement lui-même. Or cette question n'est pas seulement du domaine politique; elle appartient aussi à la TECHNIQUE PARLEMENTAIRE. Si la loi électorale et les partis constitutionnels dont dépend le succès du travail parlementaire, trouvent que ce travail est obstrué sans raison, les Députés et les Sénateurs ont parfaitement le droit de réviser la Constitution. Mais, dans le domaine de la politique, il n'est pas besoin d'attendre trop longtemps pour effectuer cette révision. L'exemple de la Vieille Autriche nous montre que la loi électorale et sa transformation ont été plus utiles à l'opposition qu'au gouvernement. Dans tous les cas, il est parfaitement clair que la révision de la loi électorale n'apporterait aucun changement dans la division ethnique, sociale et économique de la population. La loi électorale ne changerait pas les hommes. Il est impossible qu'une révision de la loi électorale et de la Constitution mette l'accord entre des privilèges politiques.

Ne faut-il pas en venir, alors, au principe de la dictature?

C'est dans son livre, *La Révolution universelle*, que l'on trouve largement détaillée la critique du grand philosophe et de l'admirable politicien sur une matière aussi complexe. Il n'est aucun pays européen qui, au bord de l'abîme, n'ait été pris de vertige et ne se soit jeté dans les bras d'un dictateur. Nous en avons deux exemples frappants : l'Espagne et l'Italie. Constatons-nous le même phénomène social en Tchécoslovaquie?

« Quel est celui, RÉPOND A CETTE OBJECTION L'AUGUSTE VIEILLARD, qui, en Tchécoslovaquie, voudrait exercer la dictature, et en faveur de quel programme? Voilà la première question importante qu'il convient de nous poser. Le développement pris par notre pays et sa consolidation relative révèlent aux gens raisonnables la voie qu'il faut suivre : de la persévérance dans le travail, de l'ordre à l'intérieur, de la prudence à l'extérieur. L'exemple de la dictature que nous offrent les autres nations ne s'applique pas du tout à notre situation.

Palocky écrivait dans une lettre adressée à Havlicek, pendant la révolution de 1848, que cinq zizkas ne seraient d'aucun avantage pour nous, parce qu'ils n'auraient rien à faire. Nous serions mieux servis par un poète ou par un écrivain d'une réputation universelle. Or la situation qui nous fut créée par le coup d'Etat de 1918 est en tout semblable à celle de 1848. Après la longue éducation qui nous fut donnée par le gouvernement austro-hongrois nous avons besoin d'une révolution, de refaire notre âme et notre cœur. Que chacun de nous se mette à l'œuvre et commence par se régénérer lui-même. »

Une grande, une magnifique tâche s'impose à nos prêtres, à nos journalistes, à nos écrivains, à nos poètes. Nous aurons alors ce que j'appellerai des PROGRAMMES EFFECTIFS, un véritable enthousiasme politique, entendons par là l'esprit de parti. Les discours politiques n'ont jamais rien produit. L'agitation n'est pas l'action. Le coup d'Etat marque une époque héroïque, pour ainsi dire. Maintenant, la nation a besoin de tranquillité pour se mettre au travail. Voulez-vous que nous cherchions un exemple à l'étranger? Prenons l'Angleterre. Là, les partis politiques règlent le plus grand des conflits avec prudence, avec objectivité. Là, aussi, nous trouvons la preuve que l'éducation démocratique et l'éducation parlementaire d'un peuple constituent l'unique force politique et l'unique corps politique viable. Tout recours à la violence, même toute crise politique profonde, frappe en premier lieu notre argent, notre richesse monétaire. Les partis ouvriers savent cela et sont opposés à toute dic-

tature. Je ne puis comprendre qu'une faction de la bourgeoisie, en y mettant même quelque douceur, puisse jouer avec le feu. Vous avez ici une preuve de la crise qui afflige les partis. Ce n'est pas la seule.

Mais ne peut-on, dans les cas d'exceptionnelle gravité, admettre une politique présidentielle? A-t-on demandé au Président.

« Je ne sais pas exactement ce que l'on entend par là. Il n'existe pas de politique présidentielle. Je veux dire : pas de surveillance présidentielle, ni de politique présidentielle en dehors du Parlement et de la Constitution, pour ce qui me regarde personnellement, et je ne l'admettrai pas non plus chez les groupes, tant que je serai au pouvoir. Evidemment, j'ai certaines convictions politiques, tout comme les autres citoyens, mais mes devoirs comme Président de la République sont définis par la Constitution. Jamais je n'ai caché mes convictions et j'ai toujours considéré, comme la première de mes obligations d'examiner franchement avec le gouvernement, avec les chefs des partis parlementaires, les questions qui nous concernent tous. Parfois, leurs arguments m'ont convaincu; parfois, c'est moi qui les ai persuadés. Voilà en quoi consiste toute la politique présidentielle. »

« Quant à une orientation vers une politique germano-tchécoslovaque nous devons reconnaître que nous ne sommes pas — nous, Tchèques, — la seule nationalité de l'Etat. Nous avons des minorités ethniques. Ce phénomène des minorités ethniques, au point de vue moral, présente une très grande importance politique. Je répète ce que j'ai déjà dit en mainte occasion : le problème de la minorité allemande est le problème le plus sérieux que la jeune République ait à résoudre. C'est le devoir des chefs politiques d'en hâter la solution. »

« En Tchécoslovaquie, comme partout ailleurs, qui ne se plaint, qui ne trouve matière à se plaindre? Mais il me semble difficile d'analyser brièvement les causes d'un tel mécontentement. Vous serez sans doute surpris de ce que je vais dire,

c'est que, pour moi, ce mécontentement est la preuve que notre situation est meilleure que celle dans laquelle nous nous trouvions quand nous subissions le joug austro-hongrois. Le coup d'Etat a apporté à des milliers de citoyens des avantages matériels et moraux, et il est facile de comprendre que certaines gens aimeraient à obtenir plus encore qu'ils n'ont obtenu. Voilà une cause de mécontentement. Il est pourtant un fait : un grand nombre de personnes n'ont pas su s'adapter à la nouvelle situation politique: nous sommes en république et nous jouissons de la liberté. C'est un avantage si grand, qu'il trouble les esprits faibles, qui ne sont pas encore mûrs pour la politique. Certes, je ne parle pas du mécontentement naturel. Je suis loin d'affirmer que notre administration soit parfaite. Je me rends bien compte de ses fautes, de ses erreurs, et je veille, mais sans le crier sur le toit... Je travaille sans relâche; systématiquement je l'amène aux réformes nécessaires. J'écoute les critiques légitimes de tous ceux qui, loyalement, cherchent des changements, des améliorations, mais je ne puis prêter l'oreille aux récriminations de ceux qui retirent leur propre prospérité de ces fautes, de ces erreurs, et qui voudraient continuer à s'enrichir et à entretenir ces mêmes égarements, parce qu'ils servent leur incapacité politique.

Voici huit ans que la Tchécoslovaquie est en république, et depuis ce temps, tous les politiciens et tous les partis sérieux ont acquis une réelle expérience. Les différents départements de notre administration ont réalisé de grands progrès. Je compare avec soin notre évolution à celle des autres Etats européens. Je suis toujours en contact avec notre ministre des Affaires Etrangères et je recueille l'opinion de ceux qui, parmi nous, peuvent être appelés des HOMMES D'ÉTAT. Or cette opinion me permet de déclarer que nous sommes sur la bonne voie.

Je sais que le mécontentement n'est pas seulement dû à la situation politique, mais aussi à notre situation morale. L'Etat lui-même, de par sa structure même, se trouve dans l'impossibilité de susciter une renaissance morale. Le gouvernement, les

fonctionnaires, les députés et les partis peuvent sur ce point faire beaucoup plus.

Et maintenant, en Tchécoslovaquie comme ailleurs, on a beaucoup parlé de mon testament politique. Dirai-je que ce bruit a été démenti? Nous avons le testament de Palacky qui est excellent. Il nous commande d'enseigner et d'agir en conformité avec les lumières de notre raison. Qu'il me soit permis de rappeler ces paroles de Tomek : « QUE DIEU NOUS CONSERVE UNE INTELLIGENCE SAINTE. » Ayons donc une politique à la fois sage et honnête. C'est tout. »

Nous avons tenu à citer textuellement, à propos de l'évolution de la Tchécoslovaquie et des critiques que son orientation actuelle a soulevées à travers le monde, les propres paroles du grand patriote qui la dirige avec autant de fermeté que de clairvoyance. Peut-être s'étonnera-t-on que nous n'ayons pas ajouté nos réflexions personnelles à l'exposé de sa doctrine. Mais tel qu'il a été rapporté, cet exposé ne nous apparaît-il pas comme le plaidoyer le plus éloquent, le plus décisif, qu'on ait jamais prononcé en faveur du régime démocratique? Quand un homme d'Etat de la taille de Masaryk parle à son peuple, l'on n'a qu'à écouter religieusement ses discours, ses entretiens familiers, ses confidences intimes, à en faire son profit pour devenir meilleur, à se recueillir et à l'admirer (1).

Prétendre que M. Thomas G. Masaryk est le seul de tous les savants tchécoslovaques qu'ait vraiment attiré l'étude si complexe des sociétés modernes, ne serait vraiment pas conforme à la réalité. Certes, autour de son nom rayonnent un grand nombre d'intelligences supérieures, de talents re-

(1) *C'est à l'extrême obligeance de M. Francis T. White, notre dévoué correspondant de New-York et notre grand ami, que nous avons pu réunir ces détails très précis sur les jugements précieux que M. Thomas G. Masaryk vient tout récemment de porter sur la situation politique actuelle des divers Etats Européens. Nous sommes heureux de pouvoir ici même en exprimer publiquement à M. Francis T. White notre très vive, très affectueuse reconnaissance. (Note de l'auteur.)*



M. FRANCIS T. WHITE

Membre bienfaiteur et Correspondant

de la Fédération Littéraire, Artistique et Economique du Midi.

(Soldat plein de bravoure et de modestie, fidèle ami de notre pays, M. Francis T. White a été l'un des premiers engagés volontaires américains accourus sur le sol de la France envahie pour défendre le Droit et la Liberté. Très connu dans notre région méridionale, M. White, par son extrême affabilité, a su, dans la Cité Rose, gagner tous les cœurs toulousains.)

connus, de philosophes et de penseurs que n'a cessé de préoccuper l'organisation et la transformation des collectivités contemporaines, mais nous ne serons pas démentis si nous affirmons que M. Masaryk est le plus grand sociologue de notre époque, car, seul, il a su faire converger toutes les discussions théoriques concernant une matière encore si vague et si confuse vers un centre réel; avec des systèmes de pure abstraction, il a osé bâtir un édifice social que n'altèrent point les conceptions chimériques, et dont les fondements sont inébranlablement assis sur le roc. De simples données philosophiques, il a été capable de tirer des conclusions saines, pratiques, réellement efficientes. A cet égard, plus que tous les autres peuples d'Europe, les Tchèques nous semblent avoir été fortement impressionnés par les idées humanitaires que la Révolution Française de 1789 avait si rapidement répandues à travers le monde. Ce fut, surtout, vers la fin du XIX^e siècle que s'éveilla, dans ces âmes encore somnolentes, le besoin de tendre vers des conceptions scientifiques susceptibles de les entraîner vers une sorte de renaissance nationale. Mais que pouvaient-ils trouver chez leurs ancêtres qui pût raviver leur intelligence et leur donner cette alimentation philosophique sans laquelle ni leur volonté ni leur imagination, affaiblies par un rude esclavage, ne devaient reprendre leur vigueur primitive? Ne nous étonnons donc point qu'ils aient eu recours aux philosophes étrangers. Ils s'appuyèrent d'abord sur la thèse par trop spéculative de Hegel; mais devenus suspects à l'Église et au gouvernement des Habsbourg, ils passèrent à l'empirisme et adoptèrent la doctrine plus voilée de Herbart. Nous avons nommé Dastich et Durdik. Or cet empirisme trompeur, encore obscurci par les nuages métaphysiques, et qui leur dérobaient la réalité, ne répondait certes pas aux difficultés de la vie nationale, surtout en Bohême où la main si lourde de la dynastie hongroise rendait l'existence intolérable aux Tchèques. Aussi cette étude stérile et déprimante rejeta-t-elle les penseurs vers la philosophie anglaise. David Hume, Auguste Comte, Herbert Spencer, tels furent les auteurs favoris si magistrale-

ment commentés par MM. Kaizl et Masaryk. Les doctrines positives d'Auguste Comte et d'Herbert Spencer eurent surtout, aux yeux du jeune professeur de Prague, une valeur, une autorité inestimables. Elles seules, à ses yeux, devaient, par un enseignement concret, apporter à ses compatriotes les connaissances susceptibles de régénérer la race, et d'en faire des hommes de lutte, des hommes d'action, des hommes modernes. Pendant plusieurs siècles, un mysticisme fatal avait aveuglé leur raison dérivée, paralysé leurs cerveaux, pesé sur tous leurs membres et presque anéanti leurs forces. Pour les éloigner à tout jamais d'une idéologie stérile et confuse, M. Masaryk publia sa *Logique Concrète* dans laquelle, avec une sûreté de jugement remarquable, il s'appliqua à classer les sciences, à préciser leurs rôles, à définir ce que chacune d'elles apportait au savoir humain, et par suite à définir la valeur effective qu'il convenait de leur donner dans le perfectionnement social des collectivités humaines. Qu'est-on en mesure d'attendre des sciences au point de vue pratique? Voilà uniquement le problème que l'on devait se poser, la question troublante qu'il convenait de résoudre; voilà ce qui, à cette époque de sa vie, fut l'objet constant de ses recherches et de ses méditations. Nous en avons la preuve dans les ouvrages qu'il fit successivement paraître. Qu'on relise avec soin son *Manuel de Sociologie* et son autre ouvrage intitulé : *Essence et Méthode de la Sociologie*. Affirmant ce principe qu'on ne doit jamais séparer l'individu de la société, pas plus qu'on ne sépare dans une plante la racine de la tige et de la fleur, il décrit l'influence réciproque des individus sur les collectivités et de ces mêmes collectivités sur les individus. Il considère la psychologie comme la base de la sociologie. Pour Hume, les mathématiques seules offrent une certitude; pour M. Masaryk la certitude a un domaine bien plus vaste : elle s'étend à nos autres acquisitions empiriques. Du même coup, le scepticisme de Hume est réduit à néant; de même que par cette affirmation, le positivisme trop étroit d'Auguste Comte, qui réduit les faits psychologiques à de purs phénomènes biologiques,

est fortement mis à mal. Montrant plus d'audace encore, M. Masaryk attaque le positivisme français et le positivisme anglais sur le terrain religieux. Dans son *Discours sur le Positivisme*, Auguste Comte parle, en effet, de trois phases par lesquelles l'Humanité serait effectivement passée : la phase théocratique, la phase métaphysique et la phase positiviste ou purement scientifique. Constatant à chacune de ces époques un affaiblissement graduel des croyances humaines, le philosophe positiviste français en conclut péremptoirement que le progrès consiste dans la disparition de la foi qui n'est que l'œuvre néfaste de la superstition et de l'ignorance. Or, dans son livre intitulé : *Philosophie de la religion*, M. Masaryk s'élève hautement contre une pareille affirmation, tout en reconnaissant l'existence de ces trois phases. L'esprit religieux, le culte religieux, tout comme l'esprit philosophique ont subi des modifications profondes, mais ils persistent toujours sous une forme telle que nous avons de la peine à les reconnaître.

Ainsi que le constate M. *Arnost Blaha* dans une étude très approfondie sur la *Sociologie Tchèque contemporaine*, « le positivisme a une notion trop intellectuelle de l'essence de la religion, ce qui n'est pas juste, car la religion est aussi un culte et une morale. La religion n'a pas fini de vivre; sans doute, il faut distinguer entre la religion de l'Eglise et la religion telle que la comprend M. Masaryk. Celle de l'Eglise a vécu. La science et la philosophie sont en contradiction avec elle, mais elles ne sont pas en conflit avec la religion en général. En matière de religion, il faut également se placer au point de vue évolutionniste. Tout évolue, la religion aussi. La religion de l'Eglise est le degré inférieur de l'évolution de la religion. Il est nécessaire d'amener la religion à une forme plus parfaite » (1).

On aurait donc tort d'accuser M. Masaryk de professer l'athéisme : nous ne nous dissimulons

(1) La Sociologie Tchèque contemporaine par In. *Arnost Blaha*, Marcel Giard, libraire éditeur, 16, rue Soufflot, Paris, 1925.

pas, cependant, qu'une thèse aussi hardie, heurtant de front la rigidité du dogme qu'elle éparpille, pour ainsi dire, en miettes, de même qu'elle ébranle son inébranlable et nécessaire fixité, n'est pas pour faire sourire les fervents dogmatistes attachés au catholicisme. Introduire l'évolution dans l'objet de nos croyances, quelle affreuse et néfaste hérésie! Ne serait-ce point là l'éroulement de toute consolation humaine? Et cependant les faits existent, la science existe, qui donnent raison au maître éminent de Prague : l'évolution en toutes choses est la loi universelle, inéluctable, qui régit le monde matériel aussi bien que le monde moral.

Or, d'après M. Masaryk, la vie humaine repose sur six éléments essentiels : la science, la littérature, la philosophie, la politique, la morale et la religion. Et si tous ces éléments sont, à des degrés divers, les conditions mêmes du progrès de l'Humanité et de toute évolution sociale, il en est un qui, plus que tous les autres, *fait partie de la perfection personnelle de l'Homme et c'est la religion*. Ici encore, il s'agit de s'entendre. Pour bien comprendre la pensée de Masaryk, n'oublions pas ce que Pascal ne cessait de répéter aux incrédules, c'est que nous n'atteignons Dieu que par le cœur et non par la raison. N'est-ce pas aussi la thèse de Kant? L'esprit religieux découle de notre sensibilité, comme l'onde pure sort de la source, comme la blancheur est l'effet de la neige, comme la chaleur demeure l'inévitable conséquence de la flamme. Et par suite du raffinement de plus en plus subtil de cette faculté, si variable dans ses aspirations, ses désirs et ses goûts, le sens même de la Divinité, en nous, subit des modifications profondes. La religion ne saurait donc être concrétisée dans un dogme. Mais chez tous les êtres doués de raison se manifeste cette conviction que la construction harmonique du monde ne pourra s'effectuer sans le concours ininterrompu de la force psychique individuelle et de la force psychique de la collectivité que nous sommes contraints de reconnaître comme les deux principaux moteurs de tout progrès humain. Or, quoi de plus déprimant que le pessimisme de Hume? Sa thèse aboutit à la défor-

mation des caractères, au découragement, à l'inaction, au vice. En rayant d'un seul trait du champ scientifique l'Être divin, le positivisme brutal d'Auguste Comte et de Spencer enlève, à son tour, tout enthousiasme, toute splendeur aux actes de l'individu, aux mouvements de la collectivité, par suite toute direction morale. Dans tous ses ouvrages : *La question sociale, Jean Huss, Charles Harlicek, Du Suicide, Notre Crise, La question Tchèque*, l'éminent philosophe s'efforce de montrer *comment le sociologue théoricien peut et doit travailler en parfait accord avec le sociologue praticien*, en y traitant des motifs qui déterminent la volonté humaine et l'acheminement vers la *bonne vie*, en appliquant surtout sa méthode scientifique à la vie publique et à la vie privée de son peuple. Au sujet de la guerre mondiale, il use des mêmes procédés : il en analyse les causes déterminantes qui échappent au plus grand nombre des politiciens, et de cet effroyable conflit, il voit surgir tout un monde de conceptions nouvelles; d'abord l'éroulement de l'empire germanique entraînant le morcellement de l'Europe, imposant le principe des petites nationalités, puis une organisation plus moderne des races orientales. Tous ses efforts tendent à expliquer au vieux et au nouveau Continent le problème russe, et à leur faire comprendre l'âme russe, en commentant les pages du célèbre romancier *Dostoïevski*. Contre la thèse destructive de Tolstoï, il élève une voix sévère en faveur de la défense sociale, qu'il juge nécessaire. Sans doute l'esprit démocratique est fait de mansuétude, de pitié, de pardon et de sacrifice, mais ne nous commande-t-il pas de défendre aussi nos droits, nos libertés, notre vie, celle de nos femmes, de nos enfants, de protéger enfin toute existence humaine? Voilà pourquoi le régime républicain ne doit jamais céder les armes devant l'aristocratie théocratique oppressive et, par essence, absolument restrictive. Donc, révolution, toutes les fois que les intérêts sacrés du peuple seront menacés, mais révolution morale, d'autant plus sûre de faire admettre ses réformes qu'elle aura bien défini elle-même ses obligations. Qu'on lise *Les Idéals humanitaires*. Rien qui cõ-

toie l'utopie, rien qui soit voisin de la chimère. On y voit la preuve que toutes les réflexions, toutes les méditations sociologiques, morales et métaphysiques du libérateur de la Bohême ont toujours été accompagnées d'actes d'une harmonie étonnante. Sans cesse préoccupé de se rendre utile à ses concitoyens, il a réalisé en sa personne l'union si précieuse d'une théorie née viable avec une indomptable activité.

Mais si à côté de Kaizl, M. Thomas G. Masaryk a, le premier, répandu par toute la Bohême la doctrine positiviste d'Auguste Comte, en l'assouplissant à son programme de rénovation nationale, nombreux ont été les disciples du maître qui se sont faits les fidèles échos de son enseignement salutaire et essentiellement régénérateur.

XV

LES DISCIPLES DE L'ÉMINENT PROFESSEUR
DE PRAGUE : EDOUARD BENÈS, BRESTILAR
FOUSKA, EM. CHALUPNY, UHLIR, JOZIFEK,
KUNTE.

Voici d'abord M. Edouard Benès, actuellement ministre des Affaires Étrangères de Tchécoslovaquie, et délégué par son gouvernement à la Société des Nations. Admirateur de M. Masaryk, il a propagé ses idées, quoiqu'il ait encore peu écrit sur la Sociologie même. Homme d'action, il s'est surtout préoccupé de libérer ses compatriotes. D'abord partisan de la Fédéralisation de l'Autriche-Hongrie, avant la grande guerre de 1914, il est revenu sur sa première opinion et a publié un ouvrage sensationnel : « DÉTRUISEZ L'AUTRICHE-HONGRIE » qui a mis sous son vrai jour le problème balkanique et la question tchèque. Que de juge-

ments pleins d'à-propos dans son *Bref aperçu de l'évolution du socialisme moderne* et dans son livre vraiment original par le fond et par la forme : *Partialité* (Strannictvi). Je ne sache pas que d'autres sociologues aient étudié avec autant de profondeur la création des partis politiques, leur développement, les multiples causes de leur apparition, de leur prédominance, de leur popularité, de leur affaiblissement et de leur déchéance; autant de faits nouveaux, de lois naturelles, insoupçonnées jusqu'à nos jours et qui président aux diverses manifestations des masses, étude des plus complexes, négligée par la plupart des historiens et dont l'importance n'échappera pourtant point au lecteur. Personne n'a avec autant de clairvoyance entrevu les avantages que l'on devra retirer de connaissances aussi profondes, et l'on est en droit de regretter profondément que les tourbillons de la politique aient arraché trop souvent M. Benès à ces méditations sociologiques. La seconde partie de *Partialité* n'a pas encore paru et, cependant, elle serait appelée à un grand retentissement dans le monde des économistes, des politiciens et des philosophes, car les groupements des individus, d'après certaines formules, ont été jusqu'ici, vaguement déterminées, sans tenir compte des causes économiques et dynamiques qui les produisent. La constitution des partis peut-elle être érigée en une véritable science? Leur origine repose-t-elle vraiment sur des lois naturelles qui paraissent, disparaissent et jouent, dans le mécanisme social, selon la fluctuation des circonstances? Y a-t-il en réalité une force mystérieuse, toujours agissante qui, au point de vue collectif, tantôt divise, tantôt rapproche les individus d'une même nation? Faut-il au contraire attribuer la présence des partis aux caprices individuels, au hasard, aux intérêts momentanés des citoyens d'une même cité? Le vulgaire s'obstine à ne voir dans ces groupements irréductibles que les effets nécessaires des passions collectives et des fractions de la masse composant le peuple même. Il serait curieux de comparer les réflexions si fines et si hardies de M. Edouard Benès sur cette matière encore bien délicate, avec les ouvrages récents de

Markelov, d'Ostrogorsky et de Michelson, mais ce serait dépasser la portée du modeste ouvrage que nous présentons aujourd'hui au public.

Après MM. Masaryk et Edouard Benès, en glanant dans cette magnifique floraison de penseurs qui ont si âprement travaillé à l'affranchissement du peuple tchèque, il nous est agréable de citer le nom si réputé de M. Bretislav Fouska. Dans des pages d'une logique serrée et convaincante, l'auteur a étudié les facteurs particuliers de la dégénérescence et de la chute des races. Le titre de son livre est d'ailleurs suggestif, *Les Faibles dans la Société humaine*. Mais, direz-vous, le mal est toujours facile à désigner, à dépeindre, à marquer du doigt. Quel remède l'auteur nous propose-t-il pour le guérir? Une union étroite entre le *parfait idéal* de l'Humanité et l'*idéal relatif* de l'humanitarisme. Avec quelle émotion sincère, vraiment touchante ne nous intéresse-t-il pas aux petits, aux enfants, aux ouvriers, à cette classe laborieuse pour laquelle il rêve un plus grand appui, plus de bien-être, un avenir plus ensoleillé et plus enchanteur? C'est un ciel plus étoilé, plus chaud, plus reposant, que ce remarquable psychologue doué de très brillantes qualités poétiques nous montre sur les lointaines hauteurs de la sociologie.

M. Em. Chalupny s'en prend à la classification des sciences d'Auguste Comte. Fidèle élève de M. Masaryk, cet écrivain transpose l'ordre des sciences de telle façon que, l'étude des phénomènes sociologiques se trouvant désormais entre la biologie et la psychologie, la logique devient le chaînon naturel destiné à relier entre elles les mathématiques et la psychologie proprement dite.

Réaliste critique, ce philosophe n'admet dans l'étude des problèmes sociaux ni le point de vue d'un extrême individualisme ni le point de vue d'un extrême collectivisme. L'individu et la société forment deux éléments primaires dont l'évolution distincte exige qu'ils demeurent soumis à une harmonie étroite et constante. M. E. Chalupny nous a laissé de nombreux traités fort intéressants sur la société tchèque et son évolution à travers les siècles, ce qui lui permet de démontrer par les faits le bien fondé de sa thèse.

Différente est la doctrine de M. Uhlir, pour qui la conscience des peuples ne peut s'expliquer que par la synthèse croissante des consciences individuelles. C'est de cette multiple collaboration séculaire que résultent, selon lui, toutes les institutions sociales. L'art même et le langage en découlent; ces derniers ne sont que les formes extérieures et les symboles de la conscience collective. La société crée les idées générales, religieuses, scientifiques, métaphysiques, les principes et les sentiments sur lesquels est basée notre vie morale. L'individu n'est que son instrument. Adoptant les vues de son maître Durkheim, M. Uhlir est l'adversaire irréductible de l'empirisme menant à l'irrationalisme, et l'adversaire aussi du rationalisme intransigeant. Aucun de ces systèmes ne lui paraît acceptable.

Si nous disons que l'individu est agent créateur au même titre que la société, nous serons plus près de la vérité. La grande difficulté consiste à bien déterminer la part de chacun d'eux dans cette étroite et continuelle collaboration. Comme Gidding, nous inclinons à penser que l'individu et la collectivité sont à la fois passifs et actifs, réagissant perpétuellement l'un sur l'autre. Le philosophe O. Jozilek, prématurément arraché à ses grands travaux sociologiques, a prouvé que la sélection naturelle est à la base de toute formation consciente, soit collective, soit individuelle. Grâce à l'évolution, le progrès social consiste dans le développement des qualités morales de l'individu, agissant dans le cadre même du milieu où il évolue. Et le sujet agissant n'est ni la société, ni l'être humain isolé, mais celui à qui est confiée la mission d'agir. Ainsi Jean Huss, pour la Bohême; Solon, pour Athènes. La culture nationale est donc le résultat d'innombrables émotions subjectives, provoquées par des intelligences d'élite, choisies d'après la loi de la sélection naturelle. Et ce qui a déterminé ces intelligences, ces volontés à l'action, ce n'est ni un besoin physiologique quelconque, ni un commandement divin, ni l'amour inné du prochain, mais seulement le désir d'être utiles. Autrement dit, le principe de toute évolution historique, est l'action individuelle, introduite dans le cours de l'activité

civilisatrice générale, sous l'influence de la sélection naturelle qui désigne l'agent effectif. Et, comme M. Masaryk, M. Jozilek attache une importance capitale à l'élément religieux. L'œuvre de Jean Huss est toujours sur ses lèvres. Sans cet apôtre de la pensée et de la foi que serait devenue la Bohême? Il semble donc naturel de ranger ce philosophe parmi ceux qui professent le subjectivisme sociologique.

L'argumentation, pourtant serrée et lumineuse de Jozifek ne satisfait pas M. Kunte, qui, retournant la thèse ci-dessus, n'a pas craint d'affirmer que, si le peuple tchèque s'est éloigné du catholicisme pour arriver au protestantisme, c'est qu'il avait une *volonté forte*. La Réforme fut donc un pur effet de cette énergie volontaire. Dans la science sociologique, il a distingué deux genres de société : la société autoritaire et la société individuelle ou représentative. Dans la première, l'individu n'a aucune initiative : sorte de rouage passif, il soumet tous ses actes à cette autorité supérieure qui pèse de tout son poids sur l'ensemble des citoyens et maintient dans l'ordre et l'obéissance la collectivité par le déploiement de sa force; nous voici à l'époque barbare, plongée dans les ténèbres de l'ignorance, où les habitudes altruistes sont encore inconnues. Le chef impose sa volonté, ses caprices, et dit avec raison : *l'Etat, c'est moi!* C'est par son intelligence, sa raison, sa main de fer, que la société vit et présente un tout, une unité physique et morale. Mais cet état de choses n'est qu'une étape dans la marche de l'Humanité. L'évolution progressive de chacun des membres de la société affaiblira peu à peu la puissance orgueilleuse du despote et du maître et fera tomber de ses mains défaillantes le sceptre démodé. Les habitudes altruistes deviennent les liens subjectifs de la collectivité intelligente, active et éclairée. L'évolution de l'individu est donc précédée par l'évolution sociale.

Pour M. Kunte, pas n'est besoin de donner à la religion une origine extérieure au cœur de l'homme, et par conséquent surnaturelle. Ce sentiment émane de l'âme humaine, comme en jaillissent les sentiments de justice, de haine ou d'amour, et l'exis-

tence du culte découle des besoins, des tendances naturelles de notre être physique, intellectuel et moral, tendances et besoins collectifs, aussi bien qu'individuels. Et c'est ainsi que la religion est sans cesse renouvelée, ravivée par eux, puisqu'ils changent constamment.

Ainsi se trouve expliqué ce mouvement perpétuel que nous constatons dans nos croyances, malgré leur fixité apparente. Les doctrines métaphysiques se transforment donc suivant les régions et les époques et s'adaptent aux différents milieux. D'où trois phases dans l'esprit religieux des peuples d'Europe : le catholicisme d'abord, puis la Réforme et la transformation des aspirations religieuses sous la forme purement morale de l'humanisme. C'est cet esprit nouveau qui, avec le temps, pénétrera toutes les couches sociales, animera tous les peuples et les réunira dans une sorte de confédération internationale. Ce jour-là, le cauchemar hideux de la guerre se sera évanoui.

Le lecteur trouvera forcément trop pâle et très incomplet ce tableau de l'essor collectif des grandes intelligences tchécoslovaques vers les hauteurs métaphysiques, mais il ne saurait entrer dans notre cadre de faire ici un cours de littérature ou de philosophie, encore moins de composer un traité méthodique; nous nous sommes surtout attaché à mettre seulement en lumière ce qui peut nous aider à mieux comprendre, la grande, la belle, la majestueuse figure de M. Thomas Masaryk, qui rayonnera toujours au-dessus de toutes les magnifiques activités intellectuelles et scientifiques de la Jeune République Tchécoslovaque.

XVI

LES PERSONNAGES POLITIQUES DE TCHÉCOSLOVAQUIE ET LES PRINCIPAUX COLLABORATEURS DE M. THOMAS GARRIGUE MASARYK : STEFAN OSUSKY, EDOUARD BENÈS, KRAMAR, MILAN STÉFANIK.

Si remarquables que soient les aptitudes intellectuelles et morales d'un homme appelé à régénérer sa race et à relever son pays, si providentielle que puisse paraître aux yeux de la foule son intervention dans les affaires publiques, son œuvre demeurerait le plus souvent stérile, et ses efforts seraient voués à un lamentable échec, s'il n'était compris, encouragé, soutenu dans la lutte par une élite de citoyens, groupés autour de lui.

Le mérite de M. Masaryk est d'avoir su convaincre un petit nombre de ses concitoyens, éclairés et courageux, de la possibilité de réaliser, à bref délai, un programme aussi hardi que le sien. « *Audaces fortuna juvat* » disaient les anciens. Jamais cette maxime ne s'est mieux appliquée qu'aux vaillants libérateurs de la Bohême. Il est donc juste que nous consacrons quelques pages aux noms glorieux, qui resteront désormais inscrits en lettres d'or, dans l'Histoire de la jeune République Tchécoslovaque.

M. Stefan Osusky.

M. Stéfán Osusky, aujourd'hui ministre plénipotentiaire et Envoyé extraordinaire de Tchécoslovaquie à Paris, ne doit ni à la faveur, ni aux intrigues politiques, le haut poste, aussi considérable qu'honorifique, qui lui a été confié. D'une extrême modestie, s'effaçant toujours toutes les fois qu'on publie ses mérites, son courage à toute épreuve et son ardent amour pour la démocratie,



M. STEFAN OSUSKY

Ministre Plénipotentiaire,

Envoyé extraordinaire de Tchécoslovaquie à Paris.

(*Le Moniteur diplomatique et colonial.*)

il a compté, dès son plus jeune âge, parmi les défenseurs de la liberté. Il a vu le jour à Brezova, petite ville du département de Myjava, en Slovaquie, le 31 mars 1889, et c'est au lycée protestant de Bratislava qu'il a commencé ses études, et là, pendant cinq ans, étonné ses camarades et même déconcerté ses maîtres par son prosélytisme. Il a, dès sa plus tendre enfance, l'âme d'un Guillaume Tell et rêve de briser le joug austro-hongrois. Rendu suspect par ses paroles imprudentes, il quitte Bratislava, dit adieu au foyer paternel, et par crainte de représailles, en raison de ses sentiments patriotiques, traverse l'Océan, se rend à Chicago, et se met avec ardeur à l'étude des sciences naturelles. Rien ne lui échappe, ni la Géologie, ni l'Économie politique, ni le Droit; tout ce qui a rapport aux problèmes de la Sociologie attire son attention et enflamme son imagination créatrice, éprise des plus beaux rêves humanitaires.

Les succès ne se font pas attendre. Ses maîtres ont vite fait de le distinguer et de reconnaître en lui un apôtre de la science et de la Liberté.

On lui propose de faire partie d'une très intéressante mission géologique au nord-ouest de l'Amérique du Nord. Il s'agit d'atteindre la presqu'île d'Alaska. Comme récompense, il aura une chaire de professeur à l'Université de Chicago. Promesse magnifique, offre des plus séduisantes pour un jeune homme de vingt-cinq ans, et cependant Stefan Osusky refuse. C'est qu'un devoir bien plus dangereux, mais grandiose, l'appelle; sa grande âme pressent l'avenir; la colonie Tchecoslovaque, aux États-Unis, est un centre d'action politique; quitter ce centre, c'est faire acte de déserteur. Alors, il devient avocat, plaide et s'associe avec l'un des principaux maîtres de cette ville. Mais voici la guerre déclanchée : Les Balkans sont en feu. L'heure est venue — heure inespérée, occasion unique — d'affranchir la Slovaquie, de libérer le pays natal. Aussitôt, il organise une propagande active, et établit des relations constantes entre les colons Tchecoslovaques des États-Unis et les colons d'Europe. Suspect aux Allemands, il se

voit refuser par le Gouvernement des Etats-Unis, qui gardaient alors la neutralité, le droit de monter à bord et de prendre son billet de passage pour l'Europe.

Il s'embarque quand même sur un navire en partance pour l'Angleterre. Il risque la prison, plusieurs années d'internement. Qu'importe! La Patrie l'appelle, la Patrie qui s'éveille au fracas des canons, au chant de la Liberté! A peine a-t-il mis le pied sur le sol du Royaume-Uni, qu'il entre en rapports avec M. Edouard Benès, Secrétaire National du Conseil National Tchécoslovaque, à Paris. Il se rend, quelque temps après, dans la capitale française qu'il quitte en 1917, pour s'installer à Genève, où il devient un véritable lutteur, prend en main la propagande Tchécoslovaque, dirige un bureau de presse, établi en Suisse, où, malgré les puissantes organisations d'espionnage que possèdent les Empires Centraux, il va déjouer les plans du Kaiser et devenir le plus redoutable adversaire de la Triple Alliance. Dès lors, il ne connaît plus le repos, il ne connaît plus le danger, il ne connaît plus le découragement. Le voici à Rome en 1918; avec le général Stéfánik, il réussit à former les légions tchécoslovaques en Italie. Aussitôt la guerre terminée, il est nommé chargé d'affaires à Londres, redescend sur Paris, en qualité de secrétaire général de la Délégation Tchécoslovaque à la Conférence de la Paix, revient à Londres, avec le titre de ministre plénipotentiaire, et lors du départ de M. Kramar, appelé à former le premier ministère de la Jeune République, remplaçant M. Edouard Benès comme Président de la Délégation Tchécoslovaque, à la Conférence de la Paix, à Paris, il signe, au nom de son pays, la paix avec la Bulgarie, la Turquie et la Hongrie. Quelle inexprimable satisfaction morale, quelle joie intérieure, quel honneur et quelle gloire! M. Stéfán Osusky, autrefois persécuté par le Comte Apponyi, ministre de l'Instruction Publique en Hongrie, face à face avec son adversaire, traitant d'égal à égal avec lui, lui dictant les ordres du gouvernement Tchécoslovaque, quand il fut devenu président de la Délégation Magyare! Oh! quel merveilleux revire-

ment des choses humaines! Ardent défenseur de la Petite Entente, se ralliant à la doctrine de M. E. Benès, M. Osusky s'est toujours attaché à éclairer l'opinion publique sur les avantages que l'on est en droit d'attendre de l'union des petites nationalités Balkaniques pour le maintien de l'ordre et la consolidation de la paix européenne. Grand ami de la France, se rendant compte de la gravité de la situation économique de notre pays si meurtri, si dévasté, si appauvri en ressources matérielles par la guerre, l'éminent ministre plénipotentiaire ne cesse de rappeler l'immense intérêt qu'il y aurait pour la République Française à se tourner vers sa sœur cadette, à lui demander ses produits, soit naturels, soit industriels, soit commerciaux, qu'elle est réduite aujourd'hui à importer, à des taux exorbitants, du Nouveau Monde.

M. Edouard Benès.

Un des ouvriers les plus remarquables et des plus modestes aussi, de la délivrance du peuple Tchèque, M. Edouard Benès, est né en 1884. Il écouta, avec ravissement d'abord, avec une conviction et un respect de plus en plus grand ensuite, la voix du maître qui devait, plus tard, le conduire sur le chemin si douloureux mais si glorieux d'une politique libératrice et mondiale. Le jeune étudiant de Prague n'aspirait guère qu'à devenir professeur, et continuellement absorbé par ses études favorites, ne se doutait pas qu'il jouerait un jour un rôle prépondérant sur la scène européenne. Après avoir perfectionné son instruction universitaire, à Paris, à Berlin, à Londres, il revint dans la capitale de la Bohême, où il obtint le grade de *Privat docent* dans le corps enseignant. Versé dans la jurisprudence, l'économie politique; la philosophie, les sciences morales et sociologiques, s'il caressait un rêve, c'était de former les générations nouvelles aux idées de son maître vénéré. Nul désir de jouer un rôle sur la scène politique ne l'avait encore mordu au cœur. Mais, dès l'ouverture des hostilités, il fut obligé de céder aux instances des organisateurs de la résistance, et lorsque, en 1915, il se vit choisi par eux

pour faire de la propagande à l'étranger, il franchit la frontière, traversa l'Allemagne, et, par sa parole chaude, vibrante, gagna l'opinion occidentale aux idées du grand leader tchécoslovaque. Dès lors, son œuvre fut immense. A Paris, à Londres, en Suisse, il définit clairement le but poursuivi par les petites nationalités, et parvint à ranger les Nations alliées aux côtés de la Bohême, de la Slovaquie, de la Russie Sub-Carpathique. On lui confia alors les postes les plus élevés et les plus délicats. Il se fait remarquer par sa diplomatie toujours ferme et courtoise. Secrétaire général du Conseil National, ministre des Affaires Etrangères dans le ministère Kramar, dès que la jeune République Tchécoslovaque fut officiellement reconnue, délégué à la Conférence de la Paix et au Conseil de la Société des Nations, partout et toujours, M. Edouard Benès a fait preuve d'une remarquable autorité internationale. Il a su gagner l'estime, la sympathie, l'admiration de tous les amis de son pays, il a su commander le respect à ses plus irréductibles adversaires. Sans doute, dans toutes les réunions interalliées, les thèses qu'il a si éloquemment soutenues n'ont pas toutes obtenu le même degré d'approbation; quelques-unes, même trop hardies aux yeux de certains diplomates apeurés, l'ont fait prendre pour un visionnaire, s'écartant systématiquement du réel pour créer de splendides sociétés idéales dans le vide. Mais qui donc n'est pas un peu visionnaire, quand il s'agit de défaire, de saper, de balayer les ruines du temps passé, pour reconstruire, en prévision d'un avenir tout resplendissant de beauté?

Le mérite incontestable de M. Edouard Benès sera, aux yeux de tous les hommes, sincèrement épris du progrès universel et de la paix mondiale, d'avoir, immédiatement, sans un geste de recul, d'épouvante ou de défaillance, sur les ruines fumantes, amoncelées par la guerre, entrevu la possibilité de régénérer le genre humain et de protéger l'existence des petites nationalités, de nous avoir enfin, mieux que tout autre, révélé tous les mobiles des divers bouleversements balkaniques.

Aussi, ne croyons-nous pas trop nous éloigner de



M. EDOUARD BENÈS

Ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie.

(Photo Illustration, Paris.)

notre sujet, ni altérer le plan de cet ouvrage en faisant ici, pour tous ceux qui voudront saisir le véritable sens de la révolution tchécoslovaque une brève analyse des conférences que M. Edouard Benès a données à Genève, au siège de la Société des Nations. Nous n'avons nullement l'intention de répéter ce qui a été dit plus haut. Dans le domaine des sciences morales, en psychologie, en métaphysique, en théodicée, le disciple soumis a fait sienne la doctrine de son illustre maître; il l'a exposée, défendue avec chaleur, avec admiration, avec respect en invoquant la lumière, la bonté, la justice, le plein acquiescement des consciences. Et ces deux géants de l'abstraction métaphysique, dogmatique, critique et sociale, se sont incarnés dans l'innombrable foule des Etres concrets; ils ont lutté âprement, sauvagement, corps à corps, jusqu'à ce que l'un d'eux, épuisé, rendu, ait touché des épaules à terre, dans le sang, dans la boue, dans les ruines embrasées du vieux monde. Félicitons-nous que ce soit la Liberté, affirmant la supériorité des Temps Nouveaux qui ait eu gain de cause contre l'iniquité de la Monarchie théocratique. D'un côté, le machiavélisme avec ses forfaits, ses victimes, ses tortionnaires et ses rêves militaristes; de l'autre, le parlementarisme, avec le droit, la justice, le progrès, la charité, la floraison vivifiante des idées humanitaires. Quel désastre pour le monde si la politique césarienne l'avait emporté. Il ne s'agit donc pas de comprendre seulement le choc de toutes les forces matérielles et des intérêts économiques des différents peuples qui se sont mesurés sur les champs de bataille, mais il faut, avant tout, saisir le sens philosophique de tous les événements qui, depuis le mois d'août 1914 jusqu'au 11 novembre 1918, ont jour par jour, heure par heure, ensanglanté les pages de cette horrible et grandiose épopée. De cette effroyable tourmente est sorti l'homme nouveau, c'est-à-dire, dans l'esprit de M. Edouard Benès, le citoyen de la Démocratie. Mais tous les peuples n'ont pas, au même degré, subi l'influence du souffle salutaire et régénérateur provoqué par les atrocités de la guerre. L'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie, la Turquie n'ont, en réalité,

subi qu'une transformation superficielle; leurs classes dirigeantes ont conservé leurs préjugés, les prétentions de leurs castes, la secrète espérance, grâce au désarroi et aux troubles continuels dont ont été victimes les classes laborieuses, de reconquérir leurs vieux privilèges et un pouvoir orgueilleux, plus insolemment encore défendu et perdu. Ces peuples-là semblent n'avoir rien appris. Les Tchèques, les Slovaques se sont élevés, au contraire, au niveau intellectuel des Occidentaux. Malgré l'écrasante domination de Berlin et de Vienne, ils ont, depuis la défaite de la Montagne Blanche, silencieusement d'abord, avec plus de fermeté ouverte ensuite, résisté aux oppresseurs, évolué vers les idées libérales et régénératrices, et peu à peu construit le rêve de la reconquête. En continuant à parler la langue maternelle, en égayant leurs foyers par les chansons de leurs montagnes, les paysans, les ouvriers, les modestes bourgeois tchèques ont contribué à conserver, vaguement, instinctivement peut-être, cette conscience de leur nationalité, qui devait si pleinement s'épanouir dans ces dernières années et produire de si beaux fruits. La Renaissance de la Bohême? Mais elle est essentiellement populaire; elle n'est pas une œuvre de pure sentimentalité. Les tendances amicales qui l'ont entraînée, ainsi que la Moravie, la Slovaquie, vers la Serbie, la Russie et la France, n'auraient jamais suffi à provoquer le soulèvement nécessaire. La preuve? Nous la trouvons dans l'hésitation de certains hommes politiques, — des patriotes cependant — qui, au commencement de la guerre, s'interrogeaient anxieux, tremblants, et se demandaient, avec angoisse, si l'heure avait bien sonné pour la réalisation des aspirations slaves. C'est l'esprit de la Révolution Française qui a sauvé la Bohême. Néanmoins, ce sont sur ses vues personnelles, sur l'avenir des Tchèques et des Slovaques, sur le rôle qu'il convient de leur assigner désormais sur la scène mondiale, que nous tenons à retenir l'attention de nos lecteurs. Personne peut-être n'a eu une compréhension plus nette du mérite des hommes et de la valeur des choses, et n'a pesé avec plus d'impartialité les conséquences du grand conflit euro-

péen que M. Edouard Benès. Certes, il a été versé beaucoup d'encre sur le papier, à propos des événements atroces qui ont failli causer l'irréparable destruction d'une partie du genre humain. Dans ce drame terrifiant, tous ceux qui y ont pris part, tristes héros et héros glorieux sont passés sur le crible d'une critique sévère, mais est-on sûr d'avoir bien découvert les causes cachées et si complexes, — causes matérielles, morales, économiques et politiques — qui ont déclenché tant de haines, tant de désirs, tant d'horreurs? En ridiculisant le Kaiser, en l'enfermant dans une cage à lion, comme une bête féroce dans les principaux musées de l'Europe, croit-on avoir tout fait? Non, le bon sens exige que l'historien, le diplomate, l'homme d'Etat, les parlementaires eux-mêmes, dignes de ce nom, se recueillent, s'entourent de toutes les précautions utiles, et, sur les profondeurs du drame, jettent une intense clarté. M. Edouard Benès, dans cette œuvre immense, n'a pas hésité à se livrer aux plus minutieuses recherches, à vérifier les moindres détails, à faire justice des légendes, à buriner en traits ineffaçables les traits vengeurs de l'implacable Justice et de la majestueuse et imposante Vérité. Au sujet de la révolution des Tchèques, il n'a laissé dans l'ombre ou condamné à un injustifiable oubli aucun de ses modestes mais non moins habiles artisans. A ses yeux, pas de réparation matérielle ou morale possible, pas de progrès, pas de confraternité des peuples à espérer, sans avoir rendu à *César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*. Les individus ont été les simples propagandistes de la guerre; mais des principes différents professés par des peuples d'une mentalité tout à fait opposée ont produit le choc mondial. L'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie même, par leur structure politique et sociale, par ce besoin atavique d'être bercées par l'incessant cliquetis des armes, par cette soif inextinguible du sang et des conquêtes, depuis longtemps, cherchaient un champ de bataille; les colosses se faisaient un jeu, une joie barbare d'écraser des pygmées. Ils représentaient la force et prétendaient avoir main-mise sur tout l'univers. La France, au contraire, véritable et unique berceau

de la Liberté, dans l'ancien Continent, unie à la Belgique, à l'Angleterre, à l'Italie, à ses frères Roumains, à l'Amérique aussi, défendait l'idée démocratique et manifestait son attachement aux gouvernements qui assurent le respect de l'individualité humaine et l'indépendance des citoyens, tout en conciliant leurs droits avec les devoirs envers la Société et l'Etat. Quant à la Russie, autocratique par excellence, fourvoyée dans les rangs des Alliés par une politique sournoise, rétrograde, même incompréhensible au xx^e siècle, elle était, par ses tendances, ses méthodes de répression, son état de civilisation cristallisée, plutôt destinée à faire le jeu des Empires Centraux. Aux alentours de 1914, il y avait donc deux conceptions philosophiques diamétralement opposées, l'une se plaisant dans l'ombre, à l'oppression et au crime, l'autre tout imprégnée de justice, de bonté, de liberté : cet esprit de Liberté, auquel rien ne résiste, avait pénétré les classes laborieuses, exalté l'âme du peuple, et lui avait dicté son devoir. Par lui, les fiers, les nobles descendants de Komensky, de Jean Huss, avaient appris que le plus grand respect doit être assuré à l'individu, à ses traditions, à ses sentiments, à sa langue, à ses aspirations morales, intellectuelles, économiques, politiques et sociales, et qu'il a le droit de satisfaire, dans la mesure d'une stricte équité, les besoins matériels de chaque jour. Il s'en suivait que toutes les nations occidentales qui arboraient le drapeau des principes démocratiques, ne pouvaient, sans trahir leur programme, se refuser à réclamer la libération des minorités opprimées.

Mais cette dernière considération n'est venue que plus tard à l'esprit des Chefs d'Etat des grands peuples entrés en conflit avec l'Allemagne. Pour eux la lutte contre l'Autriche était secondaire. Détruire la dynastie des Habsbourg? Y songeaient-ils vraiment? Bien mieux, ils comptaient la maintenir pour qu'elle servît de contre-poids à l'empire germanique, une fois que le Titan serait à terre. Il fallut la durée exaspérante des hostilités, l'atrocité des combats, la résistance opiniâtre du Kaiser pour que le pangermanisme apparût dans toute son horreur. Les hommes politiques, les philosophes, les

écrivains allemands n'avaient-ils pas déclaré que par sa force numérique, la maturité de sa civilisation, l'empire germanique était appelé à diriger l'Europe, que toutes les petites nations devaient se soumettre à lui, que tous les peuples des Balkans et la Turquie n'admettraient désormais qu'un facteur dirigeant : le glaive à deux tranchants de Guillaume II? Négation complète de l'idée nationaliste, anihilation du principe démocratique, étouffement complet des aspirations égalitaires entre les hommes et les peuples, telle était la thèse pangermaniste.

« C'est seulement, dit très judicieusement M. E. Benès, lorsqu'eut été compris cet aspect de la guerre mondiale, qu'elle prit son caractère définitif et sa profonde signification pour l'Europe et le monde. La grande guerre, nous le verrons encore, apparut comme la lutte pour une Humanité nouvelle dans l'ordre social et renforça ainsi le grand mouvement de justice social déjà commencé. Elle apparut comme la lutte pour une Humanité nouvelle du point de vue national et elle aboutit à la création de plusieurs nouveaux Etats nationaux, rendant, par là, générale dans l'Univers et particulièrement en Europe, la foi dans l'idée nationale et le sentiment national. »

Aussi, assistons-nous bientôt à l'explosion du bolchevisme en Russie, tandis que, pour réagir contre les excès d'un peuple encore ignorant et barbare, commençaient à poindre, aux divers coins de l'horizon, les chemises bleues ou noires du fascisme, symbole dangereux d'un nationalisme aveugle, et chauvin. Les masses populaires ont alors compris, — dans tous les pays — le péril qui menaçait la civilisation moderne; il y avait pour elles une question de vie ou de mort, et elles ont hardiment accepté de prendre part à cette lutte de géants. Elles ont sacrifié leurs biens, des milliers d'existences qui leur étaient chères, supporté les souffrances les plus cruelles, les privations les plus déprimantes, pour vaincre le despotisme, l'avidité, la déchéance dans la servitude. Mais en retour, elles ont décidé de prendre leur part du pouvoir, de collaborer à la confection des lois, d'im-

poser leur veto à tout ce qui serait une atteinte aux droits des collectivités, une menace de restriction, d'étouffement, dans le développement de leur émancipation. Aussi, la vogue des idées socialistes a-t-elle grossi pendant la guerre. Bien naïfs sont ceux qui prétendent que les doctrines nouvelles n'auront qu'une vogue passagère. Dans les pays où la Démocratie n'avait pu s'implanter, où les bienfaits de la Liberté étaient inconnus, où l'absolutisme faisait peser sur les citoyens son gant de fer, le bouleversement a été formidable. Le bolchevisme en Russie, le communisme en Bulgarie et en Allemagne, dans cette Italie même, aux portes sacrées de la basilique de St-Pierre, où semble régner en maître aujourd'hui, Mussolini. En Tchécoslovaquie, les principes républicains ont pénétré, sans secousse, sans obstacle, par suite d'une sage évolution de la masse populaire, habilement et courageusement dirigée par des hommes d'élite. Proclamer la République et affranchir la patrie n'était que le recto et le verso d'un même programme, d'un même manifeste politique. Aux yeux des Tchèques, aux yeux des Slovaques, ouvriers et artisans, les mots « république et affranchissement national » étaient indissolublement unis. L'un était la condition *sine qua non* de l'autre. Tous les citoyens ont facilité la propagande des idées démocratiques et partout, dans les écoles, les réunions publiques, les cafés, les tavernes, les doctrines révolutionnaires ont trouvé des oreilles complaisantes. Dans les pays étrangers, mêmes aspirations, même enthousiasme chez les exilés tchèques, chez les colons slovaques. Même les légionnaires ont reconnu que les idées directrices qui leur étaient soumises, étaient seules efficaces, car elles consistaient simplement en ceci : un idéal d'indépendance nationale, un idéal anti-bourgeois, antidynastique; une idée tenace d'opposition à Vienne et à Budapest; une idée de glorieuse revanche de cette défaite de la Montagne Blanche qui fut si cruellement néfaste à la destinée de la Bohême; et au-dessus de toutes ces considérations, étincelante comme le soleil, l'image de la République qui, seule, pouvait assurer l'indépendance nationale, surtout après la proclamation

des *sept articles* du Président Wilson. Et contre Vienne, contre Budapest, s'éleva, dans tous les cœurs, une haine violente, une haine séculaire. Contre Berlin, il s'agissait plutôt d'une opposition raisonnée. La bataille apparaissait comme nécessitée par l'idéal tchèque. Reconnaissons donc que le hussitisme, la confraternité militaire des troupes, les idées humanitaires répandues par les Sokols, ces admirables sociétés patriotiques de sports et d'exercices corporels, avaient, depuis longtemps, formé une âme républicaine chez tous les soldats à l'intérieur, chez tous les émigrés à l'étranger. Aussi, le Conseil National de Paris n'éprouva-t-il aucune difficulté à réunir tous les éléments tchèques dispersés dans les Etats alliés, sur tous les continents et à créer une organisation centrale unique. Si pour l'établissement d'un régime démocratique, et pour la revanche, le peuple de Bohême était mûr, de son côté cette armée de volontaires avait un chef aussi épris des idées républicaines que Kléber ou Marceau. Défenseur des petites nationalités, aimant les pauvres, et venant toujours au secours des humbles, entrevoyant sans cesse au-delà des frontières de son pays libéré, le grand idéal humanitaire que sa grande âme devait atteindre, comment M. Thomas G. Masaryk ne serait-il pas devenu l'organisateur unique et nécessaire de la résurrection nationale?

 XVII

 L'EVOLUTION TCHEQUE
 AU POINT DE VUE SOCIOLOGIQUE

Heureux les peuples qui, au tournant décisif de leur histoire, peuvent compter sur de pareils chefs et de tels guides! Admirablement secondé par des concitoyens, en apparence moins hardis, parce que moins en lumière, mais conscients de la noble et

difficile mission qui leur était confiée, le futur libérateur de la Bohême n'eut qu'à fixer dans toute son attrayante clarté le programme de cette bien-faisante et grandiose révolution politique, économique et morale. A sa voix impérative, chacun accourut et sans se dérober, accepta le rôle qui lui fut désigné. Ce fut d'abord, dans la force et l'enthousiasme de l'âge, Stéfanik, puis Stefan Osusky, Klecanda, Edouard Benès, Marcovitch, Girska, les généraux Syrový et Gajda. Tous avec joie, avec orgueil, se serrèrent autour de Masaryk. En outre, tous les Slaves, qui résidaient dans les capitales de l'Europe, dans les grands centres de l'Asie, de l'Amérique du Nord et du Sud, tous ceux-là, sans calculs intéressés, sans ambition personnelle, ont aidé puissamment le grand mouvement tchécoslovaque. Mais ne l'oublions pas : la cheville ouvrière du nouvel édifice national a été celui dont j'essaie ici, de retracer la carrière si émouvante, si tragique, par instants même à peine croyable. M. Edouard Benès lui-même s'avoue impuissant à décrire comme il convient cette vie de douleurs, d'efforts sublimes, d'abnégation soutenue. C'est Masaryk qui, exilé, entretenant avec les sommités littéraires, artistiques et politiques de tous les continents des rapports amicaux et constants, avait acquis, le premier, une réputation mondiale. Et à côté de lui, Osusky, ce fin lettré qui connaissait bien l'Amérique pour y avoir passé sa jeunesse, Klecanda, Girska, réfugiés en Russie, Voska, Vojla Benès Fischer, habitués de New-York, de Chicago, de Philadelphie, M. Edouard Benès, dont j'analyse actuellement les conceptions politiques, tous ces héros entretenaient, avec un soin jaloux, la flamme ardente des sympathies nationales.

C'est surtout en France que leur cause avait trouvé le plus bienveillant accueil. Une organisation secrète de renseignements et d'action nationale, au sein même de l'Autriche-Hongrie, connue plus tard sous le nom de la *Maffice* ou *Mafia*, mit le Grand Conseil au courant des agissements des Habsbourg. Se sentant les coudées franches à l'étranger, les Tchèques ont certainement déployé plus d'activité politique et militaire, mais par leur esprit de

sacrifice, leur endurance et leur héroïsme, les persécutions des femmes et les multiples condamnations dont furent victimes les hommes à l'intérieur, enfin par une communion constante d'idées entre tous les Tchèques et tous les Slovaques, les habitants de la Slovaquie et de la Bohême ont hâté la réalisation du mouvement libérateur. Leur attitude si ferme, si louable, arrachèrent des cris d'admiration au prolétariat du monde entier, et fit une impression profonde sur les hommes politiques et les chefs d'État européens. Rome, servant servilement les intérêts des Empires Centraux, avait surtout exaspéré les Tchèques. Mais les catholiques tchécoslovaques d'Amérique, en se mettant ouvertement au service des révolutionnaires de leur pays, rendirent plus frappante, aux yeux de l'étranger, cette direction politique unique en Europe, qui, sous l'habile autorité de Masaryk, parvenait à maintenir autour du drapeau de l'affranchissement et de l'indépendance toutes les classes de la nation, sans distinction de parti. Or, ce qui a permis aux chefs révolutionnaires de triompher, c'est que les Slovaques, convaincus par eux, se rendirent bien compte que, livrés à eux-mêmes et sans le secours des Tchèques, jamais ils ne pourraient se libérer de l'étreinte austro-hongroise. En leur communiquant son enthousiasme, sa foi ardente dans la victoire libératrice et décisive, le Général Stéfanik cimentait cette alliance sincère et durable qui devait assurer la liberté absolue des deux peuples, dorénavant unis dans une même destinée. Ce fut Stéfanik qui, à Paris, à Berne, à Londres, fournit les preuves irréfutables et donna la meilleure démonstration de cette unité complète. Il n'y eut donc point d'action isolée ni sur le territoire continental, ni dans les régions étrangères. Si les Tchèques, en effet, avaient à se faire connaître, ils étaient moins ignorés que les Slovaques. Ces derniers, pendant longtemps, s'étaient imaginés que leur intérêt leur commandait de sauvegarder l'intégrité de la Hongrie. Or, voir *balkaniser l'Europe centrale*, constituait le plus grand épouvantail des puissances alliées. Il fallut tout le tact, toute l'énergie de M. Thomas G. Masaryk pour dis-

siper une erreur aussi néfaste, et pour convaincre ses compatriotes que, pour eux tous, le salut ne serait que dans l'union complète du peuple tchécoslovaque.

Quant aux rapports des Tchèques et des Slovaques avec les autres nations, M. Edouard Benès affirme, avec raison, qu'ils ne cessèrent d'être l'expression d'un idéal d'humanité et de démocratie. Les Yougoslaves, dès l'ouverture des hostilités devinrent les collaborateurs intimes des partisans de Masaryk. A l'égard de la Pologne, envers tous les Alliés, on adopta une attitude loyale qui ne fut jamais démentie. Et cependant, que de préjugés, que de craintes, que d'obstacles de part et d'autre! Bien des problèmes, qu'il s'agissait de résoudre au plus tôt, menaçaient d'altérer cette politique très légitime et fort louable. L'union des Tchèques avec les Yougoslaves portait ombrage à l'Italie. Ne fallait-il pas, — et avec quels ménagements! — atténuer les suspicions, et ramener les deux camps à lutter en commun contre l'Autriche? D'un autre côté, la Pologne, sans cesse déchirée, aspirant à se ressaisir, voulant, coûte que coûte, s'arracher au joug des Tzars, et n'ayant en vue que la victoire, flottait entre les Alliés et les Empires Centraux. Il était donc de toute nécessité de convaincre les Polonais que leur émancipation était indissolublement liée à l'écrasement de la Russie, tout en assurant le triomphe de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. Or, la Tchécoslovaquie pouvait-elle faire reconnaître ses droits devant les Alliés, avant d'avoir reconnu elle-même l'indépendance de la Pologne? Affreux dilemme, puisqu'elle avait besoin de l'ours moscovite pour gagner la guerre. Comment sortir de cette situation terrible qui exigeait que l'on facilitât les compromis, qu'on écartât tout conflit entre le colosse russe et les Alliés, que l'on prît enfin quelle serait la destinée de la Pologne, condamnée perpétuellement à vivre entre ses deux ennemis mortels : l'Allemagne et la Russie. Celle-ci, absolutiste, luttait — ô ironie de la politique! — avec les peuples démocrates. Fort heureusement — remarque M. Edouard Benès — malgré leur sympathie pour les Russes, d'origine

slave, les soldats tchèques, qui se battaient à Pétrograd et à Moscou à côté de leurs frères, virent que la Russie officielle ne les aidait point et que même les tendances révolutionnaires de la Bohême déplaçaient aux officiers de Nicolas II.

Aussi, des deux courants qui, avant la guerre, s'étaient dessinés en Bohême : l'un, approuvant la politique du tzar, et voyant en lui le protecteur de tous les slaves; l'autre, ne voulant rien savoir d'une libération slave, obtenue avec l'aide d'un gouvernement autocrate et absolutiste, contraire aux idées démocratiques, quel était celui que devaient logiquement suivre les chefs du parti révolutionnaire en Bohême? Tandis que parmi les Tchèques, les uns se déclaraient prêts à accepter un grand duc de Russie sur le trône de leurs ancêtres, les autres parlaient d'un prince anglais, mais la majorité du peuple réclamait la République.

Les milieux officiels russes, fortement émus par ces deux dernières tendances, s'opposèrent avec la dernière énergie à l'extension des forces militaires des Tchèques, ainsi qu'à leur organisation. Ils allèrent jusqu'à lutter contre l'idée tchécoslovaque, car l'arrière-pensée du tsarisme était de rattacher la Slovaquie à l'empire de Russie. Durich qui, tout d'abord, avait penché vers une alliance avec la Russie, dut abandonner la partie.

Nous avons exposé plus haut les critiques amères adressées par le président Masaryk au bolchevisme. D'une façon aussi magistrale et en termes très sévères, M. Edouard Benès a résumé les raisons qui ont détourné les volontaires tchèques des camarades révolutionnaires, en Russie. Ces derniers, en effet, avaient abandonné la cause tchécoslovaque en concluant, avec une rapidité déconcertante, la paix de Brest-Litovsk, qui les mettait désormais à l'abri de toute invasion germanique ou autrichienne; ils provoquèrent presque aussitôt la dissolution définitive de l'armée moscovite, ce qui amena la désorganisation dans toute l'administration de l'Empire du tzar, et commirent, sous les yeux mêmes des soldats tchèques, des actes cruels et sanguinaires, allant jusqu'à supprimer toutes les libertés, tous les droits individuels. La scission

devenait fatale, irréparable, car là n'était point l'idéal socialiste, rêvé par l'ouvrier, le paysan, l'humble bourgeois de Bohême et de Slovaquie. Aussi, les révolutionnaires de Masaryk exprimèrent-ils, à l'unanimité, leur dégoût pour les idées, les institutions, les doctrines et les crimes des chefs cyniques et barbares qui mettaient à feu et à sang la Russie, et ruinaient toutes les espérances des démocrates sincères et éclairés. Point de dictature, tel était le cri de ralliement poussé par les légionnaires; pas d'anarchie non plus, tel était le mot d'ordre de ces soldats de la liberté qui auraient voulu, avec leurs frères slaves, renverser le tzarisme, mais qui se retirèrent, écœurés, devant tant d'horreurs, devant cet horrible déchaînement de passions brutales et d'appétits sanguinaires. Et lorsqu'il fut décidé avec le gouvernement français que les légionnaires se rendraient sur le front occidental, ce fut, dans toutes les poitrines des Tchèques, un soupir de soulagement inexprimable. Ici, M. Edouard Benès dément énergiquement les bruits qui ont longtemps fait croire, que les Alliés avaient imposé aux Tchécoslovaques, comme une condition indispensable de leur indépendance, une intervention armée en Russie. Or, dès le printemps de l'année 1918, M. Georges Clemenceau, alors Président du Conseil, avait, avec la plus grande fermeté, réclamé au gouvernement russe le transport des soldats de M. Masaryk sur le front occidental français.

Non, s'écrie, avec un sentiment de profonde indignation et une juste fierté, M. Edouard Benès, pas d'intervention en Russie! Les légionnaires tchécoslovaques l'ont crié partout et bien haut : le bolchevisme leur répugnait; ils avaient une cause bien plus noble à défendre : celle de l'Humanité. Et cette cause leur était sacrée. N'avaient-ils pas à verser leur sang pour la Liberté et à lutter jusqu'à la victoire ou jusqu'à la mort contre le fol impérialisme du Kaiser, contre les violences et la perfidie de Vienne et de Budapest? Ah! sans doute, s'il avait été permis aux troupes de Masaryk de s'emparer de Kiev, de Moscou, de Petrograd et, cela, dans l'intérêt du peuple rus-

se et du slavisme, certes, le plan d'une véritable organisation démocratique n'eût pas manqué de grandeur ni même d'efficacité au point de vue mondial.

Mais le nombre des légionnaires était trop faible; ils eussent été balayés par les flots bolchevistes et sans aucun profit pour la libération des Slaves; la cause de la Bohême eût été gravement compromise, peut-être même irrémédiablement perdue. C'est donc à tort, disons-le bien haut, nous aussi, après M. Edouard Benès, que l'on accuse les Tchèques d'avoir fait avorter la révolution russe. La révolution, dans le vaste empire moscovite, n'a jamais été qu'un trompe-l'œil, qu'une odieuse caricature du socialisme révolutionnaire.

Du reste, laissons parler M. E. Benès :

« Il est certain que dans l'histoire des peuples, il y a des instants où une révolution est moralement justifiée et politiquement nécessaire, et où s'y opposer serait criminel. Mais, même dans ce cas, nous ne pensons pas qu'on ait le droit de s'écarter des principes d'humanité. A nos yeux, la révolution bolcheviste russe a été beaucoup plus sanglante qu'il n'était nécessaire; son cours a montré que ni le peuple ni les intellectuels ni les chefs révolutionnaires n'avaient la capacité et la préparation suffisantes, n'étaient à la hauteur de leur tâche et, enfin, les méthodes politiques par lesquelles le bolchevisme a accompli et défendu la révolution étaient immorales. Je sais que le bolchevisme d'aujourd'hui a beaucoup appris, qu'il s'est bien modifié et que, sur nombre de points, il a changé sa manière d'agir. Il cherche de nouvelles voies vers un compromis et voudrait faire oublier bien des choses. Mais les actes inhumains de la révolution restent inexcusables » (1).

Aussi, que l'on ne compare point la sage et légitime révolution des Tchèques au sauvage bouleversement social provoqué par les soviets. Gardant pour les Slaves de Russie son amour profond, la Tchécoslovaquie a dû, toutefois, se refuser à prè-

(1) *Le sens de la Révolution Tchécoslovaque*, p. 238, publié par la Revue : *La Vie des Peuples*, n° 38.

ter un appui direct ou indirect aux hommes qui ont égorgé, pillé, saccagé le grand empire de Pierre le Grand.

« Pour n'avoir plus à revivre de pareilles tragédies, il nous faut une Russie reconstruite, démocratique; une Russie nouvelle, avec une mentalité rapprochée de la nôtre, une mentalité démocratique, et qui n'aura plus de place pour les conceptions impossibles de la vieille Russie tsariste et de ses idéologues. Par sa seule existence, une telle Russie serait la véritable défense de notre indépendance d'Etat » (2).

Si la grande guerre a été la lutte de l'absolutisme médiéval contre la démocratie moderne, on peut dire que celui-ci a été battu dans *l'ensemble*, mais sa défaite est loin d'avoir été complète. La victoire des Alliés est incontestable; que les Empires Centraux, dans leur insipide orgueil, aient connu la honte de la débâcle, n'en disconvenons point. L'Allemagne a détrôné les Hohenzollern; l'Autriche-Hongrie a vu balayer sa dynastie; la Grèce, la Bulgarie, par leur politique aveugle et imprudente, ont été ensanglantées par les horreurs des révolutions populaires: soit encore, mais un fait acquis, c'est que le plan international de l'impérialisme pangermaniste a échoué; la création de nouveaux Etats, l'appel à une existence indépendante des petites nationalités, ont fermé l'Orient au colosse germanique qui, désormais privé de ses colonies, ne peut plus prétendre à la domination de l'Europe et du monde. Qui donc oserait nier la vérité? Les traités de Versailles, de Trianon, de Saint-Germain ne font-ils point foi des résultats obtenus? Nous ne saurions cependant nous dissimuler que nous ne vivons pas dans une complète tranquillité. L'Europe est encore agitée, inquiète; il est du devoir des hommes d'Etat de toujours veiller. Certes, la note du 10 janvier 1917, que les Puissances Alliées adressèrent au Président Wilson, a été un pas immense fait dans la voie du progrès et de la civilisation. Reconnaissons qu'au *point de vue*

théorique et moral, au point de vue aussi de la politique pratique, l'un des plus heureux résultats de la guerre a été justement l'application du principe des nationalités, et qu'enfin le grand mouvement des petits paysans et des ouvriers, dans tous les pays, pour une plus large justice sociale, ne fera qu'accentuer cette marche ascendante vers les réformes salutaires pour le bien de tous les hommes. Et comme le remarque avec raison M. Edouard Benès :

« L'idée d'Humanité, l'idée de justice sociale et l'idée de liberté nationale sont aujourd'hui la base de toute société démocratique. L'évolution de la pensée humaine nous a conduits à ce stade. Tout recul est impossible. »

Oui, nous pouvons l'affirmer : toutes les collectivités sont forcées de regarder en avant. Cela veut-il dire que le progrès des masses laborieuses, que l'application des réformes ne subiront aucun arrêt? Pouvons-nous être désormais garantis contre toute atteinte au droit des Nations, contre toute tentative césarienne, contre tout complot monarchique? Hélas! s'écrie M. Benès, en bien des points l'horizon politique s'assombrit. Contraints de lutter contre la tyrannie et de rayer l'absolutisme de notre système gouvernemental, nous avons admis chez nous le bolchevisme, qui est un dissolvant de tout organisme social. Or, nous avons là, un élément de destruction qui ne peut que pousser fatalement à la réaction les autres classes de la société. D'autre part, l'application, nécessairement incomplète et flottante du principe démocratique, nous a conduits au chauvinisme. Les théories audacieuses du socialisme et du communisme sur la propriété, sur le patronat, sur les divers modes de production et de répartition, qui effraient les classes moyennes, ne sont pas loin de nous jeter dans les bras de l'impérialisme.

« Le fascisme italien est, en effet, par sa nature, un mouvement tout à fait différent du nationalisme radical de Hitter, en Bavière et de l'Orgesch allemand, des organisations magyares du même genre et du mouvement national chez nous. Non seulement ces mouvements, par leurs tendances,

(2) *Le sens de la Révolution Tchecoslovaque*, p. 339.

rendent l'opinion plus nerveuse et contribuent à l'agitation générale, mais par leur base morale, ils sont en opposition radicale avec l'idéalisme incarné dans les doctrines de l'Humanité qui ont gagné la guerre, avec tous les principes de démocratie et toutes les idées de justice nationale et sociale qui ont été le fondement de toute révolution. Tout véritable démocrate Tchécoslovaque, qui veut vivre dans l'esprit de notre révolution, doit repousser ce système d'idées dans son principe et dans toutes ses conséquences » (1).

Un motif — décisif, celui-là — de notre angoisse et de notre malaise social en Europe, c'est que, dans la réalité, la lutte — et une lutte acharnée — existe depuis des siècles entre les principes auto-cratiques et théocratiques de l'Europe et la démocratie occidentale. Si les nations vaincues ont été désarmées, si leurs armements formidables ont été réduits à un minimum de forces défensives, rien ne prouve qu'elles aient accepté, intérieurement aussi bien qu'extérieurement, cette nouvelle conception du monde et cette nouvelle organisation gouvernementale, qui font table rase de leurs aspirations séculaires, de leurs convoitises, de leurs préjugés ?

César se plaignait déjà du caractère provocateur, ami du pillage et de la violence, des Germains. Après des siècles, nous assistons au même débordement de passions, de sauvageries et d'actes barbares de ce même peuple, qui semble très loin de comprendre notre idéal démocratique. Nous avons bien vu le Reich allemand subir, en assemblée repentante et docile, la loi des vaincus et déposer son empereur ; nous avons même assisté à cette *révolution spirituelle*, absolument indispensable pour elle et pour tous les peuples occidentaux, seule condition d'un relèvement économique, désiré par tous les habitants du vieux Monde, mais nous pressentons des menaces sourdes dans certaines classes de la collectivité allemande, et nous constatons dans cette Confédération Germanique une forte majorité qui,

(1) *Le sens de la Révolution Tchécoslovaque*, par Edouard BENÈS, p. 345.

plus aigüe que jamais, dresse des barrières et amoncelle les obstacles contre cette régénération. Disons-nous que l'Autriche et que la Hongrie, plus adroites ou plus pacifistes que l'Allemagne, ont accepté sans arrière-pensée l'état de choses actuel ? Non, cela, nous ne pouvons pas le dire. Avec ces trois nations nous sommes dans la même opposition d'idées qu'au début de la guerre.

Nous ne saurions mieux résumer la situation de l'Europe, à l'heure actuelle, qu'en reproduisant encore ce passage si éloquent que nous extrayons de l'une des conférences de M. Edouard Benès :

« Dans la grande guerre mondiale, la démocratie a bien été victorieuse. L'Allemagne et la Hongrie ont été vaincues matériellement, désarmées, et mises hors d'état de nuire, mais la paix n'est pas encore réalisée, car l'esprit qui a provoqué la guerre n'a été que faiblement modifié dans les larges couches de la population de ces deux Etats. Bref, l'Allemagne n'a pas accompli entièrement sa révolution spirituelle. »

Un danger pour l'heure présente ; un avertissement formel pour l'avenir, voilà ce que nous ne devons jamais nous lasser de répéter aux jeunes générations.

Et si nous synthétisons l'étude vraiment remarquable de l'éminent ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie, nous demeurerons convaincus que la libération du peuple tchèque est l'heureuse conséquence de sa lutte sans merci pour le triomphe de la justice sociale et de son attachement séculaire aux principes démocratiques. Par sa culture, il appartient à la civilisation occidentale, il est indissolublement lié aux Yougoslaves et aux Roumains. On ne saurait nier que des intérêts communs l'unissent aussi à la Pologne et que, sans nuire à son essor économique, il ne peut rompre avec l'Allemagne, dont une forte minorité fait partie de la Tchécoslovaquie actuelle. Les Slovaques, les Tchèques doivent rester frères et cimenter cette unité absolue qui est le fondement même de la jeune République. Malheur à ceux qui prétendraient perdre de vue le danger permanent que présentent pour elle les minorités tournées vers

l'absolutisme, vers la réaction monarchique. Peut-on oublier que les Allemands, les Magyars seront toujours intéressés à semer des troubles dans ce pays? Et cependant, dans une démocratie, est-il possible aux chefs dirigeants de violer les droits individuels, de ne tenir aucun compte du respect des personnalités? S'il est donc du devoir de la République Tchécoslovaque, si récemment constituée, de se défendre contre tous ceux qui ourdiraient des complots pour la renverser, elle ne peut, sans mentir à son programme, sans renier son idéal, sans dévier de la noble voie qu'elle s'est tracée, se désintéresser de l'éducation de tous les citoyens dont elle est composée. N'oublions pas, non plus, qu'il est plus difficile d'organiser et de diriger un Etat démocratique qu'un Etat absolutiste. Enclavée entre deux pays qui ont été ses ennemis séculaires, la Tchécoslovaquie est comme un îlot perdu au milieu de l'océan et battu, à des intervalles plus ou moins longs, par de formidables tempêtes. Oh! Puisse-t-elle toujours, docile et soucieuse de son avenir, de son repos, de sa prospérité, écouter les voix si autorisées de Thomas Masaryk et d'Edouard Benès! Car ces voix, si sages, si pondérées, pleines de majesté et de bonté, de vrai patriotisme et de prudence, lui rediront sans cesse que pour assurer son existence, pour garder sa complète et souveraine liberté, elle doit lutter, sans défaillance, pour le triomphe des idées démocratiques et conserver les sympathies de tous les peuples qui sont déjà entrés, depuis longtemps, dans la voie de la Démocratie, et qui l'ont, pendant la grande guerre, si généreusement secourue et fortifiée contre toutes les menaces, contre tous les dangers, par leur aide matérielle et morale!

M. Kramar

Etre condamné à mort pour haute trahison par un conseil de guerre autrichien, pendant la guerre, c'est déjà faire preuve d'un grand courage civique et d'un grand amour pour son pays. Tel fut l'exemple donné par M. Kramar qui, avec une sublime

abnégation, lutte, à l'intérieur, pour faire triompher le mouvement révolutionnaire. Grâcié, cependant, puis amnistié, M. Kramar acquit une notoriété européenne par son âpre opposition à la Triple Alliance et à la politique germanophile de l'Autriche-Hongrie. Aussi fut-il, après l'armistice, désigné comme premier délégué à la Conférence de la Paix, à Paris. Elu président du Conseil national à Prague, il devint bientôt le chef du premier ministère, sous la Présidence de M. Thomas Masaryk. Certaines causes, encore peu connues, ont amené des défections dans son parti, au point de le forcer à abandonner temporairement le pouvoir et à vivre dans une demi-retraite. Ce n'est point notre rôle de critiquer la politique suivie par l'éminent homme d'Etat qui, tout en restant fidèle à ses amis, a cru devoir renforcer les rangs de l'opposition parlementaire. L'on est en droit, cependant, de déplorer que la crise du mois de juin 1919, qui provoqua la chute de son ministère, qui dura du mois de novembre 1918 au mois de juin 1919, ait privé momentanément la République Tchécoslovaque de l'un des plus grands orateurs et des plus habiles politiciens de notre époque. Appartenant à la démocratie nationale, il a été, peut-être à tort, débordé par les tendances socialistes plus avancées. Tous les Parisiens ont encore à la mémoire le discours si émouvant que M. Kramar, alors président du Conseil de la République, prononça dans l'amphithéâtre de la Sorbonne, sous la présidence de M. Stephen Pichon, en compagnie de MM. Edouard Herriot, Etienne Fournol, Denis et de M. le général Malleterre. Nous sommes heureux de reproduire le passage où il préconise pour le bien de l'Europe l'union progressive de tous les Slaves :

« Nous saurons bien organiser toutes les forces de notre nation et toujours elles seront prêtes à défendre notre cause commune sur les points les plus dangereux, les plus menacés de l'Europe. Le peuple Tchécoslovaque est entièrement, sincèrement démocrate; il veut vivre en paix avec les autres et comme les grandes démocraties alliées, il désire le règne de la paix et de la justice sociale dans le mon-

de entier. » Et se tournant vers la Russie, il affirme sa foi dans la création d'une Russie libre, se dégageant peu à peu de ses vieilles théories théocratiques :

« Le terrible cauchemar qui nous a tous opprimés, qui nous montrait la Russie délaissée par ceux pour la victoire desquels elle a tant souffert et qui aurait pu servir d'instrument de vengeance à l'Allemagne vaincue, commence à se dissiper. A l'avenir, les Slaves pourront se donner la main sans crainte pour leur individualité nationale et l'Orient, toujours si plein de cruelles énigmes et de menaces inconnues, deviendra, espérons-le, la base la plus forte et la plus solide de la paix universelle. La certitude que l'Allemagne ne trouvera plus une alliée grande et forte, donnera au monde la possibilité de croire à une paix durable sans la crainte d'une catastrophe future. Et nous, Tchécoslovaques — dont les fils héroïques, ont, par leur épopée sibérienne, pris une part aussi large dans la création de cette Russie nouvelle, — nous serons profondément heureux de remplir la tâche modeste, mais si belle et si attrayante, d'agent de liaison entre les démocraties de l'Occident et celles de l'Orient. »

N'est-ce pas là le langage sobre, clair, ferme et loyal d'une âme simple, héroïque, traduisant les sentiments de celui qui, pour sauver sa patrie, n'a pas redouté la mort ni la paille humide des cachots?

×

Chez Milan Stéfaniak, nous trouvons l'homme aux connaissances techniques, fils de ses propres œuvres, avide de tout fouiller, de tout analyser, de tout approfondir. Né sur la terre slovaque, d'une humble mais très honorable famille, puis transporté sur un îlot de la Polynésie, la splendide et féérique terre de Taïti, dont le ciel toujours étoilé lui permettait de se livrer à ses études favorites, l'astronomie, Stéfaniak a aimé la France, servi la France, comme engagé volontaire de l'armée française. Simple soldat, gagnant par sa bravoure, son initiative, sa rare intelligence, son dévouement sans

borne à la cause des Alliés, tous ses grades, jusqu'à celui de général français, il a bien été le véritable héros de l'Indépendance. Figure admirable de penseur, de savant, de citoyen intègre, et de martyr, car, lui, qui avait risqué sa vie sur tous les champs de bataille, qui s'était battu en Italie, en Sibérie, en Serbie, en Amérique, et avait été nommé ministre de la guerre dans le premier cabinet gouvernemental provisoire de M. Kramar, n'a pas goûté, comme tous ses compagnons d'armes, la pure, l'enivrante douceur de la gloire. Un affreux et bien imprévu accident d'avion devait, en effet, en juin 1919, mettre fin à ses jours et briser ainsi toutes les espérances que la Tchécoslovaquie entière avait légitimement mises en ce soldat à l'âme si élevée et si pure.

Pourquoi la place nous manque-t-elle pour rappeler ici les noms aimés et vénérés de tous les grands citoyens qui ont travaillé à l'affranchissement de leur pays, les noms et les œuvres de Tornasck, chef des démocrates socialistes et président de la Chambre des députés, du ministre Habzman, emprisonné en Autriche et délivré après avoir subi les pires tortures; de Tusar, député et ministre plénipotentiaire à Berlin; de Meissner, le rapporteur si écouté de la Constitution; de Bechyně, l'ardent défenseur de l'Union Nationale; de l'orateur socialiste si impétueux, Klofaé; du profond psychologue Urbensky; des fidèles et remarquables disciples de M. Masaryk : le démocrate agrarien Strobar et le grand juriste Vesely; de Modracek, de Hudek, de Svehla, ce paysan des environs de Prague, devenu ministre de l'Intérieur; de l'économiste Horacek, de l'énergique avocat Rasin, qui partagea la prison avec M. Masaryk, devint ministre des Finances et mourut trop tôt pour le relèvement du trésor national; enfin, de MM. Seliger, socialiste allemand, et Lodgman, député du parti bourgeois.

Ce serait faire preuve de la plus noire ingratitude que de ne pas joindre à des noms si glorieux, ceux des aînés des Tchèques et des Slovaques qui les aidèrent avec tant de désintéressement, d'ardeur et de courage à triompher du joug austro-germanique et des hésitations des puissances al-

liées. C'est avec une juste fierté que nous rappelons ici la collaboration si intime de l'éminent professeur de la Sorbonne, M. Denis, qui, par ses écrits, ses conférences, son appui direct, son inébranlable attachement à la cause sacrée des Tchécoslovaques, s'est acquis une reconnaissance éternelle de tous les défenseurs des petites nationalités; et dont nous déplorons si sincèrement la mort.

Avec de tels savants, la Bohême pouvait-elle ne pas contempler un jour le soleil de la Vérité? Avec de tels hommes pouvait-elle rester éternellement ensevelie dans les ténèbres de l'ignorance et de la servitude? Avec de tels héros, les Yougoslaves pouvaient-ils douter de la reconquête?

O glorieuse phalange, si justement admirée du monde entier, tous les Français te saluent!

XVIII

DE LA CONDITION DES FEMMES TCHECOSLOVAQUES

Au point de vue des droits politiques de la femme, nous devons reconnaître, du reste, que la Bohême laisse bien loin derrière elle toutes les nations de l'Europe occidentale, à plus forte raison, celles de l'Orient. C'est en Bohême qu'a été élue la première femme au Parlement. Quelques-uns prétendent que la Finlande aurait même devancé la Tchécoslovaquie, en ce qui concerne l'émancipation de la femme.

Et si l'on songe que, jusqu'en 1914, la Bohême formait une partie de la monarchie austro-hongroise, que les lois de l'Empire interdisaient, par conséquent, aux femmes de se mêler des affaires politiques et de faire partie d'associations de ce genre, on peut se demander avec étonnement, comment d'aussi heureuses modifications dans

l'Etat civil de la femme ont pu être aussi rapidement apportées. Et cela, sans secousse, sans perturbation, sans violence. Par la Charte Constitutionnelle de la République tchécoslovaque, adoptée le 29 février 1920, par l'assemblée nationale, il a été officiellement reconnu que « *le peuple étant la source unique de tout le pouvoir de l'Etat, dans la République Tchécoslovaque, les privilèges de sexe, de naissance ou de profession ne sont pas reconnus* » (N° 106).

Par suite, le droit de prendre part aux élections de la Chambre des députés appartient à tous les citoyens de la République, *sans distinction de sexe*, pourvu qu'ils aient 21 ans accomplis (N° 93); à l'âge de 30 ans, ils sont éligibles.

Et la Loi vise non seulement la Chambre des Députés, mais même le Sénat; pour ce dernier, elle élève seulement le nombre des années; il faut avoir 26 ans accomplis, pour être électeur; 45 pour être éligible. Il en est de même pour les élections communales : tous les citoyens, hommes et femmes, peuvent devenir membres des Conseils municipaux et des diverses commissions. M. F. Plaminková, dans une brochure fort intéressante (1), a donné les raisons de la facilité avec laquelle cette pleine égalité de droits a été conquise :

« Il y eut, en effet, dans notre histoire, des époques, — l'époque hussite et l'époque de la Confrérie Tchéco-morave — où nous trouvons des relations idéales de frères et de sœurs entre les deux sexes, où les femmes partageaient entièrement les vives douleurs des hommes, luttant et travaillant avec la même force et la même persévérance pour la justice, la liberté de conscience, et, plus tard, pour la liberté de la nation. A côté des « guerriers de Dieu » des temps hussites — nous voyons des « guerrières de Dieu »; à côté des Frères Tchéco-moraves de l'époque de Komensky, apparaissent des Sœurs tchéco-moraves. »

(1) *Les Droits Politiques de la Femme dans la République Tchécoslovaque*. Edition de la Gazette de Prague; imprimerie de la Politika.

Et c'est parce que, de longue date, les femmes ont préparé l'affranchissement de la Bohême, qu'elles avaient formé, bien avant la guerre, des Comités nationaux travaillant sans relâche à secouer le joug austro-hongrois, et créé des Conseils économiques, chargés de veiller au contrôle de l'approvisionnement et de protéger la nation contre l'exploitation éhontée de l'Empire, que la Révolution s'est accomplie sans meurtres, ni pillages, et que la Bohême libérée a pu accorder, par sa nouvelle constitution, la parfaite égalité des droits civiques, *même à ses anciens oppresseurs*.

Il semble que nous redoutions, nous autres Français, la collaboration féminine, en matière politique, économique et sociale, comme si le sexe masculin eût seul reçu des Dieux le privilège de diriger l'Etat? Quel démenti plus éloquent pourrions-nous opposer aux allégations des adversaires du féminisme? Il suffit de jeter les yeux sur la Tchécoslovaquie, pour nous convaincre que l'égalité des droits civiques accordée aux femmes a été aussitôt suivie d'effets salutaires, d'améliorations profondes, dans l'organisation des écoles professionnelles, dans l'établissement de lois sévères contre l'excitation à la débauche, sur l'abolition des maisons closes, sur la désinfection régulière des bâtiments publics, des logements privés, sur la protection due aux enfants. Les femmes s'acquittent de leur devoir électoral avec une plus grande exactitude que les hommes : elles n'ont point du tout l'esprit étroit, conservateur : on a remarqué que, dans la nouvelle Assemblée Nationale, ce sont surtout les femmes socialistes qui ont déployé la plus grande énergie, la plus vive activité. Qui ignore que Mlle Alice Masaryková, fille de M. Thomas Masaryk, a représenté pendant longtemps le parti national démocrate, qu'elle a été victime des brutalités autrichiennes et emprisonnée à Vienne? Aussi, tous les partis reconnaissants, pleins d'une juste admiration pour cette jeune femme si intelligente, si dévouée à la cause sacrée de la Bohême, l'avaient-ils choisie, à l'unanimité, pour les représenter à la Diète.

Dans les associations communales, les femmes

se font remarquer par le zèle avec lequel elles s'intéressent aux soins à donner aux pauvres, à la question du logement, à celles de l'hygiène, de l'approvisionnement et de l'éducation du peuple. Un grand nombre d'entre elles remplissent les fonctions d'adjoint au maire et l'on en cite trois qui, actuellement, sont à la tête de la mairie de leurs communes.

Enquêtes rapides sur la situation des indigents, réformes concernant l'organisation scolaire, l'aménagement des bains publics, la protection des filles-mères et de leurs nourrissons, les secours à apporter aux femmes malades, dans leurs travaux de ménage; cours pratiques pour les mères, les bonnes, les servantes; distributions régulières de bonne soupe aux enfants pauvres, rien de tout ce qui peut élever le niveau du bien-être physique et de la culture intellectuelle de la nation n'est oublié par elles. Dans certains districts, on en voit qui n'hésitent pas à remplir le rôle si ingrat de commissaire de police. Secrétaires des différents partis, membres des comités d'administration départementale, elles défendent, par la voix, par la plume, leurs idées, leurs projets, les droits de leur sexe, les droits des faibles et par cette coopération étroite avec les hommes, dans toutes les branches de l'activité sociale, elles assurent le progrès et la prospérité de la patrie bien aimée.

XIX

LA NOUVELLE CONSTITUTION TCHÉCOSLOVAQUE

Que tu dois, ô Jean-Jacques! éprouver un immense soulagement dans ton humble cercueil! Et comme ta grande âme doit éprouver une joie enivrante et tressaillir d'une juste fierté, en entendant venir jusqu'à toi les cris délirants des peuples libérés,

que tu as su guider dans la voie de la Liberté! Les entends-tu, du fond de ton tombeau, entonner l'hymne sacré de la délivrance et bénir ton nom vénéré? Oh! comme te voilà bien vengé des sarcasmes et des outrages de tes vils et obscurs persécuteurs! Aux accents irrésistibles de ta voix, entraînés par le souffle puissant de ton génie, les hommes, enchaînés, ont compris ton amour sans bornes pour les hommes esclaves et les élans admirables de ta suprême pitié qui t'ont porté à régénérer l'Humanité et à jeter sur ses épaules meurtries, sur son pauvre corps ensanglanté par les chaînes d'une séculaire servitude, le manteau de la divine rédemption! Oh! Jean-Jacques, ô grande ombre libératrice du Monde, tu peux, comme Lazare, revoir la lumière du jour. Tes yeux contempleront au moins les vivifiants effets de ton œuvre! Voici un peuple nouveau, tout rayonnant de gloire, d'espérance et de joie, un peuple régénéré, dont les héros ont obéi à ta voix, et dont les lourdes chaînes, aux acclamations de l'univers entier, en poussière sont enfin tombées!

Et, maintenant, quelle sorte de Constitution la nation souveraine s'est-elle donnée? Le législateur tchécoslovaque, après s'être entouré de toutes les précautions utiles, après avoir longuement réfléchi sur les diverses formes de gouvernement qui régissent les peuples d'Europe, s'est hardiment tourné vers la France démocratique et républicaine. Il s'est inspiré des Droits de l'Homme, des Immortels principes de notre Révolution, et en a fait la base inébranlable des lois nouvelles. Certes, nous aurions pu nous contenter de résumer l'esprit de cette Constitution, la parcourir à vol d'oiseau, en donner une analyse brève, entrecoupée de réflexions plus ou moins vagues. Combien nous préférons la mettre tout entière sous les yeux du lecteur. Il aura ainsi la faculté de l'étudier à fond, d'en dégager des jugements personnels, de la comparer article par article, à celles des autres nations et ainsi, notre œuvre quoique nécessairement bien incomplète, présentera un réel avantage, puisque à tous ceux qui travaillent à adoucir le sort des peuples,

à diminuer les angoisses des travailleurs, à réaliser les aspirations généreuses de l'Humanité, elle permettra de briser enfin les barrières qui s'opposent à une marche progressive des masses populaires vers une meilleure adaptation des lois aux conditions économiques modernes et vers des réformes susceptibles de leur procurer, dans un avenir prochain plus de bien-être matériel, plus de joies intellectuelles, plus d'élévation morale.

La Constitution de la République Tchécoslovaque, promulguée le 29 février 1920, dans cette même salle où, le 16 mai 1618, avait lieu la défenestration de Prague, établit un gouvernement républicain, comme en France, avec un président de la République et un parlement formé d'un Sénat et d'une Chambre de députés.

Elu pour sept ans, le président n'est immédiatement rééligible qu'une seule fois. Le magistrat suprême de la nation est irresponsable, sauf le cas de haute trahison. Il est alors jugé par le Sénat, sur la mise en accusation par la Chambre qui ne peut lui infliger qu'une seule peine : la déchéance.

Le sénat se compose de 150 membres, élus pour 8 ans. La Chambre comprend 300 députés dont le mandat expire au bout de la sixième année. Les femmes sont électeurs au même titre que les hommes; elles sont, de plus, éligibles. Actuellement, il y en a 13 à la Chambre et 3 au Sénat. La constitution a adopté le suffrage universel, avec le vote obligatoire, la majorité électorale ayant été fixée à 21 ans pour la Chambre, et à 26 ans pour le Sénat. Tout citoyen est éligible à 26 ans pour la députation, et à 45 ans pour le Sénat. Tout le territoire a été divisé en 23 circonscriptions électorales pour les députés, et treize circonscriptions pour les sénateurs. On a cru équitable de faire jouer la représentation proportionnelle. La veille et le jour des élections, les votes ont lieu avec la plus stricte sévérité. Il est interdit de vendre ou de distribuer des boissons alcooliques ou d'influencer par la contrainte la volonté des citoyens et d'altérer ainsi la sincérité des suffrages. Le parlement est tenu de se réunir deux fois par an : au printemps et en automne. Dans l'intervalle qui sépare les deux ses-

sions, une commission, comprenant 16 députés et 8 sénateurs, expédie les affaires urgentes et contrôle les actes du gouvernement. Quant aux membres du Pouvoir Exécutif, ils sont désignés par le président de la République. Les ministères, au nombre de 16, sont ainsi répartis : présidence du Conseil et intérieur; affaires étrangères; défense nationale; finances; justice; instruction publique; chemin de fer; travaux publics; commerce; agriculture; postes et télégraphes; prévoyance sociale; hygiène publique; ravitaillement, unification des lois et Slovaquie. Tel est le corps ministériel, responsable devant la Chambre des députés.

Les partis ont une existence légale. L'assemblée nationale contient les représentants de chacun d'eux, qui sont actuellement au nombre de 16.

Tous les citoyens tchécoslovaques forment un corps électoral de 7.986.454 électeurs, qui ont à pourvoir 199 sièges à la Chambre et 102 au Sénat. On les décompose ainsi :

1° Le parti social-démocrate : 74 sièges à la Chambre; 41 sièges au Sénat;

2° Le parti populaire catholique : 33 sièges à la Chambre; 18 au Sénat;

3° Le parti républicain agrarien : 28 sièges à la Chambre; 54 au Sénat;

4° Le parti socialiste tchécoslovaque (national) : 24 sièges à la Chambre; 10 sièges au Sénat;

5° Le parti de la haute bourgeoisie ou de la Démocratie nationale : 19 sièges à la Chambre; 11 sièges au Sénat;

6° Le parti national et paysan slovaque : 12 sièges à la Chambre; 5 sièges au Sénat;

7° Le parti des petits commerçants et des artisans : 6 sièges à la Chambre; 3 sièges au Sénat;

8° Le parti socialiste des travailleurs tchécoslovaques ou parti socialiste réformiste : 3 sièges à la Chambre, pas de liste au Sénat.

Les partis allemands sont ainsi représentés :

1° Le parti social démocrate (marxiste non communiste) : Chambre : 31 sièges; Sénat : 16;

2° Les partis nationaux réunis : Chambre : 15 sièges; Sénat : 7;

3° Le parti agrarien : Chambre : 11 sièges; Sénat : 7;

4° Le parti socialiste chrétien : Chambre : 10 sièges; Sénat : 5;

5° Le parti libéral démocratique : Chambre : 5 sièges; Sénat : 2 sièges.

Les partis Magyars se trouvent tous en Slovaquie et se décomposent ainsi :

1° Le parti chrétien social, magyar et allemand : Chambre : 5 sièges; Sénat : 2;

2° Le parti social démocrate magyar et allemand : Chambre : 4 sièges; Sénat : pas de liste;

3° Le parti paysan magyar : Chambre : 1 siège; Sénat : 1.

On conçoit aisément que le nombre des sièges attribués à chaque parti, soit à la Chambre, soit au Sénat, ne soit pas absolu; suivant la progression ou la décadence des partis en présence, le nombre des sièges évidemment s'élève ou diminue.

Le grand problème gouvernemental, celui qui constituait une véritable et très grave difficulté dans l'établissement de la nouvelle constitution, c'était le respect des minorités et les droits politiques qu'il s'agissait de leur assurer. Or, ces minorités, d'origines si diverses, et même si opposées, comment les admettre au sein du gouvernement sans compromettre la sécurité de l'Etat, sans risquer de créer des troubles incessants, sans entraver l'essor de la République. Le traité, signé à Sévres par la Tchécoslovaquie, le 10 septembre 1919 garantit à toutes les minorités nationales, religieuses et ethniques, la protection des droits que toutes les grandes puissances alliées ont tenu à leur faire reconnaître après la guerre. Il est, à ce sujet, des clauses vraiment remarquables qui prouvent, avec quelle largeur de vues et quelle hardiesse, le gouvernement de la République a fait droit à leurs revendications. Toutes ont part aux subsides de l'Etat, sans restriction aucune, au point de vue de l'enseignement, dans les établissements charitables ou religieux, proportionnellement à leur importance numérique. Par une disposition fort louable, chaque minorité linguistique d'au moins 20 % peut se servir de sa propre langue dans toutes ses rela-

lions avec les autorités publiques, qui doivent lui répondre dans le même dialecte. Cette langue, en outre, doit être enseignée aux enfants dans les écoles publiques, mais la langue tchécoslovaque reste toujours la langue nationale.

Exception a été faite pour le territoire de la Russie Subcarpathique, qui jouit d'une autonomie extrêmement étendue. Le pouvoir exécutif y est exercé par un gouverneur général responsable devant l'assemblée régionale qui est souveraine pour le règlement des affaires intérieures. D'autre part, comme conséquence logique de ce privilège, les députés et les sénateurs, envoyés par ce pays au Parlement, n'ont voix consultative que pour les affaires d'ordre général.

Voici du reste le texte officiel des Lois constitutionnelles, telles qu'elles ont été approuvées par le Parlement, et mises en vigueur par le Gouvernement (1) :

(Elles ont été publiées sous le n° 121 dans le Recueil des lois et décrets de l'Etat Tchécoslovaque.)

ARTICLE I.

(1) Les lois qui contredisent la Charte constitutionnelle, ses parties et contredisent les lois la modifiant et la complétant, sont sans valeur.

(2) La Charte constitutionnelle et ses parties ne peuvent être modifiées ou complétées que par des lois désignées comme constitutionnelles (§ 33).

ARTICLE II.

Un Tribunal constitutionnel décidera si les lois de la République Tchécoslovaque et les lois du parlement du territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes satisfont aux conditions de l'article I.

ARTICLE III.

(1) Le Tribunal constitutionnel se compose de sept membres. Les deux tribunaux suprêmes, c'est-à-dire la Cour suprême administrative et la Cour suprême de justice, y envoient chacun deux membres choisis parmi les leurs. Le

(1) Lire, à ce sujet, *La Constitution définitive Tchécoslovaque*, par M. Jiri Hoetzel, et l'étude remarquable de M. V. Joachim : *Règlement des élections. Tribunal constitutionnel*, Société d'édition « *L'effort de la Tchécoslovaquie* », Prague, 1920.

président et deux autres membres sont nommés par le Président de la République.

(2) Les détails concernant spécialement la manière dont les deux tribunaux précités désigneront les membres du Tribunal constitutionnel, les époques de ses sessions, sa procédure et les effets de ses arrêts seront fixés par la loi.

ARTICLE IV.

(1) L'Assemblée Nationale actuelle restera en activité tant que n'auront pas été constitués une Chambre des Députés et un Sénat.

(2) Les lois votées par cette Assemblée Nationale, mais non promulguées au jour où la Chambre des Députés et le Sénat sont constitués, ne peuvent être promulguées, si le Président de la République en a fait retour à l'Assemblée Nationale.

(3) En ce qui concerne les délais fixés par la Constitution provisoire pour l'exercice du droit du Président de la République prévu au § 11 et pour l'obligation de promulguer une loi votée, les prescriptions de la Constitution provisoire sont valables quant aux lois votées par l'Assemblée Nationale actuelle.

ARTICLE V.

Le Président actuel reste en fonctions jusqu'à ce qu'il y ait une nouvelle élection. A partir du jour de la mise en vigueur de la Charte constitutionnelle, il jouit des droits y spécifiés.

ARTICLE VI.

Tant que le nombre plein des membres de la Chambre des Députés et du Sénat, fixé par la Charte constitutionnelle, ne sera pas élu, les membres effectivement élus décideront du nombre des députés et sénateurs nécessaire pour un vote valable selon la Charte constitutionnelle.

ARTICLE VII.

(1) Les dispositions des articles I, II, III, alinéa 1^{er}, et de l'article VI, font partie de la Charte constitutionnelle conformément au § 33 de cette Charte.

(2) Les lois exécutoires dont la Charte constitutionnelle fait mention ne font pas partie de cette Charte conformément à l'alinéa précédent, si la Charte n'en décide pas autrement.

ARTICLE VIII.

(1) La présente Charte constitutionnelle entre en vigueur dès le jour de sa promulgation.

(2) Son paragraphe 20 ne s'applique pas aux membres de l'Assemblée Nationale actuelle.

ARTICLE IX.

Dès le jour fixé dans le 1^{er} alinéa de l'article VIII, tous les règlements contredisant cette Charte constitutionnelle et la forme républicaine de l'Etat deviennent sans valeur. II

en est ainsi pour toutes les anciennes lois constitutionnelles, même si leurs règlements particuliers ne sont pas en contradiction directe avec les lois constitutionnelles de la République Tchécoslovaque.

ARTICLE X.

Cette loi entre en vigueur en même temps que la Charte constitutionnelle et le Gouvernement l'exécute de même.

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

§ 1.

(1) Tout pouvoir dans la République Tchécoslovaque émane uniquement de la nation.

(2) La Charte constitutionnelle statue par quels organes la nation souveraine se donne des lois, les exécute et fixe le droit. De même, elle établit les limites que ces organes ne doivent pas dépasser pour ne pas porter atteinte aux libertés civiles garanties par la Constitution.

§ 2.

L'Etat Tchécoslovaque est une République démocratique dont le Président élu est le chef.

§ 3.

(1) Le territoire de la République Tchécoslovaque forme une totalité unie et indivisible dont les frontières ne peuvent être changées que par une loi constitutionnelle (art. I, de la loi préliminaire).

(2) Conformément au traité conclu le 10 septembre 1919 à Saint-Germain-en-Laye entre les Principales Puissances Alliées et Associées d'une part et la République Tchécoslovaque d'autre part, le territoire autonome des Ruthènes au Sud des Carpathes qui s'était volontairement joint à la République Tchécoslovaque, forme une partie inséparable de cette totalité et sera muni de la plus large autonomie compatible avec l'unité de la République Tchécoslovaque.

(3) Le territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes a une Diète propre, qui élit sa présidence.

(4) Cette Diète exerce le pouvoir législatif en matière de langue, d'instruction et de religion, ainsi que pour les questions d'administration locale et pour toutes autres questions que les lois de la République Tchécoslovaque lui attribueront. Les lois votées par cette Diète sont promulguées dans un recueil spécial et contresignées par le gouverneur, si le Président de la République les a sanctionnées par sa signature.

(5) Le territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes est représenté à l'Assemblée Nationale de la République Tchécoslovaque par un nombre équitable de députés (sénateurs), conformément aux règlements d'élections respectifs en vigueur en Tchécoslovaquie.

(6) Le chef dudit territoire est un gouverneur nommé par le Président de la République Tchécoslovaque sur la proposition du gouvernement et responsable également à la Diète du territoire des Ruthènes.

(7) Les fonctionnaires du territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes seront choisis, autant que possible, dans la population dudit territoire.

(8) Les détails, surtout en ce qui concerne le droit d'élire et d'être élu à la Diète, sont réglés par des dispositions spéciales.

(9) La loi de l'Assemblée Nationale qui fixera les frontières du territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes formera une partie de la Charte constitutionnelle.

§ 4.

(1) Il n'existe qu'une seule et unique nationalité pour les citoyens de la République Tchécoslovaque.

(2) La loi fixe les conditions de l'acquisition, des effets et de l'extinction de la nationalité dans la République Tchécoslovaque.

(3) Un ressortissant d'un Etat étranger ne peut être en même temps ressortissant de la République Tchécoslovaque.

§ 5.

(1) La capitale de la République Tchécoslovaque est Prague.

(2) Les couleurs de la République sont le blanc, le rouge et le bleu.

(3) Les armes de l'Etat et les pavillons sont fixés par des lois.

CHAPITRE II

POUVOIR LÉGISLATIF, COMPOSITION ET COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET DE SES DEUX CHAMBRES

§ 6.

(1) Le pouvoir législatif est exercé pour tout le territoire de la République Tchécoslovaque par l'Assemblée Nationale qui se compose de deux Chambres : la Chambre des Députés et le Sénat.

(2) Les deux Chambres siègent à Prague. Au cas d'une nécessité absolue, elles peuvent être convoquées provisoirement dans un autre endroit de la République Tchécoslovaque.

§ 7.

(1) Les pouvoirs législatif et exécutif des Diètes des pays (Bohême, Moravie, Silésie) sont expirés.

(2) Tant qu'une loi votée par l'Assemblée Nationale n'en dispose autrement, elle est valable pour tout le territoire de la République Tchécoslovaque.

§ 8.

La Chambre des Députés se compose de 300 membres élus par le suffrage universel, égal, direct et secret et conformément au principe de la Représentation proportionnelle. Les élections ont lieu le dimanche.

§ 9.

Tous les ressortissants de la République Tchécoslovaque, sans distinction de sexe, âgés de 21 ans accomplis et satisfaisant aux autres règles statuées par la loi d'élection à la Chambre des Députés, possèdent le droit de prendre part aux élections à la Chambre des Députés.

§ 10.

Sont éligibles les ressortissants de la République Tchécoslovaque âgés d'au moins 30 ans et satisfaisant aux autres règles statuées par la loi d'élection à la Chambre des Députés.

§ 11.

La Chambre des Députés est élue pour une période de six années.

§ 12.

Les détails relatifs à l'exercice du droit d'élection et à l'exécution des élections sont contenus dans la loi d'élection à la Chambre des Députés.

§ 13.

Le Sénat se compose de 150 membres élus par le suffrage universel, égal, direct et secret et conformément au principe de la Représentation proportionnelle. Les élections ont lieu le dimanche.

§ 14.

Tous les ressortissants de la République Tchécoslovaque, sans distinction de sexe, âgés de 26 ans accomplis et satisfaisant aux autres règles de la loi sur la composition et la compétence du Sénat possèdent le droit de prendre part aux élections sénatoriales.

§ 15.

Sont éligibles, sans distinction de sexe, les ressortissants de la République Tchécoslovaque âgés de 45 ans accomplis et satisfaisant aux autres règles de la loi sur la composition et la compétence du Sénat.

§ 16.

Le Sénat est élu pour une période de 8 années.

§ 17.

Les détails relatifs à l'exercice du droit d'élection et à l'exécution des élections sont contenus dans la loi sur la composition et la compétence du Sénat.

§ 18.

Personne ne peut être en même temps membre des deux Chambres.

§ 19.

(1) Un Tribunal électoral décide de la validité des élections à la Chambre des Députés et au Sénat.

(2) Les détails sont réglés par la loi.

§ 20.

(1) Si un fonctionnaire de l'Etat, élu à l'Assemblée Nationale, a prêté serment comme membre de ladite Assemblée, il lui est accordé un congé pour la durée de son mandat. Il a droit à la jouissance de ses appointements, déduction faite des allocations locales et d'activité, et conserve également ses droits à l'avancement automatique. Les professeurs de l'Enseignement supérieur ont droit à un congé. S'ils usent de ce droit, ils sont soumis aux mêmes règles que les autres fonctionnaires de l'Etat.

(2) Les autres fonctionnaires publics ont également, tant qu'ils sont membres de l'Assemblée Nationale, droit à un congé.

(3) Les membres de l'Assemblée Nationale ne peuvent être nommés fonctionnaires de l'Etat rétribués qu'un an après leur sortie de l'Assemblée Nationale.

(4) Cette disposition ne s'applique point aux ministres. Le délai d'un an fixé dans l'alinéa précédent ne s'applique pas aux députés (sénateurs) qui étaient fonctionnaires de l'Etat avant d'être élus à l'Assemblée Nationale, à condition qu'ils restent dans le même service.

(5) Ne peuvent être membres de l'Assemblée Nationale : les préfets des départements et les préfets des districts.

(6) Les membres du Tribunal Constitutionnel, les assesseurs du Tribunal électoral et les membres des conseils départementaux ne peuvent être en même temps membres de l'Assemblée Nationale.

§ 21.

Les membres des deux Chambres sont libres de donner leur démission en tout temps.

§ 22.

(1) Les membres de l'Assemblée Nationale exercent leurs fonctions personnellement; il leur est interdit de recevoir des instructions de quiconque.

(2) Il leur est également interdit de s'adresser aux autorités publiques en faveur des intérêts particuliers. Cette disposition ne s'applique pas aux membres de l'Assemblée Nationale, tant que cette intervention auprès des autorités fait partie de l'exercice de leur profession normale.

(3) Dans la première séance de l'Assemblée Nationale à laquelle ils assistent, ils prêtent le serment suivant : « Je promets d'être fidèle à la République Tchécoslovaque, d'observer les lois et de remplir mon mandat de député dans la

mesure de mes capacités et de mes forces. » Le refus de prêter ce serment ou la prestation avec réserves implique, sans formalité aucune, la perte du mandat.

§ 23.

Les membres de l'Assemblée Nationale ne peuvent être poursuivis pour leur vote dans la Chambre ni dans les Commissions. En ce qui concerne les opinions émises dans l'exercice de leurs fonctions, ils sont soumis seulement aux mesures disciplinaires de leurs Chambres respectives.

§ 24.

(1) Lorsqu'il s'agit d'autres actes ou manquements, un membre de l'Assemblée Nationale ne peut subir aucune poursuite criminelle ni disciplinaire sans le consentement de la Chambre à laquelle il appartient. En cas de refus de la part de ladite Chambre, les poursuites sont à jamais exclues.

(2) Ces dispositions ne s'appliquent pas à la responsabilité criminelle assumée par les membres de l'Assemblée Nationale, s'ils sont rédacteurs responsables d'un périodique.

§ 25.

Si un membre d'une des deux Chambres a été pris et arrêté en flagrant délit, le Tribunal, ou autre autorité compétente, doit, sans délai, faire connaître son arrestation au Président de la Chambre respective. Si la Chambre ou, quand elle ne siège pas, le Comité élu d'après le § 54, ne consent pas, dans un délai de quinze jours, à cette arrestation, celle-ci doit être levée. Si le consentement a été donné par ledit Comité, le cas sera décidé par la Chambre dans le courant des quinze jours qui suivent sa réunion.

§ 26.

Les membres des deux Chambres ont le droit de refuser de déposer comme témoins lorsqu'il s'agit de choses à eux confiées en qualité de membres de la Chambre, et ce, même lorsqu'ils ont cessé de l'être. Cette mesure n'existe pas quand il s'agit de manœuvres tentées pour amener un membre d'une Chambre à abuser de son mandat.

§ 27.

Les membres des deux Chambres ont droit à une indemnité dont le montant sera fixé par la loi.

§ 28.

(1) Le Président de la République est tenu de convoquer les deux Chambres en deux sessions ordinaires par année : l'une au printemps, l'autre en automne. La session de printemps s'ouvre en mars, celle d'automne en octobre.

(2) Outre ces sessions, le Président convoque les Chambres en séances extraordinaires selon la nécessité. Si la majorité absolue des membres de la Chambre des Députés ou du Sénat le demande au Président du Conseil en faisant connaître l'objet de la discussion, le Président de la

République est tenu de convoquer les Chambres de telle façon qu'elles se réunissent dans un délai de quinze jours à dater du jour de la demande; s'il ne le fait pas, les deux Chambres se réunissent en même temps dans les quinze jours suivants sur l'appel de leurs Présidents respectifs.

(3) Quand quatre mois au moins se sont écoulés depuis la dernière session ordinaire et si les deux cinquièmes au moins de l'une des deux Chambres le demandent, le Président de la République est tenu de convoquer les Chambres de telle façon qu'elles puissent se réunir dans les quinze jours à dater du jour de ladite demande. S'il ne le fait pas, les Chambres se réunissent dans les quinze jours suivants sur l'appel de leurs Présidents respectifs.

§ 29.

Les sessions des deux Chambres commencent et finissent toujours au même temps.

§ 30.

(1) Le Président de la République déclare close la période des sessions des Chambres.

(2) Il ne peut les ajourner à plus d'un mois et cela, une seule fois par année.

§ 31.

(1) Le Président de la République a le droit de dissoudre les Chambres.

(2) Il ne peut user de ce droit pendant les six derniers mois de ses fonctions. Après l'expiration des mandats des Chambres et après la dissolution de l'une ou l'autre Chambre, il doit être procédé à de nouvelles élections dans un délai des 60 jours.

(3) La dissolution du Sénat n'arrête pas la procédure criminelle ouverte devant le Sénat d'après les §§ 67 et 79.

§ 32.

Chaque Chambre est en état de voter — si toutefois la présente loi n'en dispose pas autrement — quand le tiers au moins de la totalité de ses membres est présent. Les décisions valables sont prises à la majorité absolue des présents.

§ 33.

Pour voter la déclaration de guerre, pour la modification de cette Charte constitutionnelle et de ses parties, une majorité des trois cinquièmes de tous les membres est nécessaire dans chaque Chambre.

§ 34.

(1) Si la Chambre des Députés doit décider de la mise en accusation du Président de la République, du Président du Conseil et des membres du Gouvernement, la présence des deux tiers de tous ses membres est nécessaire. Le vote n'est valable que s'il est fait par les deux tiers des membres présents.

(2) La procédure devant le Sénat comme Cour criminelle est réglée par la loi.

§ 35.

Chaque Chambre élit elle-même ses Présidents et ses autres fonctionnaires.

§ 36.

Les séances de la Chambre des Députés et du Sénat sont publiques. Des séances secrètes ne peuvent avoir lieu que dans les cas prévus par les règlements parlementaires.

§ 37.

(1) Les principes fondamentaux du fonctionnement des Chambres et leurs relations entre elles, de même que leurs rapports avec le Gouvernement et le public en général, sont réglés dans le cadre des prescriptions constitutionnelles par une loi spéciale. Quant au fonctionnement intérieur, chaque Chambre se donne elle-même son règlement parlementaire.

(2) Tant que la Chambre des Députés et le Sénat n'ont pas voté un nouveau règlement parlementaire, c'est celui voté par l'Assemblée Nationale actuellement en session qui est valable.

§ 38.

(1) Si les deux Chambres se réunissent en séance commune comme Assemblée Nationale (§§ 56, 59, 61, 65), le règlement parlementaire qui prévaut est celui de la Chambre des Députés.

(2) Cette séance commune est convoquée par le Président du Conseil et dirigée par le Président de la Chambre des Députés.

(3) Son remplaçant est le Président du Sénat.

§ 39.

Les ministres ont le droit d'assister en tout temps à toutes les séances des deux Chambres et de tous les Comités. La parole leur est donnée quand ils la demandent.

§ 40.

(1) Sur la demande de l'une quelconque des deux Chambres ou de leurs commissions, un ministre doit se rendre en personne à la séance.

(2) Dans les autres cas, il peut se faire remplacer par des fonctionnaires de son ressort.

§ 41.

(1) Les projets de lois peuvent être présentés, soit par le Gouvernement, soit par l'une ou l'autre des Chambres.

(2) A tout projet de loi présenté par un membre de l'une ou l'autre Chambre doit être joint un devis de la portée financière dudit projet ainsi qu'une proposition concernant la compensation des frais qu'il implique.

(3) Les projets gouvernementaux de loi budgétaire et de loi sur la défense nationale doivent être d'abord présentés à la Chambre des Députés.

§ 42.

Le vote concordant des deux Chambres est toujours nécessaire pour une loi constitutionnelle. Cela s'applique aussi aux autres lois si les §§ 43, 44 et 48 n'en disposent autrement.

§ 43.

(1) Le Sénat est tenu de décider sur un projet de loi accepté par la Chambre des Députés, dans un délai de six semaines; sur un projet de loi budgétaire et de loi de la défense nationale, dans un délai d'un mois. La Chambre des Députés est tenue de décider sur un projet de loi accepté par le Sénat dans un délai de 3 mois.

(2) Ces délais se comptent à partir du jour où le projet de loi d'une Chambre est présenté imprimé à l'autre, et peuvent être prolongés ou abrégés après entente préalable des deux Chambres. Le délai d'un mois fixé au Sénat pour le vote d'un projet de loi budgétaire ou de loi de la défense nationale ne peut être prolongé.

(3) Si, pendant ce délai de rigueur, le mandat électoral de la Chambre qui doit discuter le vote de l'autre Chambre a expiré, si cette Chambre est dissoute ou ajournée, si sa session est terminée, il lui est fixé un nouveau délai partant de sa séance la plus rapprochée.

(4) Si la Chambre qui doit discuter le vote de l'autre Chambre, ne décide pas dans les délais fixés par les paragraphes précédents, il est entendu qu'elle adhère à ce vote.

§ 44.

(1) Le vote de la Chambre des Députés devient loi malgré le vote contradictoire du Sénat, si la Chambre des Députés décide à la majorité absolue de la totalité de ses membres, qu'elle maintient son premier vote. Mais le Sénat repoussant, à la majorité des trois quarts de la totalité de ses membres, un projet accepté par la Chambre des Députés, ce projet devient loi, si la Chambre des Députés maintient son vote à la majorité des trois cinquièmes de tous ses membres.

(2) Les projets du Sénat sont remis à la Chambre des Députés. Si celle-ci les repousse et si le Sénat maintient son vote à la majorité absolue de la totalité de ses membres, il est fait retour du projet à la Chambre des Députés. Si la Chambre des Députés le repousse une deuxième fois à la majorité absolue de la totalité de ses membres, le vote du Sénat ne devient pas loi.

(3) Les propositions ainsi repoussées ne peuvent être de nouveau présentées devant les Chambres avant un délai d'une année.

(4) La modification du vote d'une Chambre par l'autre équivaut à un refus.

§ 45.

Si l'une des Chambres doit décider à nouveau touchant un projet de loi pour lequel elle a déjà décidé précédemment, ou si elle doit décider à nouveau touchant un projet de loi accepté par l'autre Chambre (§ 44, 2^e alinéa) et que cette dernière a été dissoute ou que son mandat a expiré, avant qu'elle ait pu voter pour la deuxième fois, le nouveau vote est considéré comme deuxième vote en vertu du § 44.

§ 46.

(1) Si l'Assemblée Nationale refuse un projet de loi gouvernemental, le Gouvernement peut arrêter qu'il en sera décidé par plébiscite, si le projet gouvernemental refusé doit devenir loi. La décision du Gouvernement doit être unanime.

(2) Le droit de suffrage appartient à toute personne qui a le droit d'élire à la Chambre des Députés.

(3) Les détails sont réglés par la loi.

(4) Le plébiscite n'est pas admis en ce qui concerne les projets de lois gouvernementaux ayant pour objet de changer ou de compléter la Charte Constitutionnelle et ses parties (Art. I de la loi préliminaire).

§ 47.

Le Président de la République a le droit de renvoyer avec ses observations une loi votée par l'Assemblée Nationale dans un délai d'un mois, à dater du jour où le vote de l'Assemblée Nationale a été remis au Gouvernement.

§ 48.

(1) Si les deux Chambres, après un vote nominal, maintiennent, à la majorité absolue de tous leurs membres, une loi renvoyée, la loi doit être promulguée.

(2) Une telle majorité ne peut-elle être obtenue dans chaque Chambre, la loi doit être promulguée si, dans un nouveau vote nominal, la Chambre des Députés l'a acceptée à la majorité des trois cinquièmes de la totalité de ses membres.

(3) S'il s'agit d'une loi qui, pour être acceptée, a besoin de la présence d'un plus grand nombre de membres et d'une majorité spécialement fixée, le plus grand nombre de membres présents et la majorité spécialement fixée sont nécessaires pour l'acceptation de la loi, au cas où celle-ci est renvoyée.

(4) Les dispositions du § 45 ont une valeur analogue.

§ 49.

(1) Pour qu'une loi soit valable, il est nécessaire qu'elle soit promulguée selon les instructions fixées par la loi.

(2) Les lois sont promulguées par la phrase suivante : « L'Assemblée Nationale de la République Tchécoslovaque a voté la loi suivante ».

(3) La loi doit être promulguée dans un laps de huit jours ouvriers après l'écoulement du délai fixé dans le § 47. Si le Président de la République use du droit qui lui est accordé dans le § précité, la loi est promulguée dans le courant de huit jours ouvriers, à dater de celui où le nouveau vote de l'Assemblée Nationale est notifié au Gouvernement (§ 48).

§ 50.

Il convient de fixer dans chaque loi, à quel membre du Gouvernement incombe son exécution.

§ 51.

(1) Une loi est signée par le Président de la République, le Président du Conseil et le ministre chargé de l'exécution de la loi. Si le Président empêché ou malade n'a pas de remplaçant, le Président du Conseil signe pour lui.

(2) En ce qui concerne la signature des lois, le Président du Conseil est remplacé de la manière définie au § 71.

§ 52.

(1) Chaque Chambre a le droit d'interpeller le Président du Conseil et les membres du Gouvernement sur tous les sujets rentrant dans leurs fonctions, de contrôler les actes administratifs du Gouvernement, d'élire des commissions auxquelles les ministères doivent fournir des renseignements, de voter des adresses et des résolutions.

(2) Le Président et les membres du Conseil sont tenus de répondre aux interpellations des membres des Chambres.

§ 53.

Le contrôle de l'économie financière de l'Etat et de la dette de l'Etat est réglé par la loi.

§ 54.

(1) Quand une Chambre est dissoute ou qu'elle est arrivée à l'expiration de son mandat, jusqu'à nouvelle réunion des Chambres, et en outre pendant le temps où les sessions des Chambres sont ajournées ou closes, un comité de 24 membres prend les mesures urgentes, même dans le cas où une loi est normalement nécessaire, et surveille les pouvoirs gouvernementaux et exécutifs. 16 membres de ce comité et autant de remplaçants sont élus par la Chambre des Députés; 8 membres et autant de remplaçants sont élus par le Sénat; les uns et les autres, pour une année. Chaque membre a son remplaçant personnel.

(2) Dès la constitution des deux Chambres, il est procédé immédiatement aux premières élections. Les membres des présidences des deux Chambres votent. Les élections étant faites à l'une ou l'autre Chambre, on élit les membres des comités dans la Chambre nouvellement formée, même si le délai d'un an n'est pas écoulé pour les membres en fonction.

(3) On élit d'après les principes de la représentation proportionnelle. L'association des partis est admise. Si tous les partis sont d'accord, l'élection se fait en séance plénière. Le

refus de 20 députés ou de 10 sénateurs au plus n'y met aucun obstacle.

(4) Les membres du comité conservent leurs fonctions jusqu'à ce que les nouveaux membres soient élus. Les remplaçants succèdent aux membres qui sont dans l'impossibilité d'exercer leurs fonctions d'une façon permanente ou temporaire. Si un membre ou un remplaçant quelconque disparaît pendant la durée de son mandat, on procède à de nouvelles élections pour le remplacer pendant le reste de la période. Le membre nouvel élu doit appartenir au même groupe que le membre disparu, à moins que ce groupe ne propose aucun candidat ou refuse de prendre part à l'élection.

(5) Un membre du Gouvernement ne peut faire partie du comité ni comme membre, ni comme remplaçant.

(6) Aussitôt que le comité est formé, il élit un président et un deuxième vice-président parmi les membres élus par la Chambre des Députés, puis un premier vice-président parmi les membres élus par le Sénat.

(7) Les dispositions des §§ 23 à 27 de la Charte constitutionnelle s'appliquent aux membres du comité.

(8) Le comité est compétent dans toutes les affaires ressortissant aux fonctions législatives et administratives de l'Assemblée Nationale, mais il n'est pas autorisé à :

a) élire le Président de la République ou son suppléant;
b) modifier les lois constitutionnelles (article I de la loi préliminaire), ni la compétence des administrations, à moins qu'il ne s'agisse d'étendre par de nouvelles attributions l'action des administrations déjà organisées;

c) aggraver les obligations des citoyens par des dispositions financières nouvelles et durables, étendre les obligations de la défense nationale, grever les finances de l'Etat d'une façon durable ou aliéner la propriété de l'Etat;

d) donner son consentement à la déclaration de la guerre.

(9) S'il s'agit de prendre des décisions pour lesquelles il serait normalement besoin d'une loi, ou s'il doit être approuvé des dépenses ou des recouvrements en dehors du budget, il est nécessaire d'avoir le consentement de la majorité absolue de tous les membres.

(10) Dans tous les autres cas, il suffit pour le vote de la présence de la moitié des membres du comité et les décisions sont prises à la majorité absolue de tous les membres présents. Le président ne vote qu'en cas d'égalité de suffrages.

(11) Les décisions urgentes, pour lesquelles une loi serait normalement nécessaire ne sont admissibles que sur la proposition du Gouvernement et avec l'approbation du Président de la République.

(12) Les mesures prises par le comité en vertu de l'alinéa précédent ont la valeur d'une loi provisoire. Elles doivent être promulguées dans le Recueil des lois et décrets en mentionnant le § 54 de la Charte constitutionnelle et elles sont signées par le Président de la République, le Président du

Conseil ou son remplaçant et par la moitié au moins des ministres. Les mesures auxquelles le Président de la République refuse son consentement ne peuvent être promulguées.

(13) Les pouvoirs du Tribunal constitutionnel s'étendent aux mesures prises par le Comité pour lesquelles une loi serait normalement nécessaire et ces mesures doivent lui être soumises par le Gouvernement en même temps que leur promulgation dans le Recueil des lois et décrets. Il appartient au Tribunal constitutionnel de décider si les mesures qui lui sont soumises satisfont à l'alinéa 8, lettre b).

(14) Le Président du Comité et son remplaçant rendent compte des actions du Comité à la première séance de la Chambre des Députés et du Sénat, et cela même s'ils ont cessé d'être membres de la Chambre des Députés ou du Sénat.

(15) Les mesures non sanctionnées par les deux Chambres dans un délai de 2 mois à partir de leur réunion perdent toute valeur.

CHAPITRE III

POUVOIRS GOUVERNEMENTAUX ET EXÉCUTIFS

§ 55.

Les décrets gouvernementaux ne peuvent être promulgués que pour l'exécution d'une loi quelconque et dans les limites de cette loi.

Président de la République.

I

§ 56.

(1) Le Président de la République est élu par l'Assemblée Nationale (§ 38).

(2) Peut être élu Président tout ressortissant de la République Tchecoslovaque éligible à la Chambre des Députés et âgé de 35 ans (§ 67).

§ 57.

(1) Pour que l'élection soit valide, est nécessaire la présence de la majorité absolue du nombre total effectif des membres de la Chambre des Députés et du Sénat; l'élection sera faite par une majorité des trois cinquièmes des présents.

(2) Si, après deux tours de scrutin, aucun résultat n'est acquis, il est procédé à un ballottage entre les candidats ayant obtenu le plus de voix. Celui qui obtient le plus de suffrages est élu. Dans les autres cas, le sort décide.

(3) Les détails sont réglés par la loi.

§ 58.

(1) La durée du mandat présidentiel se compte à partir du jour où le Président nouvellement élu a prêté serment selon le § 65.

(2) Le mandat présidentiel dure 7 ans.

(3) L'élection a lieu dans les 4 semaines qui précèdent l'expiration du mandat du Président en fonctions.

(4) Personne ne peut être élu plus de deux fois consécutives. Quiconque a été élu Président à deux reprises consécutives ne peut être élu de nouveau avant qu'il ne soit écoulé une période de 7 années depuis l'expiration de son dernier mandat. Cette disposition ne s'applique pas au premier Président de la République Tchécoslovaque.

(5) Le Président siégeant reste en fonctions tant que le nouveau Président n'a pas été élu.

§ 59.

Si le Président meurt ou résigne ses fonctions pendant la durée de son mandat, il est procédé à une nouvelle élection, selon les règlements des §§ 56 et 57, pour les 7 années qui suivent. L'Assemblée Nationale (§ 38) doit être réunie dans ce but dans les 15 jours.

§ 60.

Tant que le nouveau Président n'est pas élu (§ 59) ou si le Président est empêché ou malade au point de ne pouvoir exercer ses fonctions, l'exercice de ces dernières appartient au Gouvernement qui peut charger le Président du Conseil de certaines fonctions spéciales.

§ 61.

(1) Au cas où le Président est empêché ou malade pendant plus de 6 mois (§ 60) et si le Gouvernement le décide en la présence des trois quarts de ses membres, l'Assemblée Nationale (§ 38) élit un Président suppléant, dont les fonctions durent jusqu'à disparition de l'empêchement.

(2) Les dispositions du § 58, alinéa 4, s'appliquent également au Président suppléant.

§ 62.

Ce qui est prescrit pour l'élection du Président, l'est aussi pour l'élection de son suppléant.

§ 63.

(1) Le Président de la République ne peut être en même temps membre de l'Assemblée Nationale. Si un membre de l'Assemblée Nationale est élu suppléant du Président, il ne peut remplir son mandat à l'Assemblée Nationale pendant la durée de sa suppléance.

(2) La résidence principale du Président est Prague.

II

§ 64.

(1) Le Président de la République :

1. Représente l'Etat à l'extérieur. Conclue et ratifie les conventions internationales. Les traités commerciaux; les traités imposant à l'Etat ou aux citoyens des charges ou des obligations quelconques, soit de propriété soit personnelles, et spécialement des charges militaires; les traités impliquant des changements dans le territoire de l'Etat nécessitent le consentement de l'Assemblée Nationale. Quant aux changements des territoires de l'Etat, le consentement de l'Assemblée Nationale est donné sous forme de loi constitutionnelle. (Article I de la loi préliminaire.)

2. Il agréé et accrédite les représentants diplomatiques.

2. Il décrète l'état de guerre, déclare la guerre après le consentement préalable de l'Assemblée Nationale et lui présente le traité de paix pour obtenir son consentement.

4. Il convoque, ajourne et dissout l'Assemblée Nationale (§§ 28 à 31) et proclame la clôture des sessions des Chambres.

5. Il a le droit de faire retour, avec observations, des lois votées (§ 47) et signe les lois de l'Assemblée Nationale (§ 51), de la Diète du territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes (§ 3), de même que les décisions du Comité d'après le § 54.

6. Il donne oralement ou par écrit à l'Assemblée Nationale des informations sur l'état de la République et recommande à son examen les dispositions qu'il juge utiles et nécessaires.

7. Il nomme les ministres, les congédie et fixe leur nombre.

8. Il nomme les professeurs de l'enseignement supérieur sans exception, de même que les juges, les fonctionnaires de l'Etat et les officiers à partir de la 6^e classe.

9. Il accorde des dons et des pensions sur la proposition du Gouvernement.

10. Il est le chef suprême de toutes les forces de la défense nationale.

11. Il a le droit de grâce d'après le § 103.

(2) Tous les pouvoirs gouvernementaux et exécutifs appartiennent au Gouvernement s'ils ne sont pas dès maintenant ou dans l'avenir expressément réservés au Président de la République par la Charte constitutionnelle ou par les lois de la République Tchécoslovaque promulguées après le 15 novembre 1918.

III

§ 65.

Le Président de la République prête serment sur son honneur et sa conscience (§ 38) devant l'Assemblée Nationale de rechercher le bien de la République et du peuple et d'observer les lois constitutionnelles et autres.

§ 66.

Le Président de la République n'est pas responsable de l'exercice de ses fonctions. Le Gouvernement est responsable des déclarations du Président relatives aux fonctions présidentielles.

§ 67.

(1) Le Président ne peut être poursuivi au titre criminel que pour haute trahison et ce, devant le Sénat, sur l'accusation de la Chambre des Députés (§ 34). La seule peine qui puisse être prononcée contre lui est la perte de sa fonction de Président et de la capacité d'en être revêtu de nouveau.

(2) Les détails sont réglés par la loi.

§ 68.

Tout acte présidentiel de pouvoir gouvernemental ou exécutif doit, pour être valable, être contresigné par un membre responsable du Gouvernement.

§ 69.

Les dispositions précédentes concernant le Président de la République s'appliquent aussi à son suppléant (§ 61).

Gouvernement.

§ 70.

(1) Le Président de la République nomme et congédie le président et les membres du Conseil (les ministres).

(2) La résidence régulière du Gouvernement est Prague (§ 6, II).

§ 71.

Le Gouvernement élit parmi ses membres un suppléant du président du Conseil qui remplit les fonctions dudit présent. Si ce dernier ni son suppléant ne peuvent exercer leurs fonctions, le doyen d'âge en est chargé.

§ 72.

Le Président désigne les membres du Gouvernement devant diriger les divers ministères.

§ 73.

Les membres du Gouvernement prêtent serment devant le Président de la République sur leur honneur et conscience, de remplir leurs devoirs consciencieusement et impartialement, ainsi que d'observer les lois constitutionnelles et autres.

§ 74.

Aucun membre du Gouvernement ne peut faire partie d'une direction ou d'un comité de surveillance, ni être représentant d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée, si ces sociétés ont des buts intéressés.

§ 75.

Le Gouvernement est responsable devant la Chambre des Députés qui peut voter des ordres du jour de méfiance. Pour ce vote, la présence de la majorité absolue des députés et la majorité absolue des voix par vote nominal sont nécessaires.

§ 76.

La proposition d'ordre du jour de méfiance doit être signée par cent députés au moins et remise à un comité qui doit rapporter sur ladite proposition dans un délai de huit jours au plus.

§ 77.

Le Gouvernement peut proposer un ordre de jour de confiance à la Chambre des Députés. Cette proposition est discutée sans être soumise à un comité.

§ 78.

(1) Si la Chambre des Députés exprime sa méfiance au Gouvernement, ou si elle refuse la proposition d'ordre du jour de confiance de ce dernier, le Gouvernement est contraint de remettre sa démission entre les mains du Président de la République. Celui-ci décide qui est chargé des affaires du Gouvernement tant qu'il n'en est pas constitué un nouveau.

(2) Si cette démission se produit dans le temps où il n'y a ni Président de la République ni suppléant, le comité prévu au § 54 statue sur la démission du Gouvernement, et prend les mesures nécessaires en ce qui concerne la gestion provisoire des affaires gouvernementales.

§ 79.

(1) Au cas où le Président du Conseil ou les membres du Gouvernement contreviennent aux lois constitutionnelles ou autres, soit à dessein soit par négligence flagrante dans leurs ressorts respectifs, ils sont criminellement responsables.

(2) Le droit de mise en accusation appartient à la Chambre de Députés (§ 34). Le procès se fait devant le Sénat.

(3) Les détails sont réglés par la loi.

§ 80.

Le Gouvernement décide en comité et ses décisions sont valables, si, outre le Président ou son remplaçant, la majorité absolue des ministres est présente.

§ 81.

Le Gouvernement décide en comité notamment :

a) des projets gouvernementaux pour l'Assemblée Nationale, des décrets du Gouvernement (§ 84), des propositions à soumettre au Président de la République pour l'exercice du droit à lui concédé par le § 47;

b) de toutes les affaires ayant un caractère politique;

c) de la nomination des juges, des fonctionnaires de l'Etat et des officiers, à partir de la VIII^e classe, si toutefois la nomination appartient à l'administration centrale, et des propositions de nominations des fonctionnaires nommés par le Président de la République (§ 64, N^o 8).

§ 82.

Le Président de la République a le droit d'assister aux réunions du Gouvernement et de les présider, de demander au Gouvernement et à chacun de ses membres des rapports écrits sur toute affaire ressortissant à leurs fonctions.

§ 83.

Le Président de la République a le droit de convoquer chez lui en conseil le Gouvernement ou ses membres.

§ 84.

Tout décret gouvernemental doit être signé par le Président du Conseil ou son suppléant (remplaçant), par les ministres chargés de l'exécution, puis par la moitié au moins de tous les ministres.

Ministères et organes administratifs subalternes.

§ 85.

Les pouvoirs et la sphère d'activité des ministères sont réglés par la loi.

§ 86.

Dans les organes administratifs subalternes de l'Etat, l'élément civil est représenté selon les possibilités et dans les organes administratifs il doit être pris soin à ce que la plus large protection des droits et des intérêts des citoyens soit assurée (juridiction administrative).

§ 87.

(1) Nul ne peut être en même temps élu membre d'une administration subalterne et d'une autre administration supérieure ou ayant sur elle le droit d'inspection.

(2) Les exceptions à cette règle sont fixées par la loi.

§ 88.

(1) La protection juridique contre les organes administratifs est assurée, à l'instance suprême, par un tribunal, composé de juges indépendants et siégeant pour le territoire de toute la République.

(2) Les détails sont réglés par la loi.

§ 89.

Une loi dont les détails peuvent faire l'objet d'un décret gouvernemental, fixe en principe le mode d'organisation des organes administratifs subalternes de l'Etat.

§ 90.

Il est du ressort du pouvoir exécutif de fonder et d'organiser des organes d'Etat qui s'occupent exclusivement de l'administration économique sans avoir aucune juridiction.

§ 91.

La composition et la compétence des corps autonomes sont réglées par des lois spéciales.

§ 92.

Une loi fixe à quel degré l'Etat est responsable d'un dommage causé par un acte illégal des pouvoirs publics.

§ 93.

Dans l'exercice de leurs fonctions, les fonctionnaires publics doivent observer les lois constitutionnelles et autres. Ceci s'applique également aux membres des organes (corps) administratifs pris dans l'élément civil.

CHAPITRE IV

POUVOIR JUDICIAIRE

§ 94.

(1) La justice est rendue par des tribunaux d'Etat; leur organisation, leur compétence matérielle et locale ainsi que leur mode de procédure sont réglés par la loi.

(2) Nul ne peut être soustrait à son juge légal. 2

(3) Il ne peut être constitué de tribunaux extraordinaires que pour la procédure criminelle, dans les cas préalablement fixés par la loi et pour un temps limité.

§ 95.

(1) Le pouvoir juridique dans les affaires de droit civil appartient aux tribunaux civils, qu'ils soient ordinaires, extraordinaires ou arbitraux. Le pouvoir juridique dans les affaires criminelles appartient aux tribunaux criminels civils tant qu'il n'est pas attribué aux tribunaux criminels militaires par une loi spéciale ou tant que ces affaires ne sont pas soumises aux règlements généraux fixant la procédure criminelle de la police ou des finances.

(2) Une seule cour suprême est constituée pour tout le territoire de la République Tchécoslovaque.

(3) Les fonctions et les attributions du jury sont déterminées par une loi spéciale.

(4) Les fonctions du jury peuvent être interrompues temporairement et dans des cas fixés par la loi.

(5) La juridiction des tribunaux militaires ne peut être étendue à la population civile d'après des règlements légaux que pendant le temps de guerre et seulement pour des faits commis dans ce temps.

§ 96.

(1) Dans toutes les instances, la justice est séparée de l'administration.

(2) La solution des conflits de compétence entre les tribunaux et les administrations est réglée par la loi.

§ 97.

(1) Les conditions à réaliser pour l'obtention d'un emploi de juge de profession sont fixées par la loi.

(2) Les conditions de service des juges sont réglées par une loi spéciale.

§ 98.

(1) Les juges sont indépendants dans l'exercice de leurs fonctions; ils ne sont liés que par la loi.

(2) Par un serment de service, les juges promettent d'observer les lois.

§ 99.

(1) Les juges de profession sont toujours nommés à vie. Ils ne peuvent être déplacés contre leur volonté, destitués, ou mis à la retraite que dans le cas d'une nouvelle organisation de la justice dans un temps fixé par une loi ou qu'en vertu d'une sentence disciplinaire valable. Ils peuvent aussi être mis à la retraite en vertu d'une sentence valable, quand ils ont atteint l'âge fixé par la loi. Les détails sont fixés par une loi réglant aussi les conditions dans lesquelles les juges peuvent être suspendus de leurs fonctions.

(2) Les sénats des cours collégiales des tribunaux de 1^{re} et 2^e instance sont constitués pour toute une année; les exceptions sont fixées par une loi.

§ 100.

Les juges de profession ne peuvent exercer une autre profession payée, permanente ou temporaire, tant que la loi n'en décide pas autrement.

§ 101.

(1) Les jugements sont rendus au nom de la République.

(2) Les débats devant les tribunaux sont verbaux et publics; les jugements dans les affaires criminelles sont toujours prononcés en public. Le public ne peut être exclu des débats que dans les cas prévus par la loi.

(3) La procédure devant les tribunaux criminels est basée sur le principe de l'accusation.

§ 102.

En résolvant une affaire, les juges ont le droit d'examiner la validité d'un décret gouvernemental; en ce qui concerne une loi, ils peuvent seulement examiner si elle a été régulièrement promulguée.

§ 103.

(1) Le Président de la République a le droit d'amnistier, de lever ou de commuer les peines et les conséquences

juridiques des condamnations des tribunaux criminels, surtout la perte des droits d'élection à l'Assemblée Nationale et aux autres corps de représentants. Il a aussi le droit d'ordonner qu'un procès criminel ne soit pas intenté ou qu'il soit arrêté (à l'exclusion toutefois des plaintes portées par les parties civiles).

(2) Le Président de la République ne jouit pas de ce droit s'il s'agit de membres du Gouvernement accusés ou jugés conformément au § 79.

§ 104.

Une loi spéciale détermine de quelle manière l'Etat et les juges garantissent la réparation d'un dommage que les juges ont causé par une atteinte au droit dans l'exercice de leurs fonctions.

§ 105.

(1) Dans tous les cas où un organe administratif statue sur les droits privés, d'après les lois promulguées touchant ces cas, il est loisible à la partie atteinte par la décision, d'en demander la révision par la voie de la procédure civile, si les pourvois sont épuisés.

(2) Les détails sont réglés par la loi.

CHAPITRE V

DROITS, LIBERTÉS ET DEVOIRS CIVIQUES

Egalité.

§ 106.

(1) Les privilèges de sexe, de naissance et de profession ne sont pas reconnus.

(2) Tous les habitants de la République Tchécoslovaque jouissent sur son territoire, dans la même mesure que les ressortissants de cette République, d'une pleine et absolue protection de leur vie et de leur liberté sans différence aucune d'origine, de nationalité, de langue, de race et de religion. Les exceptions à ce principe ne sont admissibles qu'aux cas prévus par le droit international.

(3) Les titres ne doivent être accordés que s'ils désignent l'emploi ou la profession. Cette disposition ne s'applique pas aux dignités académiques.

Liberté de la personne et de la propriété.

§ 107.

(1) La liberté individuelle est garantie. Les détails sont réglés par une loi faisant partie de cette Charte constitutionnelle.

(2) La restriction ou la suppression de la liberté individuelle n'est possible qu'en vertu des lois. De même, le pou-

voir public ne peut demander de services personnels à un citoyen que dans les cas prévus par la loi.

§ 108.

(1) Tout ressortissant tchécoslovaque peut élire domicile dans n'importe quel lieu de la République Tchécoslovaque, y acquérir des immeubles et y exercer une profession dans les limites fixées par les règlements généraux.

(2) La limitation de ce droit n'est possible que dans l'intérêt public et en vertu des lois.

§ 109.

(1) La propriété privée ne peut être limitée que par une loi.

(2) L'expropriation n'est possible qu'en vertu d'une loi et contre indemnité, à moins qu'une loi ne stipule actuellement ou dans l'avenir que l'indemnité ne doit pas être donnée.

§ 110.

Le droit d'émigration ne peut être limité que par la loi.

§ 111.

(1) Les impôts et les taxes publiques sans exception ne peuvent être levés qu'en vertu d'une loi.

(2) Menacer quelqu'un d'une peine ou la lui appliquer n'est également possible qu'en vertu d'une loi.

Liberté de domicile.

§ 112.

(1) Le domicile est inviolable.

(2) Une loi faisant partie de cette Charte constitutionnelle règle les détails.

Liberté de la presse, droit de réunion et d'association.

§ 113.

(1) La liberté de la presse, de même que le droit de se réunir paisiblement et sans armes, de former des associations sont garantis. En conséquence il est défendu en principe de soumettre la presse à une censure préalable. L'exercice des droits de réunion et d'association est réglé par la loi.

(2) On ne peut dissoudre une association qu'au cas où ses actes portent atteinte à la loi criminelle ou à la paix et à l'ordre publics.

(3) La loi peut apporter des restrictions, spécialement en ce qui concerne les assemblées dans les lieux publics, la fondation de sociétés à buts intéressés, ainsi que la participation des étrangers aux associations politiques. Il peut être fixé de la même manière à quelles restrictions sont

soumis les principes des alinéas précédents, pendant la guerre ou si, à l'intérieur de l'Etat, éclatent des événements qui menacent sérieusement la forme républicaine de l'Etat, la constitution ou la paix et l'ordre publics.

§ 114.

(1) Le droit d'association pour protéger et améliorer les conditions économiques, la situation des ouvriers et des employés est garanti.

(2) Tous les actes soit des individus soit des associations portant une atteinte expresse à ce droit sont défendus.

Droit de pétition.

§ 115.

Le droit de pétition appartient à chacun; il n'appartient aux personnes civiles et aux associations que dans les limites de leurs fonctions.

Secret des lettres.

§ 116.

(1) Le secret des lettres est garanti.

(2) Les détails sont réglés par la loi.

Liberté d'enseignement et liberté de conscience.

Liberté d'opinion.

§ 117.

(1) Chacun peut dans les mesures permises par la loi manifester ses opinions par la parole, l'écriture, la presse, les images ou par d'autres moyens analogues.

(2) Ceci s'applique aux personnes civiles dans les limites de leurs fonctions.

(3) L'exercice de ce droit ne doit porter préjudice à quiconque dans ses intérêts d'ouvrier ou d'employé.

§ 118.

L'art, de même que les recherches scientifiques et la publication de leurs résultats sont libres tant qu'ils n'impliquent pas une atteinte à la loi criminelle.

§ 119.

L'enseignement public est organisé de telle manière qu'il ne soit pas en contradiction avec les recherches scientifiques.

§ 120.

(1) L'organisation d'établissements privés d'enseignement et d'éducation n'est permise que dans les conditions prévues par la loi.

(2) Le droit de direction et de contrôle de tout enseignement ou éducation appartient à l'administration d'Etat.

§ 121.

La liberté de conscience et de religion est garantie.

§ 122.

Tous les habitants de la République Tchécoslovaque ont, dans la même mesure que les ressortissants de cette République, le droit de pratiquer en public ou dans le privé n'importe quelle confession, religion ou croyance, tant que ces pratiques ne sont pas en désaccord avec les règlements ou l'ordre public ou les bonnes mœurs.

§ 123.

Personne ne peut être contraint ni directement ni indirectement à prendre part à un acte religieux quelconque, exception faite des droits découlant de la puissance paternelle ou tutélaire.

§ 124.

Toutes les religions sont égales devant la loi.

§ 125.

L'exercice de certaines pratiques religieuses peut être interdit si elles contreviennent à l'ordre ou à la moralité publics.

Mariage et famille.

§ 126.

Le mariage, la famille et la maternité sont sous la protection spéciale des lois.

Devoir militaire.

§ 127.

(1) Tout ressortissant valide de la République Tchécoslovaque est tenu de se soumettre aux exercices militaires et d'obéir à l'appel fait pour la défense de l'Etat.

(2) Les détails sont réglés par la loi.

CHAPITRE VI

PROTECTION DES MINORITÉS DE NATIONALITÉS, DE RELIGIONS ET DE RACES

§ 128.

(1) Tous les ressortissants de la République Tchécoslovaque sont pleinement égaux devant la loi et jouissent des mêmes droits civils et politiques sans distinctions de races, de langues ou de religions.

(2) La différence de religion, de croyance, de confession et de langue ne peut être un obstacle pour un ressortissant de la République Tchécoslovaque, dans les limites fixées par les lois générales, notamment quant à l'admission aux emplois publics, fonctions et honneurs, ou à l'exercice des différentes professions ou industries.

(3) Les ressortissants de la République Tchécoslovaque peuvent, dans les limites fixées par les lois générales, employer librement n'importe quelle langue, soit dans les relations privées ou commerciales, soit en matière de religion, de presse, ou de publications de toute nature, soit dans les réunions publiques.

(4) Cependant ne sont pas atteints par ce qui précède les droits appartenant sur ces points à des organes d'Etat d'après les lois actuellement valables ou celles promulguées dans l'avenir, pour raison d'ordre public, de sûreté d'Etat ou de surveillance efficace.

§ 129.

Les principes du droit de langue, dans la République Tchécoslovaque sont fixés par une loi particulière faisant partie de la Charte constitutionnelle.

§ 130.

Les lois générales accordant aux ressortissants le droit de créer, diriger et contrôler, à leurs propres frais, des institutions charitables, religieuses et sociales, des écoles et autres établissements d'éducation, tous les ressortissants, sans différence de nationalité, de langue, de religion et de race, sont égaux et jouissent du droit de faire librement usage de leur propre langue et d'exercer librement leur religion dans ces établissements.

§ 131.

Dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants tchécoslovaques de langue autre que la langue tchécoslovaque, la possibilité est, dans les limites fixées par la législation générale sur l'instruction, garantie aux enfants de ces ressortissants tchécoslovaques, de recevoir l'enseignement dans leur propre langue, à côté de laquelle l'enseignement de la langue tchécoslovaque peut être rendu obligatoire.

§ 132.

Au cas où, dans les villes et districts où réside une proportion considérable de ressortissants tchécoslovaques appartenant à des minorités de race, de religion ou de langue, certaines sommes devraient être, dans un but d'éducation, de religion ou de charité, prises sur les fonds publics et employées par le budget d'Etat, les budgets municipaux ou autres, une part de ces sommes équitable dans l'affectation et le bénéfice doit être attribuée à ces minorités, dans les limites des dispositions générales concernant l'administration publique.

§ 133.

La mise en vigueur des principes des §§ 131 et 132 et notamment la détermination de l'expression « proportion considérable » feront l'objet de lois spéciales.

§ 134.

Tout mode quelconque de dénationalisation forcée est interdit. L'atteinte à ce principe peut être déclarée par la loi acte criminel.

Suivent les signatures.

×

(Publiée sous le n° 122 dans le Recueil des lois et décrets de la République Tchécoslovaque.)

§ 1.

La langue tchécoslovaque est la langue d'Etat, officielle, de la République (art. 7 de la Convention entre les Principales Puissances Alliées et Associées et la Tchécoslovaquie, signée à St-Germain-en-Laye le 10 septembre 1919).

Elle est donc notamment la langue,

1. dans laquelle tous les tribunaux, administrations, institutions, entreprises et organes de la République exercent leurs fonctions (à l'exception des points fixés aux §§ 2 et 5 et de ce qui sera établi pour le territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes conformément au § 6) et dans laquelle sont faites leurs proclamations et leurs enseignes officielles;

2. dans laquelle est fait le texte principal des billets d'Etat et de banque;

3. employée par la force armée comme langue de commandement et de service; toutefois avec les hommes de troupe ignorant cette langue il peut être fait usage de leur langue maternelle.

Les règlements de détail concernant le devoir des fonctionnaires et employés de l'Etat, ainsi que des fonctionnaires et employés des institutions et entreprises d'Etat, de savoir le tchécoslovaque feront l'objet de décrets gouvernementaux.

§ 2.

En ce qui concerne les minorités ethniques de langue (chapitre I du traité de St-Germain), les règlements suivants sont en vigueur :

Les tribunaux, administrations et services de la République dont l'activité s'étend sur un district judiciaire, dans lequel, d'après le dernier recensement, 20 % au moins des ressortissants sont de langue commune mais différente de la langue tchécoslovaque, sont tenus, dans toutes les affaires dont le règlement leur appartient par le fait que leur activité s'étend sur ce district, d'accepter les pièces présentées par des ressortissants faisant partie de ladite minorité de langue, rédigées dans la langue de ces ressortissants et de prononcer leurs décisions sur ces pièces non seule-

ment dans la langue tchécoslovaque mais aussi dans la langue des pièces.

Si plusieurs tribunaux de district existent sur le territoire d'une commune, cette commune est considérée comme ne formant qu'un seul district judiciaire.

Il sera fixé par un décret si l'on peut se borner à rendre une décision seulement dans la langue de la partie, et devant quels tribunaux et administrations d'activité limitée à un seul district (district ayant la minorité nationale ci-dessus mentionnée), ainsi que devant quels tribunaux et administrations directement supérieurs en instance.

Dans les mêmes conditions, le Procureur de la République est tenu de formuler l'accusation publique contre un accusé d'une autre langue également dans cette langue et, le cas échéant, seulement dans cette langue.

Le pouvoir exécutif fixe dans ces cas quelle langue sera employée pour la procédure.

Si la demande n'en est pas faite au préalable par l'une des parties, l'expédition (si se trouvent réunies toutes les autres conditions de l'alinéa 2) leur sera faite d'après les mêmes principes soit dans leur langue et, le cas échéant, seulement dans leur langue, si celle-ci est connue, soit autrement, sur leur demande.

Dans les districts à minorité nationale, d'après l'alinéa 2, la langue de cette minorité nationale doit aussi être employée pour les avis publiés par les tribunaux d'Etat, les administrations et les organes et pour leurs enseignes officielles.

§ 3.

Les administrations autonomes, comités représentatifs et toutes corporations publiques dans l'Etat sont tenus d'accepter les communications écrites ou verbales dans la langue tchécoslovaque et de les exécuter.

Dans leurs assemblées et réunions, il est toujours possible de se servir de cette langue; les propositions et les sujets traités dans cette langue doivent être discutés.

La langue des avis publics et des enseignes officielles des administrations autonomes est réglée par le pouvoir exécutif d'Etat.

D'après les clauses du § 2, les administrations autonomes, comités représentatifs et corporations publiques sont tenus d'accepter et d'exécuter les pièces rédigées dans une autre langue que la langue tchécoslovaque, ainsi que de tolérer une autre langue dans leurs assemblées et réunions.

§ 4.

Employant la langue d'Etat, officielle, les administrations des territoires de la République ayant fait partie, avant le 28 octobre 1918, des royaumes et territoires représentés au parlement d'Autriche, ou ayant appartenu au royaume de Prusse fonctionnent ordinairement en tchèque et, en Slovaquie, ordinairement en slovaque.

La réponse officielle slovaque à une pièce tchèque ou la réponse tchèque à une pièce slovaque sont considérées comme ayant été faites dans la langue de la pièce.

§ 5.

L'enseignement dans toutes les écoles fondées pour les ressortissants d'une minorité nationale est donné dans la langue de cette dernière, de même que les institutions d'intérêt public fondées pour elle sont gérées dans cette langue (art. 9 du traité de St-Germain).

§ 6.

Il sera réservé à la Diète établie pour le territoire des Ruthènes au Sud des Carpathes, de régler la question de langue pour ce territoire, d'une manière compatible avec l'unité de l'Etat Tchécoslovaque (art. 10 du traité de St-Germain).

Tant que ce règlement ne sera pas établi, cette loi sera appliquée en tenant compte des circonstances particulières de langue dans le territoire.

§ 7.

Les organes d'Etat de contrôle compétents règlent les litiges touchant l'emploi des langues devant les tribunaux, les administrations, les institutions, les entreprises et organes d'Etat, ainsi que devant les administrations autonomes et les corporations publiques, considérant ces litiges comme des affaires d'administration d'Etat, séparées des affaires qui les ont fait naître.

§ 8.

Les détails relatifs à l'application de cette loi seront fixés par un décret du pouvoir exécutif d'Etat qui réglera également dans l'esprit de cette loi, l'emploi des langues pour les administrations autonomes, les comités représentatifs et les corporations publiques (§ 3) ainsi que pour les administrations et organes publics dont les fonctions s'exercent sur des départements plus-petits qu'un district judiciaire ou sans district particulier.

Le décret fixera également les mesures à prendre pour faciliter les rapports officiels avec les parties ignorant la langue employée, en vertu de cette loi, devant un tribunal, une administration ou un organe quelconques. De même, on prendra des mesures pour la protection des parties contre les dommages juridiques qui pourraient leur être causés par leur ignorance de la langue.

Par un décret il peut également être admis des exceptions aux règlements de cette loi pour un délai de cinq années à dater du jour de sa mise en vigueur, et ces exceptions sont nécessaires dans l'intérêt de l'administration régulière.

Ce décret doit aussi contenir toutes dispositions nécessaires dans le but d'assurer son exécution.

§ 9.

Cette loi entre en vigueur à dater du jour de sa promulgation. Elle abolit toutes dispositions relatives aux langues en vigueur avant le 28 octobre 1918.

Tous les ministres sont chargés de l'exécution de cette loi.

Suivent les signatures.

×

Comme on l'a vu ci-dessus, la nouvelle Constitution, œuvre de M. Thomas G. Masaryk et de ses éminents collaborateurs, est un bienfait inappréciable pour le peuple slave, désormais arraché aux perpétuelles tracasseries d'un régime autocratique, et à la lourde domination autrichienne. La guerre et les multiples événements qui ont surgi, depuis 1914, ont évidemment transformé les habitudes et amélioré les tendances du peuple tchèque. Celui-ci, en effet, s'élève, par degrés très sensibles, au-dessus des préoccupations purement locales et provinciales. Son horizon politique s'élargit, ses aspirations grandissent, son essor économique embrassant toutes les branches de l'activité humaine, ne connaît plus de bornes. Il se sait *peuple* et *peuple souverain*. En outre, de plus en plus en contact avec les nations occidentales, il se sent influencer par elles, entraîné avec un élan irrésistible vers les grandes conceptions sociales et vers un idéal jusqu'ici à peine entrevu, médité et mûri.

Mais ne nous le dissimulons pas, c'est maintenant que commence, pour les Tchèques et les Slovaques, l'ère des conflits au sein même de la gloire. Deux blocs puissants vont sans cesse se mesurer dans les débats politiques; d'un côté, celui des Tchécoslovaques; de l'autre, celui des Allemands et des Magyars. Et cette lutte durera longtemps; longtemps, à l'intérieur, surgiront entre ces deux grandes fractions, des divisions qui pourront nuire à la tranquillité, à la prospérité de cette nation.

Sans doute faudra-t-il aux dirigeants allemands et aux hommes d'Etat tchécoslovaques un grand tact et une extrême habileté pour éviter des froissements irréparables, et pour fondre ensemble des éléments aussi disparates. Déjà, bien des sujets de divisions assombrissent le ciel de la République.

Les traités de Versailles, de Saint-Germain et de Trianon qui, au point de vue extérieur, ont été loyalement acceptés par les Tchécoslovaques, suscitent une opposition acharnée de la part des Allemands. La Russie n'est pas sans causer aussi de profondes inquiétudes aux chefs des divers partis. Tous éprouvent pour les Slaves de Russie une sympathie également sincère, mais tandis que les uns pensent que l'empire de Pierre le Grand, grâce à l'énergie populaire, trouvera en lui-même des forces suffisantes pour se relever, les autres croient que cette nation ne reviendra à la prospérité qu'en se retournant vers le passé.

Quant à la politique intérieure, la guerre a renversé les rôles. Les Allemands et les Magyars revendiquent aujourd'hui les droits des petites nationalités, alors que les Tchèques, triomphants, défendent les droits de l'Etat. O cruelle ironie des choses humaines! Pendant près de mille ans, les Magyars orgueilleux ont diminué les Tchèques, et les ont traités en esclaves, et maintenant, devenus à leur tour humbles et mendiants, ils implorent, pour eux-mêmes, les bienfaits de cette Liberté qu'ils savaient si impudemment refuser aux autres! Qui peut tirer des avantages sérieux de ce conflit bien regrettable? Evidemment les socialistes des deux camps qui, faisant bloc contre la bourgeoisie sans énergie et sans programme, font voter les lois favorables à la réalisation de leurs rêves; c'est-à-dire le morcellement des grandes propriétés et la socialisation des industries.

Nulle part, les partis n'ont montré plus d'ardeur à répandre leurs idées. Leurs journaux, qui ont adopté le type de la presse allemande, paraissent jusqu'à trois fois par jour. Si certains d'entre eux semblent un peu lourds pour le lecteur occidental, ils n'en contiennent pas moins des informations très intéressantes pour tous ceux qui s'intéressent à la vie politique mondiale.

Or, comme nous l'avons dit plus haut, les aspirations de la Tchécoslovaquie est de consolider la nouvelle situation des Etats européens, issue depuis la guerre. Elle a l'intuition que l'Europe centrale sera désormais la clef de voûte de l'édifice

récemment construit. Sa position géographique la jette forcément dans la fournaise de la politique internationale. Mais que lui commande son intérêt personnel? de resserrer, évidemment, les liens d'amitié qui l'unissent aux Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie; de rétablir des rapports industriels et commerciaux avec ses anciens ennemis; de rester profondément et loyalement attachée aux grandes puissances alliées d'Occident; de garder intègre et toujours ardente sa sympathie pour les Slaves de Russie, de les éclairer, de les aider surtout à s'affranchir de leurs doctrines dangereuses, empreintes d'un mysticisme déprimant et stérile; de se ranger enfin aux côtés des peuples civilisés, qui forment l'avant-garde de l'Humanité.

XX

LE PREMIER PRESIDENT de la REPUBLIQUE
TCHECOSLOVAQUE

On a vu que, d'après les Lois constitutionnelles, les statuts relatifs à la réélection immédiate du Président de la République, à l'expiration du second terme, sont formels. Cette réélection est absolument interdite. Cependant, pour honorer M. Thomas G. Masaryk, le Parlement a modifié la rigueur de cette décision, en ajoutant à l'article 58 de la Constitution l'alinéa 4 qui est ainsi conçu :

« *La présente disposition ne s'applique pas au premier président de la République.* »

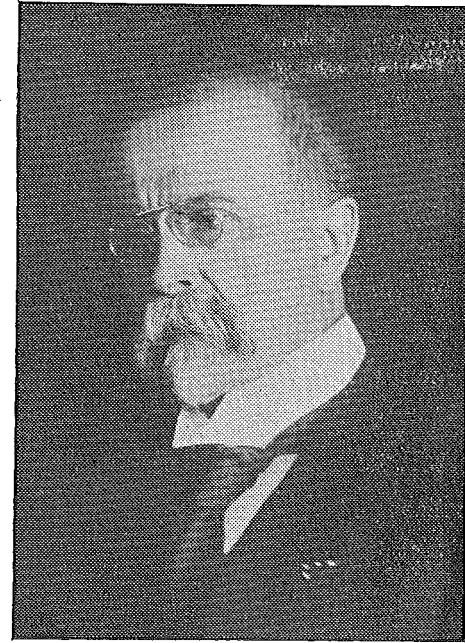
M. Thomas G. Masaryk a donc été nommé président à vie. La nation Tchécoslovaque, par ce geste solennel, a voulu ainsi prouver sa reconnaissance envers le héros qui l'a régénérée et brisant ses chaînes, l'a guidée, dans le rayonnement de la Victoire,

vers l'indépendance d'abord, puis dans la voie du Progrès et de la Liberté.

Quand on songe à la déprimante impopularité à laquelle fut voué, pendant de si longues et si douloureuses années de sa vie, l'apôtre de la reconquête tchécoslovaque, on ne peut qu'admirer davantage le génie et la carrière du glorieux vainqueur des Habsbourg. Nous avons dit plus haut que son élection comme chef suprême de l'Etat eut lieu le 14 novembre 1918, et qu'elle fut confirmée le 20 mai 1920, par le premier Parlement constitutionnel, aux acclamations de tout un peuple. Depuis ce jour mémorable, M. Thomas Masaryk n'a pas cessé de jouer le rôle de modérateur et de conciliateur. Slovaque par sa naissance, Tchèque par son éducation, par la langue, par sa religion, pénétré de culture allemande, anglaise et française, attiré vers la Russie par une réelle sympathie, le premier Président de la République apportera toujours dans les affaires de son pays l'esprit de méthode et de scrupule qui a fait de sa haute et si vénérable personnalité un illustre savant et un profond penseur.

Et les Tchèques, indissolublement unis aux Slovaques, continuent bien à prouver leur inaltérable gratitude à celui qui a été vraiment leur Rédempteur, puisque le 27 mai 1927, par 274 voix sur 434 votants, malgré une formidable opposition des communistes et des nationalistes allemands, M. Thomas Garrigue Masaryk a été réélu président de la République, et a connu, en traversant les rues de Prague, les mêmes bravos enthousiastes, les mêmes ovations délirantes de la foule amassée sur ses pas. Nous n'hésitons pas à affirmer que si, par des manœuvres aussi injustes que déloyales, ses adversaires étaient parvenus à fausser l'esprit du Législateur et à évincer du fauteuil présidentiel le grand apôtre de la Reconquête et de la Libération définitive, c'eût été marquer le front auguste de la jeune République tout rayonnant de gloire d'une tache indélébile.

Il est vrai que, malgré moi, avec un serrement de cœur, je remonte par la pensée, aux temps antiques de la Grèce et je ne puis m'empêcher de revoir Athènes, lassée d'entendre louer les rares ver-



M. THOMAS G. MASARYK

(Réélu président de la République Tchécoslovaque le
27 mai 1927.)

(Cliché Praha.)

tus d'Aristide, condamner cet admirable citoyen au bannissement perpétuel. Ainsi vont, hélas! les choses humaines!

Mais, Masaryk est trop grand, trop noble, trop généreux...! Qui donc oserait diminuer sa gloire!

XXI

LE PRODIGIEUX ESSOR.

DU GÉNIE TCHÉCOSLOVAQUE

Disons avec une juste fierté — nous qui saluons bien bas, au nom de tous les êtres qui ont souffert, au nom de l'Humanité régénérée, — ceux qui furent grands dans tous les temps et dans tous les pays, que M. Thomas G. Masaryk aura été l'un des derniers, l'un des plus puissants et des plus éloquents éducateurs qui aient, pendant des siècles, provoqué l'inlassable effort des Tchèques et des Slovaques, pour secouer le joug odieux des Habsbourg, pour réaliser la reconquête et prendre rang parmi les peuples d'avant-garde, vrais défenseurs de la Justice et de la Liberté. M. Thomas G. Masaryk aura été l'heureux édificateur d'une société nouvelle, à jamais libérée, toute joyeuse dans sa gloire et frémissante de doux espoirs; lui et lui seul aura été choisi par le Dieu protecteur des peuples pour couronner l'œuvre grandiose, vaguement rêvée par ses ancêtres. Sans doute, aux siècles passés, d'illustres penseurs, des apôtres ardents et convaincus prêchaient aux Tchèques la résistance, mais pouvaient-ils faire autre chose que d'entretenir dans le cœur de leurs compatriotes de bien lointaines espérances? Certes, garder toujours pure au fond des âmes meurtries la flamme qui, un jour, devait produire l'immense incendie et réduire en cendres deux trônes orgueilleux, était déjà l'œuvre de grands génies. Et parmi eux, Jean Huss, Komensky apparaissent avec l'auréole du martyr.

« N'est-ce pas Comenius, s'est écrié dans un magnifique mouvement d'éloquence, M. Edouard

Herriot, maire de Lyon, député du Rhône, plusieurs fois président du Conseil, actuellement ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, dans la mémorable séance qui, à la Sorbonne, réunissait l'élite tchécoslovaque victorieuse et reconnaissante et tous les amis du Droit, n'est-ce pas Comenius qui, avant de mourir sur la terre d'exil, avant d'entrer dans le tombeau, a adressé à la Bohême une prière si belle qu'elle fait encore pleurer, rien qu'à la lire, tous ceux qui aiment leur patrie. Il entrevoyait déjà l'avenir de la Bohême; il disait à ses compatriotes : ne désespérez pas; notre pays restera le beau rameau d'un arbre près d'une belle fontaine; un jour, il couvrira de nouveau la muraille de ses branches; un jour, le misérable archer qui veut l'atteindre périra, et, vous, de nouveau vous monterez sur les hauts lieux de la pensée et de la vérité. »

Les siècles ont passé; ils n'ont pu étouffer l'écho de cette admirable prophétie. Elle a toujours ravivé l'espoir des vieux Tchèques. Malgré la tyrannie et les crimes, elle a toujours chanté la délivrance au cœur des martyrs. Aujourd'hui, elle n'est plus la timide esclave, elle est l'ange tutélaire qui veille sur la paix du monde; elle sera désormais la barre humaine infranchissable qui fermera l'accès des Balkans aux Allemands, à la race spoliatrice austro-hongroise.

Cette persévérance, cette foi dans un avenir réparateur et glorieux, comme nous en saisissons l'admirable grandeur, en entendant l'impressionnante description des rêves déconcertants et des orgueilleuses prétentions de l'Allemagne et de l'Autriche par M. Etienne Fournol :

« Or l'on sait qu'elles étaient les superbes ambitions germaniques qu'ils « appelaient *Drang Nach Osten on Mittel Europa*. Ils voulaient tracer une route magnifique, la plus belle peut-être du monde, de Hambourg à Bagdad, pour y faire rouler le char impérial de la puissance allemande. De Berlin, on voyait très distinctement sur ce chemin les coupoles et les minarets qui marquent à Constantinople le point de rencontre des richesses de l'Europe et des richesses de l'Asie; on distinguait au



M. EDOUARD HERRIOT

Ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.

Ancien Président du Conseil,

(Photo Henri Manuel, Paris.)

loin les enchantements de Bagdad : route des empereurs et des Califes qui ne s'arrêtait qu'au loin des portes d'or de l'Inde. Seulement, tout au commencement et au travers, il y avait une énorme pierre qui la barrait toute; le pays tchécoslovaque. Vous savez ce qui est arrivé de ce côté, le char qui portait vers l'Orient les ambitions impériales a heurté la pierre : il s'est brisé. »

Et si elle a ainsi triomphé, c'est que, malgré les heures de somnolence ou d'un lamentable oubli de ses gloires ancestrales, la politique de son roi le plus éclairé et le plus illustre, Charles IV, a été, après plus de cinq cents ans de distance, suivi par Masaryk, par Kramar et leurs courageux collaborateurs. Si, après la bataille de la Montagne Blanche, qui répandit sur toute la Bohême le voile de la honte et de la servitude, l'empereur d'Autriche vola aux Tchèques, leurs biens et leurs terres, il ne put leur ravir qu'une partie de leurs traditions malgré des efforts surhumains pour transformer leur système d'éducation et éteindre dans leurs cerveaux hébétés toute flamme patriotique. Mais les vieux cantiques hussites, et ces chants, naïfs en apparence, entretenirent dans l'âme populaire cet amour inconscient, qui veillait sur les destinées de la vieille patrie.

Et partout, aux heures les plus tragiques, les plus sanglantes, les plus désespérées que connut la Bohême, nous trouvons les traces indélébiles de ses efforts latents qui finiront par faire éclater leur irrésistible puissance un jour. Et, du reste, la folle et vraiment aveugle politique du gouvernement austro-hongrois qui prétendait réunir, sous son double sceptre, comme des enfants sous la férule du maître, les Tchèques, les Polonais, les Yougoslaves, les Italiens, les Roumains, c'est-à-dire toutes les petites nationalités balkaniques n'a-t-elle pas aidé puissamment tous ces peuples révoltés à jeter ce cri de guerre universel : « *Nous ne sommes pas Allemands!* » Oserons-nous nous étonner, en voyant ainsi grandir la tourmente, que le 30 mai 1917, ait été une date fatidique pour l'Autriche et que l'heure de son irrémédiable ruine ait enfin sonné.

Qu'on relise les actes héroïques de leur grandiose épopée, les exploits de ceux qui ont brisé la résistance des Soviets et ont permis à la majeure partie des légions tchécoslovaques de triompher d'innombrables obstacles, de réduire à l'impuissance les armes des bolchevistes hongrois et de gagner la bataille de Zborow, d'avancer si courageusement par l'interminable voie du transsibérien, de s'emparer d'Irkoust, la ville sainte jusqu'alors inexpugnable, de traverser le Baïkal, de saisir « *avec leurs simples mains* » suivant la sublime expression du général Malaterre, la flotille russe, et l'on se convaincra que jamais la valeur des Tchèques n'a été amoindrie, que jamais leur courage n'a fléchi. C'est cette intrépidité indomptable, cette foi toujours vivante au fond de leur âme, de redevenir indépendants et forts, qui doivent bannir de nos cœurs les terribles craintes d'un nouveau conflit oriental.

La situation nouvelle de tous les Etats de l'Europe centrale, grâce à la victoire des Alliés, ne peut que dissiper, comme l'a solennellement affirmé M. Kramar, quand il était président du Conseil de la République Tchécoslovaque, le terrible cauchemar qui nous a tous opprimés. Sur qui l'Allemagne pourrait-elle, désormais, compter? Quelle nation serait assez folle de risquer dans une revanche dont le succès serait par trop illusoire, ses ressources matérielles et le sang de tous ses sujets? C'est en vain qu'elle ferait encore miroiter les splendeurs d'une domination mondiale aux yeux d'une Russie rajeunie et expérimentée, que l'horrible défaite de la grande guerre et les souffrances passées ont pour toujours guérie des ambitions grotesques, uniquement étagées sur la barbarie, le cynisme, la violence et la cruauté.

Que les Nations Alliées se tournent donc avec confiance vers le grand colosse russe aujourd'hui repentant; malgré ses révolutions, ses répressions sanglantes, ses utopies mystiques et si néfastes à sa prospérité, à son développement matériel et social : le monstre soviétique ouvre enfin les yeux, s'assagit, s'agenouille, et adore la Liberté.

XXII

CONCLUSIONS

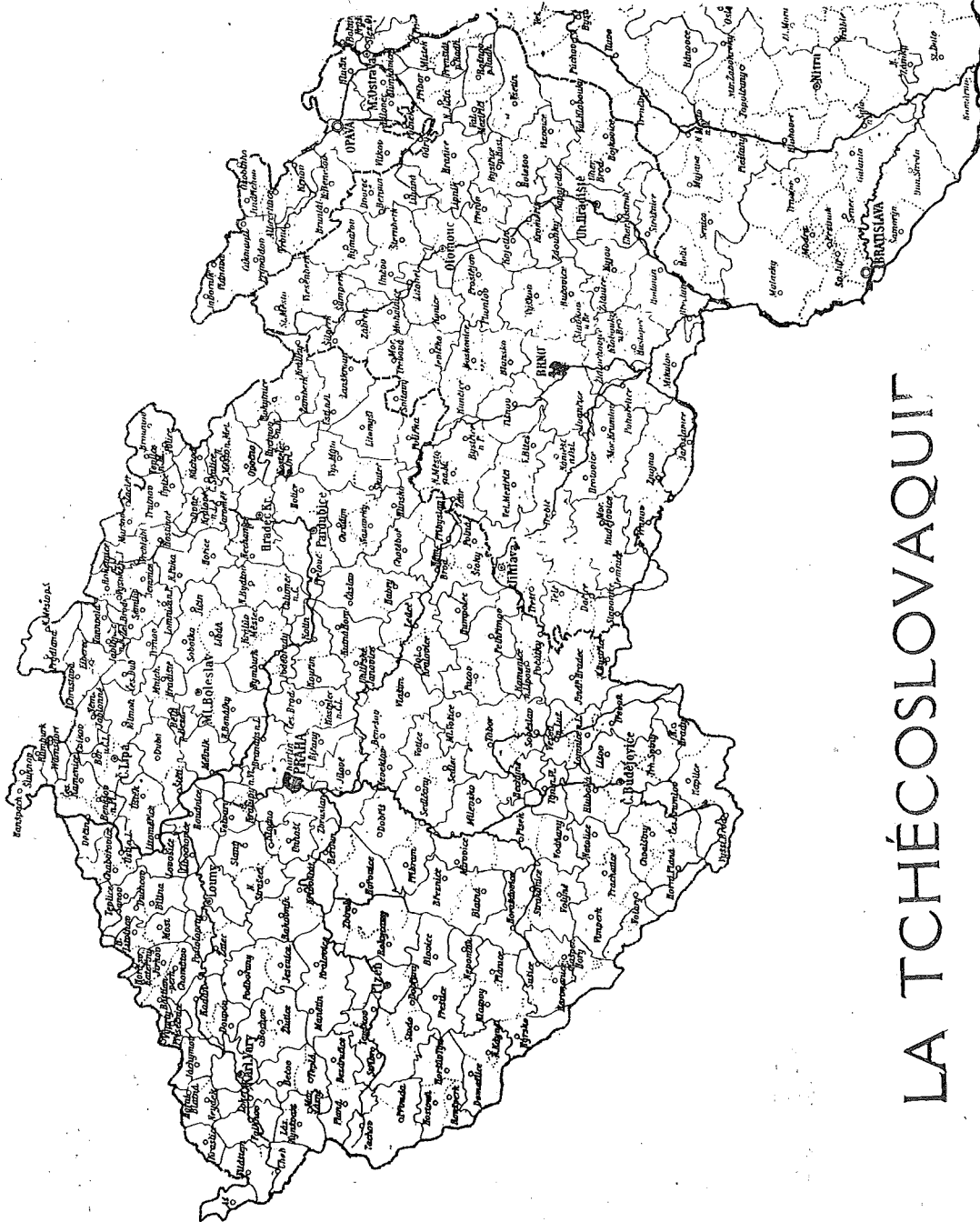
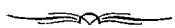
SUR LA VIE ET L'ŒUVRE INCOMPARABLE
DU PLUS GRAND DEFENSEUR de L'HUMANITE

Pouvons-nous nous étonner maintenant de la majestueuse prépondérance d'un citoyen si imposant par son labeur, ses sacrifices, sa persévérance et un idéal presque divin de la perfectibilité humaine, sur tous ses compatriotes et sur tous les politiciens du monde entier? Nous ne nous trouvons pas seulement en présence d'un penseur qui a sondé tous les problèmes philosophiques, mais en présence surtout d'un profond et sagace observateur qui a magistralement décrit la puissance du réel et de la vie, et dénoncé les périls de toute métaphysique, qui n'a aucun lien avec les faits ou avec les phénomènes de la nature visible, sensible et concrète. Et par là-même M. Masaryk a révolutionné le monde.

Sa critique lumineuse de l'évolution scientifique des temps passés, qui a contraint tous les constructeurs d'édifices sociaux à descendre des hauteurs purement spéculatives sur le terrain de la pratique et de la réalité, est l'un des plus heureux triomphes de l'être humain. Masaryk a parlé, mais Masaryk a agi. Sachant que, dans une démocratie, la foule laisse paraître ses aspirations, ses désirs, ses sentiments et ses instincts et qu'il convient de la guider, il a admirablement compris qu'un chef doit penser, prévoir, tout disposer pour elle, en tenant compte des tendances irrésistibles de l'évolution sociale, qu'il n'est donné à personne de retarder, à plus forte raison d'arrêter. Voilà comment l'apôtre de la Liberté a soulevé l'enthousiasme de son peuple et comment le peuple tchèque s'est spontanément rangé, tout armé et décidé au combat, aux côtés du glorieux Libérateur.

Et cette vie si émouvante par sa simplicité, si impressionnante par sa grandeur, si belle par ses enseignements patriotiques et humanitaires, puissions-nous l'avoir toujours sous les yeux, en méditer les moindres faits; puissions-nous nous rappeler les actes et les paroles dont elle est remplie, pour apprendre à notre tour, non seulement à devenir meilleurs, mais à rester de bons, de vertueux, de courageux citoyens, vraiment utiles à la famille, à la Patrie, à l'Humanité.

Fin de la première partie.



LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Le nouveau territoire Tchéco-Slovaque

2^e PARTIE

I

LA TCHÉCOSLOVAQUIE

Et maintenant quelle est — demandera-t-on — cette terre vraiment privilégiée que sont venus caresser, sur les ruines fumantes de tant de peuples décimés, les rayons vivifiants de la Liberté? Honore-t-on un héros, sans joindre à son nom glorieux les beautés de sa patrie, sans décrire le berceau de son enfance et les montagnes ou les vallées qui ont abrité ses jours?

Pour peu que l'on veuille se pencher sur une carte de l'Europe centrale, presque au milieu, on voit une sorte de quadrilatère, allongé, plus ouvert vers l'est, et situé entre le 48° et le 51° de latitude nord, et le 12° et le 24° de longitude est, en se basant sur l'observatoire de Greenwich. Ses frontières fixées par deux traités : celui de Versailles, entre l'Allemagne et la Hongrie, et celui de Saint-Germain, enserrent la Bohême, la Moravie, la Silésie et une partie de l'ancienne monarchie austro-hongroise, c'est-à-dire la Slovaquie et la Russie subcarpathique.

Sa superficie totale est de 142.575 kilomètres carrés; et son sol entretient une population de 13 millions 811.655 habitants.

Tandis qu'en Bohême et en Silésie l'industrie domine, la Moravie, la Slovaquie et la Russie Subcarpathique sont des régions agricoles. Mais on peut dire que, se trouvant au centre de l'Europe, occupant l'une des positions les plus favorables à son essor économique, la Nouvelle République qui, avant la guerre, représentait les 75 % de l'industrie austro-hongroise, deviendra un centre d'exportations et d'importations utilisé par tous les pays de l'Europe occidentale et de l'Orient.

Si nous tenons compte des modifications successives apportées par les traités qui ont suivi, — tels que ceux de Sévres, de Neuilly et de Trianon, — on peut admettre comme définitif le tableau, ci-dessous, qui donne le dénombrement de toutes les parties du nouveau territoire Tchécoslovaque :

1° Tout l'ancien royaume de Bohême, avec une bande de terre vers l'est, afin de laisser en sa possession la gare de Cmunt, tête de ligne de deux chemins de fer très importants;

2° L'ancien Margraviat de Moravie, avec une étendue de territoire assez étroite, ce qui lui permet toutefois d'avoir la jouissance de la voie ferrée de Breclava (Lundenburg) à Znojmo (Znaim);

3° Le vieux duché de Silésie, augmenté de quelques cantons de la Haute-Silésie prussienne, mais diminué d'une partie du Tésin, ce dernier ayant été concédé à la Pologne;

4° La Slovaquie;

5° La Russie Subcarpathique, pays des Ruthènes de Hongrie. Cette région s'étend de Cap et d'Uzck jusqu'aux sources de Tiza-Blanche.

Si, maintenant, l'on suit avec attention, le contour des frontières tchécoslovaques, on voit que, sur une longueur de 3.000 kilomètres, elles sont conventionnelles, ce qui, au point de vue stratégique, oblige la nouvelle République à exercer une surveillance étroite sur les pays qui l'entourent et à inscrire au budget de la guerre, afin de pouvoir se défendre, des sommes considérables : très grave et indéniable inconvénient, tant au point de vue financier qu'au point de vue militaire.

Si l'on parcourt les hauts plateaux, on voit que le sol de la Bohême, de la Moravie septentrionale

et de la Silésie occidentale est de nature granitique. On trouve en Slovaquie des montagnes élevées, telles que celles des Tatry-Metallifères et les petites Carpathes. Entre le Danube et les monts rocailloux du bassin de Bratislava s'étend la vallée de Morava, très renommée pour sa fertilité. En Bohême, en Moravie et en Silésie, les chaînes de montagnes ne dépassent pas 1.500 mètres d'altitude. La plus importante est certainement la Suezka. Mais l'on y rencontre des sites admirables, entre autres celui de Wekelsdorf ou la *ville des rochers*, et la pittoresque ville de Teplice. Les villes d'eaux y abondent. Qui n'a entendu parler de Carlsbad (Karlovy Varej) et de Marienbad, sur la lisière de la Forêt de Bohême, où, chaque année, affluent des milliers de voyageurs. Citons encore Jachymov, la ville du radium, dans les Monts Métalliques, appelée à un développement économique de plus en plus considérable.

Tandis que les hauteurs de la Moravie, un peu monotones et parfois dénudées, varient entre 800 et 857 mètres, le paysage du plateau de la Bohême offre un aspect agréable et très pittoresque, et même vers le nord, un tableau plutôt rude et sauvage. Dans la région de Budejovia (Budweis), on remarque l'existence de plusieurs étangs profonds et larges qui, entourés de forêts épaisses, donnent à ces lieux presque inhabités un air mélancolique et mystérieux.

Nous voici maintenant sur les terrains crétacés qu'arrose la Morava, avec son affluent, la Beeva, et qui forment le fameux passage de la *Porte Morave*. Si nous nous avançons vers le nord-est, nous trouvons le magnifique bassin houiller et métallurgique d'*Ostrava-Vilkovice* (Ostrau-Wittkowitz).

Qui a vu la Silésie Occidentale, à l'est du Jeseník, aura une idée exacte de la configuration physique des monts des Géants et de la région qu'ils dominent. Rien de plus impressionnant que le bassin de Glatz, adossé aux Beskydes. Nous trouvons une plaine ondulée, avec des pentes s'élevant jusqu'à 3.000 mètres, des défilés étroits, rocailloux, donnant accès à la fertile vallée du Vah. Qu'on se figure une large cuvette aux bords touffus et rele-

vés, et l'on a la Bohême : un entonnoir fortement évasé d'en haut, très rétréci d'en bas, et l'on a la Moravie. Avec son riche éventail de massifs, la Slovaquie ressemble beaucoup à la Suisse. C'est là que s'élève le seul géant de ces monts orgueilleux, appelé autrefois le pic François Joseph, qui a environ 2.500 mètres de hauteur et que la Patrie reconnaissante a baptisé le pic Masaryk. Nombreuses sont les cimes qui se dressent autour de l'horizon : le Krivan, le Morskie Oko, le Tatra, le Gerlachova. le pic de Lomnica, avec leurs flancs dénudés et leurs teintes violacées, quelquefois de pourpre vinée; ils font tous l'admiration des touristes et des voyageurs qui ne peuvent se lasser de contempler le massif trachytique des Monts Métalliques.

Au sujet de l'hydrographie, nous regrettons d'être obligés de passer rapidement sur la description des cours d'eau qui entretiennent la fertilité du sol. Trois mers reçoivent les fleuves : ce sont la Mer du Nord, la Mer Noire et la Mer Baltique.

Dans la Baltique se jettent l'Oder, uni à la Vistule par le canal de Bromberg, et le Poprad.

Née dans les Monts des Géants, presque au pied de la Snezka, l'Elbe déverse ses flots majestueux dans la Mer du Nord, après avoir reçu ceux de la Vltava, à Melnik.

Quant au Danube, dont le lit profond et sinueux, sur un parcours de 175 kilomètres, du confluent de la Morava, à Deverry, jusqu'à celui de l'Ipel, forme la frontière tchécoslovaque, nous en trouvons la source dans la Forêt-Noire. Tantôt lent, tantôt large, ce fleuve se divise en trois bras, dont l'un, le petit Danube, contourne la grande Ile de Zitny Ostrov. Le Vah — le plus grand de ses affluents — se déroule sur un parcours de 400 kilomètres entre deux chaînes de montagnes jusqu'à Trencin. L'autre affluent du Danube est la Tiza, qui charrie les eaux descendues des Carpathes Orientales. Elle a une longueur de 1.400 kilomètres, dont 200 traversent le territoire de la Tchécoslovaquie. A certains endroits, elle sert même de frontière. Notons encore le Hornod, qui naît aux

portes de *Strba*, et se grossit des eaux de la Slana; celle-ci, prenant sa source dans les monts Métallifères, à quelques kilomètres du Hron, l'unit à la Tiza.

En général, les rivières, torrentueuses et à fortes pentes, sont peu favorables à la navigation. Cependant, l'on fait actuellement de grands travaux pour canaliser les plus importantes et faciliter ainsi les moyens de transport.

Quoique l'hiver soit rude en Tchécoslovaquie, il est moins rigoureux qu'en Russie. En été, la chaleur s'y fait moins sentir qu'en Hongrie. En somme, on y constate une température moyenne de 8 degrés. Aux environs des montagnes de la Bohême et des chaînes élevées des Carpathes, le thermomètre marqué 5°. L'hiver dure longtemps; les gelées persistent pendant trois mois en Bohême et, malgré cela, grâce à la température élevée de l'été, les cultures comme celles des vignes de Melnik et de Cernoseky sont rémunératrices. On remarque la rareté des pluies (de 400 à 600 millimètres par an). Elles sont heureusement réparties sur toute l'année, fait appréciable, car les terres sont ainsi protégées contre une sécheresse qui serait désastreuse.

Quant à ce qui concerne l'ethnographie, nous ne saurions mieux faire que de conseiller à nos compatriotes la lecture du livre si documenté de M. Louis Eisenmann, sur la Tchécoslovaquie. Ils y verront, en effet, que le domaine national des Tchèques et des Slovaques comprend quatre régions au point de vue de la linguistique. D'après le recensement de 1926, il y aurait 9.000.000 de citoyens tchécoslovaques; ainsi répartis : 3.747.540 Allemands, 1.071.328 Magyars, 432.760 Ruthènes, 166.802 Polonais. Ce qui différencie un Tchèque d'un Slovaque, ce n'est point tant un caractère anthropologique spécifique que la distinction des deux langues. Celles-ci pourtant ne présenteraient jamais que les deux formes d'un même dialecte. Jusqu'au milieu du XIX^e siècle, en effet la langue tchèque resta la langue littéraire des Slovaques dont le parler est demeuré l'idiome régional. On peut aussi invoquer la diversité des religions. Les

Tchèques pratiquent le catholicisme, les Slovaques restent fortement attachés au culte hussite. Aussi, la pression du gouvernement hongrois, les efforts soutenus du clergé, ont-ils amené la rupture des deux dialectes. La vieille monarchie voyait dans l'opposition systématique des deux langues un moyen de détacher la Slovaquie de Budapest, mais, en fait, le Tchèque n'a jamais été un étranger pour le Slovaque, ni le Slovaque un ennemi pour le Tchèque.

La race allemande est représentée, sur le territoire de la Nouvelle République, sous des formes multiples : on y compte des Bavares, des Autrichiens, des Franconiens, des Thuringiens, des Saxons, des Frisons et des Flamands.

Nous ne saurions oublier, dans cette courte énumération, les Magyars de Slovaquie, établis entre la Spil et le Hornad et qui appartiennent à la tribu des Paloc, l'une des races les plus curieuses et dont le représentant le plus fameux est l'illustre romancier, Mikszath.

Cette population, si bigarrée, est diversement répartie dans les quatre régions dont parle M. Louis Eisenmann. La Silésie compte 147 habitants par kilomètre carré; la Moravie, 118; la Bohême, 130; la Slovaquie, 59; la Russie Subcarpathique, 47. On trouve, en Tchécoslovaquie, trois grandes villes avec plus de 100.000 habitants, ce sont : Prague, 728.000 h.; Brno (Brünn), 201.000 h.; Moravska-Ostrava, 200.000 h. Cette dernière ville peut être comparée, pour l'extension de l'industrie métallurgique, au Creusot. Viennent ensuite : Pilsen avec 85.000 h.; Bratislava, 78.000 h.; Budejovice (Budweis), Olomouc (Olmütz), Kosice (Kassa) avec 50.000 h. Citons encore : Usti Nad-Labem (Aussig); Liberec (Reichenberg); Opava (Troppau); Jablonec (Gablonz); Teplice (Teplitz); Cheb (Eger) et Most (Breix) avec 25.000 habitants.

La disposition des villes tchèques est analogue à celles de l'Autriche et de l'Allemagne. Même aspect, mêmes procédés de construction. Les villes de la Slovaquie rappellent plutôt l'influence des Magyars. Ce sont de longues rues, avec des maisons

basses, à simple rez-de-chaussée, que surmonte un grenier. Dans les villages, au centre même, émerge d'ordinaire, sur la masse plate et allongée des demeures pauvres et grisâtres, répandues en tous sens dans la campagne, un petit groupe de maisons plus hautes, aux toits fortement inclinés.

II

LA SITUATION ECONOMIQUE ACTUELLE DE LA TCHECOSLOVAQUIE

Le peuple tchèque, si ardent au travail, intelligent et tenace, méritait bien de posséder le territoire le plus riche et le plus fertile de tout le royaume de la Monarchie austro-hongroise. Il a su, en effet, exploiter les richesses naturelles de ce sol fécond, sur lequel l'agriculture, l'industrie et le commerce peuvent s'exercer et se balancer dans un juste et heureux équilibre.

Voyez en Bohême : quelle fertilité ne présente pas la cuvette formée par l'Elbe et ses affluents, la Vltava, l'Ohre, la Jizera (Iser) et l'Orlice? C'est là que nous trouvons les villes si florissantes de Zatec (Saaz), Litometice (Leitmeritz), Jicin, Hradec, Kralové, Chrudin, Cazlav. D'un autre côté, la vallée de la Dyje, avec ses affluents, la Svatka et la Svitava, et celle de la Morava forment les deux magnifiques plaines de la Hana, dont Plomouc est le centre. Voici la Slovaquie occidentale, qu'arrosent les flots bleus du Danube, avec ses récoltes si abondantes, et plus bas, les terres de la Slovaquie orientale, baignées par l'Ipel et le Hornad. La même fertilité se retrouve dans le bassin de Glatz, dans la région accidentée de la Russie Subcarpathique.

C'est au voisinage et au pied des montagnes que s'est concentrée l'exploitation des gisements miné-

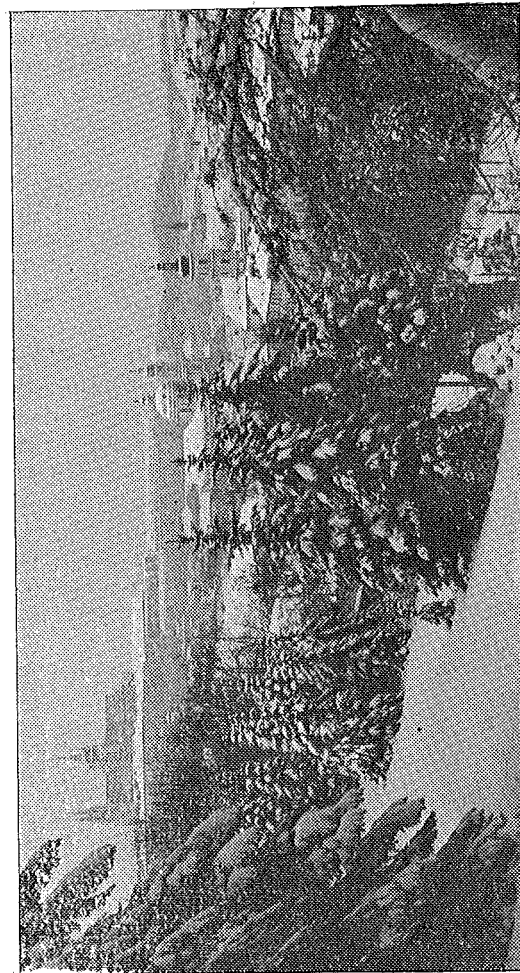
raux, houillers ou métallurgiques. C'est là aussi que nous trouvons l'industrie textile. Le minerai, le charbon abondent dans les vallées de l'Ohre et de la Bila, aux environs de Prague, surtout dans la vallée de la Berounka (Beraun) et à Plzen. La région où s'élève la ville de Karvinna, en Silésie, fournit des quantités de charbon, tandis que Moravska Ostrava et Vítkovice, à l'ouest, et les usines de Trinec, près de Tésin, avec leurs grandes usines métallurgiques, ont acquis une renommée quasi mondiale. Sur les deux versants des Monts Métalliques, nous découvrons encore de considérables gisements miniers. Nous citerons seulement, ici, celles de Banská-Bystrica-Kremnica-Stiavnica et celle de Dobruška-Boznava-Rimavska-Sobota, près des usines de Salgó Tarján et de Miskolc.

Quant aux exploitations textiles, on les rencontre surtout au pied des Monts Géants, en Silésie occidentale. Dans l'ensemble, la Bohême est, avec la Silésie, la région la plus industrielle, tandis que la plupart des agriculteurs vivent en Moravie et en Slovaquie.

Le malheur est que la Tchécoslovaquie produit très peu de charbon. On compte seulement cinq bassins houillers importants et quatre bassins de lignite. Les principaux gisements de houille sont dans la partie orientale de la Bohême, vers le nord. Les principaux centres de ce genre d'exploitation sont Ostrava-Karvinna, Plzen-Stribo, Kladno, Zacler. En Moravie, on cite Rosice (Rossitz). Pour trouver le lignite, il faut traverser la Bohême jusqu'aux confins de la région septentrionale, autour de Most et de Duchcov (Brux et Dux), Falknov sur l'Ohre (Falkenau). Nous en rencontrons encore dans la Moravie du Sud, aux environs de Hodonin et en Slovaquie, près de Handlova, dans le département de Nitra.

On comprend, dès lors, l'âpreté de la lutte entre la Tchécoslovaquie et la Pologne, au sujet de la possession du Tésin, qui est le plus riche gisement houiller, et qui, depuis des siècles, faisait partie du duché de la Bohême.

Et cette lutte était bien compréhensible, puisqu'il y avait du côté des Tchèques, non seulement



VUE DES ENVIRONS DE PRAGUE

(Cliché Praha.)

un sentiment très net de leurs droits et de leur dignité, mais qu'il était de leur devoir, en défendant un bien qui leur appartenait, de protéger leur industrie présentant, à leurs yeux, un intérêt économique des plus considérables. La production des gisements houillers ne suffit pas, en effet, à la consommation du pays. Celle du lignite, au contraire, la dépasse, et cette espèce de charbon fossile, provenant de la décomposition de certains végétaux est d'une grande utilité pour l'exploitation des usines.

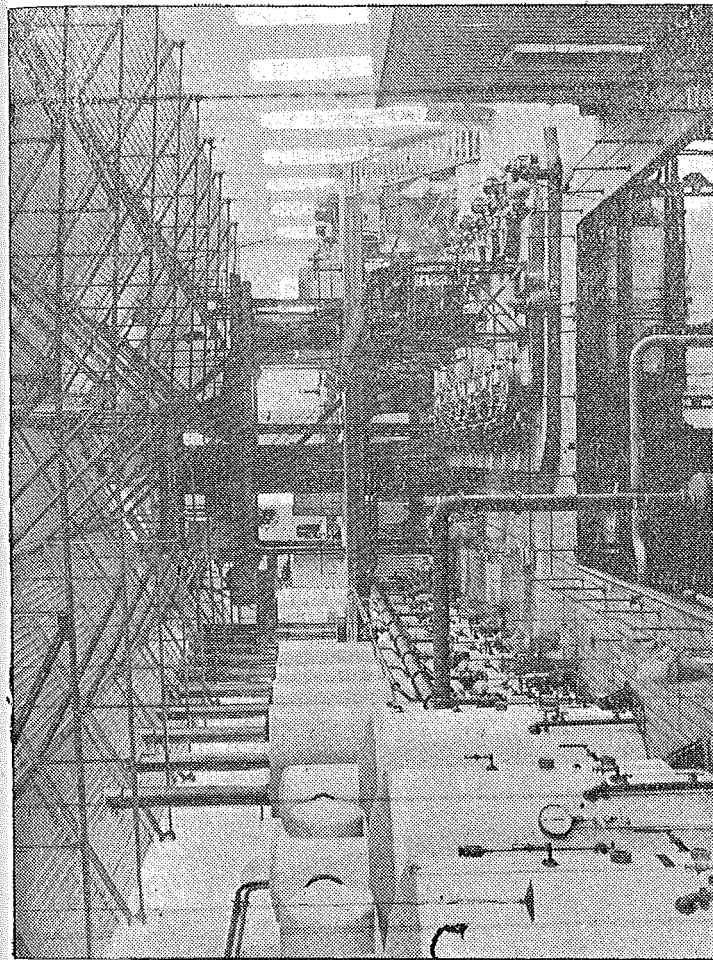
Aucun peuple, du reste, ne possède sur son sol, autant de richesses métalliques. C'est l'or, l'argent, le cuivre, les minerais de fer, de plomb, d'étain, d'antimoine, de zinc, de graphite, d'urane, de wolfram et de sel, que l'on découvre presque à chaque pas, dans les montagnes, les vallées, les terrains incultes ou boisés de la Tchécoslovaquie. Aux environs de Karlovy-Vary et de Znojmo, le kaolin se trouve en très grande abondance. Dans la haute vallée de l'Ipel s'étendent les terres argileuses et le feldspath; la silice n'y est point rare. En très grand nombre aussi surgissent à nos yeux les sources minérales et thermales. Quelques-unes d'entre elles ont même acquis une renommée mondiale, grâce à leurs merveilleuses propriétés curatives. Si nous cotoyons les bords du Vah, nous aurons le choix entre Carlovy-Vary (Carlsbad), Trantiskovy Lazné (Franzesbad) et Mariánské Lazné (Marienbad, Teplice). En Moravie, Luhacovice, sur le versant occidental des Carpathes Blanches, attire notre attention, tandis que Podebrady, dans la pittoresque vallée de l'Elbe, Bibina, près de Teplice, Rajic sur le versant ouest des petites Tatry, et la jolie petite ville de Slive, blottie au fond du verdoyant bassin du Hron, voient accourir dans leurs murs, grâce à leurs eaux salutaires, la plupart des malades du monde entier.

Il n'est pas jusqu'au pétrole, qui ne promette de grands avantages à la Tchécoslovaquie, depuis que les techniciens se sont mis à explorer les diverses régions de la jeune République. Nous citerons surtout les puits de Glébi (Egbell) à l'extrémité occidentale des Carpathes Blanches. Le rendement actuel est évalué à 7.000 tonnes. Mais il se peut que

L'on parvient à creuser d'autres puits qui contribueront à accroître ce genre d'exploitation commerciale. En outre, on songe à utiliser la houille blanche et à électrifier la plus grande partie du territoire tchécoslovaque. Les usines de Chomutov (Kornolau) et de Slechovia sont destinées à alimenter la ville de Prague. En Moravie, on mettrait à contribution l'usine à vapeur d'Ostavany et l'on en créerait une autre à Znojmo. Quant à la Slovaquie, les eaux abondantes du Vah en modifieraient toutes les conditions économiques. Nul doute que cette transformation de l'énergie industrielle n'ait des conséquences efficaces, sur les chemins de fer, sur les moyens de transport, pour lesquels, du reste, le gouvernement songe, depuis longtemps déjà, à aménager tous les cours d'eau navigable.

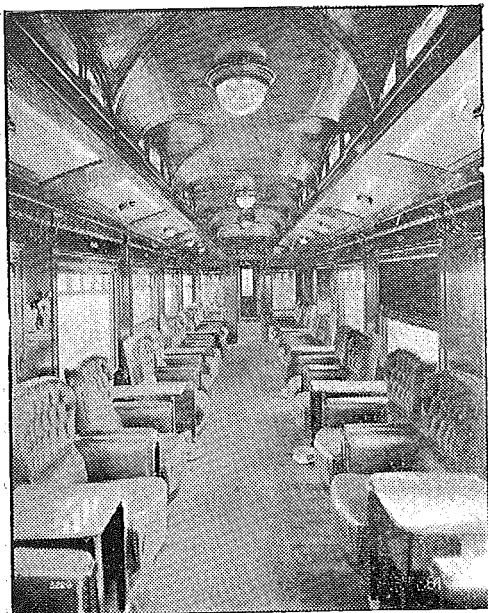
Avec le développement de l'industrie moderne, les exigences toujours croissantes de l'importation et de l'exportation, qui jouent un rôle si considérable dans la vie de nos sociétés modernes, rien n'est plus important que la question des transports. De leur multiplicité et de leur rapidité dépend le bien-être et la prospérité d'une nation. Actuellement, le réseau routier de tout le territoire de la République est de 89.700 kilomètres, dont 56.000 consacrés à la Bohême, à la Moravie, à la Sibérie, 29.000 à la Slovaquie et 4.700 k. à la Russie Subcarpathique. Les voies navigables offrent un réseau total de 1.000 kilomètres environ. Signalons la grande artère formée, en Bchême, par la Vltava et l'Elbe. La navigation commerciale sur l'Elbe commence au port fluvial d'Ustinad-Laabem Husseg jusqu'à Hambourg. Sur le Danube, Bratislava est destinée à faire concurrence à Vienne et à Budapest.

Le réseau fluvial atteindra toute son ampleur quand les canaux commencés relieront l'Elbe, l'Ohre et la Vistule au Danube. Lorsque le canal qui doit unir ce fleuve à l'Adriatique sera un fait accompli, la Tchécoslovaquie pourra communiquer avec les deux mers, et comme elle possède, à l'heure actuelle, des débouchés que lui garantit le traité de Versailles, pour une période de 99 ans, dans les ports de Trieste et de Hambourg, sa situation éco-



UNE DES PLUS BELLES INSTALLATIONS INDUSTRIELLES DE PRAGUE

(Pratka)



WAGON-SALON DANS LES TRAINS TCHÉCOSLOVAQUES

(Cliché Praha.)

nomique doit forcément devenir de plus en plus prospère.

Le réseau ferré, réparti en sept directions, relève pour les deux tiers du ministre des chemins de fer. Il a une longueur de 13.316 kilomètres. Le rapport de la longueur des voies ferrées à la superficie du territoire est exactement le même que celui de la France, c'est-à-dire, 9 k. 400 h. pour 100 kilomètres carrés.

Comme dans la plupart des pays d'Europe, les wagons tchécoslovaques sont distribués en trois classes : ceux de 3^e classe avec des compartiments à dix places; ceux de 2^e classe avec des compartiments à 8 places et ceux de 1^{re} dont les compartiments sont disposés pour six voyageurs. Dans certains express de la Compagnie Internationale, on a établi des wagons-lits et des wagons restaurants pour les voyageurs de 1^{re} et 2^e classe. La seconde classe coûte le double de la 3^e et la 1^{re} le double de la 2^e. Il n'est accordé aucune franchise pour les bagages. La taxe est d'environ 0 couronne 20 par 10 kil., elle est majorée de 50 % pour les express.

Sous l'ancienne monarchie, les lignes principales de la Bohême évitaient la ville de Prague et se dirigeaient toutes sur Vienne. C'est le contraire qui arrive aujourd'hui. Les grandes artères doivent converger vers la capitale de la Bohême. Quatre voies ferrées seulement relient actuellement les pays tchèques et la Slovaquie : au sud, la ligne Breclava-Kuty-Bratislava, que vient rejoindre la ligne locale de Kutz à Trnava; au nord, nous ne trouvons qu'une seule voie ferrée de premier rang : Bohumin-Caca-Kosice; enfin la ligne de Prague à Zilina.

Pour le service des postes, télégraphes et téléphones, le gouvernement a créé un ministère spécial, qui comprend six directions régionales, avec un personnel de 45.000 employés. On compte 6.000 bureaux de poste, 52.000 kilomètres de fils télégraphiques, 160.000 k. de fils téléphoniques urbains et 50.000 d'interurbains.

Ne voulant point rester en arrière des autres nations, au point de vue de l'aéronautique, la Tchécoslovaquie poursuit sans défaillance le développe-

ment de ses itinéraires aériens. Nous pouvons citer parmi le plus important celui de Paris-Strasbourg-Prague-Varsovie. Le gouvernement a l'intention de se servir des transports par avions, pour donner une extension de plus en plus considérable au trafic international.

Par ce qui précède, on voit avec quelle vigilance M. Thomas G. Masaryk et ses dévoués collaborateurs suivent les progrès de la civilisation occidentale, pour accomplir, sinon d'une façon immédiate, du moins le plus rapidement possible, les réformes politiques, administratives et économiques qui assureront à leur pays la prépondérance parmi les grandes puissances européennes. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, que les peuples, qui prétendraient s'isoler et vivre de leurs propres ressources, seraient condamnés à une déchéance rapide et fatale. Vouloir ignorer la marche des nations qui nous entourent, les maux dont elles souffrent, les opinions, les tendances, les goûts qui, chaque jour s'y développent, ce serait, sinon compromettre irrémédiablement notre propre patrie, mais en entraver le progrès, en arrêter misérablement l'essor. Aussi, quelle admiration ne devons-nous pas éprouver pour les glorieux défenseurs et libérateurs des pays Balkaniques, qui n'ont pas hésité à renier les vieilles méthodes gouvernementales, et à initier les nouvelles générations de l'Orient aux multiples transformations, si étranges et si complexes, qui sont appelées à régénérer l'univers.

III

LE RECENSEMENT
DES TERRES TCHECOSLOVAQUES
ET LA REFORME FINANCIERE

Il suffit de lire l'Histoire et de parcourir les multiples étapes de l'Humanité à travers les âges, pour se rendre compte que chez tous les peuples, aussi bien en Grèce qu'à Rome, dans l'antiquité, et chez les nations modernes, la possession du sol et sa répartition ont provoqué des troubles redoutables. L'âpre avidité des patriciens ne souleva-t-elle pas les révoltes de la plèbe? Et les Gracques, pour avoir voulu défendre la cause sacrée des deshérités de la fortune, ne furent-ils pas égorgés en plein forum? La répartition de la propriété foncière a toujours été l'un des problèmes économiques les plus difficiles à résoudre, et il y a toujours eu une répercussion constante des diverses formes de gouvernement sur les conditions sociales des pays, sur la distribution des terres entre tous les citoyens.

Le grand mérite de la nouvelle constitution que la Tchécoslovaquie s'est donnée, immédiatement après la guerre, a été justement de hâter « *la réforme agraire* » et de transformer une organisation terrienne qui, depuis l'avènement des Habsbourg, était une spoliation unique au monde, de la plus grande partie d'un territoire qui appartenait absolument aux Tchèques, et par suite une cause de représailles incessantes, une cause permanente de dépression morale et dont la conséquence fatale fut l'appauvrissement progressif de la masse laborieuse et un état stagnant d'inertie nationale.

La terre arable se trouvant presque entièrement entre les mains d'un petit nombre d'étrangers, favorisés par la cour de Vienne, des milliers d'agri-

culteurs, en Bohême, en Moravie et en Silésie, se trouvaient dans l'impossibilité, en raison de l'exiguïté du sol qui leur était dévolu, de s'entretenir eux-mêmes et de subvenir à l'existence des membres de leurs familles. Aussi, l'émigration était-elle énorme. M. Antoine Pavel, dans sa remarquable étude sur *les Bases et les Effets de la Réforme Foncière en Tchécoslovaquie*, affirme qu'il existe hors des frontières de la jeune République, 2.300.000 émigrés provenant, pour les deux tiers, des familles agricoles. Les régions les plus fertiles de la Slovaquie et de la Russie subcarpathique étaient laissées en friche : Le fermage et le salariat, effets désastreux de toute accumulation agraire entre les mains de quelques seigneurs, étaient les conséquences déplorable de cette lamentable situation. Notons en outre que, lorsqu'il en est ainsi, non seulement la quantité des produits alimentaires diminue, mais la qualité en est aussi inférieure. La vie économique et sociale est ainsi gravement atteinte. Rien ne nuit davantage à la production des cultures maraîchères, à l'élevage des troupeaux, que d'immenses domaines sous l'autorité d'un seul maître. Seuls, les rendements qui exigent de vastes étendues de terre et le moins de soins sont en faveur auprès des puissants propriétaires. Or, comme un gouvernement autocrate ne s'appuie que sur un petit nombre de privilégiés, dont les désirs d'accaparement pour satisfaire leurs caprices et leurs convoitises sont insatiables, il est évident qu'un tel régime s'oppose au morcellement du sol et reste l'ennemi irréductible de tout progrès rural. Une politique démocratique est seule capable d'amener une démocratie économique. Avec les Habsbourg, c'était le règne du féodalisme stérile, outrageant, provocateur, insensible aux misères de la collectivité ouvrière, muet toutes les fois qu'il s'agissait de répondre aux réclamations légitimes. Avec le régime républicain, étendant son influence réparatrice sur toute la Bohême, la Moravie, la Slovaquie, la Russie Subcarpathique affranchies ou reconquises, ce devait être la disparition des illégalités odieuses et nuisibles au progrès de la race; en proclamant la disparition des immenses fiefs

seigneuriaux, le premier ministre du président Masaryk a fait briller au-dessus de son peuple l'aurore des bienfaites libertés, préparant plus de bien-être individuel et social.

La nouvelle constitution de 1918 décréta, en effet, l'abolition des terres dites « latifundia » c'est-à-dire, de celles qu'après la bataille si désastreuse de la Montagne-Blanche en 1620, la famille royale des Habsbourg avait confisquées aux nobles et aux communes tchèques, protestantes, pour en faire un don, aussi condamnable que criminel, à l'aristocratie autrichienne. Tout cela n'alla point sans récriminations, sans difficultés. Tout d'abord, il fut question d'exproprier les grandes propriétés foncières, sans accorder la moindre indemnité. Tel était l'avis des comités socialistes. Un procédé aussi brutal, quoique légitime dans le fond, parut, peu louable, cependant, aux hommes nouveaux qui venaient d'assumer la lourde responsabilité du pouvoir. Après de longues discussions, il fut déclaré qu'il était contraire au principe de la réforme agraire de transférer sans indemnité les propriétés saisies. On décréta, en outre, que les possesseurs de *latifundia* ne seraient contraints à l'expropriation qu'autant que leurs biens dépasseraient une étendue de 150 hectares. Seules, les terres appartenant à l'ancienne famille régnante des Habsbourg devaient être confisquées et les sommes réalisées par leur vente remises au fonds des réparations interalliées. En adoptant des mesures aussi modérées, le gouvernement de M. Masaryk n'a-t-il point donné l'exemple d'une très grande sagesse et d'un très louable libéralisme?

Quant aux autres terres, l'indemnité à accorder a été calculée d'après un barème qui s'est inspiré des prix payés pendant les années 1913, 1914 et 1915. La première moitié de la somme doit être payée au comptant. L'autre moitié est inscrite au Livre des Indemnités, et le propriétaire exproprié touche annuellement un intérêt de 4 %, plus un amortissement fixé à 1/2 %.

D'après la loi, c'est entre les artisans, les petits agriculteurs, les prolétaires ruraux, les légionnaires qui ont pris part à la guerre, les mutilés, les

coopérations agricoles, d'habitation et de consommation, les communes, les associations publiques, les œuvres philanthropiques, les institutions sociales et scientifiques que les terres ainsi expropriées doivent être réparties. En outre, l'Etat a été autorisé à garder certains domaines pour des entreprises d'utilité publique.

C'eût été une manœuvre des plus vexatoires et contraires à la plus stricte équité, que de faire jouer des considérations de race ou de nationalité dans le morcellement du territoire tchécoslovaque. Les buts poursuivis par la nouvelle République sont purement économiques et ne visent que l'intérêt général. Il est cependant une chose importante à retenir, c'est que toutes les nationalités qui se partagent la Tchécoslovaquie ne travaillent pas le sol dans la même proportion. Ainsi les Tchèques, les Slovaques, en grande majorité agriculteurs, ne se trouvent point, quant à la répartition, dans des conditions aussi favorables que les Allemands et les Hongrois.

Rien de plus délicat, de plus complexe que la rédaction des Lois et Décrets concernant la réforme agraire. D'après le relevé officiel, 3.963.064 hectares, c'est-à-dire 28 % de la superficie totale de la République auront été saisis. Le nombre des propriétaires expropriés s'élève à 1.730; presque tous, possesseurs de *latifundia*. Bien des amendements ont été apportés à la loi, afin de lui enlever tout ce qu'elle pourrait présenter d'arbitraire, de vexatoire et d'illégal aux yeux de tout législateur impartial. C'est ainsi que tout fermier, pouvant prouver qu'il a, à partir du 1^{er} octobre 1901, loué ou sous-loué un terrain appartenant à l'Etat, ou saisi, ou devenu propriété de l'Eglise, a le droit d'en demander l'achat, au prix ayant cours en 1913; il peut aussi en faire prolonger le bail, pendant six ans, aux conditions actuelles. Par l'article 63 de la même loi sur la répartition du sol, il est stipulé que l'Office Foncier a le droit d'imposer au propriétaire du terrain exproprié l'obligation de donner à bail aux sollicitants, qui rempliront les conditions requises, une certaine partie du sol aux conditions ordinaires du bail et pour une période

de six années au maximum. Signalons aussi certaines mesures relatives à la partie du sol réservée aux constructeurs. Ainsi, il sera permis à des milliers d'humbles agriculteurs et de pauvres paysans d'acquérir des terrains à bâtir, à des prix fort modiques; 6.304 hectares de terrain ont déjà été cédés à 32.651 sollicitants.

En Tchécoslovaquie, comme partout ailleurs, il y a eu crise de logement, dans les villes comme dans les campagnes. Mais les facilités, accordées par le gouvernement à tous ceux qui ont désiré construire, a assez rapidement enrayé ce mal dont souffrent presque tous les habitants de l'Europe. Il ne faut pas, cependant, se laisser entraîner à des illusions fâcheuses. L'application définitive de la réforme agraire, qui a commencé vers la fin de 1921, n'aura atteint son but qu'en 1928, très probablement. Sur 362.250 postulants, 121.891 personnes ou familles ont obtenu satisfaction. Les statistiques démontrent amplement que, grâce aux *propriétés-souches*, c'est-à-dire au maintien d'un certain nombre d'exploitations agricoles très anciennes, auxquelles l'Etat a accordé la possession d'un nombre proportionné de terres, les fermiers et les employés, qui cultivaient jusqu'ici les terrains saisis, l'emportent réellement parmi les acquéreurs : ceci a une très grande importance au point de vue de l'intensification de l'agriculture tchécoslovaque.

C'est principalement en Slovaquie et dans la Russie Subcarpathique, destinées par la fertilité du sol à devenir les greniers de la République, que le gouvernement de M. Thomas G. Masaryk procède, malgré les débours considérables qu'entraînent les frais de construction, à l'établissement de nombreuses colonies agricoles. La plus grande partie des terres confisquées, qui consistent en forêts et sont, par là, impropres à la culture des céréales, est devenue la propriété de l'Etat. Le sol forestier occupe le tiers de la superficie du pays. Par une disposition, qui peut paraître étrange, le législateur n'a pas admis la répartition des terrains boisés.

« Il ne peut être attribué — dit à ce sujet M. Antoine Pavel — des lots forestiers à des particuliers

que dans des cas tout à fait exceptionnels et dans une mesure restreinte, surtout pour leur permettre d'arrondir ou de compléter leur propriété forestière ou autre et, seulement, si le sol forestier dont il s'agit ne convient pas, vu sa faible étendue, à une exploitation communale ou d'Etat ou, enfin, si ledit sol est entouré complètement ou en partie par des terres du postulant. »

Que l'on ne s'imagine pas, toutefois, que la réforme agraire ait été d'une exécution facile; elle a, au contraire, donné naissance à des difficultés nombreuses, qui n'ont pu être aplanies que grâce à la ferme clairvoyance des nouveaux ministres. Comment assurer, en effet, la subsistance du personnel des grands domaines saisis par la loi? Qu'allait-on faire des employés, des surveillants, des ouvriers à demeure, des ouvriers payés en nature, ou en espèces? Une question autrement grave était celle du chômage, auquel on allait forcément condamner tous les citoyens adonnés à l'agriculture et que la confiscation de tous ces biens laissaient quasi nus, sans ressources, sans abri, sans pain, et sur le froid des pavés. Quel politicien tant soit peu humanitaire ou avisé eût osé traiter de quantités négligeables tant de forces physiques et intellectuelles dont l'activité professionnelle rendait, depuis, des siècles, un si grand service au pays?

Des compensations s'imposaient. D'accord avec la commission nommée à cet effet, le premier Président de la République élaborait un programme dont l'application immédiate a, dans la mesure du possible, prévenu bien des troubles. On a donné des terres à certains de ces agriculteurs, on a maintenu d'autres dans leurs anciens foyers, ou on leur a octroyé d'autres emplois. Une troisième catégorie d'ouvriers agricoles a été indemnisée; enfin, les vieillards, à partir de soixante ans, et les invalides, ont reçu une pension en rapport avec leurs infirmités et les exigences de la vie actuelle.

Il faut ajouter, à la louange du nouveau gouvernement, qu'il a autorisé le développement des coopératives agricoles, essai presque inconnu dans le domaine de l'agriculture mondiale.

Enfin, pour permettre à l'application de la ré-

forme agraire de donner le plus rapidement possible des résultats positifs, des crédits ont été consentis. Qu'il s'agisse d'exploitation publique ou privée, d'encourager la colonisation intérieure ou de construire les locaux nécessités par l'extension de l'agriculture, les banques de l'Etat ont ouvert leurs caisses aux solliciteurs.

Quels sont donc les effets obtenus par de telles dispositions législatives? Nous constatons, en premier lieu, dans la Nouvelle République, le renforcement des petites exploitations, la multiplication des propriétés rurales moyennes, l'atténuation du chômage, cette plaie de l'Angleterre et de l'Italie, par suite, le ralentissement progressif de l'émigration, la fin de la crise du logement dans les campagnes, l'agrandissement des biens fonciers de l'Etat.

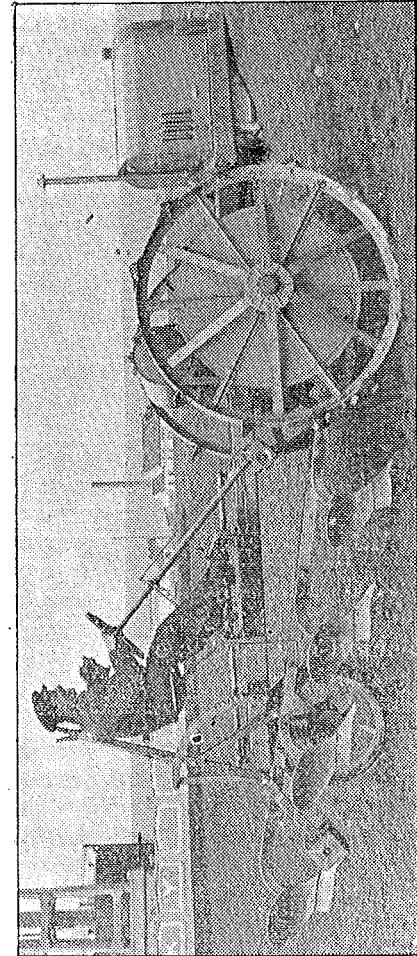
Rappellerons-nous, en terminant, les critiques contre la réforme agraire et contre les efforts du gouvernement pour conjurer les plus graves dangers économiques que la guerre ait fait naître et dont tous les peuples d'Europe aient jamais été menacés? Nous ne nous en sentons pas le courage, tant nous avons conscience qu'il serait injuste, criminel même de suspecter la loyauté, le patriotisme si ardent, si éclairé, de ceux qui ont pris en main le pouvoir suprême. On a prétendu et, selon notre humble opinion, bien à tort, que le gouvernement révolutionnaire n'avait accompli qu'un morcellement mécanique, qu'une multiplication de petites entreprises, rien qu'une simple réduction de toutes les entreprises à un seul type.

Tout autre est la vérité! A l'heure actuelle, l'industrie agricole, appuyée sur des milliers de bras vigoureux et libres, vient de prendre un magnifique essor. Fait indiscutable, signe réconfortant, car en veillant au choix des nouveaux acquéreurs des terres tchécoslovaques, au maintien du rendement agricole antérieur et à une exploitation intelligente et soutenue, le nouveau gouvernement assure au pays une prospérité croissante basée sur la Justice et la Liberté.

IV

L'AGRICULTURE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Il suffit de parcourir, dans tous les sens, le territoire de la République, pour se convaincre que les Slovaques sont bien les seuls à avoir un goût réel et profond pour l'agriculture. Leur région forme, en effet, les deux cinquièmes de la superficie agricole de toute la Tchécoslovaquie, et cette étendue de terre, partout où elle est utilisable, ils l'exploitent à fond. C'est elle qui fournit à tous les habitants certains produits dont l'agriculture tchèque manquait absolument, comme le tabac, le maïs si nécessaire à l'élevage des troupeaux, et les vignes. Nous avons dit plus haut les raisons de ce désintéressement et de cet abandon des terres si préjudiciables au bien-être matériel des citoyens. Avant la libération de la Bohême, le cinquième du sol labourable appartenait aux rares propriétaires qui possédaient chacun plus de cent hectares. En Slovaquie, certains domaines avaient une étendue de plus de mille hectares. Comment, dans de telles conditions, pouvait-on espérer une bonne exploitation de la terre et un rendement intensif? Les habitants étaient ainsi voués à une misère permanente. La nouvelle loi foncière, élaborée et mise en vigueur par les soins du premier ministère, a mis fin à de pareils abus, qui portaient journellement atteinte à la prospérité de la population. Non seulement le morcellement du territoire a redoublé l'activité des énergies individuelles et augmenté le nombre des agriculteurs, mais l'instruction des paysans tchèques sur la manière de labourer, d'ensemencer les champs est activement développée. Le gouvernement n'a pas hésité à stimuler le zèle des corporations agricoles, qui s'élèvent au nombre de 10.000 et comptent un million d'adhérents. On s'a-



MACHINE AGRICOLE EMPLOYÉE EN TCHÉCOSLOVAQUIE
(Cliché Praha.)



LES TRAVAUX AGRICOLES EN TCHÉCOSLOVAQUIE

(Cliché Praha.)

donne de plus en plus à la culture de la betterave, et, par suite, l'industrie sucrière a pris un plus grand essor. Pour la qualité vraiment supérieure du houblon qu'elle produit, la Tchécoslovaquie est inscrite au premier rang dans le monde commercial. L'abondance de son orge a donné naissance à un très grand nombre de brasseries. N'oublions pas, non plus, l'alcool qu'elle retire de la betterave, des grains et de la pomme de terre, ce qui lui permet d'envoyer sur tous les marchés du monde, 1.260.000 hectolitres par an. Parmi les 73 établissements de raffineries, les plus importants sont Velké, Surany et Sereď en Slovaquie, la Société sucrière bohême à Prague, enfin celles d'Hodonin et d'Opava.

V

DES REFORMES

d'ordre administratif, judiciaire, militaire et religieux en Tchécoslovaquie.

1. L'ADMINISTRATION. — LA JUSTICE

A peine a-t-il été en pleine possession du pouvoir que le premier ministère de la jeune République s'est mis courageusement à l'œuvre de transformation nécessitée par un si subit changement de régime. Des Etats autocratiques ne peuvent tout d'un coup passer aux institutions démocratiques, sans heurt, sans tâtonnements, sans difficultés. L'organisation administrative a dû être entièrement renouvelée. Les anciennes divisions historiques en vingt-et-une régions ont disparu. En fait, il n'existe plus de Bohême, de Moravie, de Silésie, de Slovaquie; les Unitats ont fait leur temps. L'on a assimilé la ville de Prague à un département. Les préfets (zupani) et les sous-préfets (obremi naceľnici) président les conseils et les commissions

permanentes. Tout conseil départemental se compose de 35 membres. Si la population dépasse 700.000 habitants, la Loi nomme un membre de plus par 20.000 habitants.

Les districts sont dirigés par des conseils renfermant huit membres élus pour quatre ans, et dont les attributions sont purement administratives. Chaque conseil est convoqué une fois par mois. Le sous-préfet a le droit d'y adjoindre un ou deux fonctionnaires. Au fond, l'on n'a que très peu modifié l'ancienne organisation municipale autrichienne, et ce sont surtout les villes qui ont subi, de par le fait de la création des départements, des changements sensibles. A Prague le conseil communal compte 90 membres, à la tête desquels se trouve le bourgmestre, assisté de deux vice-bourgmestres.

De même que l'organisation administrative a dû subir des changements profonds et que les anciennes divisions ont été supprimées pour faire place à 21 *zupy* ou départements, de même les institutions judiciaires ont été l'objet d'une refonte plus en harmonie avec le nouveau régime.

Mais nous avons peu de chose à dire sur les altérations subies par la vieille organisation judiciaire. Nous constatons, à Prague, à Brno, à Moravska, à Ostrava, une police d'Etat. Or, plus que les institutions administratives, elles sont restées celles du régime autrichien ou hongrois. Il n'est, en effet, rien de plus délicat, de plus difficile, que de toucher aux rouages de la justice nationale; on risque fort de créer des troubles profonds dans une collectivité, en lui imposant tout d'un coup un système judiciaire tout à fait nouveau. On a créé une cour suprême à Brno, et quatre cours d'appel à Prague, Brno, Bratislava et Kosice. Dans les pays tchèques, nous revoyons les tribunaux de cercle; en Slovaquie, les *sièges*, qui comptent chacun plusieurs juges et les justices de district, à un juge unique.

Au total : 34 tribunaux provinciaux, 20 tribunaux de cercle, 12 sièges et 413 justices de district. Notons encore 35 cours d'assises, aux sièges des 35 tribunaux de première instance. Les magistrats,

nommés à vie ne peuvent être révoqués que s'ils sont passibles d'une condamnation disciplinaire. Les avocats possèdent quatre chambres réparties en Bohême, Moravie, Silésie et Slovaquie. Quant aux notaires, le ministre de la justice seul a pleins pouvoirs pour les désigner. Il a été créé une Cour suprême de justice à Brno, quatre cours d'appel à Prague, à Brno, à Bratislava, à Kosice. Dans les pays tchèques, on a créé en outre les tribunaux provinciaux de première instance et, en Slovaquie, les « sièges ». A noter aussi les justices de district qui sont à juge unique. On compte au total 3 tribunaux provinciaux, 20 tribunaux de cercle, 12 sièges et 413 justices de district. Au siège même des 35 tribunaux de première instance est rattachée une cour d'assises.

Pour être magistrat, il faut avoir fait ses études de droit et un stage auprès d'un ou de plusieurs tribunaux. Une fois nommé, le candidat est inamovible, à moins qu'il n'ait encouru quelque peine disciplinaire. Les avocats peuvent cumuler les charges d'avoués, de liquidataires, de syndics, de conseillers financiers, mais ils doivent être docteurs en droit. On compte quatre chambres des avocats, en Bohême, en Moravie, en Silésie et en Slovaquie.

Le ministre de la justice a seul le droit de nommer les notaires.

En résumé, l'organisation de la justice administrative est loin de fonctionner d'une façon normale dans toutes les régions de la République Tchécoslovaque. Il y a encore beaucoup à faire dans ce sens.

L'organisation financière en est encore à une période de flottement bien compréhensible. C'est l'ancien régime austro-hongrois qui domine. Il serait puéril de prendre déjà au sérieux les légères modifications que le gouvernement a cru devoir y apporter jusqu'ici. L'essor économique du pays est encore entravé par une dette publique de trois milliards de francs or, ce qui fait 1.260 fr. par habitant. Du reste nous en reparlerons plus loin.

2. L'ARMÉE. — LES CULTES

Depuis que les Tchèques ont été arrachés aux griffes du ravisseur et qu'ils jouissent d'une liberté absolue, reconnaissons que cette indépendance les contraint désormais à travailler avec une extrême vigilance, à la sécurité de leur territoire. Les ennemis irréductibles des siècles passés n'ont certes pas désarmé. Si l'on constate une orientation nouvelle dans la politique européenne, il n'en est pas moins à redouter que les ambitions qui paraissent éteintes ne se ravivent au moindre faux pas, à la plus légère imprudence des petites nationalités trop faibles encore et trop inexpérimentées. Aussi la préoccupation constante du Premier Président de la République, ainsi que celle de ses collaborateurs, est-elle de mettre sur pied une armée qui tienne le milieu entre l'institution des milices et une organisation vraiment militaire, en un mot, une force organisée et puissante, qui puisse répondre aux nécessités des nouvelles limites de la Tchécoslovaquie et aux dangers qui peuvent surgir des circonstances politiques actuelles.

On peut dire, en effet, que la nouvelle république est isolée au centre même de l'Europe; elle n'est entourée que d'ennemis qui, vaincus, n'aspirent pas moins secrètement à la revanche. Quant à la Pologne, elle n'est pas, non plus, une amie sincère. Celle-ci prétend jouer, aujourd'hui, un rôle prépondérant dans des régions qui sont encore secouées par les bouleversements de la guerre. Ne nous le dissimulons pas : la Tchécoslovaquie aura, plus d'une fois, à montrer les dents. Il lui faut donc une armature solide, protégée par des soldats disciplinés et entraînés aux fatigues des combats. Aussi, le gouvernement s'est-il attaché à favoriser le développement des sociétés de gymnastique qui, entre les Sokols (Faucons), les Aigles (Orli) et beaucoup d'autres sociétés similaires, donnent un total de 480.000 membres, fort bien entraînés à tous les exercices physiques. C'est en somme la thèse de la milice nationale, si ardemment défendue par le grand apôtre du socialisme français, Jean Jaurès, qui triompha en Tchécoslovaquie.

Mais c'est l'armée surtout qui est l'objet des plus graves préoccupations gouvernementales. On a dû, en effet, se rendre compte que la Tchécoslovaquie devenant un Etat indépendant ne peut vivre désormais qu'en intensifiant les forces destinées à défendre son territoire. D'où la transformation indispensable et immédiate des milices. Si l'on jette un seul instant les yeux sur la carte d'Europe, et sur la situation géographique de la jeune République, l'on se demande avec anxiété ce que l'avenir lui réserve, en face de l'Allemagne, de l'Autriche et même de la Hongrie qui, un jour ou l'autre, essaieront de prendre leur revanche. Sa constitution politique nouvelle constitue pour elle un perpétuel danger. Peut-elle du moins compter sur la Pologne, comme sur une alliée sincère? Mais celle-ci pardonnera-t-elle jamais à la Tchécoslovaquie le règlement de l'affaire du Tésin, règlement néfaste, à ses yeux, puisqu'elle a perdu, de ce fait, plus de deux mille habitants et un assez vaste territoire. Le traité de juillet 1920 n'a fait qu'accentuer ses rancunes. Donc, du côté de la Pologne, l'horizon est plutôt sombre. La Slovaquie n'est-elle pas sans cesse menacée par les bolchevistes magyars? Il importe que, de ce côté, la jeune République soit désormais garantie contre toute invasion possible et qu'elle possède une armure solide. Aussi le gouvernement de M. Masaryk suit-il avec un grand intérêt le développement parallèle des exercices physiques et militaires. Avec les Sokols (Faucons) qui renferment 2.000 groupes et forment un total de 300.000 hommes, et les sociétés catholiques, les Orli (Aigles) en Slovaquie, ne pouvait-on pas établir un cadre solide pour la défense nationale? C'est à la France que le gouvernement a confié le soin de mettre sur pied l'armée tchécoslovaque.

La mission française qui, depuis la mise en vigueur de la loi du 19 mars 1920, a procédé, à Prague, à la réorganisation de l'armée tchécoslovaque, a réussi à établir un système de défense qui contribuera puissamment à protéger contre toute agression extérieure le territoire de la République, et à maintenir en même temps dans son intégrité la liberté du pays.

Tout citoyen valide, depuis l'âge de 20 ans jusqu'à celui de 50 ans, est astreint au service. Les militaires de carrière n'ont leur retraite qu'à 60. En cas de guerre, tous les hommes de 17 à 60 ans sont mobilisés. Depuis 1827, le service est fixé à 14 mois. L'armée de campagne se compose de l'active et de la première réserve. La seconde réserve est une sorte d'armée territoriale dont le rôle est d'assurer les services de l'arrière et de l'intérieur. Chaque classe donnant actuellement 75.000 hommes, la Tchécoslovaquie possède donc une armée permanente d'environ 150.000 hommes. En temps de guerre, elle s'élèverait à 1.200.000.

La Bohême a été divisée en deux régions militaires : la Moravie et la Silésie; on en distingue deux aussi en Moravie : la Slovaquie orientale et la Russie Subcarpathique. Chaque région possède un chef-lieu où réside un général, avec le titre de commandant militaire régional. Il y a donc un chef suprême à Prague, à Brno, à Bratislava et à Uzhorod. Chaque division est constituée par 5 subdivisions en Bohême, 3 en Moravie et Silésie, 3 en Slovaquie et 1 en Russie Subcarpathique. On compte 12 divisions d'infanterie, 2 brigades de montagne, 2 brigades d'artillerie lourde et 3 brigades de cavalerie. Du reste, plus la conscience nationale deviendra forte et éclairée, et plus grandes seront les améliorations successivement apportées au fonctionnement et à la discipline de l'armée.

La question des cultes est, en Tchécoslovaquie, l'une des plus délicates à régler. On peut, cependant, approximativement, affirmer que les neuf dixièmes sont catholiques, sept pour cent, protestants, quatre pour cent, luthériens, deux pour cent, calvinistes et trois pour cent, israélites. Le catholicisme règne surtout dans les trois pays tchèques. Nous remarquons une plus grande diversité de cultes en Slovaquie. En Russie Subcarpathique, il convient de donner la majorité aux uniates; les Juifs y sont en minorité. Mais, tandis qu'en Bohême et en Silésie le hussitisme jouit de la plus grande faveur et que le catholicisme n'a été, jusqu'ici, qu'un titre purement administratif et gouvernemental; grâce à la pression des Habsbourg, les Slovaques ont gardé avec un soin jaloux leurs traditions catholiques.

Aucune partie de l'Europe n'a peut-être été plus déchirée par les guerres religieuses que la région des Balkans. La diversité des croyances a toujours causé entre les peuples des luttes fratricides. Que de haines héréditaires n'a-t-elle pas enfantées? Pendant des siècles, la Tchécoslovaquie a été le théâtre de ces combats sanglants et le bûcher sur lequel a péri Jean Huss est encore gravé dans toutes les mémoires. S'en effacera-t-il jamais? Là encore le gouvernement a vu surgir bien des difficultés, et rien n'a été plus délicat que de régler les cultes. Le catholicisme, le protestantisme et la religion juive se partagent la population, comme nous l'avons dit plus haut. Les neuf dixièmes des habitants sont catholiques, 7 % sont protestants (luthériens ou calvinistes) et 3 % professent le judaïsme; cette diversité des croyances rend la tâche du Gouvernement bien ingrate. Tandis que les Slovaques sont profondément attachés au catholicisme, la Bohême et la Silésie ont conservé intact leur culte ardent pour Jean Huss. Dans ces deux régions, le catholicisme n'a jamais obtenu qu'un caractère gouvernemental, qu'une sorte d'étiquette officielle et purement administrative. D'où des divergences assez profondes entre les Tchèques et les Slovaques. Il était donc de toute urgence, que le gouvernement réglât ce problème assez complexe, et il parut, à ses yeux, que le moyen le plus approprié aux circonstances était bien la séparation des cultes. Faut-il, pour cela, accuser le peuple tchèque d'être sceptique, matérialiste et athée, et tellement intransigeant dans sa manière de voir, qu'il se refuse d'admettre auprès de lui les âmes croyantes ou portées à embrasser la vie religieuse? Non, le peuple tchèque, plus que tout autre, a un sentiment très vif du divin et du respect que tout homme doit porter à tout ce qui touche la destinée humaine dans l'au-delà.

Aussi, paraît-il légitime et de la plus stricte équité que le nouveau gouvernement, dans le très louable but de respecter et de faire respecter la liberté de pensée, essaie d'acheminer les esprits vers la Séparation des Eglises et de

l'Etat. Du côté de la Moravie aussi, la liberté des cultes se présente sous une forme assez compliquée. Géographiquement, se trouvant plus près de Vienne, elle a dû subir plus fortement l'influence religieuse et par conséquent, elle a, comme la Slovaquie, un attachement sincère, profond, presque séculaire pour le dogme catholique.

Le culte catholique comprend deux archevêchés : Prague et Olmutz, avec neuf évêchés de rite latin et deux évêchés de rite grec. Les Eglises protestantes se divisent en synodes, en superintendances (en Slovaquie, on appelle ces dernières des districts) et des sénirats. Peut-être la question juive, avant d'être tranchée, suscitera-t-elle au ministère, bien des difficultés. Par un atavisme millénaire, du reste très compréhensible, les Juifs ont un caractère d'indépendance et d'insubordination qui rend bien difficile pour eux la vie en commun avec les autres citoyens d'un même Etat. Socialement, ils sont presque tenus à l'écart, à cause de leur tempérament. Dans l'industrie, le commerce, la finance, les professions libérales, ils occupent une place disproportionnée à leur nombre. De là des jalousies, des rancunes qu'une évolution trop lente — hélas ! — et une adaptation pénible pourront, seules, apaiser et éteindre. Historiquement, en Tchécoslovaquie, nous les trouvons du côté des Allemands ou faisant cause commune avec les Magyars, leurs anciens protecteurs.

On ne constate pas de groupements administratifs dans les communautés juives. Ce sont des associations libres. Mais au point de vue politique, la colonie se divise en nationalistes et en assimilationnistes. Les premiers veulent former, au sein même de la République Tchécoslovaque, une nation juive dont les droits à une existence indépendante seraient garantis par les traités signés par les grandes puissances, garantis aussi par la Constitution aux minorités nationales; les seconds prétendent tout simplement être tchécoslovaques, de religion juive, usant de la langue tchèque ou allemande. Mais les Juifs, historiquement parlant, ont toujours formé deux camps bien distincts. Les uns, en Autriche, ont été

du côté des Allemands; les autres, en Slovaquie, ont soutenu les Magyars. En outre, au point de vue social et au point de vue économique, ils ont accumulé sur leurs têtes bien des haines, bien des jalousies, bien des rancunes. La place qu'ils occupent dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, la haute banque, est vraiment trop grande par rapport au total de la population. En général, on n'aime pas les Juifs, qui sont le plus souvent des prêteurs d'argent à la petite semaine.

On doit donc reconnaître que la Tchécoslovaquie a un véritable problème juif à résoudre et qui constitue une question très difficile à régler, parce que la colonie israélite est considérable en Pologne, en Hongrie, et dans la plupart des Etats Balkaniques. C'est par conséquent une force morale, économique et sociale, avec laquelle le gouvernement de M. Thomas Masaryk doit incontestablement compter dans l'organisation définitive de la République. Mais il n'est pas téméraire d'affirmer que la haute autorité morale de ce grand citoyen finira par triompher de toutes les résistances et par assurer la réconciliation de tous les esprits dans la République.

VI

L'ENSEIGNEMENT TCHECOSLOVAQUE

Poursuivant d'une façon plus complète notre enquête sur l'enseignement en Tchécoslovaquie, nous avons acquis la certitude que le nombre des illettrés y est bien inférieur à celui de toutes les autres nations européennes. Dans les trois pays tchèques, 3 % seulement ne savent ni lire ni écrire. C'est seulement dans la Russie subcarpathique que ce chiffre s'élève jusqu'à 60 %. La nouvelle admi-

nistration vient d'ouvrir en Slovaquie près de 7.000 écoles. Dans l'enseignement supérieur, on compte 4 universités : deux à Prague (tchèque et allemande), la troisième à Brno; la quatrième à Bratislava. N'oublions pas deux Facultés indépendantes de théologie, l'une pour les protestants à Prague, l'autre catholique, à Olomous.

À Prague, nous voyons aujourd'hui deux écoles polytechniques réservées, l'une à la population tchèque; l'autre à la population allemande; une école des hautes études commerciales, une école supérieure des Beaux-Arts et un conservatoire national de musique. Brno possède aussi une école polytechnique pour les Tchèques, et une autre pour les Allemands; de plus, une école vétérinaire et une école des hautes études agronomiques. Pribram reçoit les élèves de l'école des mines, tandis qu'à Tabor on vient d'ouvrir un établissement d'agriculture pour les Tchèques et une autre pour la colonie allemande à Decin (Tetschen-Liebwerda). L'université Tchèque de Prague comptait, en 1921, 253 professeurs, *docents*, ou lecteurs, pour 8.775 étudiants, dont 1.562 femmes; l'université allemande : 167 maîtres et 3.700 élèves. 7.400 élèves suivent les cours des deux écoles polytechniques tchèques; 3.200 élèves fréquentent ceux des deux écoles polytechniques allemandes.

Somme toute, l'enseignement secondaire est organisé sur le type allemand et se donne dans les *gymnases* pour l'étude du latin et du grec; dans les gymnases réaux pour l'étude du latin et des sciences, enfin dans les écoles réales.

L'enseignement primaire est obligatoire pour tous les enfants, à partir de huit ans, en pays tchèque, et de six ans en Slovaquie. Les écoles primaires dépassent le nombre de 3.000; les élèves, celui de deux millions. On compte 64 écoles normales, 29 écoles supérieures de commerce, 162 écoles d'agriculture, 78 écoles industrielles et 54 écoles professionnelles commerciales.

Pour élever le niveau de l'instruction populaire, il a été fondé des bibliothèques départementales, dont le succès s'affirme de plus en plus. On compte près de 9.500 établissements de ce genre. Il est donc

indéniable que la patrie du grand pédagogue Comenius, délivrée du joug autrichien, aspire à réaliser un type d'enseignement national, original et complet, répondant aux besoins intellectuels des nouvelles générations. Tout le monde sait combien irritante et combien délicate est la question scolaire. Elle a soulevé et soulevé encore dans tous des pays des discussions orageuses, au sein des Parlements. En Slovaquie, plus que partout ailleurs, la liberté d'enseignement se pose avec une extrême acuité. Toutes les minorités, en effet, si nombreuses dans la jeune République, se réclament du droit national et de ceux que leur garantissent les traités pour avoir la liberté d'élever et d'instruire leurs enfants comme elles l'entendent. Sous l'ancienne monarchie, les Allemands et les Magyars jouissaient de privilèges exorbitants. La transformation en écoles tchèques d'un certain nombre d'établissements scolaires allemands a provoqué de violentes récriminations. Espérons que le conflit finira par s'apaiser, car si l'idée de former une Bohême dualiste, c'est-à-dire de créer une Bohême allemande fermée et une Bohême tchèque, prenait corps, il y aurait là un grave danger pour la République.

Depuis la guerre, nous essayons, en France, de démocratiser nos écoles, nos lycées, nos Facultés et d'unifier nos méthodes, nos programmes, de façon que nos écoles primaires, nos établissements d'enseignement secondaire et ceux de l'enseignement supérieur ne forment que les trois étapes de notre instruction nationale. *Plus de cloison étanche* tel est le mot d'ordre des vrais républicains. Il est, en effet, antidémocratique de fermer aux élèves de l'école primaire les portes de nos lycées et de nos Facultés, sous prétexte qu'ils n'ont pas les diplômes que l'humilité de leur position sociale et leurs modestes ressources ne leur ont pas permis d'acquérir. Ce sera l'une des gloires de la République Française d'avoir renversé à tout jamais les bastions du favoritisme qui étouffe la pensée nationale.

Il nous paraît donc curieux et, jusqu'à un certain point très instructif, de suivre l'évolution de l'instruction nationale chez les autres peuples et en particulier, en Tchécoslovaquie.

Erreur profonde que celle de s'imaginer le peu-

ple tchèque, comme ayant vécu, même aux époques les plus reculées de l'Histoire, dans une sauvage et complète ignorance. En Bohême, comme en France, comme en Angleterre, comme dans la péninsule ibérique, comme à Aix-la-Chapelle, le clergé dominait et le clergé parlait latin. Prague était donc devenue, de bonne heure, — mettons aux environs de 1348, — par la fondation de son Université, un centre de culture intellectuelle. Le grand évêque de l'Union des Frères Tchèques, plus connu sous le nom de Comenius, était parvenu à convaincre ses compatriotes que l'éducation de l'enfant devait être faite sur les genoux de sa mère, c'est-à-dire dans sa langue maternelle. Malheureusement l'affreuse politique des Habsbourg, leur orgueilleuse oppression, la ruine de la Réforme hussite, amenèrent un changement néfaste dans les méthodes d'enseignement suivies jusqu'alors. Dans les écoles supérieures, ce furent les jésuites qui reçurent la mission de diriger les classes. Au XIX^e siècle, on vit l'allemand devenir la langue officielle, et partout l'on fit des efforts inouïs pour étouffer les dialectes ayant cours dans la population. Alors on ouvrit, en face des gymnases, ou lycées, les *écoles réelles* ou les écoles professionnelles. Vers 1849, on eut bien l'idée d'unifier toutes les écoles secondaires, mais le gouvernement se heurta contre le mauvais vouloir de la masse; il n'en exerça qu'une surveillance plus étroite sur elles, et il fut impossible aux Tchèques et aux Slovaques d'apporter les moindres modifications au programme d'enseignement. Aussi, peut-on appeler le XIX^e siècle, du moins dans ses débuts, l'époque de l'obscurantisme. Point d'innovations, nulle expérimentation dans le domaine pédagogique. L'Église catholique d'Etat, recevant le mot d'ordre de Vienne, s'opposa au libre développement des idées modernes. Quiconque allait à l'encontre du programme officiel était impitoyablement rayé et chassé de l'Université. Vers 1866, cependant, la langue tchèque commença son ascension irrésistible et s'imposa malgré les entraves imposées par le gouvernement. Les principales villes de la Bohême fondèrent des écoles secondaires, dont elles assurèrent l'entretien et le fonctionnement avec leurs propres deniers.

La Moravie ne tarda pas à suivre l'exemple de la Bohême, mais elle se heurta à des difficultés plus considérables encore. Il était évident que ces écoles allaient devenir des foyers d'insurrection, et qu'on allait y prêcher la lutte contre le joug étranger. Si la Galicie, le Tyrol restaient fidèles au gymnase classique, en Bohême, les paysans, les ouvriers, se tournèrent de préférence vers les *écoles réelles*. C'est que, dans ce pays, l'industrie prenait une extension de plus en plus considérable. On sentit bientôt le besoin, à Prague, de créer un lycée de jeunes filles, et de donner à cet établissement, ouvert pour la première fois en 1890, un caractère vraiment national. Mais les pédagogues officiels viennois rendaient toute initiation de ce genre bien périlleuse. La littérature tchèque ne fut admise que fort tard et, encore, fut-elle soigneusement passée au crible d'une critique brutale et sévère. Les écoles secondaires tchèques différaient des établissements scolaires allemands par le choix des langues vivantes : les premières admettaient l'étude de l'allemand; les secondes affectaient de négliger celle de la langue de Comenius. C'est de l'Autriche, peut-on dire, que la République Tchécoslovaque hérita les gymnases; c'est de l'Allemagne qu'elle reçut le modèle de ses écoles professionnelles. Aujourd'hui les études secondaires se terminent par une sorte de baccalauréat qui comprend le latin, le français, les mathématiques, la géométrie.

A part quelques écoles ecclésiastiques, il n'y a point d'internat en Bohême. A la tête des Ecoles secondaires, se trouve un directeur chargé de faire aussi la classe. Défaut capital, car il ne peut se consacrer suffisamment à ses obligations pédagogiques.

Les professeurs sont tenus de faire dix-sept heures de classe pour l'enseignement des langues et vingt heures pour celui des autres branches.

Si nous passons en Slovaquie, nous constaterons qu'au point de vue de l'enseignement national, elle a connu des temps fort douloureux. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'étude du latin fut obligatoire, et la langue nationale écartée de tout programme. Sous

la pression des masses populaires, on finit par introduire le slovaque comme branche accessoire. Mais le gouvernement hongrois, hostile à toute innovation, empêcha, par tous les moyens, les étudiants de suivre l'enseignement supérieur dans leur langue maternelle. Le ministère de l'Instruction Publique tchécoslovaque se voit donc aujourd'hui dans l'impérieuse nécessité de combler des lacunes formidables et de réparer les injustices commises à l'égard du peuple slovaque. On ne saurait méconnaître que l'orientation pédagogique est fortement marquée vers l'ouest. A Brno, à Valasské-Mezirici, il vient d'être fondé deux *écoles réales* de jeunes filles, qui se rapprochent de nos écoles secondaires françaises.

L'École secondaire tchécoslovaque a, dès maintenant, une base commune de quelques classes sans le latin, afin d'obliger les élèves à opter pour les études classiques ou les études positives et afin de permettre à ceux des écoles primaires de passer à l'école secondaire. En cela, la jeune République devance de beaucoup son aînée. Nous en sommes encore, en France, malgré une âpre propagande, au système hétéroclite des cloisons étanches. Espérons que les cloisons étanches seront bientôt mis à bas.

Nous avons déjà dit plus haut, l'âpre lutte qui s'est engagée, en France, entre les partisans du vieux système et les défenseurs de l'école unique. En Tchécoslovaquie, les branches principales de l'étude seront la langue maternelle, l'ethnographie et l'histoire nationale. En outre, on favorisera l'étude des langues slaves, de l'anglais, et des autres langues vivantes. Ainsi modifiées et modernisées, les écoles tchécoslovaques seront capables de préparer des citoyens éclairés, patriotes, et conscients de leurs devoirs humanitaires envers les autres nations, avec lesquelles ils devront désormais marcher, la main dans la main, pour la prospérité de la Tchécoslovaquie, pour le bien de l'Humanité.

VII

L'INDUSTRIE EN TCHECOSLOVAQUIE

L'industrie en Tchécoslovaquie devient de plus en plus importante. On compte 500.000 ouvriers dans les fabriques de tissus, 175.000 dans les tanneries; 300.000 sont occupés dans les verreries et les céramiques. L'industrie des gants prend, sous l'étiquette allemande ou anglaise, une extension considérable.

Celle du coton met en mouvement trois millions et demi de broches; elle emploie 130.000 métiers mécaniques et 30.000 métiers à main. Elle compte 86 filatures, 620 tissages mécaniques et 200 tricotages. Les régions de Libérec et de Nachod, en Bohême et en Slovaquie, sont les deux centres principaux où cette industrie s'est le plus développée. Dans les pays tchèques, il convient de citer les fabriques de Kosmonosy (Cosmanos), de Smrzovka et de Tauvald, celles de la Société Hernych, à *Usti nad Orlici* et à Jihlava, en Slovaquie; citons encore la filature de Ruzomberok.

L'industrie lainière occupe 71 usines où l'on travaille la laine lavée; dix filatures sont réservées à la laine peignée : on compte en tout 280 métiers à tisser. Malheureusement l'élevage national ne fournit que le vingtième des 310.000 tonnes de laine lavée exigées pour les besoins de la fabrication. L'est de la Bohême, la ville de Brno, la Silésie et le nord-ouest de la Slovaquie sont les grands centres de production. On fabrique de fort jolis draps, des étoffes solides et des tapis moelleux à Libérec, à Opava et à Krnov (Jagerndorf). Les usines de Zilina, Rajec et Caca, celle de Strakonia, qui est la plus grande fabrique du monde entier, exportent leurs tissus vers les principales villes européennes.

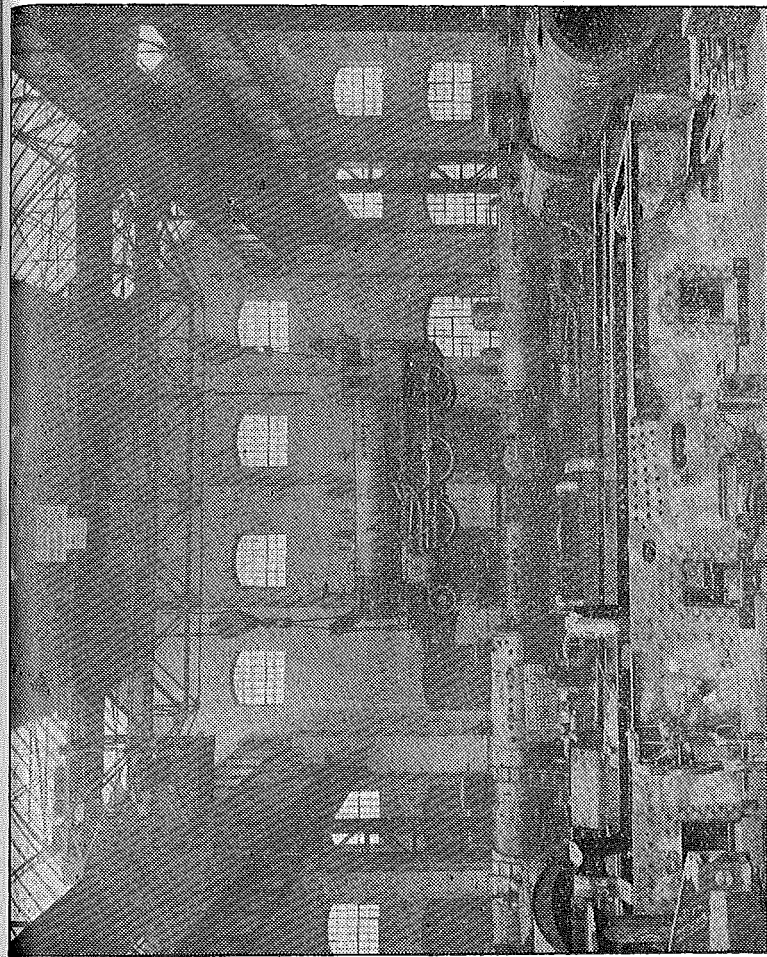
Il est regrettable que, jusqu'à présent, la culture

du jute et du lin ait été négligée; il est actuellement fait des efforts sérieux pour en accroître la production indispensable à ce genre d'industrie de plus en plus florissante en Tchécoslovaquie.

Le pays est encore obligé d'avoir recours à l'importation pour le fer, car les hauts fourneaux de la Prazska Zelezarska Spoleinost, quoique étant les premiers établissements de fonderie, ne répondent plus à l'activité des diverses industries métallurgiques. Les célèbres usines Skoda de Plzen occupent actuellement 20.000 ouvriers à la construction des ponts, des machines, des locomotives. Citons encore, à Prague, les fabriques réunies Breitfeld, Danek et Cie, les établissements Ringhoffer qui ont acquis une réputation méritée pour la construction des wagons. La société Laurin et Clément, à Mlada-Boleslaw livrent au public de magnifiques et confortables automobiles.

L'on n'ignore pas que l'industrie du verre est l'une des plus brillantes de la région Balkanique. Qui n'a entendu parler des antiques ateliers de Novy Svet, dans les Monts Géants, aux sources limpides de la Jizcra. Ces établissements n'ont jamais renoncé à leurs antiques procédés de fabrication et ont fait la gloire des verres et du cristal de Bohême. L'article de Jablonec (Gablonz), aussi varié qu'apprécié, s'exporte dans toutes les parties du monde. Mentionnons, en outre, le goût si délicat et si artistique des usines céramiques Pirkenhammer et la société L'Epiag qui inonde les marchés des objets en faïence et en argile réfractaire, si employés dans nos ménages.

Dès le xiv^e siècle, les Tchèques et les Slovaques s'étaient fait remarquer dans l'art de la tannerie. Cette branche de l'activité nationale compte aujourd'hui plus de 250 usines, éparpillées dans les régions de Hradec Kralové, de Libérec, de Plzen, de Brno, de Znojmo et de Liptovsky, S. V. Mikulas. Ici encore, nous notons une grande insuffisance dans la production du terroir. Ces usines absorbant une trop grande quantité de peaux, on est obligé d'en importer des stocks considérables des pays étrangers. Les tanneries qui font le plus souvent appel à l'exportation européenne ou australienne



ATELIER POUR LA RÉPARATION DES LOCOMOTIVES

A PRAGUE.

(Cliché Praha.)

sont celles de Prague, de Pardubice, de Chrudin, de Brno, de Prostejov et de Zihlava.

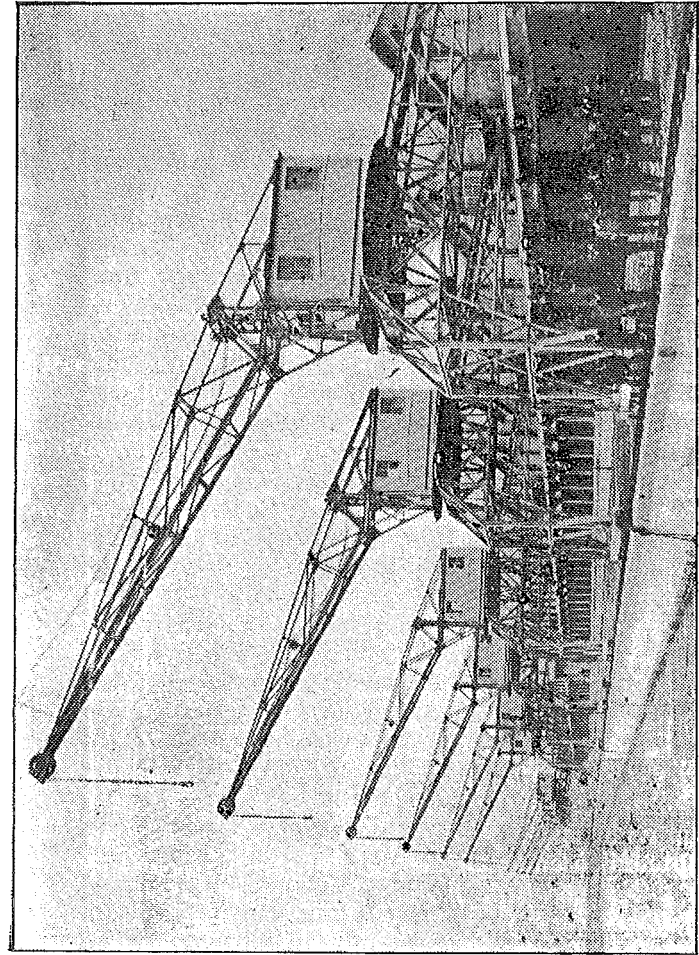
Parlerons-nous de la cellulose? 80 fabriques en fournissent actuellement 400.000 mètres cubes. On rencontre surtout ces établissements dans la haute vallée de l'Elbe et, en Slovaquie, à Zilina, Rouzomberok et à Turciansky-St-Martin.

Quant aux papeteries, elles emploient en général la pâte de bois et en absorbent annuellement 860.000 mètres cubes. On en compte à peu près deux cents. Parmi les plus célèbres, citons les fabriques Spiro à Krumlov, dans la Sumava, celle de Ceska Kamenice, tout au nord de la Bohême, celles de Harmanec, près de Banska Bystrica, qui fournissent du papier pour rotatives et celles d'Hosstiné sur le cours supérieur de l'Elbe. L'usine d'Olsany, en Moravie, livre surtout à la consommation le papier à cigarettes.

Il faut reconnaître que les industries chimiques ne répondent pas encore aux besoins économiques du pays. Elles restent dans une sorte de stagnation nuisible au développement des ressources naturelles de la République. Depuis la guerre, cependant, les fabriques d'engrais se multiplient. De grandes sociétés, — entre autres, la Société Schicht à *Usti Nad Labem*, — fabriquent le savon, les essences, les graisses végétales, les parfums; d'autres, à Karlovy Vary, livrent à la circulation les chlorures, la benzine, le toluol, l'ammoniaque, la soude. La Compagnie Nobel, à Zamky et à Bratislava, fournissent les explosifs. Peut-être faut-il regretter que toute l'industrie tchécoslovaque soit entre les mains des syndicats ouvriers qui, par des grèves successives, peuvent arrêter et compromettre gravement l'essor économique de ce peuple, à peine sorti d'une lourde servitude. Les démocrates, les socialistes, les catholiques, pour satisfaire leurs rancunes politiques ou réaliser leurs aspirations personnelles, ne commettront-ils pas la folle imprudence de susciter des conflits et de forcer le patronat à user de représailles en fermant leurs usines? Ce dernier, de son côté, est syndiqué, par branche d'industrie, et veille avec un soin jaloux sur ses propres intérêts. Espérons que le bon sens et le sentiment des intérêts

de la patrie triompheront toujours de la pétulance révolutionnaire.

De nos jours, on peut évaluer l'ensemble du commerce tchécoslovaque à 12.500 millions de couronnes pour l'importation et à 13.500 millions de couronnes pour l'exportation. L'Allemagne et l'Autriche — ces anciens ennemis irréductibles de la Bohême — sont pourtant demeurés les plus gros clients de la République. Bien pauvre est son commerce avec les États-Unis, qui lui vendent dans la proportion de 3 % et ne lui achètent presque rien. Bien faibles, aussi, ses relations commerciales avec la France. Pour la Tchécoslovaquie, le plus fort article d'exportation consiste dans le charbon; viennent ensuite le bois, le sucre, le verre, le papier et tous les produits de la métallurgie. La guerre, qui a certainement faussé toutes les lois économiques et bouleversé tous les pays, a porté, évidemment, la perturbation dans toutes les branches de l'activité des Tchèques et des Slovaques. Les fluctuations du change, la dépréciation monétaire, formidable chez certaines puissances occidentales, ont désaxé l'orientation industrielle et commerciale. Certains pays, comme la Pologne, par exemple, offrent leurs produits à meilleur marché. Les décrets restrictifs de la plupart des gouvernements européens gênent beaucoup l'exportation des industriels et des commerçants de Tchécoslovaquie. En outre, un grand nombre de débouchés antérieurs leur sont fermés ou interdits, tandis que d'autres leur ont été ouverts ou sont sur le point d'être créés. Mais cette situation difficile est commune à la plupart des pays d'Europe. On ne pourra assurer l'équilibre et la stabilité des transactions commerciales entre tous les peuples du monde, que par des accords librement consentis, des traités loyalement signés, et plus loyalement encore exécutés, et si l'exportation est pour toutes les nations la garantie de leur prospérité, jamais le rôle d'exportateur n'aura mieux convenu à aucun autre peuple qu'au peuple tchécoslovaque, si l'on considère sa position géographique, les rapports constants qui existent entre son industrie et son agriculture, les besoins et le caractère même des pays qui l'entourent.



UN NOUVEAU SYSTÈME DE MACHINES ÉLÉVATOIRES
POUR L'EMBARQUEMENT ET LE DÉSEMBARQUEMENT
DES MARCHANDISES EN TCHÉCOSLOVAQUIE
(Cliché Praha.)

Or l'une des conditions primordiales de son relèvement est, sans contredit, l'organisation bancaire, organisation bien ancienne, qui n'est pas d'origine tchèque, encore moins slovaque, mais allemande. Datant de près d'un demi-siècle, imbuë de l'esprit autrichien, entravée par ce besoin néfaste de centralisation germanisante, une telle organisation financière ne pouvait plus s'adapter à l'évolution nationale. Ce n'est qu'en 1869 que la fondation de la *Zivnostenska Banka* manifesta une sorte de réaction salutaire de la part de la Bohême. Grâce à leurs épargnes, la classe ouvrière et celle des petits bourgeois réussirent à former 900 établissements de banque environ, avec plus d'un milliard de dépôts et 635 millions de prêts. Depuis lors, ces caisses ont été groupées sous le nom d'*Union Centrale*. On compte aujourd'hui dix grandes banques tchèques et deux banques allemandes. A côté d'elles, on constate l'existence d'une vingtaine de sociétés tchèques, disposant d'un capital variant de un à vingt millions, et d'une demi-douzaine de sociétés allemandes, prêtes à donner leur appui à la jeune République. La Slovaquie, au point de vue bancaire, laisse beaucoup à désirer. On ne cite guère que les sociétés financières de Bratislava, de Kosi-ce et de *Turciansky Svaty Martin*. C'est à peine si les autres banques possèdent un capital de 1 million. Une constatation réconfortante, c'est que la concurrence des établissements de Vienne et de Budapest a disparu. L'entente la plus franche existe entre les banques allemandes et les banques tchèques; toutes travaillent à la prospérité industrielle, commerciale et agricole de la Tchécoslovaquie.

Ces banques affectent, en outre, un caractère assez original. Elles ont, en effet, créé pour chacune d'elles une section spéciale, désignée sous le nom de « *section de marchandises*. » On veut dire par là qu'elles se chargent de l'écoulement et de la vente des produits de certaines fabriques.

Pour bien marquer son indépendance et pour ne pas recevoir le contre-coup de la catastrophe financière austro-hongroise, le gouvernement de M. Masaryk a cru devoir estampiller tous les billets de

banque de la vieille monarchie; déclarer sans valeur ceux de Vienne et créer sa propre unité monétaire. *Était-ce habile?* Evidemment, c'était le seul moyen de ne pas rouler, avec ses anciens ennemis, dans l'abîme, à la condition de pouvoir la faire accepter par les puissances étrangères. Dès le premier jour, la nouvelle couronne tchécoslovaque fit prime sur la couronne autrichienne, mais, par rapport aux monnaies des grandes puissances occidentales, elle subit forcément une perte sensible par suite de fluctuations, par moments, très inquiétantes. Du reste, cette instabilité, que l'on remarque un peu partout, ne pourra malheureusement prendre fin que lorsque tous les peuples d'Europe auront retrouvé un certain équilibre dans la valeur de leur unité monétaire.

Sans vouloir se lancer dans des pronostics plus ou moins flatteurs ou fantaisistes, il est permis d'espérer que Prague, dans un avenir plus ou moins rapproché, remplacera Vienne dans la haute finance internationale.

VIII

LE RETABLISSEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER EN TCHÉCOSLOVAQUIE

Le conflit de 1914 a failli faire sombrer les plus grandes puissances du monde. Ne devait-on donc pas craindre pour la Tchécoslovaquie une ruine irréparable? Les faits sont là pour démentir les prédictions des pessimistes. Le peuple, qui vient de sortir de son emprisonnement séculaire et s'est constitué, le 28 octobre 1918, en République, sur les décombres encore fumants du colosse austro-hongrois, ne peut, quoi que l'on dise, succomber sous les difficultés financières de l'heure présente.

Son climat, la fertilité de ses terres labourables, les bois immenses qui couvrent ses montagnes, les eaux limpides de ses fleuves et de ses cours d'eau qui arrosent ses plaines, son sous-sol, si abondant en houille et en matières premières sont, pour lui, les garanties les plus sûres d'un prompt relèvement national. Sans doute la population n'est pas homogène, et l'unité nationale ne se réalisera pas sans heurt, sans protestations, peut-être même sans révoltes locales. Car la Tchécoslovaquie possèdera toujours des Allemands, des Magyars, des Russes, des Polonais et des Juifs; mais, comme la partie la plus forte de la population se compose de paysans laborieux, profondément attachés au sol, on ne saurait émettre le moindre doute sur le sort et la stabilité de la République. Une étendue de 140.085 kilomètres carrés, dira-t-on, n'est pas suffisante pour alimenter treize millions de citoyens. Sans doute, mais on doit considérer que la Tchécoslovaquie a conservé la presque totalité de la production agricole; on peut même dire qu'elle possède aussi la plus grande partie des ressources industrielles de l'empire écroulé. La classe des agriculteurs est celle qui a le moins souffert des horreurs de la guerre. Cultiver la betterave, les céréales et les fourrages, est l'objet de sa constante sollicitude.

On évaluait, avant la guerre, à 25 millions de couronnes la valeur totale de ces productions — or et capital; — en outre, on estimait à 2 millions de couronnes le rendement annuel. Ce sont surtout les sociétés coopératives qui impriment une très grande activité à ce genre d'exploitation. Elles sont au nombre de 14.000 environ. Sous ce rapport, c'est le Danemark qui vient en première ligne; la Tchécoslovaquie tient le second rang. Aussi, le Gouvernement a-t-il cru devoir s'occuper tout d'abord de la réforme agraire, comme étant la question primordiale à laquelle sont venues se joindre, évidemment, celles des travaux publics, de la politique forestière et de la politique hydraulique. En 1919, 151 propriétaires, seulement, possédaient 28 % du territoire tchèque, avec 9 ou 10.000 hectares; 1.548 citoyens, ayant chacun plus de cent hectares, se trouvaient les maîtres d'une étendue de terre re-

présentant 37,63 % du sol national; 13,39 % de la terre étaient donc aux mains de 703.977 fermiers possédant de 1 à 5 hectares. N'était-il pas dérisoire que 1 % du sol fût divisé entre 373.088 travailleurs, petits rentiers ou humbles employés. Les 7/8 de la population ne possédaient rien.

Il importait donc de faire disparaître cette inégalité monstrueuse, et la loi du 16 avril 1919 fut le premier coup porté à cette injustice séculaire qui, ruinant l'exportation agricole, réduisait à la misère les paysans tchèques et slovaques. Mais jamais le gouvernement n'a agi par spoliation; toujours mû par un sentiment de louable équité, il n'a eu qu'un désir : restreindre la coupable cupidité des grands accapareurs fonciers, véritables autocrates, Autrichiens ou Magyars, qui laissaient d'immenses territoires en friche, au grand détriment de l'intérêt national. La loi ne porte nullement atteinte à la moyenne propriété, qui est la seule garantie d'une prospérité durable. Un trop grand morcellement du sol ferait, en effet, surgir, au point de vue économique, des inconvénients presque aussi graves que la conservation des immenses domaines, sous l'ancienne Monarchie.

M. Masaryk peut se féliciter d'avoir mener à bien une aussi difficile entreprise; aujourd'hui, la réforme agraire est un fait accompli. Les Allemands ont, certes, conservé la haute main dans l'exploitation des mines, dans l'industrie, dans l'importation et l'exportation des matières premières. Mais ils ont imprimé un remarquable essor à l'activité industrielle de ce pays, et il est juste de leur en savoir gré. Grâce à eux, le sucre, la bière, les objets en cristal, abondent en Tchécoslovaquie, ainsi que tout ce que peut produire la métallurgie. Doit-on compter pour rien 203 fabriques de malt, 3.000 ateliers de verrerie, 200 manufactures de céramique, 76 papeteries jetant sur le marché 175.000 tonnes de papier, 25 établissements d'industrie chimique, 209 mines de houille avec un rendement de 16.289.000 tonnes de charbon et 22 millions de tonnes de lignite?

Que le lecteur ne perde pas de vue que nous ne prétendons pas donner dans ce modeste ouvrage

une statistique des plus rigoureuses ni des plus complètes. Tout autre est notre intention. Nous sommes heureux d'avoir démontré que le pays dont M. Thomas G. Masaryk a été le libérateur, est bien digne du héros qui vient de le placer, d'un seul coup, au rang des vraies nationalités.

Sans doute, la jeune République a eu à subir l'influence néfaste du soviétisme, mais les conseils éclairés du Président et sa clairvoyante et imposante direction ont rapidement ramené à une discipline salutaire et au travail les ouvriers qui, un moment, ont pu être égarés et séduits par les éblouissantes mais trompeuses promesses du bolchevisme.

Comment la Tchécoslovaquie a-t-elle pu résister au redoutable danger de l'inflation? Par l'admirable effort de M. Aloïs Rasin, qui est mort lâchement assassiné, victime de sa fermeté et de son patriotisme. Cet habile financier avait compris que, pour échapper au désastre monétaire de l'ancien empire austro-hongrois, il fallait, au plus vite, doter le pays d'une monnaie nationale, et pourvoir aux nécessités d'un budget d'autant plus lourd que la Nouvelle République, seule, devait le supporter, puisqu'elle devenait indépendante.

Il était hors de doute que la Tchécoslovaquie eût besoin d'un étalon monétaire nouveau, puisque la couronne austro-hongroise était sans valeur, mais Rasin essuya un refus de la part de l'Assemblée nationale. Force lui fut de conserver le papier monnaie, de se plier aux circonstances et, par des moyens rigoureux, de donner à ce papier tombé presque à rien une valeur relative, en reprenant les billets de banque et en amortissant la dette publique ainsi constituée, par le produit d'un impôt progressif sur la fortune des citoyens.

C'est de là que sortit l'Office Bancaire, légalement établi par la loi du 10 avril 1919. Or, cette création ne pouvait, par elle-même, suffire à équilibrer le budget, et Rasin se vit contraint de demander à des impôts nouveaux les ressources indispensables. On ne lui donna pas le temps de réaliser son œuvre. Les déficits budgétaires atteignirent huit milliards de couronnes et pour les couvrir, on eut re-

cours aux expédients ordinaires, si faciles en apparence mais désastreux, c'est-à-dire, aux emprunts.

Et la misère grandissait. Alors, on songea à dégrever les grains, les semences, le bétail, les huiles, les gommes, les résines, en un mot, les objets de première nécessité, et l'on frappa de taxes plus lourdes tout ce qui parut avoir un caractère d'inutilité ou de luxe. Le gouvernement se fit acheteur, répartiteur, contrôleur. Il prétendit avoir le monopole de la laine, du coton, du pétrole. Mais, en ces sortes d'affaires, l'Etat, même avec les meilleures intentions, joue toujours le rôle de dupe. Il dut en rabattre et se contenter de l'approvisionnement des céréales et du contrôle de la vente du sucre. Parlerons-nous des « traités de compensation » que le ministère se hâta de passer avec l'Autriche, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie? Mais là encore on se heurta à des difficultés presque insurmontables. Pour obtenir ainsi l'échange des denrées, il fallut lutter contre la mauvaise humeur des Etats vaincus et la tension politique persistante entre les Empires Centraux et la Nouvelle République. De plus, les transports étaient fort coûteux. Il n'y eut que le transit libre de Trieste, port de l'Istrie, qui permit au gouvernement d'obtenir des matières textiles de l'Italie. Mentionnons aussi l'appui de la France, qui concéda à la Tchécoslovaquie des achats considérables, à la liquidation des stocks de guerre.

Devant le désarroi du pays et les plaintes grandissantes des malheureux, le parti socialiste s'émut. Pour un temps, leurs doctrines prévalurent. Il ne fut plus question que de monopoliser le commerce extérieur, de socialiser les mines, les entreprises, de relever les salaires des ouvriers, sans tenir compte du rendement, d'appliquer enfin la formule consacrée : « *A chacun selon ses œuvres, à chacun selon ses besoins.* » On fit alors en Tchécoslovaquie ce que l'on a fait en France : on multiplia les indemnités pour les mutilés de guerre. On donna sans compter aux familles nombreuses, sans se soucier des intérêts de la nation. Certes, le geste était généreux; le plus souvent la raison était juste, mais, comme l'on dit en langage vulgaire : là où il n'y a rien, le diable perd ses droits. Or le Trésor

public était vide. Les mesures socialistes étaient donc autant d'imprudences qui rendaient inévitable une catastrophe financière.

Et l'on assista alors, en Tchécoslovaquie, aux mêmes phénomènes économiques que dans tous les autres pays atteints par le fléau de la guerre. Ce furent d'abord des conflits fréquents, même graves entre patrons et ouvriers; une élévation générale des prix, toujours funeste à l'Etat qui vendait à un prix très inférieur ce qu'il achetait fort cher à l'étranger. L'Etat, les communes se trouvaient submergées sous la multiplicité des dépenses auxquelles les entraînaient les utopies collectivistes. Pouvait-on négliger, en outre, ce fait, que la déplorable situation financière du pays diminuerait la confiance de l'Etranger à l'égard de la jeune République. A cette époque, l'imposition globale par habitant atteignit jusqu'à 899 couronnes.

Dans une situation presque désespérée, un autre chef d'Etat que M. Thomas Masaryk eût peut-être laissé à d'autres les responsabilités du pouvoir. Après la retraite du malheureux M. Rasin, quel ministre eût osé, en effet, affronter des obstacles presque insurmontables! Là encore, nous voyons apparaître l'admirable sang-froid et la sage fermeté de l'éminent pilote. Quand le navire va sombrer, qu'importent les théories, qu'importent les prétentions des partis! M. Masaryk fit aussitôt appel aux hommes les plus compétents du Parlement, MM. Englis et Hotowetz, qui devinrent, le premier, ministre des finances, le second, ministre du commerce.

Et l'on assista à un mouvement réparateur. Les dépenses furent réduites, et les socialistes, eux-mêmes, entraînés trop loin de la réalité par leurs conceptions humanitaires, mais bientôt revenus de leurs erreurs, en face de la douloureuse réalité, sourds désormais aux perfides conseils des soviets, aidèrent à l'établissement de ces compressions salutaires. Par la loi du 24 juin 1920 fut créé l'Office National du Commerce Extérieur, qui eut pour effet de centraliser les services du contrôle. En outre, ne possédant pas toutes les ressources des autres pays, la

Tchécoslovaquie est devenue forcément protectionniste. Presque au milieu de l'Europe centrale, elle n'a point de flotte, point de colonies, aucune de ces industries de grand luxe qui font la richesse de Paris, de l'Italie et de la Suisse. Que ses importations soient en excès sur ses exportations, et voilà perdue. Produire et jeter sur les marchés de l'Extérieur les multiples objets de sa fabrication, telle est pour elle le devoir primordial. Aussi la voyons-nous, malgré le désordre monétaire dans lequel se sont trouvés, après la guerre, l'Allemagne, l'Autriche, la Russie et tous les pays Balkaniques, s'efforcer de multiplier les traités de commerce avec la France, avec l'Italie, voire même avec ses anciens ennemis. En dépit de toutes ces prudentes mesures, la couronne tchécoslovaque a atteint des taux excessivement bas. Et la Nouvelle République a connu, pourrait-on dire, tous les maux économiques dont souffrent encore la plupart des pays d'Europe. L'accroissement des chômeurs secourus, la cherté grandissante de la vie, la spéculation à outrance, l'intense joie de se sentir vivre au-dessus de tant d'hécatombes et la soif des plaisirs ont été des facteurs de dissolution qui ont rendu la crise économique de plus en plus redoutable, presque sur tous les points du vieux continent. Comment le peuple tchèque aurait-il pu éviter tous ces fermentations de désordre et de misère? Avec Rasin revenu au pouvoir, en octobre 1922, on admit cependant une politique de déflation : on poursuivit la baisse des prix, on devint plus avare du crédit; on mit tout en œuvre pour diminuer les impôts et, par là, on parvint à soulager la masse populaire.

Une amélioration sensible fut l'heureuse conséquence de ces tardives mais sages mesures. Elle se manifesta, dès l'année 1923, dans la situation financière d'abord, dans les diverses industries ensuite, surtout dans celles du sucre, de la fonte brute et du tissage. De son côté, l'Office Bancaire, en maintenant la stabilisation de la couronne tchécoslovaque, grâce à des achats et à des ventes de traités à l'étranger, permit la convertibilité de la couronne à des cours relativement stationnaires.

Ce qui prouvait l'exactitude de la thèse soutenue par M. Nogaro dans son livre intitulé : *La Monnaie et les phénomènes monétaires contemporains* (p. 126), c'est qu'« il n'y a pas de stabilité pour une monnaie fiduciaire, sans convertibilité. »

Mais cette stabilisation pouvait-elle réellement abaisser le coût de la vie? Il faut hélas! se rendre à l'évidence et reconnaître la brutalité des faits. Le public est trop porté à croire que la baisse des prix coïncide fatalement avec la hausse des unités monétaires de chaque pays. Le coût de la vie est soumis à un ensemble de facteurs trop complexes, pour que le relèvement de la valeur d'une unité monétaire, quelle qu'elle soit, puisse heureusement l'influencer. Trop de causes influent sur l'oscillation continue des prix des denrées. N'y a-t-il pas les tarifs douaniers des pays limitrophes, les restrictions apportées par leurs gouvernements, soit aux importations, soit aux exportations, le ralentissement forcé du commerce et de l'industrie par suite des dettes contractées dans les banques? Il n'y a pas, du reste, un rapport direct et immédiat entre la politique de déflation et l'abaissement des charges fiscales? Chaque pays ne se sent-il pas en outre écrasé par une dette extérieure plus ou moins lourde, suivant qu'il a pris une part plus ou moins grande dans le conflit mondial? C'est ainsi que la jeune République mondiale avoue une dette de trente milliards environ.

Loin de nous la pensée de suivre l'éminent économiste tchécoslovaque dans l'examen si minutieux qu'il fait de toutes les causes intérieures et extérieures qui ont amené, non seulement en Tchécoslovaquie, mais dans la plupart des pays dévastés par la guerre, une telle dépréciation de leurs monnaies respectives. Retenons seulement, pour ce qui concerne la Bohême, qu'étant un pays essentiellement exportateur, elle devait infailliblement supporter le contre-coup de l'avilissement de leurs unités monétaires. Notons aussi que la réouverture du marché russe serait pour elle la plus heureuse des circonstances. De plus, l'Allemagne vaincue, mais non anéantie, à pas de géant, vient de reprendre un essor inquiétant dans toutes les branches de l'indus-

trie. La Tchécoslovaquie se voit donc forcée de fabriquer au plus bas prix possible, et les usiniers se trouvent en face de tarifs ferroviaires très élevés. Pour eux, les taxes postales sont trop lourdes aussi. Dans des circonstances aussi cruelles, comment parvenir à stabiliser l'étalon monétaire tchécoslovaque à la parité de 1 dollar pour 34 couronnes? Parmi les mesures envisagées, il serait question d'autoriser le gouvernement de Prague à contracter à l'étranger un emprunt en dollars or, jusqu'à concurrence de 50 milliards de dollars. La couverture méthodique atteindrait alors 35 % vers 1940. A l'instar de la Banque de France, il serait alors procédé à l'organisation d'une banque d'émission absolument indépendante, au capital social de 12 millions de dollars or, réparti en 120.000 actions, le gouvernement devant souscrire, pour sa part, 40.000 actions.

En somme, le ministère actuel, sur les sages directives de M. Thomas G. Masaryk ne fait que suivre les indications techniques fournies par M. Englis, l'ancien ministre des finances dont nous résumons ici les idées essentielles :

« Pour aboutir à une amélioration durable, nous devons posséder une devise parfaitement stable, réformer l'organisation administrative de l'Etat et l'administration locale. La forme de l'impôt sur la fortune doit être modifiée et la circulation adaptée à la situation économique actuelle.

« Le produit de l'impôt sur la fortune doit servir surtout à acheter de l'or et des devises nécessaires à notre change. Nos réserves doivent être supérieures à celles d'un autre Etat, ayant la même circulation fiduciaire, car nous sommes un Etat exportateur. Pas de droits de douane trop élevés, car les droits élevés entretiennent à l'intérieur du pays la cherté et par suite des frais de fabrication trop grands qui ne permettent pas la concurrence. Il s'agit d'abord de régler la question de la création d'une banque d'émission et celle du traitement des fonctionnaires. »

Comme on le voit, ce sont à peu près les mêmes questions économiques qui préoccupent tous les gouvernements actuels et que s'efforce de résoudre

aussi la France, au mieux des intérêts de tous les citoyens, grâce à l'énergique initiative du ministère actuel, dirigé avec une si grande autorité par notre ancien président de la République, M. Raymond Poincaré, habilement secondé par ses éminents collaborateurs, sans distinction de partis, puisqu'il s'agit de sauver le franc, de relever la France, d'assurer la prospérité et de grandir encore la gloire de la République, par ses admirables efforts humanitaires, pendant la Paix.

IX

COMMENT RAMENER A SON TAUX NORMAL L'UNITE MONETAIRE?

La Tchécoslovaquie n'est malheureusement pas le seul Etat, en Europe, qui ait souffert et se ressent encore de l'effroyable tourmente qui a failli faire sombrer dans le sang et sous d'épouvantables ruines, toutes les grandes puissances occidentales. Il a suffi aux Français de lire le rapport si émouvant et si suggestif du député de la Charente-Inférieure, M. Palmade, rapporteur à la Chambre des Députés, pour se rendre compte de l'étendue de nos désastres financiers. Si, grâce à la clairvoyance, à l'énergie, aux mesures efficaces prises, suivant la gravité des circonstances, par les hommes d'Etat qui, depuis la guerre, ont eu en main le gouvernail de la nation, tout danger immédiat semble avoir été conjuré, il n'en reste pas moins évident que de bien grosses difficultés surgissent, à chaque instant, sous les pas de nos gouvernants. On a fait appel, pour résoudre des problèmes aussi complexes, aux lumières des plus grands économistes, à la longue expérience des financiers les plus habiles et les plus expérimentés, non seulement de France mais encore du monde entier, pour aboutir à des solutions rapides et décisives. Hélas! Dans ce dé-

dale de complications économiques de plus en plus obscures, qui pourrait se vanter de tenir le fil d'Ariane? Trois moyens ont été envisagés pour mettre fin, le plus vite possible, à la crise financière, et pas un ministre, par un homme d'Etat n'ose se prononcer. Entre la stabilisation du franc, la revalorisation et l'annulation des dettes interalliées, quelle est la méthode vraiment sûre et rapide qu'il convient de choisir? Faut-il procéder à la stabilisation du franc? Ne vaut-il pas mieux envisager la politique plus lente et, en apparence, plus sage de la revalorisation? Enfin, toutes les puissances, qui ont pris part à la guerre, n'auraient-elles pas un avantage décisif et immédiat, à renoncer à leurs créances?

Parlons d'abord de la stabilisation? La Tchécoslovaquie, comme on l'a vu dans l'un des chapitres précédents, n'a pas hésité à opérer son redressement financier à l'aide de ce procédé radical, mais bien dangereux. La stabilisation consiste, en effet, à sacrifier les intérêts de tous ceux qui, agissant en vrais patriotes, sont venus, pendant la guerre, apporter à leurs gouvernements leurs modestes pécules, la plupart ayant fait généreusement l'abandon du fruit de leur travail, de leurs économies et de leurs privations. Chez nous, M. Raymond Poincaré, n'en veut à aucun prix. Frapper les petits rentiers, les humbles travailleurs, qui ont fait le geste admirable du plus pur patriotisme, ne serait, dans la pensée de notre Président du Conseil, ni équitable, ni réellement efficace, car elle entraînerait aussi la ruine d'un grand nombre de commerçants, d'industriels et de modestes usiniers.

D'autre part, peut-on, sans mûre réflexion, songer à revaloriser le franc, en laissant jouer purement et simplement les lois économiques? Sans doute, on éviterait par là l'écrasement des détenteurs des petites fortunes?

Mais la revalorisation risque fort de rester impuissante, car tout Gouvernement, dans ce cas, est contraint d'aggraver la charge des impôts; par conséquent de paralyser l'industrie, d'entraver le commerce, de créer une hausse considérable des objets de première nécessité. De plus, par l'éleva-

tion constante du franc, qui peut ne point avoir de limite bien définie, la ruine fatale d'un grand nombre de producteurs et de négociants, dans toutes les branches de l'activité nationale, devra donner naissance à une crise de chômage dont les conséquences ne sauraient être mesurées ni prévues, tant dans le domaine économique que dans le domaine de la politique. Si l'on s'en tient à l'un de ces deux procédés que nous venons d'exposer, ou bien avec la stabilisation, on risque de mettre tous les citoyens, qui, pendant la guerre, ont, sans compter, prêté leur concours à l'Etat, dans l'impossibilité vraiment imméritée de recouvrer la totalité des capitaux qu'ils ont avancés, ou, avec la revalorisation, de créer une nouvelle cause de ruines, de faillites considérables et de chômage.

L'on objectera que pour réparer l'injustice commise envers les premiers souscripteurs, l'Etat donnera satisfaction aux réclamants en leur accordant certaines indemnités. Mais, pour opérer ainsi, encore faudra-t-il recourir à l'argent. Cet argent, où le prendre, si ce n'est dans les poches de tous les contribuables, n'est-ce pas avouer qu'il faudra faire encore appel à ces mêmes souscripteurs?

Quant à la revalorisation — comme le remarque avec raison M. Gaston Jéze, — à quoi servira au petit rentier « de recevoir des francs valant plus de sous-or, si, avec un plus grand nombre de sous-or, il ne peut se procurer plus de marchandises ni plus d'objets de première nécessité que pendant la guerre; s'il ne peut, enfin, acquérir tout ce qui est indispensable à son existence, et à celle de sa famille, et s'il est réduit à une gêne plus terrible encore qu'au temps des pires restrictions? »

Bien peu d'économistes sont partisans de la stabilisation, mais combien admettraient franchement la revalorisation? M. Joseph Caillaux qui est — on n'en disconvient pas — un financier émérite, a bien affirmé, dans plusieurs discours, et prouvé dans de nombreux articles, que « la grande pénitence » à laquelle il fallait se soumettre, ne suffirait pas pour sauver la France. L'ancien Président du Conseil a posé hardiment la solution du problème financier : selon lui, il n'y en a qu'une : stabiliser le franc.

Or, le point délicat, auquel aucun politicien prudent et avisé n'oserait songer sans frémir, c'est qu'il faut choisir le moment opportun pour procéder à l'opération et bien fixer aussi le taux auquel on devra stabiliser le franc, afin d'éviter une banqueroute irrémédiable. Quels sont les financiers, quels sont les économistes assez sûrs d'eux-mêmes, assez maîtres des événements pour pouvoir arrêter, sans risques et périls les fluctuations du change? Ici, une considération se pose : c'est que pour avoir la quasi certitude de réussir, il convient tout d'abord de réduire au minimum la Dette flottante. Il est évident que plus on supprimera les échéances à court terme, plus on aura de chance que la stabilisation réussisse.

Mais pour éteindre des dettes de ce genre, l'Etat n'a qu'un moyen, celui d'avoir recours aux emprunts ou à la consolidation. Or des emprunts de cette envergure sont-ils possibles à l'heure actuelle? Oui, ont répondu certains économistes, si l'on fait jouer la confiance. Car de telles opérations ne peuvent réussir qu'avec le concours des banquiers et l'appui de la Haute Finance internationale. Reculer, en effet, la date des échéances est peut-être le procédé le moins dangereux de tous, dans le but d'éviter la catastrophe financière. Reconnaissons que la Démocratie, laborieuse et pauvre, pour ne pas dire, réduite aux abois, est bien impuissante et que, seuls, les ploutocrates ont les ressources nécessaires qui leur permettent de couvrir les emprunts. Aussi le parti socialiste, dès la fin des hostilités, avait-il réclamé le prélèvement sur le capital, mais aussitôt, les mercantis, les râ-tisseurs d'or, les profiteurs de la guerre lui ont fait grise mine. Et tout de go, ils ont refusé leur appui aux démocrates. Tant il est vrai que, lorsque l'on touche aux intérêts matériels, on risque de saper les plus beaux principes sur lesquels s'efforcent de s'élever les Sociétés nouvelles. C'est qu'au fond, les masses, qui sont ignorantes des lois inéluctables de la production des richesses et de leur répartition, sont impuissantes, par elles-mêmes, à résoudre des problèmes aussi complexes. A les entendre, dans leur naïve simplicité, la force peut seule trancher la question financière au mieux des

intérêts de tous. Mais la violence écrase les faibles, les pauvres, les humbles, elle ne fait rien contre la rapacité des riches, la fuite des capitaux, le chômage, la cherté de l'existence, la hausse continue des prix commerciaux. Tant il est vrai que l'appauvrissement d'un Etat est dû à des causes multiples, autrement profondes et insaisissables que celles qui provoquent une faillite personnelle, la ruine d'un ménage ou la misère individuelle.

Reste le troisième procédé qui consiste à engager des négociations avec les nations alliées, afin que chacune d'elles, par une entente mondiale, renonce au profit de ses débitrices à ses propres créances de guerre.

Est-il possible de l'envisager? Cela est plus qu'improbable, étant donné l'âpreté avec laquelle chaque nation réclame ce qui lui est dû. On a assez amèrement parlé de l'intransigeance du chancelier américain, M. Borah, Président de la Commission des Affaires Etrangères, qui avait proclamé que l'exécution des engagements de la France, envers les Etats-Unis, ne pouvait être liée à l'exécution par l'Allemagne des obligations qui incombent à cette dernière.

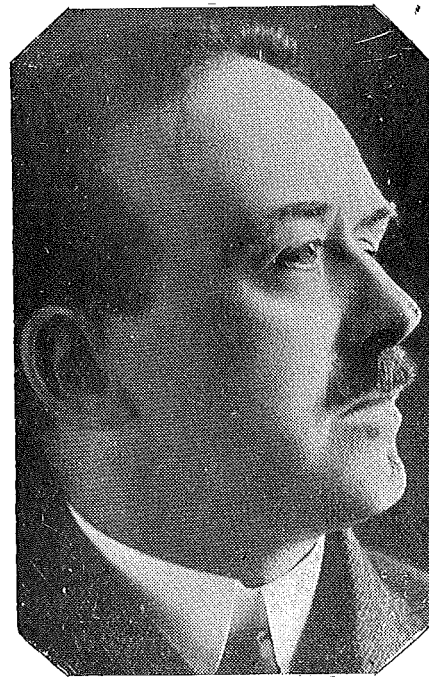
Or, une commission extraordinaire, formée au sein du Parlement Français, reçut l'ordre de se rendre à Washington, pour y discuter avec les représentants du gouvernement américain la disposition des accords. Présidée par M. Joseph Caillaux et composée de quatre sénateurs, MM. Henri Berenger, Fernand Chapsal, Louis Dausset, Dupuy, et deux députés, M. Vincent Auriol, le très sympathique député socialiste de la Haute-Garonne, alors président de la Commission des Finances parlementaire, et M. Maurice Bokanowski, actuellement ministre du Commerce et des Postes et Télégraphes, cette commission partit pour New-York le 16 septembre 1925. On connaît les résultats négatifs de cette entrevue pendant laquelle des pourparlers assez vifs furent engagés. Malgré le fervent désir des délégués français d'aboutir à des conclusions équitables, malgré aussi la grande sympathie manifestée par nos alliés d'Amérique, rien de définitif ne fut signé de

part et d'autre, et la commission française dut rentrer à Paris, en laissant autour d'elle une atmosphère plutôt trouble et angoissante. La presse étrangère osa même insinuer que le peuple américain avait l'air de douter de la sincérité de la France.

Ce fut alors que, dans une longue lettre très pondérée, très courtoise, mais très ferme aussi, M. Vincent Auriol, répondant à M. Borah, tint à préciser que jamais son parti n'avait nié les obligations juridiques de la France, mais il fit ressortir avec une réelle éloquence les droits que l'on ne saurait nous refuser dans le règlement des dettes. Entrant plus profondément dans l'étude des diverses solutions à envisager pour dissiper l'affreux cauchemar qui pèse sur l'Europe entière, le courageux défenseur de la cause prolétarienne dont la grande compétence en matière financière ne saurait être mise en doute, crut devoir proposer l'annulation des dettes : C'est ainsi qu'il terminait sa lettre, vraiment courageuse et émouvante :

« Ne serait-il donc pas possible, (je vous pose cette question d'une façon précise avec l'espoir que vous y pourrez répondre) de proposer l'annulation de toutes les obligations franco-anglo-italo-belgo-américaines et de limiter la dette de l'Allemagne à la simple remise par l'Allemagne des obligations des chemins de fer et des obligations industrielles, dont la question pourrait être confiée à un comité international et dont la réalisation servirait : d'une part, à payer les arrérages et les annuités d'amortissement de l'emprunt consenti par l'Amérique à l'Allemagne pour sa restauration monétaire et, d'autre part, à payer à la France, en partie, seulement, hélas! ce qu'elle a avancé et ce qu'elle doit encore verser pour la reconstruction des régions dévastées.

« Ainsi, les nations d'Europe et d'Amérique annuleraient leurs obligations réciproques. L'Allemagne, de son côté, serait complètement dégagée des divers comités de contrôle, des menaces de contrainte qui peuvent peser sur elle. »



M. VINCENT AURIOL
Député de la Haute-Garonne,
Ancien Président de la Commission des Finances.
(Midi Socialiste.)

Pourquoi tous les Etats intéressés sont-ils restés sourds à cet appel, pourtant, si logique, si éloquent, si sincère et d'autant plus digne d'être entendu qu'il mettait immédiatement fin à bien des difficultés, à des attermoiements néfastes, à des manœuvres déloyales, à des rancunes dangereuses pour l'avenir et la prospérité des nations?

Il semble que tous les hommes de bonne volonté, appartenant à tous les Pays alliés, auraient dû s'unir, étudier sans parti-pris les moyens les plus rapides de résoudre au plus tôt un problème angoissant qui compromet, depuis trop longtemps, les destinées de presque toutes les puissances européennes et menace d'avoir une répercussion fâcheuse sur la prospérité du grand peuple américain. Et si l'annulation des dettes interalliées était le moyen le plus honorable, le plus rapide, le plus efficace, pourquoi ne pas l'avoir, tout au moins, mis à l'étude?

Hélas! Les collectivités, comme les individus, sont-elles le plus souvent aveuglées par un féroce égoïsme, qui les empêche de bien peser ce que leur commandent leurs intérêts les plus sacrés et le respect dû à l'Humanité?

X

LES LETTRES, LES ARTS ET LA PRESSE
DANS LA
TCHECOSLOVAQUIE CONTEMPORAINE

La réaction qui s'opéra contre la Réforme et qui suivit l'écrasement des Tchèques à la Montagne Blanche éclipsa, pendant plus d'un siècle, l'essor imposé par Jean Huss à leur langue nationale. C'était en 1621. A cette époque, il n'y a guère que Komensky, mort en 1670, en Hollande, dont nous puissions rappeler le nom et les œuvres. Un peu plus tard, vers 1791, nous voyons paraître les grands travaux de Dobrovsky sur la langue tchè-

que. Alors, sous l'oppression germanique et hongroise, les énergies paraissent éteintes et les intelligences obscurcies par le voile d'une ignorance systématiquement entretenue par une autorité cynique et brutale. Ce n'est qu'aux environs de 1825 que l'écrivain Jungmann publie une histoire de la littérature tchèque. On se croirait alors à la veille d'une renaissance linguistique que la découverte des fameux manuscrits de Kralové Dvur et de Zelena Hora paraissent devoir confirmer.

Si faibles et si vagues que soient les efforts des esprits tournés vers les arts et les lettres, on peut dire que cette littérature présente un caractère essentiellement démocratique. On y sent la préoccupation de l'utile, de tout ce qui est susceptible de corriger l'amertume du réel. Le plus souvent, elle jaillit d'une sorte d'inspiration religieuse et morale. Jean Huss ne fut-il pas un apôtre et un prédicateur? Un simple paysan, — Chelcicky, — ne devint-il pas le fondateur de l'Unité des Frères Bohèmes ou Moraves? En Komensky, les Tchèques ont toujours reconnu un pédagogue de génie. On n'écrit alors que pour enseigner la vertu, que pour dénoncer les abus et les crimes, que pour lutter contre l'oppresseur, et défendre les droits de tous les citoyens à la vie intellectuelle, artistique, vraiment humaine. Lisez les chants de leur poète favori, Jaroslav Vrchlicky, qui datent d'une cinquantaine d'années. Ils nous font connaître les mœurs simples, naïves, patriarcales de ce peuple de petits bourgeois et de paysans, que harçèlent les nécessités de la vie. L'œuvre puissante de Bozena Nembcova nous révèle aussi, dans des cadres presque identiques, la rusticité de la campagne, vers 1825, tandis que les nouvelles attendrissantes de Neruda abondent en tableaux pittoresques de la Mala Strana au pied du Hradcany, sur la rive gauche de la Vltava. Qui ne frémit d'horreur et de pitié en lisant les romans historiques du célèbre écrivain Jirasek, qui, dans des pages si émouvantes, a retracé les troubles des temps hussites jusqu'aux approches de 1848. Véritable épopée où le peuple tchèque a été déchiré, meurtri, ensanglanté par les guerres religieuses! Ce sont toujours les mêmes

peintures, les sourds frémissements de colère et d'orgueil national, les vagues espérances d'un réveil régénérateur que nous révèlent les chansons si tristes et si originales de Svatopluck Cech, les sites de la Moravie par M. Herben, la poésie philosophique d'Otakar Brezina, les admirables strophes du poète sentimental Pierre Bezrué, qui a si magistralement décrit la misère sociale des Tchèques en Sibérie.

D'autres écrivains, s'écartant de la route commune, se sont essayés dans l'interprétation des littératures étrangères. Parmi ceux-ci nous voyons Vichlicky, écrivain d'une extrême fécondité, qui a donné dans sa langue nationale, Dante, Goethe et Victor Hugo, et a été, tout d'abord, mal accueilli par l'opinion publique. Cet écrivain a eu, cependant, le rare mérite de rapprocher ses compatriotes de la civilisation occidentale, en leur faisant connaître et admirer les chefs d'œuvre de l'Allemagne, de la France et de l'Italie. Nous trouvons au contraire un étrange et captivant mélange d'idéalisme teuton et de sensibilité orientale dans les œuvres de Zeyer, fils de Juive et d'Alsacien, que l'étude du latin avait fait dévier un peu du goût national. Et pour ressentir encore le soufflé puissant de l'esprit tchèque, il faut revenir aux poésies mélancoliques et troublantes de Stanislas K. Neumann, et aux exquises ballades de Victor Dik.

Mais dans l'histoire littéraire de la Bohême, nous devons retenir deux dates : celle de la création du théâtre national en 1868, et celle de l'ouverture des cours publics en langue tchèque. L'on voit alors, pour la première fois, à la joie franche et naïve des disciples de Jean Huss, la renaissance romantique s'emparer de la scène, tandis que l'esprit critique l'emporte à l'Université.

Pouvons-nous oublier, dans cette révision si rapide et si incomplète, Palacky et son maître, l'illustre Dobrovsky, qui a été le premier historien critique de la Bohême (1798-1876), avec son Histoire si documentée de la Nation tchèque, le journaliste Havlick (1821-1856), qui introduisit les chefs d'œuvre de Voltaire en Bohême, M. Thomas G. Masaryk, alors professeur de philosophie à Pra-

gue et son admirable campagne des manuscrits (1886) avec l'historien Gall, le linguistique Gébäude, campagne qui souleva des torrents de tempête? Et combien mériteraient encore d'avoir leurs noms inscrits dans ces pages? Ortina et Rade, avec leurs études philosophiques et leurs recherches si heureuses et si précises en biologie, le poète Machar, l'auteur si connu du poème lyrique : *Le Golgotha* et des *Tristes Viennoises*, et Moritz Hartmann, n'ont-ils pas grandement honoré le vieux sol des Tchèques et des Slovaques?

Si nous avons un vœu à formuler, c'est celui de voir se pénétrer, se comprendre et s'aimer les deux génies de la Bohême et de la Slovaquie. Il faut espérer que ces deux littératures, que ces deux langues arriveront à s'unifier, à s'harmoniser, afin de devenir la véritable langue nationale et que la langue tchèque se débarrassera peu à peu des lourdes et pénibles expressions allemandes, tandis que la Slovaquie gardera la saveur du terroir et ses droits historiques.

Jamais peuple, même aux époques des plus grands troubles, n'a gardé une âme plus profondément sentimentale. Dans le domaine de l'Art, la ville de Prague a rivalisé avec les plus belles cités européennes. Il suffit de visiter les divers quartiers de la capitale de la Bohême pour être émerveillé de la splendeur que revêt chacun de ses monuments. Qui ne s'est trouvé saisi d'admiration en face de la vieille Synagogue, du cimetière juif, de la chapelle de Sainte-Croix, de la cathédrale de Saint-Guy et n'a passé des heures délicieuses à contempler le vieil hôtel de ville, l'église de Tysc, la Tour Poudrière, les places idylliques de Mala Strana, le palais Nostic, le sombre monastère de Strahov? Si l'on sort de la ville, les châteaux de Karluv Tyn et de Krivoklat font encore les délices du voyageur. L'antique cité de Tabor a gardé son austère mysticisme et son caractère hussite. On ne se lasse pas d'arpenter les rues si originales de Kutna Hora, avec sa cour italienne, Jicin et sa place évocatrice du xvii^e siècle et Prachatice. Krumlov, Jindrichur Hradec, Hildesheim sont autant de séjours pittoresques qui attirent et retiennent l'at-

tention et la curiosité des touristes. Citerons-nous encore en Moravie, les châteaux de la Renaissance et du xviii^e siècle, qui font l'orgueil et la gloire d'Olomocre. Il n'est pas jusqu'à la Slovaquie qui ne soit fière de posséder Bratislava et les ruines fameuses, d'une si imposante majesté, de son château historique.

Les habitants ont un goût profond pour les couleurs chaudes et joyeuses, dans les costumes et dans l'habitation. Rien n'est plus curieux que de voir, à cet égard, les collections des musées ethnographiques de Prague et celles du Musée national slovaque, à Turciansky-Svaty-Martin. Jamais l'art populaire n'a été empreint d'un caractère plus personnel, ni plus original, jusque dans les objets d'un usage quotidien et commun comme les broderies et les dentelles qui ornent les vêtements des jeunes paysannes. Deux noms célèbres sont à retenir parmi tous les peintres tchécoslovaques : Joseph Manes et Nicolas Ales.

C'est en 1848 que nous voyons Manes, étudiant à Munich. Il a un goût très prononcé pour les descriptions de la vie champêtre, les tableaux reposants, baignés d'une douce lumière, rendant avec une attendrissante simplicité et une remarquable exactitude l'activité rurale tchèque, silésienne et slovaque. C'est le paysan qui tient dans ses peintures le premier rang avec ses labeurs quotidiens, ses scènes légendaires, ses costumes du terroir, ses veillées mystiques, ses soirées patriarcales. On n'en saurait trop admirer la fraîcheur et la parfaite ressemblance.

Alès a décoré de ses fresques les murs du Théâtre National. Ses dessins reproduisent aussi les mœurs et les costumes des anciens Slaves. Le peintre Brozik a fait revivre les grands événements historiques de son pays. Avec le modernisme réaliste du peintre Hynais nous assistons à de merveilleux effets d'ombres et de lumières. Nous donnerions une nomenclature bien incomplète si nous passions sous silence les œuvres de Mucha, où se fait sentir l'influence française, les paysages si colorés du grand impressionniste Slavicek, les portraits à la plume de Uprka, le célèbre peintre des Slovaques de Moravie.

La sculpture est peut-être plus sobrement représentée avec le fameux Myslbek, auteur du monument érigé sur la place Saint-Venceslas, et François Bilck, dont le coup de ciseau offre un caractère plus national. Quant à l'architecture, nous avons peu de chose à en dire; elle est en Bohême, en Silésie et en Moravie, bien inférieure aux productions des autres pays.

En revanche, les Tchèques et les Slovaques ont un goût vraiment extraordinaire pour la musique. Cet art est répandu partout. On compte par centaines les personnes qui, pour se délasser de leurs travaux journaliers, cultivent leurs voix, font partie de sociétés chorales, ou jouent d'un instrument sous la direction d'artistes renommés. Citerons-nous Kubelik, le maître de l'archet; Burian, l'incomparable chanteur, des chefs d'orchestre éminents, tels que Kocarovic et Nedbal, des compositeurs de génie comme Novak et Suk. Avouons cependant que la musique contemporaine n'a pas dépassé celle des vieux maîtres des siècles passés. On parlera toujours avec émotion de la *Fiancée Vendue* de Smetana (1824-1884), des *Danses slaves* et des *Légendes* de Dvorak (1841-1904). Certes, les jeunes compositeurs, parmi lesquels excellent Jirak, Ostreil, Vyapalek et Stepan, égaleront-ils jamais le naturel, la grâce envahissante et berceuse, l'inspiration à la fois nationale et humaine de Dvorak et de Smetana? Aussi donnons-nous, un peu plus loin, un petit tableau de l'évolution de l'art musical chez les Tchèques et les Slovaques.

Ce n'est certes pas faire injure aux Tchécoslovaques que de leur reconnaître plus d'aptitudes pour les lettres, la philosophie et les arts que pour l'étude des sciences exactes. Sans doute, c'est à Vienne qu'ont enseigné les savants, dont la réputation fut mondiale, comme Purkyně, Képler, Tycho-Brahé. Reconnaissons, aussi, que les ingénieurs, les chimistes, les géologues, les chirurgiens, appartiennent en assez grand nombre à la population tchécoslovaque et que, grâce aux écoles supérieures que le Gouvernement vient d'ouvrir, le pays ne tardera pas à faire de grands progrès dans ce genre d'études.

×

Une démocratie ne peut se développer sans l'appui de la Presse qui éclaire l'opinion publique, la dirige et lui montre la valeur, les tendances, les errements ou la vitalité des partis. Aussi, depuis 1920, a-t-on vu se multiplier sur tous les points de la République les revues, les journaux et toutes sortes de publications périodiques. On en compte actuellement 1.700 environ. Les trois quarts paraissent en langue tchèque ou slovaque; et les neuf dixièmes du dernier quart sont imprimés en allemand. Six cent cinquante journaux, à peu près, renseignent toute la population sur les événements politiques intérieurs et extérieurs. Prague possède 20 quotidiens importants. A Kosice, qui compte 80.000 habitants, dix feuilles quotidiennes suffisent à peine à satisfaire la curiosité du grand public car, en Tchécoslovaquie, on a la passion de la politique, et aucun peuple n'est peut-être plus divisé en sectes, en groupes et en partis. Pour convaincre les hésitants, dérouter ou abattre l'adversaire, tout chef de clan veut avoir un organe, une arme défensive, un moyen de propagande. Mais une particularité de plus à signaler dans la presse tchécoslovaque, c'est que chacun demande, suivant sa nationalité, une feuille périodique, écrite dans sa propre langue. Comme dans tous les pays, ce sont les annonces qui alimentent la caisse d'un journal, aussi la presse est-elle plus ou moins prospère et sa destinée suit-elle fatalement les fluctuations du commerce et de l'industrie. A noter encore la décentralisation historique, qui vient de donner un nouvel essor aux publications provinciales; celles-ci jouissent, à l'heure actuelle d'une influence presque aussi considérable que celles de Prague. Parmi les feuilles hebdomadaires, ou quotidiennes les plus en vue, on doit citer *Les Lidové Noviny* de la ville de Brno, le *Cesky Denik* de Pilsen, les *Narodnie Noviny* de Turciánský Sv. Martin, le *Slovensky Dennik*, de Bratislava. De tous les journaux allemands, les mieux informés et les plus répandus sont la *Reichenberger Zeitung*, le *Pilsner Tagblatt*, la *Treiheit* et surtout la *Morgenzeitung* de Moravska Ostrava, qui rayonne sur

la Moravie, la Silésie, la Slovaquie orientale et a des lecteurs jusqu'aux limites mêmes de la Galicie. Tous les étrangers qui ignorent la langue tchèque prennent évidemment les journaux teutoniques qui présentent les faits du jour, sous une forme toujours favorable aux Allemands. Il vient de paraître à Prague un journal français : *La Gazette de Prague*, qui a pour but de développer les relations entre la France et la Tchécoslovaquie.

Nous ne pouvons donner la liste entière des publications périodiques qui traitent d'économie politique, de religion, de littérature, de pédagogie et de philosophie, mais parmi les plus répandues, nous citons la *Ceska Revue* (la Revue tchèque); *Nase Doba* (Notre temps); *Novi Cechy* (La Bohême Nouvelle); *Ceska Demokracie* (La Démocratie tchèque) et la *Realistika Straz* (La sentinelle réaliste). Le parti socialiste, qui fait de très grands progrès, a pour organe hebdomadaire les *Socialistické Listy* (Pages socialistes). Ceux qu'intéressent les affaires économiques consulteront avec fruit la *Cesky finančník* et le *Prumilový Vestník* (Le Messager de l'Industrie).

Pour faciliter aux étrangers les transactions commerciales, l'Office des Statistiques de Prague publie des rapports en langue nationale, en français et en anglais. Des renseignements très précis sur le mouvement économique de la Tchécoslovaquie se trouvent dans le *Ceskoslovenský Kompas* (La Boussole tchécoslovaque).

Si nous considérons maintenant la politique proprement dite, les grands journaux quotidiens tchèques qui dirigent l'opinion publique sont les *Narodny Listy* (Les Feuilles Nationales), les *Lidové Noviny* (Le Journal du Peuple) publié à Brno, tout à fait indépendant, la *Tribuna* de Prague, feuille réaliste, *Cas* (Le Temps) dirigé par des professeurs et lourdement écrit. Le grand journal agrarien est la *Venkov* (La campagne). Dans la presse socialiste, *Pravo Lidu* (Le Droit du peuple) est l'organe officiel du parti démocrate socialiste tchécoslovaque et le *Rovnost* (L'Égalité) de Brno.

Bien plus modeste et plus restreinte est la Presse slovaque. Il n'y a guère que le *Narodnie Noviny*

(Le Journal National) de Turkiánsky Sv. Martin, qui mérite d'être cité. A Bratislava, on peut mentionner les efforts du *Slovenský Denník* pour lui faire concurrence.

Dans la presse allemande, Le Prager Tagblatt occupe une place prédominante. Il est le plus répandu des feuilles politiques, mais on doit reconnaître que son influence est à peu près nulle. *Bohemia* représente au contraire le germanisme querelleur et agressif, aux tons vifs et cinglants. La colonie teutone a encore un organe démocratique à Teplice, le *Freiheit*. A Bratislava, le *Volksstimme* et le *Népszava* défendent les revendications de la population ouvrière et magyare.

Seul, le *Morgenzeitung*, de nuance plus nationaliste a de nombreux lecteurs à Moravska Ostrava. Comme on le voit, le peuple tchécoslovaque prend de plus en plus intérêt aux questions politiques, économiques et sociales et suit avec une attention soutenue les moindres événements de l'intérieur, sans négliger de s'initier aux progrès et aux aspirations des grandes puissances occidentales.

Du reste, trois catégories de diplomates mettent constamment le gouvernement du président Masaryk en rapports avec les hommes d'État de toutes les nations d'Europe et d'Amérique.

La France a envoyé en Tchécoslovaquie, pour la représenter, M. F.-J. Charles Roux, dont les hautes qualités intellectuelles ont été bien vite appréciées. Attaché d'ambassade à Pétrograd, à Constantinople, promu ministre plénipotentiaire de 2^e classe en 1925, délégué à la Commission Européenne et à la Commission internationale du Danube, il a été nommé à Prague en 1926.

Des ministres plénipotentiaires représentent la Tchécoslovaquie à Belgrade, Berne, Bruxelles, Bucarest, Copenhague, La Haye, Londres, Paris, Rio de Janeiro, Rome (au Quirinal et au Vatican), Tokio, Varsovie et Washington.

Des chargés d'affaires sont à Berlin, Sofia et Vienne.

Des délégués ont été envoyés à Budapest et à Constantinople.

Il a été établi des consulats généraux à Madrid,

Rjika (Fiume), Buenos Ayres, Paris, Hambourg, Dresde, Belgrad, Ljubljana, New-York, Opole (Opelm), Sidney, Lyon, Alexandrie d'Égypte, Melan, Zurich, Bombay, Munich, Francfort, Vladivostok.

La Belgique, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grande Bretagne, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas, la Roumanie, le royaume des Serbes, les Croates, les Slovènes, le Vatican ont des représentants dans la capitale de la Bohême. La France a, de plus, établi un vice-consulat à Bratislava, tandis que l'Angleterre possède un consulat général à Prague et à Bratislava, et que l'Allemagne et les Pays-Bas ont un consulat général à Brno.

XI

LA MUSIQUE TCHÉCOSLOVAQUE

Pendant toute la période qui s'étend du Moyen-Age à la bataille de la Montagne Blanche, la musique tchécoslovaque subit l'influence de l'Italie, de la France, des Pays-Bas, surtout de l'Allemagne. Elle consiste alors dans plusieurs sortes de mélodies populaires, dont les deux plus célèbres sont le *chœur de Saint-Venceslas* et le *Chant Hussite*, qui commence par ces mots : *Vous qui êtes les champions de Dieu...* A partir de 1620, avec la domination des Habsbourg, l'essor musical national semble s'affaiblir et s'éteindre. Les musiciens de talent se réfugient à l'étranger. On compte, en effet, Myslivecek, Ventrini, Dusik, Benda, Stamitz, au nombre des exilés. Ce ne sont point les traditions nationales qui les inspirent. Le peuple tchèque, cependant, conserve son goût pour le chant et applaudit les œuvres de Mozart et celles du grand compositeur français, Berlioz. Mais il faut arriver au milieu du ix^e

siècle pour voir renaître, en Bohême, l'art musical. Avec le célèbre compositeur Bedrich-Smetana, en 1846, nous assistons à une véritable révolution. C'est l'époque où, dans le domaine politique, comme dans celui des arts, les Tchèques osaient songer à leur libération et à la reconquête. On se plaît à citer Smetana parmi ceux qui ont tiré la nation de sa lourde somnolence et de sa funeste inertie. Ses opéras les plus populaires sont *Libuse* et la *Fiancée vendue*, Dalibor, Le Secret, le Baiser, Les Deux Veuves. On y trouve, traduits dans toute leur simplicité, les sentiments des paysans tchèques. Tantôt Smetana décrit un motif emprunté à la légende, tantôt il glorifie quelque événement du passé. Qui n'a point versé des larmes d'attendrissement, en écoutant ses poèmes symphoniques appelés « Ma Patrie » ? Il a traduit l'âme tchèque dans son exquise sensibilité avec une inspiration musicale d'une richesse prodigieuse. *La Vltava*, qui forme la deuxième partie du cycle intitulé *Ma Vlast*, est la glorification de sa patrie, à laquelle il prédit une résurrection prochaine. On croirait entendre les mélodies de Franz List. Le thème de ce poème musical est allégorique : il s'agit du Moldan qui, en tchèque, se dénomme *La Vltava*, et qui prend sa source dans les forêts vierges du Sumava. Formé par une multitude de petits torrents, ce cours d'eau grossit, traverse les bois, les prés, descend dans les plaines et assiste, en roulant ses flots limpides, aux danses joyeuses du peuple tchèque, tout heureux de vivre. Mais voici la nuit. La lune se lève, aux rayons pâles et mystérieux, inondant de paillettes argentées, les rives du fleuve et les prairies. De vieux manoirs qui symbolisent la vie et la souveraineté des vieux Tchèques se reflètent sur les eaux. On dirait des fantômes humains regrettant les beaux jours du passé. Mais surgit presque aussitôt une avalanche de rochers immenses qui brisent et détournent le cours majestueux de la Vltava. Celle-ci, par un effort prodigieux de ses ondes démontées, franchit les cascades de Saint-Jean et roule ses flots mugissants jusqu'à Vyschrad, symbole de l'indépendance de la Bohême, car elle est la citadelle des vieux ducs tchèques. Elle longe

les ruines éclairées par l'astre des nuits, fait son entrée solennelle à Prague, et s'évanouit dans l'ombre, en laissant au cœur des spectateurs la joie reconforte et l'espérance qui décuple les courages.

Sur un autre thème, moins symbolique et vraiment populaire, Smetana a aussi composé *La Fiancée Vendue*, frais et gracieux tableau de la vie des humbles villageois. Empreint des traits caractéristiques du peuple des campagnes, cet opéra-comique a été joué plus de 800 fois au Théâtre National. La mélodie en est gaie, sautillante; les rythmes rapides, entraînants; c'est l'une des œuvres les plus remarquables du grand compositeur.

Sans chercher de nouvelles voies, sans prétendre à l'originalité, Antoine Dvorak est surtout créateur. Ses chants sont d'une belle envolée, spontanés, empreints de la plus exquise sensibilité. La simplicité impressionniste de son rythme, la gracieuse maestria qui anime ses œuvres fait de lui un compositeur incomparable. Parmi ses nombreux opéras, on cite *Roussalka*, comme étant le meilleur.

On ne rencontre pas dans la musique de Zdenko Fibich la fougue des deux premiers, car elle dépend trop de l'école de Schumann et reste trop soumise à l'influence des romantiques allemands. L'on remarque pourtant chez elle une extrême finesse. Grand admirateur de Wagner, Zdenko Fibich applique scrupuleusement ses principes. Citerons-nous encore Leo Janacek, qui ne donna que dans un âge avancé ses plus belles œuvres. *La Belle Fille* est un ravissant tableau de la vie du peuple morave.

C'est par ce goût naturel pour la musique que la Bohême a su pénétrer à l'étranger et qu'elle a acquis dans le monde entier une véritable renommée avec ses sociétés chorales.

La plus ancienne est le Hlahol de Prague. Elle compte 300 membres et interprète les créations des plus grands maîtres. De nos jours, la chorale la plus importante est celle des *Instituteurs* qui, fondée par M. Spilka, a aujourd'hui pour chef M. Method Dolezil.

Le théâtre de Prague et celui de Brno sont les deux principales scènes de la Tchécoslovaquie, où l'on joue les opéras de Bach, Beethoven, Brahms, Litz et Novak.

La plaie du jour, c'est la grève des musiciens et des orchestres. Pour remédier à un tel inconvénient, il s'est fondé un grand nombre de sociétés musicales, renfermant dans leur sein des artistes de grand talent, comme la Philharmonique tchèque, si habilement dirigée par M. V. Zemanek. Dans ce genre, on peut citer la *Société de Musique Moderne*, la *Société du Lied* et l'*Association orchestrale*, composée de musiciens amateurs. Parmi les chanteurs, on ne doit pas oublier le fameux quatuor tchèque, qui comprend MM. Karel Hoffmann, Joseph Suk, Ladislav Zetenka, et dont la renommée est universelle, quoique la fondation en soit d'une date relativement récente. Notons encore les quatuors Seveik Lhotsky et Ondricek. Ce dernier a fait ses débuts à Paris, où son succès a été triomphal. Parmi les virtuoses du violon, il faut citer le génial Fr. Ondricek, dont la mort a été un deuil national pour la Bohême; Jan Kubelik et Jaroslav Kocian sont aussi de grands artistes. Nous sommes heureux de pouvoir regarder Jan Herman et Vactav Stepen comme des pianistes d'un talent incomparable; leur style est, en effet, des plus expressifs.

XII

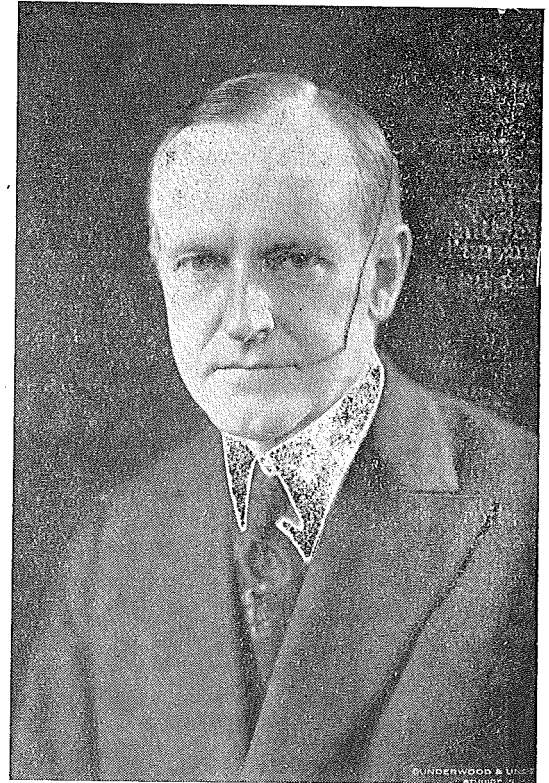
LES RELATIONS ECONOMIQUES

DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

La Tchécoslovaquie a-t-elle intérêt à avoir des relations économiques avec la France? Cela ne fait aucun doute pour ceux qui suivent avec attention l'évolution des nations européennes. Du moment que la valorisation de la couronne a permis aux Tchécoslovaques de relever leurs finances, d'équi-

librer leur budget, de donner un essor durable à leur commerce, à leur agriculture et à leur industrie, pourquoi la France n'entrerait-elle pas en rapports plus étroits avec ce pays dont elle est si rapprochée par les aspirations démocratiques? Il est certain que la Tchécoslovaquie unie à la République Française deviendrait une puissance redoutable, au centre de l'Europe. Au point de vue économique, si elle occupe encore le onzième rang, par son commerce et son industrie, qui ne dit que sa nouvelle orientation politique ne décuplera point ses ressources matérielles et ses forces morales? Pour le moment, l'Allemagne, l'Autriche, l'Angleterre, la Hongrie, l'Italie, les Etats-Unis, la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Suisse passent avant elle. Mais si nos vins, nos légumes, nos phosphates, nos produits tunisiens, marocains, algériens, nos bois coloniaux, nos figues, nos dattes, nos raisins secs, nos farines même, arrivent en quantités de plus en plus grandes en Bohême, en Slovaquie, dans la Russie subcarpathique, pourquoi, à leur tour, ces régions ne nous enverraient-elles pas les objets de leur fabrication?

M. Léon Douarche, chef du service tchécoslovaque à l'Office National du commerce extérieur, insiste sur ce fait que le houblon et l'orge tchèques sont d'une qualité supérieure. Les caves de la Brasserie Pilsen ont plusieurs kilomètres d'étendue. Elles ne le cèdent en rien à celles de Reims. N'oublions pas que la Tchécoslovaquie produit infiniment plus de pommes de terre et de betteraves que les autres pays du continent. Il en est de même pour les fruits, la chicorée. Pays presque entièrement couvert de forêts — elle possède en effet 4.800.000 hectares de bois — la Tchécoslovaquie fabrique une multitude d'objets, depuis les jouets d'enfants jusqu'aux meubles les plus variés. Du bois, elle extrait la cellulose, ce qui lui a permis de faire du papier, du carton, des enveloppes. Elle a dû à ses nombreuses mines de graphite l'installation de plusieurs fabriques de crayons fort renommées entre autres, celles de Hardtmuth. L'industrie de la céramique à Karlovy Vary suffirait à approvisionner en ciment, tuiles, articles de faïence, en



M. CALWIN COOLIDGE

Président de la République des Etats-Unis.

(M. Coolidge a rempli les fonctions de Président de la République depuis le 3 août 1913 jusqu'au 4 mars 1925. Elu Président le 4 mars 1925.)

(Photo Underwood and Underwood Studios, N.-Y.)

grès et en porcelaine, tous les marchands français. Qui ne connaît les fameuses verreries de Bohême? Qui n'a pas entendu parler des perles de Gablonz (Jablonec) dont l'exportation s'étend au monde entier et représente environ 180 millions de francs par an? Certes, nos usiniers pourraient trouver des fournisseurs très conciliants et très consciencieux, à des prix modérés.

On ne répètera jamais assez qu'à des temps nouveaux correspondent des nécessités nouvelles, des lois nouvelles et qu'entre peuples, il convient de créer des rapports nouveaux. Ne serait-ce pas une cruelle ironie que d'avoir cimenté sur les champs de bataille, entre les nations alliées, une union indissoluble, si ces mêmes nations étaient condamnées à vivre isolées, en temps de paix? Ne doivent-elles pas, au contraire, unir leurs efforts sur le terrain économique pour obtenir plus de bien-être, plus de richesses, une plus grande et plus stable prospérité en faveur de leurs propres sujets, comme dans l'intérêt plus général de l'Humanité?

XIII

APPENDICE

L'OFFICE CENTRAL ET LES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE EN TCHECOSLOVAQUIE

Par tout ce qui précède, le lecteur a pu se convaincre que les liens qui, désormais, uniront tous les peuples, sont ceux que finiront par créer toutes les branches du commerce et de l'industrie sur les divers points du globe. Et l'un des plus importants

est certainement constitué par les relations qui deviennent de plus en plus étroites entre les Chambres de Commerce de tous les pays. Leur but est, en effet, de défendre les intérêts des manufacturiers et des négociants, et de donner leur avis sur les projets de loi touchant les intérêts industriels ou commerciaux. Elles ont donc le devoir d'éclairer les Gouvernements de l'opportunité ou du danger qu'il y aurait à prendre telle ou telle mesure en apparence utile ou inoffensive, et que seuls, des hommes éclairés et expérimentés, appartenant au monde industriel et commercial, sont capables d'apprécier à leur juste valeur, et, d'en prévoir, par des études sérieuses, les conséquences néfastes ou heureuses.

Nous sommes donc assurés de faire œuvre utile en donnant les renseignements suivants sur l'Office Central et les Chambres de Commerce, par lesquels la Tchécoslovaquie entend intensifier son exportation et son industrie sur les marchés de tous les continents, mais surtout en Amérique et en Europe.

Parmi les organismes consultatifs créés par le Gouvernement, il convient de citer celui de Prague, dont la mission délicate est de donner son avis sur les nouveaux projets de loi, et de rester en relations constantes, non seulement avec les organes centraux de l'Administration Publique, mais avec ceux de l'Extérieur, et de maintenir au sein du Parlement une représentation uniforme. Ce comité est, en outre, chargé de développer à l'intérieur et à l'étranger une activité tchécoslovaque vraiment organisatrice, dans le but de relever le plus promptement possible les ressources industrielles et commerciales du pays.

Quant aux Chambres de commerce, on en compte onze, qui ont des circonscriptions inégales, car il a fallu tenir compte du nombre des habitants, de l'importance des diverses branches d'exploitation, enfin de la capacité financière des lieux où elles ont été établies.

Fondée en 1851, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Liberec (Reichenberg), en Bohême, compte actuellement 48 membres effectifs. Sa cir-

conscription renferme 1.148.747 habitants sur une superficie de 6.443 kilomètres carrés. Elle est divisée en 21 districts politiques et 40 juridictions. Le sol étant plutôt montagneux et sillonné de rivières, couvert de forêts et renfermant des couches considérables de lignites, l'industrie s'y est rapidement développée. La verrerie, la céramique, les aciéries Bessemer, la coutellerie à Mikuldsovice, à Wolmsdorf et Grov-Schonau, emploient un très grand nombre d'ouvriers.

A Pilsen, encore une des plus belles villes de la Bohême, la Chambre de Commerce comprend 13 arrondissements, avec une population de 877.694 habitants. La région ressortissante offre une étendue de 9.846 kilomètres carrés. C'est là surtout que s'est développée l'industrie de la bière, celles de la faïence et du papier.

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Eger (Cheb) a 42 membres actifs. Elle rayonne sur une superficie de 7.144 kilomètres carrés avec 911.563 habitants. Presque toutes les branches de l'industrie y sont représentées. A noter celles de la porcelaine à Sedlec (Zettlitz), de la fabrication des instruments de musique et de velours à Graslitz (Kraslice), des dentelles à Erzgebirge; des grandes cultures de houblon, dans l'arrondissement de Saaz (Zatec). A Falkenau, on fabrique des briquettes, à Vyprty, des fusils; la vannerie a deux sièges importants à Sebastianberg et à Sonnenberg. Roszbach fournit des tapis. Karlovy Vary (Carlsbad), Frantiskovy Lazne (Franzensbad) et Marianké Lasné (Marienbad), exportent leurs eaux minérales dans le monde entier. Bilina s'est acquis une grande renommée avec ses sources d'eau amère.

Le sud de la Bohême n'a qu'une seule Chambre de Commerce, dont le siège est à *Ceské Budejovice*. La population s'élève à 679.884 habitants. Cette région est riche en forêts, en mines d'antimoine et de graphite. On y trouve aussi un assez grand nombre de carrières de pierre. La maison Régula, à *Ceské Budejovice*, fabrique des cadres, des liteaux, tandis qu'à Lisov et à Lidenice on produit des meubles de tous styles.

Les grandes usines de papier à C. Krumlov et à Loucovice dans la Sumava, fabriquent les objets en celluloid. Les tanneries renommées se trouvent dans la région de Tabor. A Pacov, on trouve tous les articles de toilette, depuis les porte-monnaie jusqu'aux petits miroirs. Sept usines de chaussures fonctionnent à Vlasim.

La ville de *Hradec Kralové* est le centre économique de tout le territoire qui s'étend au nord-est de la Bohême et compte 70.394 entreprises industrielles et commerciales, pour 1.020.948 habitants. Il faut citer parmi les institutions de défense économique le Bureau central de Commerce, d'Industrie et de Métiers, fondé en 1910. On distingue dans cette région trois branches principales d'exploitation : l'industrie des cuirs, la verrerie et l'industrie textile. La ville de Jilemnice est renommée pour ses tissus en lin et ses mouchoirs. Les joncs de Bakov sont utilisés pour la fabrication des paniers et des nattes.

La circonscription de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Brno embrasse une superficie de 11.914 kilomètres carrés et compte 1.341.020 habitants. Elle est située à l'ouest de la Moravie. L'industrie des laines y est très importante. Concentrée à Brno, elle compte 50 fabriques et occupe 17.000 ouvriers. Puis vient la construction des machines dont les principaux centres sont Brno, Blansko et Boskovice. La région de Znojmo fournit à l'étranger une quantité considérable de légumes et de concombres. Dans les environs de Boskovice, on rencontre des fabriques de chaussures et des vêtements. Signalons encore les usines d'électricité à Oslovary. La Chambre de Commerce de Brno possède un musée magnifique des Arts et Métiers, renfermant une bibliothèque de 20.000 volumes.

1.314.864 habitants répartis sur un territoire de 10.289 kilomètres carrés, telle est la circonscription de la Chambre de Commerce d'Olomouk. Les centres industriels les plus importants sont les villes de Mor, Ostrava, Prostejov, Sumperk, Prerov, Novy Jicin, Sternberk, Rymarov et Zabreh. Cette région est surtout agricole, quoique l'exploitation de la houille, la production de briquettes, d'asphal-

te et de goudron constituent les branches importantes de l'industrie locale. La ville de Prostejov est renommée pour ses nombreuses usines de laines et la confection des vêtements qui occupent 20.000 ouvriers. Au point de vue métallurgique, il faut citer les villes de Prerov et de Prostejov qui possèdent des fabriques pouvant livrer 50 wagons par mois.

La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Opava (Troppau) comprend la Silésie Tchecoslovaque dans toute son étendue et le territoire de Stlucin (Hultschin). Cet arrondissement renferme 4.443 kilomètres carrés sous sa juridiction, et possède une population de 675.677 habitants. Les entreprises industrielles viennent au premier plan; celles du commerce au second et, en dernier lieu, les exploitations minières. A citer le magnifique district houiller d'Ostrava (Ostrau) et de Karvin. La Silésie, très riche en forêts, a donné naissance à de nombreuses fabriques de cellulose, d'allumettes, d'instruments de dessin et les centres les plus connus sont ceux de Tesin, Vratimor, Opava, Goldopthal. L'industrie du papier s'est considérablement développée à Zimesvice, Bedrichov, Kylesovice, Annathal.

Si nous remontons vers le nord de la Silésie, nous trouverons dans la région rocheuse de Frydberk des quantités énormes de granit et de marbre, surtout à Supikovice. Urbno fournit du gravier, du sable, de la terre glaise, des pierres calcaires. La région de Zighartice possède de nombreux fours à chaux et Hrusov des fabriques céramiques. L'élevage des bêtes ovines a permis de créer un grand nombre de filatures, dont les plus remarquables sont celles d'Opava, de Vrbno, de Krnov et de Novel-Herminiv.

La ville de Bratislava n'est pas restée, non plus, en arrière. Les 48 membres de sa Chambre de Commerce sont très actifs aussi. Dans cette Cité aux murs antiques, la viticulture est la branche d'industrie la plus répandue. L'économie forestière prend un développement considérable et, comme Bratislava, située sur les bords du Danube, est destinée à devenir un port commercial extrêmement

important, le gouvernement se préoccupe de hâter la construction du canal entre l'Elbe, l'Oder et le Danube et à perfectionner les moyens de communication entre la Tchécoslovaquie et la Mer Adriatique. Ce serait Fiume qui servirait de point de liaison.

Nous voici maintenant à Banska Bystrica, que l'on peut, avec raison, dénommer la circonscription de la Slovaquie Centrale, avec une étendue de 19.000 kilomètres carrés et 998.000 habitants. Tandis qu'au nord de cette région c'est l'industrie qui prospère, dans la partie méridionale l'exploitation agricole progresse de plus en plus. A la tête de la production industrielle est l'industrie du bois. 80 scieries fournissent 100.000 mètres cubes de bois d'œuvre. On trouve à *Thonet* des fabriques de meubles en bois courbé, connus dans tous les grands centres européens. Podbrezova fournit des tubes à soudure autogène. A Ruzomberok les grands établissements de la Maison Mautner livrent à l'exportation des étoffes de coton, des draps fins, des couvertures et des carapaçons. Les broderies et les dentelles font l'objet de l'industrie à domicile qui a pris une très grande extension dans la plupart des petites villes de la Slovaquie centrale.

Le XX^e canton de la Tchécoslovaquie se compose de Koscie, de l'ancien canton de Spis et de la Russie Subcarpathique. Il a une superficie de 26.725 kilomètres carrés, et sa population s'élève à 1.342.140 habitants. La Chambre de Commerce n'a pas, dans cette circonscription, d'instituts spéciaux et la branche industrielle la plus importante que l'on ait à signaler dans cette région est celle des forêts et du bois. L'agriculture y est très développée et ce sont les produits retirés de la terre qui font l'objet d'un commerce assez intensif.

Nous ne saurions passer sous silence les efforts faits par la France pour réaliser le rapprochement intellectuel Franco-Tchécoslovaque. L'ami fidèle des Tchèques, l'éminent professeur de la Sorbonne, Ernest Denis, avait toujours rêvé de créer un Institut français, à côté de l'Université Charles IV. Dans son esprit, cet Institut devait servir de trait d'union entre les deux Républiques. Ernest Denis

est mort, mais son désir a été exaucé ; et le dévoué collaborateur de MM. Masaryk, Edouard Benès, Osusky, l'illustre continuateur de Palacky a eu la joie bien douce d'inaugurer cet établissement quelque temps avant sa mort, en 1920. Installé au centre de la ville de Prague, Ostrovni G.-Prague H., l'Institut possède actuellement plus de 500 auditeurs inscrits. Il délivre chaque année, après examen et comme sanction des études, deux diplômes, l'un du degré élémentaire, l'autre du degré supérieur. Parmi les professeurs éminents, nous sommes heureux de citer M. A. Fichelle qui, chargé de cours à l'Université de Brno est, en outre, secrétaire général de la Fédération des Sections de l'Alliance Française en Tchécoslovaquie, association très prospère, dont le Docteur Ladislav Pinkas, fils de M. Sobestav Pinkas, fondateur de l'Alliance française à Prague, est actuellement le distingué président. Cette institution a comme organe de propagande la *Revue Française de Prague* qui unit entre elles les sections très nombreuses de l'Alliance Française sur le territoire de la Jeune République.

Et ce n'est pas seulement en Tchécoslovaquie que les efforts de la France se multiplient dans le but d'aider efficacement sa sœur cadette à triompher des difficultés financières, économiques et sociales, mais à Paris même où deux puissantes associations se sont formées sous la haute direction de nos compatriotes les plus éclairés et les plus éminents. Citons d'abord le *Comité France-Orient*, constitué par déclaration officielle du 5 juin 1913 sous les auspices du Ministre des Affaires Etrangères.

Parmi les membres du Conseil de Patronage, nous relevons les noms de M. Gaston Doumergue, Président de la République, M. Raymond Poincaré, ancien Président de la République et président du Conseil, MM. Léon Bourgeois, E. Barthou, de Selves, Pichon, Maréchal Lyautey, Général Weygand, Général Gouraud, Général Pellé.

Le conseil de Direction est ainsi constitué :
Présidents d'honneur : MM. Georges Leygues, Paul Doumer, actuellement président du Sénat.

Présidents effectifs : MM. Louis Marin, P. Lennail; Vice-présidents : MM. C. Blondel, Général Richard, Edmond Parville; Délégué général : M. P. Abden-Boisson; Délégué économique : M. G. de Montmiral, Secrétaire général adjoint; Délégués commerciaux : MM. E. Genin, trésorier; J. Thomas, censeur.

Le Comité France-Orient publie un *Bulletin Officiel* qui rend compte de tous les travaux des Sections Ethniques.

Il est, du reste, admirablement secondé par la Chambre de commerce franco-tchécoslovaque, qui, fondée à Paris le 25 juin 1915, avec le concours de M. André Lebon, ancien ministre du Commerce et de l'Industrie et président de la Fédération des Industriels et commerçants français, a pour but de faire de plus en plus connaître les richesses naturelles de la Tchécoslovaquie et de rechercher constamment les moyens propres à étendre les rapports économiques entre les deux Républiques. Par suite de dispositions nouvelles, mises en vigueur depuis le 31 août 1923, son champ d'action grandit tous les jours et le renouvellement de l'*Accord Commercial Franco-Tchécoslovaque* ne peut qu'assurer sur une base inébranlable la prospérité des deux pays.

La Chambre de Commerce tchécoslovaque à Paris est, aujourd'hui, ainsi constituée :

Président d'honneur : M. André Lebon, ancien ministre; Président honoraire : M. J. Godet, industriel, vice-président de la Chambre de Commerce de Paris; Président effectif : M. Fernand Couget, ancien ministre de France à Prague; Vice-Présidents : MM. P. Famel et Svestka; M. F. Hlavacek, directeur de la Bohemia, banque tchécoslovaque pour l'Etranger, Prague et Paris; Trésorier : M. J. Wilhelm, directeur des Compagnies d'assurances et de réassurances *La Minerve et La Polaire*.

Trésorier adjoint : M. Wunsch.

Secrétaire général : M. R. Savary, docteur en droit.

Membres : MM. Jean Balsan, Binet, de Brousse, Emile Dubsky, Hofmann, Jellineck, Kramota, Lus-

tina, Antoine Ort, Jean Patry, Oudot, Prevost Saffrey, Sedlacek, Schiller, Schwob d'Héricourt.

Conseil juridique : M. Otakar Flanderka.

Le siège social est à Paris, 106, rue de Richelieu.

Signalons aussi la création toute récente d'un nouveau groupe, presque similaire, qui, sous le nom de « Société des Amis de la Tchécoslovaquie », et sous la présidence effective de M. Paul Painlevé, aura pour mission de rechercher les moyens de créer une alliance indissoluble entre la France et la jeune République, afin d'assurer la prospérité des deux peuples amis et d'éviter tout conflit entre les petites nationalités Balkaniques, seule base sur laquelle puisse vraiment reposer la paix mondiale.

Parmi les hommes éminents qui composent ce Comité nous sommes très heureux de rappeler les noms de M. Etienne Fournol, vice-président du Bureau et de M. Charles Henry, chef de cabinet de M. le Ministre de la Guerre.

Puisse l'Idéal si noble et si généreux qui inspire toutes les Sociétés dont nous venons de parler, être enfin réalisé!

Puissent les efforts si considérables, si sincères, si humanitaires et si constants de la France Républicaine, en face du monde entier, être bientôt couronnés de succès!

Tel est notre vœu, le vœu ardent de la *Fédération Littéraire, Artistique et Economique du Midi!*

FIN



TABLE des MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

	Pages
Préface de M. Emile Borel, membre de l'Institut, ancien ministre de la Marine, député de l'Aveyron, président du Comité Français de Coopération européenne	7
Lettre de M. Georges Ferrero, président de la Fédération Littéraire, Artistique et Economique du Midi	9
I. — L'enfance et la jeunesse du futur libérateur de la Bohême	13
II. — Les modestes débuts d'un véritable héros. Il se plonge courageusement dans la tourmente révolutionnaire	17
III. — La carrière littéraire, philosophique et politique de M. Masaryk	24
IV. — La doctrine du grand savant appliquée à la réalité des faits	34
V. — Le synergisme ou les bienfaits de l'effort collectif	39
VI. — Confusion néfaste entre l'esprit religieux et les religions révélées	46
VII. — Au début du grand conflit européen	49
VIII. — Le retour triomphal	80
IX. — Les nuageuses conceptions métaphysiques ramenées aux salutaires proportions d'un code de morale en action. La démocratie posée comme le seul gouvernement capable de répondre favorablement aux aspirations des peuples civilisés	87

X. — Un programme rationnel doit remplacer les dangereux mirages d'un mysticisme stérile.	96
XI. — Que devra donc être désormais l'éducation de l'enfant? La famille? L'Etat? Le citoyen?	102
XII. — Critique du bolchevisme	119
XIII. — Quelques réflexions de M. Thomas G. Masaryk sur le cauchemar de l'invasion panslaviste. Etude à vol d'oiseau des petites nationalités balkaniques	129
XIV. — Réponse de M. Masaryk aux principaux griefs adressés à ses nouvelles théories métaphysique, religieuse, économique et sociale	139
XV. — Les disciples de l'éminent professeur de Prague : Edouard Benès, Brestilar Fouska, Em. Chalupny, Uhlik, Jozifek, Kaute ..	156
XVI. — Les personnages politiques de Tchécoslovaquie et les principaux collaborateurs de M. Thomas Garrigue Masaryk : Stefan Osusky, Edouard Benès, Kramar, Milan Stéfaniak	162
XVII. — L'évolution tchèque au point de vue sociologique	177
XVIII. — De la condition des femmes tchécoslovaques.	192
XIX. — La nouvelle constitution tchécoslovaque	195
XX. — Le premier président de la république tchécoslovaque	231
XXI. — Le prodigieux essor du génie tchécoslovaque.	235
XXII. — Conclusions sur la vie et l'œuvre incomparable du plus grand défenseur de l'humanité	241

DEUXIÈME PARTIE

I. — Le nouveau territoire Tchécoslovaque	247
II. — La situation économique actuelle de la Tchécoslovaquie	253
III. — Le recensement des terres Tchécoslovaques et la réforme financière	265
IV. — L'agriculture en Tchécoslovaquie	272
V. — Des réformes d'ordre administratif, judiciaire et financier.	
1. L'administration; la Justice	277
2. L'Armée; Les Cultes	280
VI. — L'enseignement Tchécoslovaque	285
VII. — L'industrie en Tchécoslovaquie	291
VIII. — Le rétablissement économique et financier en Tchécoslovaquie	300
IX. — Comment ramener à son taux normal l'unité monétaire	309
X. — Les Lettres, les Arts et la Presse dans la Tchécoslovaquie contemporaine	317
XI. — La musique tchécoslovaque	326
XII. — Les relations économiques de la Tchécoslovaquie	329
XIII. — Appendice. L'office central et les Chambres de Commerce et d'Industrie en Tchécoslovaquie	333

PORTRAITS

M. Thomas Garrigue Masaryk, premier président de la République Tchécoslovaque	10
M. Gaston Doumergue, président de la République Française	11
M. Jean Huss	19
M. Woodrow Wilson, ancien président de la République des Etats-Unis	59
M. Raymond Poincaré, ancien président de la République Française, président du Conseil	67
M. Aristide Briand, ancien président du Conseil, ministre des Affaires Etrangères	75
M. Paul Painlevé, ancien président du Conseil, ministre de la Guerre; président de la <i>Société des Amis de la Tchécoslovaquie</i>	77
M. Francis T. White, de la Fédération Littéraire, Artistique et Economique du Midi, membre bienfaiteur et correspondant	149
M. Stefan Osusky, ministre plénipotentiaire, envoyé extraordinaire de Tchécoslovaquie à Paris ..	163
M. Edouard Benès, ministre des Affaires Etrangères de Tchécoslovaquie	169
M. Thomas G. Masaryk	233
M. Edouard Herriot, ancien président du Conseil, ministre de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts	237
M. Vincent Auriol, député socialiste de la Haute-Garonne, ancien président de la Commission des Finances	315
M. Calvin Coolidge, président de la République des Etats-Unis	331

GRAVURES

Le château de Hradcany	81
Vue du château de Prague	83
Vue de la cathédrale de Prague	85
Carte de la Tchécoslovaquie	243-246
Vue des environs de Prague	255
Une splendide installation industrielle à Prague	259
Wagons-salons dans les trains tchécoslovaques	261
Machine agricole employée en Tchécoslovaquie	273
Les travaux agricoles dans la République Tchécoslovaque	275
Atelier pour la réparation des locomotives à Prague..	293
Un nouveau système de machines élévatoires pour l'embarquement et le débarquement des marchandises en Tchécoslovaquie	297

